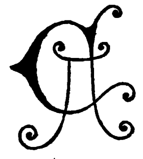


VICTOR BÉRARD

L'Empire Russe et le Tsarisme

Avec une Carte en couleur hors texte



Librairie Armand Colin
Paris, 5, rue de Mézières

L'Empire Russe
et le Tsarisme

OUVRAGES DE M. VICTOR BÉRARD

Les ouvrages de M. Victor Bérard ont été couronnés par l'Académie française (Prix Vitet, 1904)

A LA MÊME LIBRAIRIE

L'Angleterre et l'Impérialisme. Un vol. in-18 avec *une carte en couleur hors texte* (*2e édition*), br. . . . . 4 »

(*Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Thérouanne.*)

L'Empire russe et le Tsarisme. Un vol. in-18, avec *une carte en couleur hors texte*, br. . . . . 4 »

La Politique du Sultan. Un vol. in-18 (*4e édition*), br. . . 3 50

La Macédoine. Un vol. in-18 (*2e édition*), br. 3 50

Les Affaires de Crète. Un vol. in-18 (*2e édition*), br. . . 3 50

Questions extérieures (1901-1902). Un vol. in-18, br. 3 50

La Révolte de l'Asie. Un vol. in-18 (*2e édition*), br. . . . 4 »

Pro Macedonia. Un vol. in-18, br. . . . . 2 »

Les Phéniciens et l'Odyssée (2 volumes) :

Tome I. Un vol. in-8 grand jésus, 592 pages, *98 cartes et gravures*, broché. . . . **25** » ; relié demi-chagrin, tête dorée . . . . . **32** »

Tome II. Un vol. in-8 grand jésus, 630 pages, *144 cartes et gravures*, broché. . . . **25** » ; relié demi-chagrin, tête dorée. . . . . . **32** »

La Turquie et l'Hellénisme contemporain. Un vol. in-18 (*5e édition*) [Librairie Alcan]. 3 50

(*Ouvrage couronné par l'Académie française.*)

De l'Origine des Cultes arcadiens. Un vol. in-8 [Librairie Fontemoing] 12 50

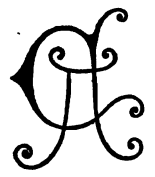
(*Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Prix Saintour.*)

396-05. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 5-05.

VICTOR BÉRARD

L'Empire Russe
et le Tsarisme

Avec une Carte en couleur hors texte



Librairie Armand Colin
Paris, 5, rue de Mézières
1905

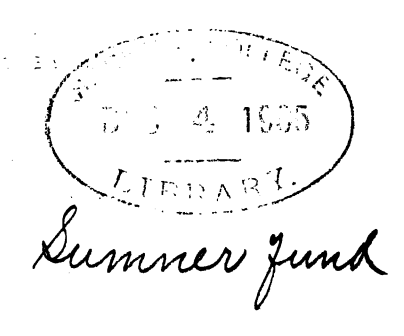

LIBRARY.
Sumner fund

TABLE DES CHAPITRES

I

LA TERRE ET L'HISTOIRE

II

RELIGIONS ET NATIONALITÉS

III

LA RUSSIFICATION

IV

LA RUSSIFICATION (SUITE)

V

LE TSARISME

PRÉFACE

Au lendemain des fusillades de Pétersbourg, notre gouvernement déclarait à la Chambre :

Nous continuerons la politique qui, grâce à l'appui éclairé du Parlement et à l'assentiment manifeste de la nation, par la pratique active de notre alliance et la réalisation d'utiles rapprochements, a fortifié notre situation dans le monde et fait de notre pays, à des heures critiques, un agent écouté de concorde internationale.

Un député socialiste-révolutionnaire, M. Allard, protesta :

Dans toutes les déclarations qui ont été lues à cette tribune depuis un certain temps, nous avions l'habitude d'entendre le couplet franco-russe : c'était de rigueur. Mais aujourd'hui j'ai été étonné, alors que tout l'univers civilisé n'a qu'un cri d'indignation devant les massacres de Saint-Pétersbourg, j'ai été étonné, dis-je, qu'on ait osé parler encore devant un

parlement français d'une alliance et de relations quelconques avec un gouvernement d'assassins.

Notre ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, répliqua à cet orateur de l'Extrême-Gauche :

Déplorez les événements qui se sont produits; plaignez-en les victimes infiniment moins nombreuses, heureusement, qu'on ne l'a dit. Mais vous devez vous arrêter là. Vous n'êtes pas des juges. Les faits ne relèvent pas de vous...

Je dis que vous n'êtes pas les juges de ce qui se passe dans les pays étrangers. La susceptibilité cent fois légitime que vous montreriez, que je montrerais moi-même autant que quiconque ici, contre l'ombre même d'une ingérence étrangère dans nos affaires intérieures, nous fait une loi d'observer la même réserve...

Parlant au nom de la nation, M. Delcassé aurait pu l'associer tout entière à cette tristesse et à cette pitié qu'il permettait ou conseillait à quelques-uns. La France a été unanime. Le sang inutilement ou injustement versé lui cause toujours la même émotion, la même révolte : Arménie, Transvaal ou Pologne, elle est toujours pour ceux que l'on massacre; mais, quand il s'agit du peuple russe, notre compassion se fait plus tendre pour les malheurs de cet ami et allié. Car l'alliance russe, dont on a pu critiquer certaines conséquences et

dont nous n'avons pas toujours usé au mieux de tous nos intérêts, nous a coûté peut-être plus que nous n'avions escompté et ne nous a pas donné tout ce que nos espérances populaires en attendaient. Elle conserve néanmoins les sympathies de la nation.

Parmi nos politiques, ceux-là mêmes, qui dans la pratique quotidienne font les plus expresses réserves, sentent bien que, malgré tout, créée par les dangers que causait la Triple-Alliance à la paix européenne et à la sécurité française, la Duplice reste un contrepoids nécessaire à cette Triple-Alliance : une brouille franco-russe, un replâtrage ou un raccommodement russo-prussien et la restauration de l'alliance des trois empereurs relèveraient sur l'Europe occidentale le cauchemar de la tyrannie allemande, que certains peuvent bien oublier ou railler aujourd'hui, mais qui hante le souvenir de tous ceux qui ont vécu ou étudié notre histoire entre 1871 et 1890.

Cette alliance franco-russe, comme toutes liaisons humaines, ne va pas sans difficultés accidentelles, sans contradictions intimes, sans risques de refroidissements et de rupture. Mais les plus grands de ces risques viennent sûrement de l'ignorance, de la connaissance fort imparfaite, du moins, où les

deux peuples vivent l'un de l'autre. Le peuple russe ignore tout de la France ; le public français n'a de la Russie qu'une idée rudimentaire ou même une imagination assez fantaisiste. Durant les dix années qui viennent de s'écouler et qui furent « la lune de miel » de cette union, la France n'a eu qu'admiration pour ce conjoint qu'elle devinait un peu brutal, fraîchement civilisé, mais qu'elle croyait invincible. Aujourd'hui, si nous ne voulons pas que, sous l'influence néfaste des astres de l'Extrême-Asie, la lune rousse succède, nous devons tâcher à mieux connaître nos alliés, leurs capacités et qualités véritables, surtout les possibilités et nécessités de leur vie nationale : en laissant de côté tendresses et colères, il faudrait que nous pussions étudier ce problème russe avec le même calme, la même liberté d'esprit que le problème des origines susiennes ou chaldéennes.

I

LA TERRE ET L'HISTOIRE

I

LA TERRE ET L'HISTOIRE[1]

Il faut nous représenter exactement l'immensité, l'uniformité géographique et le bariolage ethnique de cet empire.

Les statistiques nous disent bien que Russie d'Europe et Russie d'Asie forment, d'un seul tenant, un enclos de vingt-deux à vingt-trois millions de kilomètres carrés et que, de Libau sur la Baltique à Vladivostok sur le Pacifique, sept ou huit mille kilomètres en ligne droite se déroulent. Mais ces chiffres, tout en nous paraissant énormes, gigantesques, ne nous représentent rien de très précis, tant ils dépassent l'ordinaire de nos mesures et de nos conceptions européennes, le demi-million de kilomètres carrés de la France ou de l'empire allemand, les mille kilomètres, à vol d'oiseau, qui séparent Londres de

1. Voir la carte reproduite de l'Atlas Vidal-Lablache. Cette carte ne contient pas tous les noms de lieux cités en ce volume; mais, en un *schéma* très expressif, elle représente bien les grandes zones économiques et ethnographiques de la Russie d'Europe.

Gênes ou Paris de Vienne : quarante-deux ou quarante-trois fois la superficie de la France, dix ou douze fois la distance de Paris à Marseille, presque l'intervalle de Paris au Zambèse!

Pour la Russie européenne, nous avons encore avec nos terres occidentales quelques communes mesures : au centre de cette Russie, Moscou n'est séparée des grands ports de la périphérie, Odessa, Riga, Arkhangel et Astrakhan, que par deux ou trois cents lieues, comme Munich l'est de Nantes, Berlin de Livourne, ou Vienne de Salonique. Mais, dans la Russie asiatique, nos estimations s'égarent, se dissolvent.

Arrivons-nous seulement à bien voir, à « réaliser » que tout unit, que rien ne sépare, que rien même ne distinguera bientôt de Moscou et de la Moscovie cette Russie asiatique? Irkoutsk sur le Baïkal est aujourd'hui aussi moscovite que pouvait l'être Astrakhan sur la Caspienne à la fin du XVIIe siècle, beaucoup plus russe que ne l'était Tiflis ou Bakou aux temps de la guerre de Crimée. Et au delà d'Irkoutsk, jusqu'au Pacifique, les progrès et le rattachement moscovites se poursuivent sans relâche par des colonies de langue et de sang russiens; pourtant, il n'est point encore entré dans notre conception habituelle des choses, il nous faut quelque effort d'esprit pour bien considérer qu'au début de notre XXe siècle, Vladivostok tient à Moscou plus intimement et par des liens plus continus que n'y pouvait tenir Odessa au début du XIXe.

Or, de Moscou à Vladivostok s'allongent six mille sept cents kilomètres à vol d'oiseau : où trouver en notre Europe occidentale pareil ruban de terre ferme? Par-dessus la Méditerranée et les golfes de la Perse et de l'Inde comblés, il nous faudrait imaginer Paris ayant un port oriental à Calcutta.

Encore toutes ces comparaisons européennes ne peuvent-elles nous rendre au vrai l'immensité russe : elles ne nous en donnent toujours qu'une vision imparfaite, sinon fausse. Car le propre de nos terres occidentales est d'être morcelées, cloisonnées en petits compartiments par des mers pénétrantes et des montagnes interposées : nulle part, notre Europe ne peut nous offrir cent lieues de cette uniformité qu'en Russie, sur des milliers et des milliers de kilomètres, rien ou presque rien ne vient rompre. Non seulement la Russie est une terre immense, mais c'est encore une terre vide de montagnes et de golfes, une terre sans bornes et sans coupures.

Les grands océans et les mers secondaires ne font que ceinturer le continent russe : à peine le limitent-ils une moitié de l'année; pendant six mois, leurs glaces ne font que continuer ses glaces. Seuls, en un petit angle de la Russie européenne, les golfes de la Baltique et de la mer Blanche poussent leurs avancées à la rencontre les uns des autres et une chaîne de grands lacs finit presque de les souder.

De même, les grandes montagnes de l'Europe et de l'Asie, Carpathes, Caucase, Hindou-Kouch, Altaï, etc., ne font que border la plaine russe, tout au plus la fes-

tonner de leurs contreforts. Seule, une chaîne transversale, l'Oural, pourrait la couper en deux, — et nous avons l'habitude en effet de borner à l'Oural les deux Russies d'Europe et d'Asie. — Mais cette chaîne ne va pas de l'océan Glacial à la Caspienne comme le Caucase va de la Caspienne à la mer Noire; la cloison ouralienne, entre son extrémité et le rivage caspien, laisse une porte de quelque six cents kilomètres de large, — toute la largeur de la terre française entre le pied des Alpes et les bords de l'Atlantique, entre Grenoble et La Rochelle. L'Oural ne trace donc pas une frontière : de tout temps, comme aujourd'hui, les mêmes peuples en ont possédé ou fréquenté les deux façades; de jour en jour, par cette grande porte caspienne, la colonisation russe rattache plus étroitement les steppes asiatiques aux steppes européennes.

A travers la Russie d'Europe, qui nous est un peu connue et qui fait la charpente et la force de cet empire, à travers la Russie d'Europe, la nature n'a établi aucune de ces divisions montagneuses, aucun de ces obstacles-abris, avec lesquels l'homme doit compter, mais sur lesquels aussi l'homme peut compter et qu'utilise pour leur défense ou que détruit pour leurs relations l'énergie des communautés humaines. D'Arkhangel à Odessa, de Pétersbourg à Astrakhan, d'un rivage à l'autre, les chemins de fer courent tout droit sans le moindre de ces tunnels que nos lignes françaises doivent percer entre chaque vallée de nos rivières, — et les chargements

de la Baltique coulent à la Caspienne, les barques de la mer Noire se halent jusqu'à la mer Blanche, au long des canaux, des lacs ou des marais qui unissent, qui toujours ont uni les fleuves opposés.

Nulle part, les fantaisies et les commodités humaines n'ont à respecter ou à violenter les résistances de la nature. Nulle part, l'homme ne rencontre cette « échine » et ces arêtes montagneuses, sans lesquelles, nous autres Européens, nous ne pouvons nous figurer un continent. Dans leurs atlas, nos géographes avaient inventé cette « ossature » et, récemment encore, leurs cartes dessinaient par une belle chenille, entre le mur des Carpathes et le mur de l'Oural, l'indispensable « ligne de partage ». Dans la réalité, rien de pareil. En un coin seulement de l'immensité plate, un tertre sans grande étendue soulève à quatre cents mètres le Bocage du Valdaï au-dessus des marécages et des lacs : tel notre Bocage vendéen ou normand au-dessus des Marais et Plaine du pourtour.

* * *

Et pour augmenter encore cette uniformité, à travers toute la Russie, bien haut, par-dessus la tête des hommes, hors de leurs atteintes, ce sont les mêmes forces météorologiques qui partout règnent sans conteste, courbent également toutes les vies de l'homme, de la bête et des plantes et ne partagent cette immensité russe qu'en deux grandes moitiés : la

terre boisée et la terre nue. Deux moitiés compactes, distinctes, formant chacune un monde, le monde des arbres et le monde des herbes. Nulle part, l'alternance variée et la marqueterie multiple de bois et de prairies, de champs et de fourrés, qui découpent la moindre de nos terres européennes en une multitude de régions sauvages et de régions cultivées.

En Asie comme en Europe, une moitié de la Russie n'est ou n'était récemment que bois; une autre moitié n'a toujours été que champs découverts, steppes. Dans la Russie d'Europe, la forêt d'un seul tenant couvrait ou couvre encore trois à quatre cents millions d'hectares (sept ou huit fois la superficie de la France entière); sans interruption, six ou sept cents autres millions d'hectares prolongent cette forêt en Asie. Et la steppe russe, d'un seul tenant, déroule sur l'Europe et l'Asie, des Carpathes aux frontières de Mongolie, quatre ou cinq cents millions d'hectare s vides.

Entre ces deux mondes juxtaposés, l'union intime n'est pas établie par une série naturelle de régions intermédiaires : le mur des arbres cesse brusquement au bord de l'océan des herbes. La hache des hommes taille sans doute des clairières à l'orée de la forêt, fait des coupes au long des fleuves, qui emmènent l'arbre abattu; par ce travail incessant de la hache, la lisière des bois, sur toutes leurs façades, est entamée, recule. Mais la masse reste toujours compacte et, depuis les rivages de la mer septentrionale jusqu'au point où les vents maritimes peuvent charrier et déverser les outres de leurs nuages, la forêt presse et renouvelle

sans trêve son armée d'arbres élancés, rigides, innombrables, pins, sapins, mélèzes et bouleaux.

Ces vents humides viennent seulement de la Baltique et de l'océan Glacial. La mer Noire et la Caspienne ne sont que des lacs intérieurs, où le vent, desséché par les plateaux asiatiques, n'a pas le temps de récolter des nuages. A peine ces mers du Sud fournissent-elles des buées rafraîchissantes aux plaines de leur pourtour et quelques grosses pluies d'orage aux pentes méridionales du Caucase et de la Crimée. De la Baltique et de l'Océan, au contraire, pluies, neiges et brouillards, c'est toute l'année une charge d'eau énorme que les vents du nord et de l'ouest déversent jusqu'à huit cents, jusqu'à mille kilomètres à l'intérieur. Donc à huit cents ou mille kilomètres des rivages septentrionaux, une ligne reproduisant en gros la courbure de ces rivages, un demi-cercle presque régulier allant des Carpathes aux monts Oural dessine ou dessinait jadis la lisière continentale de la forêt; Kief, Toula, Nijni-Novgorod, Kazan, Orenbourg jalonnent cette ligne : au nord, les bois; au sud, les steppes.

Au nord, la forêt marécageuse où de grandes étendues d'eaux glacées dorment parfois, où des landes de sable mettent de loin en loin quelque lacune, où la différence des sol et sous-sol se traduit par quelques différences d'aspect, quelques nuances. Seule, la différence de latitudes, nuançant les feuillages et les essences, fait varier la proportion de clairières, de taillis, de fourrés et de grands arbres.

Vers l'extrême-nord, la rigueur du climat arrête les bois à deux cents kilomètres du rivage, et borde l'Océan d'une zone déserte où ne verdissent que mousses et lichens dans le marais gelé des *toundras*. Au centre, les arbres résineux dominent, couvrant tout le sol de leurs aiguilles caduques, peuplant tout le ciel de leurs colonnes trapues ou de leurs grêles colonnettes. A l'orée méridionale, à la lisière du continent herbu, un grand chêne, un tilleul géant, de ci, de là, étouffe sous son ombre tout rival, se taille dans la forêt comme un petit domaine de mousses, d'herbes et d'arbustes fleuris; roi de ce champ minuscule, il invite le chasseur à établir sa hutte, le défricheur à commencer son essart. L'homme sous ce protecteur peut abriter sa famille qui, rayonnant tout autour, accroîtra chaque jour l'espace découvert et le jardinet cultivé. Chassé de la steppe par l'invasion mongole, le Grand-Russien viendra chercher la paix et la vie en ces bois moins épais, et jusqu'à nous ses poètes et ses écrivains nous vanteront la beauté de ces clairières :

Vous traversez des taillis, de hautes plantes, et enfin vous découvrez une source; un buisson de chêne étale complaisamment ses branches velues au-dessus de l'eau; de grosses bulles d'argent s'élèvent du fond du liquide et viennent mourir à sa surface; vous vous étendez près du bord; vous n'avez plus soif; la fatigue l'emportant, vous restez immobile. L'ombre qui vous enveloppe de tous côtés est imprégnée d'une fraîcheur odorante; les buissons semblent jaunir...

Voici le bois : les hautes cimes des trembles murmurent, les bouleaux se balancent paresseusement, le chêne

vigoureux se dresse à côté du tilleul géant. Vous suivez un chemin émaillé de fleurs; de grosses mouches tourbillonnent dans l'air; des moucherons s'agitent par essaims; les oiseaux gazouillent. Comme le chant de la fauvette s'allie bien à la senteur du muguet!

Nous nous enfonçons dans le bois; le fourré s'épaissit; la paix et le bien-être s'emparent de l'âme. A un souffle de vent, les hautes cimes remuent et font entendre comme un bruit de cascades. Les herbes élancées croissent sur le lit des feuilles mortes de l'an dernier. Tout à coup un lièvre déboule.

Que la forêt est belle à la fin de l'automne, quand les bécasses arrivent! il n'y a plus de soleil, mais de l'ombre, mais une odeur enivrante répandue dans la campagne, un brouillard transparent qui se tient au-dessus des plaines. Les arbres se dessinent sur un ciel bleu pâle, et quelques feuilles dorées ajoutent à la beauté du coloris. Et, par un temps clair, lorsqu'il a gelé le matin, les bouleaux argentés sont couverts de rameaux d'or; le soleil bas brille d'un éclat plus vif; un petit bois de trembles, entièremen dépouillé de feuilles, inondé de lumière, semble heureux de sa nudité. De longues vagues bleues courent sur la rivière, balancent les oies et les canards et vous apportent le bruit d'un moulin. Les jours brumeux d'été ont auss des charmes, mais les chasseurs ne les aiment point; le gibier part tout près et disparaît dans des nuées blanchâtres que vous maudissez. Tout est calme et tranquille : aucun arbre, aucune feuille ne bouge; ils goûtent le repos avec délices. Une ligne noire monte au-dessus de la vapeur répandue dans les airs; vous la prenez pour un rideau de bois. Non, voyez, c'est une bande d'absinthe qui pousse entre deux champs.

Vous allez visiter un champ de la steppe. Après plusieurs petits chemins vous arrivez à la grande route. Vous passez devant les auberges dont les portes ouvertes vous montrent dans la cour le grand puits. Vous marchez longtemps, longtemps... Les pies voltigent sur les saules qui borden la route; les paysannes, armées de longs râteaux, traver-

sent les prés; un piéton chemine péniblement; voici venir une grande voiture seigneuriale; derrière, sur un sac, entouré de nattes, se tient un pauvre laquais avec de la boue jusqu'aux sourcils. Là-bas, c'est une ville avec ses petites maisonnettes de bois, ses maisons de marchands en briques, son vieux pont jeté sur le ravin...

En avant! la steppe commence. Au milieu de la plaine, des mamelons labourés accidentent la plaine de leurs vagues; des ravins tapissés d'herbes verdissent dans les intervalles; quelques blancs clochers se montrent dans le lointain; une petite rivière serpente agréablement; son cours est interrompu de temps à autre par des digues; quelques outardes restent craintivement dans un champ éloigné; une vieille habitation seigneuriale reflète ses tourelles dans un petit étang; vous avancez toujours. Enfin la voilà la steppe, la vraie, la steppe immense, sans limites [1]!

A travers la plaine découverte, les influences atmosphériques ont créé des contrastes plus visibles; trois zones s'y succèdent, de la lisière de la forêt aux rivages des mers ou au pied des montagnes méridionales : steppe noire, steppe grise et steppe blanche; steppe de culture, steppe de pâture et steppe de déserts.

Par-dessus la forêt, les nuages déversent encore le dernier égouttement de leurs pluies constantes sur la première zone qui, durant toute l'année, peut nourrir des cultures. Avant leur mise en valeur récente, ces terres fertiles, durant des milliers de siècles, se couvrirent d'herbes, de gazons, de graminées surtout qui, poussant et mourant sans emploi, empilaient sur place les couches de leurs détritus : d'où l'énorme

1. I. Tourguénief, *Récits d'un chasseur : le Bois et la Steppe.*

épaisseur de terreau, de « terre noire », de *tchernoziom*, comme disent les Russes, qui fait aujourd'hui de cette plaine un des greniers à blé du monde.

Sur trois ou quatre cents kilomètres de largeur moyenne, au sud de la forêt, et sur deux mille kilomètres de long, entre les Carpathes et l'Oural, ce champ de blé, dans la seule Russie d'Europe, pourrait couvrir quatre-vingts ou cent millions d'hectares (presque deux fois la superficie de la France entière), et déjà les colons russiens le prolongent au delà de l'Oural jusqu'à l'Irtych.

Au sud du tchernoziom, la steppe grise borde la mer Noire, et la steppe blanche, contournant la Caspienne, enchâssant le lac d'Aral, s'en va rejoindre les Sables Blancs, Noirs et Rouges du Turkestan russe, puis les « vides », les *Gobis*, du Turkestan chinois et de la Mongolie. Cette traînée de maigres prairies ou de déserts unit ainsi les bouches du Volga à la Muraille de Chine.

Irriguée et fumée, amendée et soignée par l'homme, la steppe grise, où les herbes annuelles n'ont empilé depuis des siècles qu'une mince couche de terre végétale, est susceptible de cultures interrompues, de pauvres récoltes; mais c'est avant tout un terrain de pâture et de transhumance : de tout temps, le berger y promena ses moutons, et les bateliers des fleuves vinrent déverser leurs chargements de laine dans les navires de la Caspienne et de la mer d'Azof. C'était l'Ukraine fleurie, où chantait le Petit-Russien, où vaguait le libre Cosaque. La littérature petite-rus-

sienne est tout embaumée de ses senteurs, et Gogol en est enivré :

Plus on avançait dans la steppe, plus elle devenait sauvage et belle... Jamais la charrue n'avait laissé de trace à travers les flots incommensurables de ses plantes sauvages. Les seuls chevaux libres, qui se cachaient dans ces impénétrables abris, y laissaient des sentiers. Toute la surface de la terre semblait un océan de verdure dorée qu'émaillaient mille autres couleurs. Parmi les tiges fines et sèches de l'herbe haute, croissaient des masses de bluets, aux nuances bleues, rouges et violettes. Le genêt dressait en l'air sa pyramide de fleurs jaunes. Les petits pompons du trèfle blanc parsemaient l'herbage sombre, et un épi de blé, apporté là Dieu sait d'où, mûrissait solitaire. Sous l'ombre ténue des brins d'herbe, glissaient, en étendant le cou, des perdrix à l'agile corsage. Tout l'air était rempli de mille chants d'oiseaux. Des éperviers planaient immobiles, en fouettant l'air du bout de leurs ailes et plongeant dans l'herbe des regards avides. De loin, on entendait les cris aigus d'une troupe d'oies sauvages qui volaient, comme une épaisse nuée, sur quelque lac perdu dans l'immensité des plaines. La mouette des steppes s'élevait, d'un mouvement cadencé, en se baignant voluptueusement dans les flots de l'azur; tantôt on ne la voyait plus que comme un point noir, tantôt elle resplendissait, blanche et brillante, aux rayons du soleil... O mes steppes, que vous êtes belles [1] !

Aujourd'hui les houillères du Donetz et les minières ferrugineuses du rivage peuplent d'usines le territoire presque désert de cette Nouvelle-Russie, où Catherine II installait des colonies de Serbes, de Grecs et d'Allemands.

1. Gogol, *Tarass Boulba*, trad. Ossip-Lourié, *Psychol. des Romanciers russes*, p. 30-31.

Tout argentée de sel, étoilée de cristaux, la steppe blanche est l'ancien fond de mer qu'ont abandonné, que continuent d'abandonner les flots de la Caspienne et du lac d'Aral, à mesure que ces nappes salées s'évaporent et que leur niveau s'enfonce au-dessous du niveau de nos mers. Sablonneuse et brûlée, la steppe blanche n'a jamais été qu'une arène de vie nomade ou de guerre pour les tribus turques et mongoles, dont les chevaux, durant des siècles, coururent de la Muraille chinoise aux rives du Volga, aux rives du Don, aux rives du Dniéper, et, par-dessus les Carpathes, aux rives du Danube et du Rhin : un des leurs, Attila, poussa même, à travers notre Europe, jusqu'aux bords de la Marne.

*
* *

Ainsi, dans cette immensité russe, steppes blanches, steppes grises, steppes noires et forêts, le monde des arbres et le monde des herbes juxtaposent leurs taches énormes. Mais, du nord au sud et de l'est à l'ouest, on chercherait vainement le moindre enclos préparé par la nature, dessiné ou seulement esquissé par des montagnes ou des collines, pour le groupement et la durée d'une communauté particulière, pour la naissance et la résistance d'une vie locale, d'une autonomie provinciale : pas une Lorraine et pas un Piémont, pas une Auvergne et pas une Bohême, pas même une Normandie ou une Toscane.

Seule peut-être, à l'angle nord-occidental, la Fin-

lande, grâce à la pénétration des mers Blanche et Baltique et à la traînée des grands lacs intermédiaires, pourrait être une sorte de Bretagne aux trois quarts détachée de la masse et de la vie continentales; mais l'infertilité du sol et la rigueur du climat ne lui permettent pas de nourrir une population suffisante pour défendre ses foyers et ses droits.

La Russie n'a jamais connu le régime du droit, qui n'est que la limitation des appétits et caprices rivaux, et que l'humanité, après quatre ou cinq mille ans de guerres, n'a encore établi péniblement, précairement, que dans les régions où, d'avance, la nature lui fournissait une terre accommodée. Grâce à l'innombrable cloisonnement de ses monts, golfes et mers, la Grèce fut la patrie des cités libres; grâce à ses Alpes, Pyrénées ou Carpathes, à ses lignes de partage et de défense, à ses mers intérieures, à ses îles et presqu'îles, l'Europe occidentale connaît les démocraties égalitaires et les royautés constitutionnelles.

Mais la Russie, comme les immensités chinoises et hindoues, arabes et soudanaises, comme les plaines de Chaldée et d'Égypte, la plate et immense Russie a toujours subi le bon plaisir de la force, les fantaisies du sabre, l'anarchie du brigandage ou la tyrannie de la conquête, et ce régime lui fut toujours d'autant plus dur, d'autant plus lourd, que des appétits et des caprices plus violents, des besoins plus impérieux appelaient ici de très loin et jetaient aux prises les humanités les plus diverses.

La Terre noire aurait pu devenir le siège d'une grande communauté agricole, d'une ruche travailleuse, pacifique, bien ordonnée, où cent millions de paysans auraient trouvé leur grasse vie, si, tout autour, quelque rempart naturel l'eût un peu mise à l'abri des convoitises et des attaques. Mais pas une colline n'abrite ce champ de blé : son entourage de plaines ouvertes et de forêts insondables lui fait comme une ceinture de dangers; pillards ou conquérants lui arrivent de toute part, grâce aux larges portes et aux routes faciles des fleuves, Volga, Don, Dniéper, qui, sortis de la forêt et tributaires des mers extérieures, prennent cette plaine en écharpe.

Dniéper, Don et Volga, trois routes historiques dont nos écrivains occidentaux méconnaissent souvent le rôle mondial, mais qui, toujours, eurent une influence décisive sur les destins de la Russie.

Par ces routes commodes, le bûcheron de la forêt et le berger de la steppe accourent vers la Terre noire, à la provision ou à la curée. Par ces routes rapides, arrivent aussi le négociant et le pirate des mers salées et des mers de sable, qui bordent au dehors la steppe et la forêt. Par ces routes qui marchent, les peuples du nord ont toujours essayé d'atteindre les pays du soleil, du pain blanc, du vin, des étoffes et des épices, et les peuples du sud ont toujours aspiré vers les pays du bois, des fourrures, du fer, du cuivre, des métaux précieux, surtout de cette denrée précieuse qui tint si longtemps une grande place dans le commerce levantin : l'ambre de la Baltique.

Par les fleuves russes, au XIIe siècle de notre ère, les Arabes ou leurs caravaniers venaient encore aux marchés de la Baltique et fournissaient d'ambre le monde méditerranéen : le hasard nous fait retrouver aujourd'hui des cachettes de monnaies qui jalonnent cette route musulmane; le marché central de l'ambre était à Visby dans l'île de Gotland; les golfes et rivières baltiques, puis, après un court portage, le Volga et la Caspienne ramenaient les caravanes musulmanes à la Perse, à l'empire du Khalife, aux bazars de Chiraz, de Bagdad ou de Damas.

Route éternelle que, bien avant les Arabes, avaient connue tous les peuples du Levant! Par les fleuves russes, les plus vieilles légendes des Hellènes faisaient déjà revenir leurs Argonautes de la Colchide aux Colonnes d'Hercule, en suivant l'Océan qui cercle le monde, après un court portage de leur barque légère entre le haut Dniéper et les rivières, puis les golfes du nord. Le portage d'un fleuve à l'autre, le *volotchok*, fournira toujours aux tribus d'entre-les-rivières, à ces « mésopotamiens » du nord, une occupation rémunératrice. De toute éternité et jusqu'à nous, le portage ou le traînage entretiendra chez elles l'habitude de la vie marcheuse, flottante, errante, et les relations avec les peuples les plus lointains du sud et de l'occident.

Avant et après les Argonautes et les Arabes, combien de trafiquants, de pillards, de trappeurs et de « bons compagnons » descendirent ou remontèrent ces rives et ces eaux du Volga, du Don et du Dniéper :

Varègues, Russiens, Polonais, Cosaques, Moscovites et Bulgares, venus du nord, Grecs, Italiens, « Francs », Arabes, Juifs, Persans et Turco-Mongols, venus du sud ou de l'est! Flottage du bois et transport du blé, transit de l'ambre, de l'or et des fourrures, razzias de moissons et de troupeaux, rafles d'esclaves, quelles multiples occasions de bénéfices offrait aux poings énergiques cette « marche » de l'Europe et de l'Asie!

Dans un tourbillon de hordes semi-nomades et de batailles incessantes, l'histoire russe jusqu'aux temps modernes n'est qu'une sorte de rhapsodie épique où des odyssées de pirates se cousent à des iliades de reîtres et de soudards, où d'innombrables capitaines de toutes langues et de toutes couleurs, blancs et jaunes, finnois, aryens, sémites et mongols, se taillent, chacun à la mesure de sa vaillance, un domaine qui dure autant que la force du chef ou la fidélité de sa bande.

De la steppe et de la forêt surgit à chaque génération une moisson de héros et de brigands, dont la fougue sauvage et la brillante, voyante silhouette rappelle les fleurs du printemps russe, innombrables, exubérantes, éphémères : la fleur du printemps et le héros de la libre vie sont les deux sujets de toute poésie russe. Tous les deux éclatent au jour sous le premier rayon du soleil ou de la fortune. Tous les deux disparaissent soudain, sans traces apparentes. Tous les deux cependant laissent des germes qui, vienne le printemps prochain, fleurissent

à la même place et teintent le sol de la même couleur.

Par les générations de ses hordes, comme par les générations de ses plantes, l'immensité russe arrive à se partager en un certain nombre de taches vivantes. Ce ne sont point des communautés humaines à notre mode d'Europe, des associations durables et fixes autour d'un foyer immuable et révéré : ce sont des taches superficielles, à peine liées au sol par une frêle attache, jamais arrêtées dans leurs contours, et dont les éléments, sous le grand souffle de la plaine, sont en mouvement perpétuel.

Que de choses étranges, attractives, entraînantes et vraiment merveilleuses dans ce seul mot russe *dorôga!* (la route, le voyage). Que de puissance dans le mot et que de charme dans la chose!.... La vitesse en voyage, c'est comme une force secrète, une puissance occulte qui vous a pris et vous transporte sur ses ailes; vous traversez les airs, vous fuyez, tout fuit avec vous; les poteaux indicateurs fuient; les forêts aux sombres rangées de sapins et de pins fuient..; la route tout entière fuit, se perd dans le lointain...

... O troïka, troïka! il ne faut pas demander qui t'a inventée; tu ne peux avoir été conçue, tu ne pouvais naître et paraître qu'au sein d'un peuple vif et agile, sur un territoire géant, qui occupe la moitié du globe et où, en route, nul, sous peine de vertige, ne s'amuse à compter les poteaux[1]...

Transhumances du berger dans la terre des herbes; déplacements du bûcheron, de coupes en coupes,

1. Gogol, *Lettre* à Scheviref, 28 février 1843.

dans les clairières de la forêt; fuites et retours du cavalier; poursuites ininterrompues du trappeur; descentes et remontées des barques : partout la vie errante ou nomade, depuis des milliers d'années, a mis en contact et mélangé sur la terre russe toutes les races blanches et jaunes de l'Europe et de l'Asie.

Finnois dans la forêt du nord, Turco-Mongols dans les steppes du sud et de l'orient, Aryens dans les clairières du centre et de l'occident : trois grandes taches ethniques subsistent toujours; chacune en son milieu garde sa couleur propre; mais elles se touchent, se fondent et passent entre elles, de dégradations en dégradations successives, par toutes les teintes de la gamme.

A travers l'histoire russe jusqu'à nous, ces trois taches se maintiennent. Pour en comprendre la répartition actuelle, il faut remonter à la nuit de la préhistoire : est-il besoin de dire que là-dessus nous sommes réduits aux calculs logiques, aux hypothèses? mais la seule hypothèse peut nous rendre compréhensible la répartition actuelle des peuples et des langues; le phénomène se présente aujourd'hui comme si, de tous points, les choses s'étaient passées de la manière que voici, aux temps obscurs, lointains, que nulle chronologie ne peut atteindre.

*
* *

Sous le nom de Finnois ou Finno-Ougriens, on englobe un ramassis de tribus forestières, dispersées

aujourd'hui dans l'Europe et l'Asie septentrionales. Les anthropologues disent les uns que ce sont des brachycéphales, les autres que ce sont des mésocéphales; mais quelques-uns y voient des dolichocéphales. Les philologues ajoutent que les Finnois parlent des langues de la famille « ouralo-altaïque », ce qui veut dire : venues de l'Oural et de l'Altaï; car nos classifications scientifiques gardent encore l'empreinte de cette idée étrange, saugrenue, que les diverses humanités sont venues des montagnes, du Caucase, de l'Oural, de l'Altaï, des parties les moins habitables du globe, des déserts de roches et de glaces que notre civilisation a le plus de mal à conquérir, ou des vallées qui, durant les siècles historiques, n'ont été peuplées que des fuyards de la plaine.

Par leurs langues et dialectes, par la couleur de leur peau, par l'ossature et les traits de leur visage, ces Finnois, en vérité, se rattachent aux peuples de l'Asie jaune, aux Mongols et aux Turcs. Mais, par leur genre de vie, ils en diffèrent, et depuis des centaines de siècles. Forestier, chasseur et pêcheur, le Finnois s'est diversifié de ses cousins Mongol et Turc, qui dans la plaine découverte menaient et mènent encore la vie de bergers.

Peut-être, à l'origine, tous ces jaunes étaient-ils semblables de langage, de religion, de civilisation et de mœurs; peut-être possédaient-ils ensemble ou côte à côte une seule et même région de l'Asie centrale, les prairies qui entourent les Gobis de la Mongolie et

du Turkestan; peut-être sont-ils venus de l'Asie vers l'Europe, en deux poussées parallèles, le Finnois à travers la forêt, le Turco-Mongol à travers la steppe; peut-être, en quelque période de la plus lointaine préhistoire, ces deux poussées ont-elles recouvert l'Europe entière; dans les crânes et squelettes des cavernes, les anthropologues pensent reconnaître la race finnoise de ces premiers occupants.

En Russie du moins, tout se présente comme si cette double invasion asiatique avait eu lieu : les plus vieux documents historiques nous montrent déjà la forêt au pouvoir des tribus finnoises, et la steppe sillonnée de tribus nomades, « scythiques », où dominait probablement le sang turco-mongol.

Survinrent des Aryens, c'est-à-dire des blancs, qui parlaient des langues de la famille indo-européenne. A quelle époque? deux, trois, quatre cents ans, ou deux, trois, quatre mille ans avant notre ère? Et d'où? A cette dernière question, du moins, la réponse, récemment encore, paraissait facile et certaine.

Au début du XIXe siècle, les philologues avaient constaté que, de l'Inde à l'Europe occidentale, du Gange jusqu'au Tage, une traînée presque ininterrompue de peuples blancs parle des langues prochement apparentées. On en concluait que tous ces peuples devaient être parents, qu'ils descendaient du même ancêtre, venaient du même pays, et, comme la Bible situait quelque part en Asie le berceau de l'humanité, comme le sanscrit passait alors pour la plus vieille des langues indo-européennes, comme ce mot

indo-européen lui-même incitait à l'hypothèse d'une marche de l'Inde vers l'Europe, on proclama que, des monts iraniens ou indiens, du Pamir glaciaire ou de l'Hindou-Kouch désolé, les Aryens, par vagues successives, Celtes, Gréco-Latins, Germains, Lithuaniens, Slaves enfin, avaient entrepris et réussi leurs croisades européennes.

Aujourd'hui, le sanscrit est découronné de son antiquité vénérable, traité par les savants de tard venu; c'est une langue d'Europe, le lithuanien, qui semble la plus proche des origines indo-européennes. Et l'Asie nous apparaît, non comme l'éternelle maîtresse et conquérante, mais comme la serve de notre Europe. C'est dans les plaines de l'Europe centrale que nous cherchons aujourd'hui le berceau des Aryens : depuis le vieux Jornandès, depuis mille ans et plus, l'histoire nous montre en ces plaines européennes la vraie « matrice des nations », *vagina gentium*.

Des pays mi-boisés, mi-découverts, mi-plats, mi-bosselés, qui séparent la Baltique du Danube et la Weser de la Vistule, les Indo-Européens auraient divergé : Germains vers le nord et le nord-ouest jusqu'aux mers atlantiques ou polaires, Celtes vers l'ouest et le sud-ouest jusqu'à l'Océan, Gréco-Latins vers le sud jusqu'à la Méditerranée, Phrygiens, Persans et Hindous vers le sud-est jusqu'au Gange, Lithuaniens et Slaves vers l'est jusqu'au Volga.

Sans autre valeur que celle d'une hypothèse, cette théorie nous explique du moins clairement la répar-

tition actuelle des Aryens en terres russes. Dans la forêt finnoise et la steppe mongole, une double poussée de tribus aryennes, Lithuaniens et Slaves, s'infiltra, venue de l'occident et marchant vers l'est à la recherche de terres cultivables. Car ces Aryens étaient et sont encore des agriculteurs, des mangeurs de pain, des « Sitophages », auraient dit les anciens Hellènes en leur géographie pittoresque et philosophique : c'est le besoin de terres à ensemencer, de terres neuves ou plus fertiles, qui les faisait et les fera toujours rayonner de plus en plus loin du berceau de leurs tribus.

La poussée lithuanienne[1] contourna la Baltique sud-orientale et remonta les vallées des petits fleuves côtiers, Pregel, Niemen et Duna. Les Lithuaniens expulsèrent de la forêt, qu'ils essartaient ou défrichaient, les tribus finnoises qu'ils rejetèrent au nord de la Duna : Kourlande et Lithuanie propre sont demeurées jusqu'à nous le domaine héréditaire de ces peuplades *lettes* ou *lettones*, dont Vilna est aujourd'hui la capitale et Riga le grand port.

Domaine restreint. La Baltique le bornait à l'occident. Au nord de la Duna, les rigueurs et longueurs de l'hiver arrêtaient l'extension du champ de céréales et conservèrent longtemps au chasseur finnois le monopole de ses forêts esthoniennes et livoniennes, entre la Duna et le golfe de Finlande. A l'orient, c'était l'impénétrable marais de la Bérésina et du

1. Je comprends ici sous ce mot toutes les peuplades lettes et lettones.

Pripet, ce triangle de dix ou quinze millions d'hectares (le quart de la France), qui adosse ses façades orientale et méridionale au cours du Dniéper et aux plaines du tchernoziom, que vers le nord et l'ouest les trouées du bûcheron ont entamé, pénétré de longues clairières, mais qui, durant des siècles, arrêta ou fit dévier toutes les routes humaines, et qui reste encore aujourd'hui une masse compacte d'arbres sur un sol fluent[1].

L'autre bande de tribus aryennes, — les Slaves, — contourna par le sud cette forêt marécageuse. On sait par l'histoire qu'une grande Slavie a existé jusqu'à Charlemagne entre l'Elbe et la Vistule, entre la Baltique et le Danube. Depuis Charlemagne jusqu'à nous, les Allemands, qui passèrent l'Elbe au pont de Magdebourg et qui descendirent le Danube, ont appliqué leur effort à conquérir cette Slavie, à la germaniser, la démembrer ou l'expulser. Au centre, la Bohême resta une forteresse slave grâce à son quadrilatère de remparts; mais, au nord et au sud, le monde germanique exerça une pesée ou une poussée irrésistibles par les deux « marches » que l'Allemand conquit aux dépens du slavisme.

Au nord de la Bohême, les Slaves germanisés de la « marche » de Brandebourg sont devenus membres et même chefs du corps germanique : l'une des capi-

1. Ce triangle forestier et marécageux apparaît très nettement sur la carte Vidal-Lablache dont je donne une reproduction à la fin du volume et qui n'est qu'une réduction d'une grande carte forestière.

tales, la grande capitale actuelle des Allemands, Berlin, est bâtie sur l'ancien territoire slave. Et l'autre capitale des Allemands, Vienne, fut atteinte par l'autre « marche » germanique, la « marche » ou royaume de l'est, l'*Ost-Reich*, qui tourna par le sud la Slavie de Bohême et de Moravie, et rejeta vers la péninsule balkanique les *vaillants*, les *hommes*, les « Serbes » qui ne voulurent pas accepter le joug.

Cette même avancée des Germains semble avoir eu pour résultat l'exode ou, du moins, l'expansion continue vers l'est, vers la haute Vistule, vers la Terre noire, vers le Dniester, vers le Boug, vers le Dniéper, jusqu'à la Desna, jusqu'au Don, jusqu'au Volga enfin, des Slaves orientaux. Deux nations, aujourd'hui, composent cette Slavie de l'orient : les Polonais et les Russiens.

Sur la Vistule, les Polonais, demeurés au contact de l'Europe occidentale, ont adopté la religion catholique, la culture latine, l'appareil et le costume de notre civilisation. Sur le Dniéper et le Volga, les Russiens ont reçu de Byzance et de l'Asie, avec leur christianisme orthodoxe et leur régime autocratique, maintes conceptions, coutumes et institutions levantines. Les Polonais, au cours de l'histoire, contractèrent une alliance intime avec leurs cousins de Lithuanie, qui vivaient sous la même influence occidentale : Polonais et Lithuaniens devinrent les citoyens d'un seul royaume. Les Russiens, eux, ne rencontrèrent dans leur voisinage qu'ennemis, et l'histoire

russienne ne fut qu'une lutte perpétuelle contre les brigands ou les conquérants de la steppe et de la forêt.

Cette lutte domine et détermine tout leur destin, le choix de leur habitat, l'organisation de leur société, leurs occupations privées et leur discipline publique. Jusqu'au XIIIe siècle de notre ère, cette lutte est un pêle-mêle de succès et de revers; du XIIIe au XVIIe, c'est une suite presque ininterrompue de désastres et de servitudes; au XVIIe siècle, commencent les victoires, la revanche, la grande expansion russiennes, qui finissent par dresser au XIXe siècle l'autocratie moscovite sur toute la plaine d'Europe et d'Asie.

*
* *

Durant l'antiquité classique et jusqu'au IXe siècle de notre ère, nous ne savons presque rien de cette histoire russienne. A peine les chansons populaires nous ont-elles conservé les noms des dieux et des héros que ces Slaves adoraient dans leurs bois ou célébraient dans leurs légendes. Ces « Hyperboréens » étaient alors séparés de la civilisation méditerranéenne par les tribus scythiques qui bordaient le Pont-Euxin et par les tribus germaniques qui bordaient les frontières de Rome.

Il semble qu'en cette obscure et longue période, le Russien péniblement s'installe et naît à la vie civilisée. Le libre usage de la Terre noire et l'expansion tout droit vers l'est lui sont interdits par les hordes scythiques. Ce cultivateur n'ose pas s'aventurer dans

l'arène, dans le tourbillon de cavaliers et de troupeaux; prudemment, il se tient à l'orée des bois, abrite ou cache ses sillons dans les premiers arbres. Aussi l'expansion et l'établissement russiens, entre le Dniéper et le Volga, décrivent un demi-cercle, qui suit exactement la bordure continentale de la forêt. Le Russien possède à droite un champ, à gauche une clairière. Il n'ose pas élargir son champ, par crainte des convoitises et des razzias : dans la plaine découverte, les nuées de cavaliers ont tôt fait de se réunir et de crever en orage sur les moissons. Mais, sans arrêt, il élargit et approfondit sa clairière : dans la forêt, les tribus finnoises ne sont pas de force à lui résister; chaque arbre abattu, chaque fourré éventré ôte, d'ailleurs, à ces pauvres sauvages leurs moyens de vivre, le couvert de leur gibier, l'écorce dont ils s'habillent; devant le Russien, le Finnois recule, s'enfonce dans les bois ou se soumet.

Pourtant, sur le Volga moyen, à l'angle droit où le fleuve sort de la forêt et entre dans la Terre noire, le commerce musulman qui vient de la Caspienne a, de bonne heure, civilisé, converti, armé certaines tribus finnoises ou turco-mongoles et les a groupées en un royaume assez prospère autour du marché fluvial de Bolgari[1]. Ces Bulgares[2] tiennent le Volga moyen

1. Ville aujourd'hui ruinée, près du confluent du Volga et de la Kama.

2. Expulsés par les Mongols, aux XIIIe et XIVe siècles, quelques-uns de ces Bulgares iront porter leur nom et certains de leurs caractères ethniques aux Slaves du bas Danube, que nous appelons aujourd'hui Bulgares.

après le confluent de l'Oka; ils arrêteront à ce confluent l'expansion et l'établissement russiens : jusqu'au XVIe siècle de notre ère, cet obstacle limitera vers l'orient la croisade russienne.

Mais du Dniéper au confluent de l'Oka, les autres Finnois n'opposent aucune résistance et, seul, un obstacle naturel peut incliner la marche des défricheurs. Cet obstacle naturel, nous le connaissons déjà; il continue d'apparaître au premier coup d'œil sur le terrain ou sur la carte : dans le pays du Pripet et de la Bérésina, sur la rive droite du Dniéper, c'est le triangle marécageux, impénétrable, que les tribus russiennes ont dû jadis contourner par le sud pour atteindre à Kief les gués du Dniéper. Elles durent aussi le contourner à l'est en défrichant la rive gauche du fleuve; l'impénétrable forêt de la rive droite reste encore aujourd'hui comme un bastion de verdures et de boues, interposé entre les Russiens et leurs frères slaves de Pologne ou leurs cousins aryens de Lithuanie.

Ce triangle contourné, tout droit vers le nord, l'expansion russienne a toujours été libre : rien jusqu'à Arkhangel ne l'arrêtera. Arkhangel sera le premier port des Russes sur la mer. A travers deux cents lieues de forêts glacées, ils mettront des siècles à faire cette route, où leurs cultures de céréales ne peuvent s'aventurer bien loin, où leurs cultures de lin, aujourd'hui seulement, gagnent de proche en proche. Toujours cette forêt du nord et ses clairières resteront presque désertes, n'auront de lieux habités qu'aux indispensables étapes. Mais, vers le XVIe siècle,

les caravanes russes atteignent le rivage; au xxe, les locomotives y parviennent.

Les ports baltiques étaient plus proches, moins accessibles pourtant : les pirates étrangers de la mer occidentale remontaient jusqu'aux grands lacs de l'intérieur par les déversoirs maritimes, et, comme la charrue lithuanienne au bord des forêts finnoises d'Esthonie et de Livonie, l'agriculture russienne était arrêtée, par la rigueur et la longueur de l'hiver, bien au sud du golfe de Finlande, au bord de ces provinces forestières d'Ingrie et de Karélie, qui jusqu'à Pierre le Grand restent finnoises, elles aussi.

De ce côté, le Russien s'aventure aux plus méridionaux des grands lacs, aux marchés de l'Ilmen et du Peïpous : pour les besoins de son commerce avec l'étranger, il y établit ses bazars extrêmes de Pskof et Novgorod; il y trafique avec les Varègues de la Baltique, comme il trafique en son bazar de Kief, sur le Dniéper, avec les Grecs, Latins, Arabes et « Francs » de la mer Noire, comme il trafiquera plus tard sur le Volga avec les gens de la Caspienne, en sa foire de la nouvelle Novgorod, Nijni-Novgorod. Ces trois commerces desservent — et créent peut-être — les trois groupes qui se forment peu à peu dans la masse des tribus russiennes : Blancs-Russiens, Petits-Russiens, Grands-Russiens.

Au ixe siècle de notre ère[1], — quand pour nous commence enfin l'histoire réelle, l'histoire écrite de

1. Le lecteur trouvera cette histoire clairement exposée dans le livre d'A. Rambaud, *Histoire de la Russie* (Hachette et Cie).

ces tribus, nous voyons l'influence baltique agir sur les Blancs-Russiens et les tranformer. Les Varègues, écumeurs de la Baltique et des grands lacs, Normands de cet extrême nord, groupent les tribus blanches-russiennes et leur donnent, avec un rudiment de discipline militaire, les trois princes que la Russie va saluer comme les premiers de ses héros historiques : Rourik *le Pacifique*, Siméon *le Victorieux*, Trouvor *le Fidèle*. Les premières villes de Russie, Novgorod, Rostof, etc., s'entourent de murailles solides ou de palissades.

Et tout aussitôt cette influence baltique gagne de proche en proche, remonte de la mer aux grands lacs, puis aux marais du Valdaï, par les estuaires ou les lentes sinuosités de la Néva, du Volkhof et de la Lovat, coupe la Duna supérieure au pont de Polotsk, que les Varègues fortifient et dont ils font une place de refuge, atteint le Dniéper supérieur au pont de Smolensk, dont ils font un autre lieu d'étape et de ravitaillement. Paraissent enfin sur le Dniéper les flottilles légères que, de fleuve en fleuve, les traînages ou les portages ont amenées jusqu'à ce cœur du pays russien. Et descendant le Dniéper au gré du courant, refaisant en sens contraire la route des légendes grecques, ces Argonautes de la Baltique filent tout droit jusqu'au grand coude, où le fleuve quitte sa direction nord-sud et tourne à l'est : en ce point, s'érige la capitale du pays petit-russien, Kief, « la mère des cités russes ».

Du IXe au XIIIe siècle de notre ère, Kief et le pays

petit-russien prennent la tête de la nation ; l'influence de la mer Noire succède à l'influence de la Baltique. Par la longue route du Dniéper, qui décrit une courbe immense et qui saute quelques rapides assez dangereux — les fameux *porogues*, — les barques voguent de Kief à la mer Noire. La route de terre est plus courte : Kief est à 450 kilomètres de la mer à vol d'oiseau, — la distance de Mâcon à Marseille ; le fleuve fait une courbe de 7 à 800 kilomètres. A travers la plaine découverte, les cavaliers descendent au rivage. Puis, chargées à couler de guerriers et d'armes, les flottilles que pousse le grand vent du nord appareillent, courent au sud vers la fabuleuse Byzance, la Ville-Reine des Césars, *Tsargrad*, où l'or, la soie, les objets et métaux précieux, les femmes et le vin sont aux braves qui les enlèvent d'assaut, aux mercenaires qui les gagnent en service.

Au cours du xe siècle, entre la Baltique et la mer Noire, par Novgorod, Smolensk et Kief, c'est une descente, une expédition presque ininterrompue des princes varègues et des guerriers russiens vers les palais et coupoles dorés de Byzance, et c'est un échange quotidien de bons et de mauvais offices entre les empereurs byzantins et ces pirates du nord. De terribles batailles mettent aux prises Grecs et Russiens sur le Bosphore et sur le Danube. La ruse varègue et la force russienne prévalent d'abord. La civilisation grecque et la religion orthodoxe l'emportent en fin de compte. Au cours du xie siècle, les Clotilde, Clovis et Charlemagne de la Russie, les Olga,

Wladimir et Iaroslaf font de Kief une métropole de l'orthodoxie, une succursale de Byzance. Alors durant deux siècles, de 1015 à 1240, de la mort de Wladimir à l'invasion des Mongols, l'influence byzantine transforme les Petits-Russiens.

A cette époque déjà, l'influence asiatique a fortement teinté les Grands-Russiens dans leur mésopotamie de clairières, entre l'Oka et le haut Volga : là, s'élèvent successivement les capitales grandes-russiennes, Sousdal, Wladimir, puis Moscou. Le commerce musulman de la Caspienne et du Volga suit, à travers la Grande-Russie, les routes terrestre et fluviale de l'ambre, qui unissent aux villes du Khalife les îles et ports des Scandinaves.

Il est inutile d'ajouter que ces trois groupes de Russiens ont accueilli et assimilé nombre de familles étrangères, finnoises, mongoles, lettes, germaniques, grecques, latines, caucasiennes, etc. : le peuple russien aujourd'hui, comme tous les peuples du monde, est un mélange de races où, seul, le langage est demeuré indo-européen.

*
* *

Blancs-Russiens, Petits-Russiens et Grands-Russiens, Novgorod, Kief et Moscou, nous verrons par la suite quelle part eut tour à tour chacune de ces fractions et de ces capitales russiennes à la formation intérieure du peuple russe. Pour les relations de ce peuple avec l'étranger, ce furent les deux premières

qui, jusqu'au XIIIe siècle de notre ère, prirent le grand rôle.

Jusqu'au XIIIe siècle de notre ère, en effet, c'est avec le christianisme d'Europe que la Russie chrétienne a ses relations les plus importantes et les plus continues. Novgorod, par les lacs et leurs déversoirs, touche au christianisme occidental, latin; Kief, par le Dniéper et la mer Noire, touche au christianisme levantin, orthodoxe. Entre tous ces chrétiens, tant que le schisme de Byzance n'a pas excité les haines rituelles, le commerce établit des rapports qui sont le plus souvent pacifiques, — la part étant faite à la piraterie et au brigandage.

Aussi, parmi les tribus russiennes, c'est le Blanc-Russien et le Petit-Russien, les marchands et chevaliers de Kief et de Novgorod qui occupent le premier rang. Entouré de païens ou de mécréants, de Bulgares et de Mongols, le Grand-Russien ne vit alors que pour la guerre : c'est un vaillant et vigoureux compagnon, dont la haute carrure domine de toute la tête le Petit-Russien; mais il n'est bon qu'à lutter corps à corps contre les hommes ou contre les arbres.

Longtemps, il reste au second plan de la nation, poursuivant dans les bois sa besogne nécessaire, mais obscure. Brusquement, au XIIIe siècle de notre ère, il apparaît comme le sauveur, le chef nécessaire, quand la double invasion mongole et germanique bannit la paix et le commerce, et menace de balayer tout le christianisme russien.

Car, au début de notre XIIIe siècle, voici que du fond des steppes asiatiques, un ouragan de cavaliers turcs et mongols contourne la Caspienne par le sud et par le nord, se jette sur la plaine, prend à travers le Volga, le Don et le Dniéper et, jusqu'à la lisière de la forêt, annexe à l'empire de son Grand Khan toute la terre des sables et des herbes. Rien ne peut résister à la discipline et à la férocité de ces monstres, en qui notre Joinville reconnaissait Gog et Magog, lesquels « doivent venir à la fin dou monde, quand Antechrist venra pour tout détruire ».

Dès 1224, les lieutenants de Gengis-Khan, par le sud de la Caspienne et le Caucase, arrivent sur le Don : ils sabrent la chevalerie russienne aux bords de la Kalka. En 1237, les lieutenants d'Oktaï, par le nord de la Caspienne, passent le fleuve Oural, remontent le Volga, ruinent l'islam de Bolgari, pénètrent dans la Grande Russie, pillent et brûlent ce pays de Sousdal, de Wladimir et de Moscou. En 1240, ils sont au Dniéper, prennent Kief, enfilent même, au sud de la forêt impénétrable, les routes de l'Occident, arrivent jusqu'à la Moravie et la Bohême, et sont arrêtés, sans être vaincus, par la coalition de l'Europe catholique, dont la Pologne et la Hongrie sont les avant-gardes.

Alors, revenant à la plaine russe, les Mongols établissent sur le bas Volga le camp ou château, *Saraï*, de leur *Horde d'or*. Durant plus de deux siècles, cette Mongolie du Volga est l'avant-garde de la *Grande Horde* et du Grand Khan, dont la résidence est au

fond de la Mongolie asiatique, dans les prairies de la Kéroulène et de l'Amour.

Durant plus de deux siècles (1230-1480), le sabre et le fouet mongols régissent cet empire des herbes et des sables, qui s'étend de la Muraille chinoise — et parfois même des rivages coréens — jusqu'à la forêt du Dniéper. Durant plus de deux siècles, toute la plaine découverte est foulée par le galop du conquérant : c'est une ruée incessante d'orient en occident, avec des remous, des contre-courants et de l'écume sanglante.

Réfugiée dans sa clairière, la nation russienne, aussi loin que les cavaliers et les barques peuvent remonter, est rançonnée, massacrée, emmenée ou réduite en esclavage. En même temps, sur son autre façade, du côté de l'Europe, elle est en proie aux chevaliers et pirates occidentaux : le schisme byzantin a semé la haine entre les deux christianismes; le Russien orthodoxe est devenu un mécréant pour les fidèles de Rome, les catholiques de Pologne, de Lithuanie, d'Allemagne et de Scandinavie.

Polonais, Lithuaniens, Allemands et Scandinaves remontent les fleuves et rivières baltiques. C'est le temps où Teutoniques et Porte-Glaive — ces Templiers de l'Allemagne — jalonnent de leurs châteaux forts les vallées et rivières de la Livonie et de l'Esthonie — les Allemands disent encore : « les provinces allemandes », — qui mènent jusqu'aux portes de Pskof et de Novgorod. Et c'est le temps où les Lithuaniens, au long de la Duna et du Boug, contournent par le

nord et par le sud l'impénétrable forêt du Pripet, annexent la Kourlande, entament la Russie Blanche, soumettent la Petite Russie : leur union avec la Pologne (1386) transmet au catholicisme polonais la tyrannie de cette terre orthodoxe et de sa vieille métropole de Kief.

Entre les deux sabreurs catholique et mongol, la terre russe tout entière est partagée : sur le bas Dniéper, à travers la Petite Russie supprimée, leurs armées sont au contact; sur le haut Dniéper, à travers la Russie Blanche et la Grande Russie ravagées, leurs têtes de colonnes s'affrontent. Et la nation russienne tout entière menace d'être tiraillée par l'apostasie entre le catholicisme et l'islam.

Kief, ruinée par le Mongol, est au pouvoir du catholique, sous la férule des Jésuites polonais. Novgorod, coupée du Dniéper, est assiégée par les pirates ou les chevaliers de l'Occident. Seuls, les Moscovites peuvent se maintenir dans le quadrilatère que dessinent et que protègent un peu les fossés de l'Oka, du haut Dniéper et de la haute Duna. Protection bien précaire, si faible que le grand-prince de Moscou doit payer tribut, reconnaître la suzeraineté mongole, subir le caprice et les avanies du Khan, pour sauver le dernier refuge de la nation russienne et de la foi orthodoxe.

Deux siècles durant, dans l'avilissement et sous le fouet, le grand-prince moscovite entretient du moins les espoirs de délivrance, recueille les fuyards de Blanche et de Petite Russies, guette les occasions,

patiente, fait de la Grande Russie la « sainte » Russie et, de Moscou, la mère des cités russes. Deux siècles durant, la terre russe est soumise aux ravageurs d'Europe et d'Asie, qui la dépeuplent, la vident : jusqu'à nous, même après trois siècles de renaissance et de réfection, elle en est restée à demi déserte.

Car cette Russie, aujourd'hui encore, ne compte guère que 19 ou 20 habitants au kilomètre carré : la France en a 74, l'Allemagne près de 100, la Grande-Bretagne plus de 130. Mettez à l'écart les forêts et toundras du nord et les déserts et pâturages du sud, où deux kilomètres carrés n'ont parfois qu'un habitant Arkhangel), quatre habitants (Astrakhan); mais supprimez aussi les provinces polonaises où la densité est tout européenne (74 habitants au kilomètre carré); en Russie propre, ne prenez que les terres fertiles, ne prenez même que les plus fertiles : en pleine Terre noire, les provinces d'Orel et de Toula (avec leur bassin houiller) n'ont pas 50 habitants au kilomètre carré; celles de Penza et de Tambof en ont 40.

Les villes naissent à peine. Cinq capitales historiques, Moscou, Pétersbourg et Kief chez les Russiens, Vilna et Varsovie en Lithuanie et Pologne, cinq ou six grands ports maritimes et fluviaux, Odessa, Rostof-sur-le-Don, Astrakhan, Saratof, Kazan et Riga, deux ou trois grands marchés agricoles, Ekatérinoslaf, Kharkof, Kichinef, et deux centres industriels, Lodz et Toula, sont les seules villes qui dépassent cent mille âmes. Encore une ville russe n'est-elle point une cité à la mode d'Europe, une

agglomération serrée, une fourmilière autour d'un hôtel et d'un beffroi communal : c'est tout au plus un éventail de faubourgs en rase campagne, autour d'une église ou d'une caserne, d'un champ de foires ou de manœuvres.

Sur sa terre immense, la population russe continue d'errer; ses huttes de bois, que le feu chasse et déplace, s'écartent les unes des autres pour limiter les chances d'incendie, se groupent à peine en hameaux...... Cette multitude, cette poussière de familles, essayez de la grouper, de la coaliser en libres, mais solidaires communautés et d'en construire un rempart humain aux droits de tous et de chacun!

*
* *

Vers le début de notre XVIe siècle, le trop vaste empire du Mongol penchait à la ruine. De gré ou de force, le Moscovite alors ligua toutes les forces russiennes et décerna à son grand-prince le titre de *tsar*, que portait jadis l'empereur de l'orthodoxie, le César de Byzance : la prise de Constantinople par les Turcs venait tout juste de rendre ce titre vacant. La revanche de l'orthodoxie! l'autocratie et la sainteté de Byzance! C'est le programme que les tsars de Moscou, puis de Pétersbourg, adoptent : ils travailleront jusqu'à nous, durant quatre siècles, à le remplir.

Du XVIe au XIXe siècle, les tsars *terribles* ou les *grands* tsars, les deux Ivans (1462-1505 et 1533-1584), Pierre (1682-1725) et Catherine (1762-1796), sont les

plus vaillants ou les plus heureux. Grâce à leur énergie sauvage, morceau par morceau, la clairière russienne, puis la forêt et la plaine sont reconquises. Au long de ses fleuves, jusqu'au terme de ses horizons, le Moscovite descend vers la mer, en expulsant ou soumettant tous les peuples qu'il rencontre, amis, ennemis, frères, étrangers, européens, asiatiques.

En 1815, les traités de Vienne consacraient les résultats de cet effort : le Russien était parvenu aux rivages de ses mers européennes, à l'océan Glacial, à la Baltique, à la mer Noire, à la Caspienne; il avait englobé les Finnois du nord, supprimé ou annexé les Scandinaves et Germaniques, Lithuaniens et Polonais de l'ouest, pourchassé ou enrôlé les Turco-Mongols du sud : le plus gros de la besogne était fait. Vers l'est seulement, à travers l'Asie, il lui restait à toucher aux ports libres de sa mer orientale, de notre océan Pacifique : longue, interminable route que nul autre que lui n'aurait osé entreprendre et qu'il vient pourtant d'achever au long de son Transsibérien [1].

La libération et l'annexion européennes ont pris trois siècles : en moins de cent années, la percée et l'annexion asiatiques ont été faites. Et l'empire russe est construit. Mais, ce grand œuvre terminé, il s'agit de le maintenir, — grave problème qui, depuis un siècle déjà, se pose à la Russie et qui domine toutes

1. J'ai longuement exposé cette *Descente russe* dans mon volume *La Révolte de l'Asie*, Paris, Librairie Armand Colin, 1904.

les questions de gouvernement et de réforme. Dès les premières années du XIXe siècle, dès le règne d'Alexandre Ier, ce problème est apparu : comment maintenir l'union de l'empire, non pas contre les étrangers du dehors (avec la force turque, semblent avoir disparu les derniers dangers extérieurs), mais contre les revendications nationales et contre les aspirations libérales du dedans?

Au dedans de cet empire, en effet, l'autocratie moscovite exploite deux zones de peuples juxtaposées : au centre, les populations russiennes ou russifiées, qui comptent quatre-vingts ou quatre-vingt-dix millions d'individus; au pourtour, les nations annexées, qui comptent trente millions, quarante millions peut-être de Finnois, de Lithuaniens, d'Allemands, de Polonais, de Juifs, de Roumains, de Turco-Mongols, d'Arméniens, de Géorgiens, etc., etc. Les nations annexées n'ont pas oublié leur indépendance d'autrefois; les populations russiennes revendiquent quelques libertés essentielles. Depuis un siècle, les unes et les autres semblent estimer trop onéreux et trop dur le joug de l'autocratie. Aujourd'hui, contre le tsarisme, les unes et les autres semblent prêtes à d'autres recours que la protestation ou la prière.

II

RELIGIONS ET NATIONALITÉS

II

RELIGIONS ET NATIONALITÉS

Dans l'empire de Russie[1], les statistiques officielles, qui dénombrent 128 ou 129 millions d'habitants, ne font pas le départ entre les diverses races, langues et nationalités; elles tiennent compte cependant de la différence des religions et attribuent aux différents cultes le nombre de fidèles que voici (en chiffres ronds) :

Orthodoxes..................	environ	90	millions.
Catholiques.................	—	11,4	—
Protestants.................	—	6,2	—
Autres chrétiens............	—	1,2	—
Juifs.......................	—	5,2	—
Mahométans..................	—	14	—
Autres cultes...............	—	0,6	—
Total...........		128,6	millions.

1. Sur tout ce qui va suivre, les lecteurs français savent que le livre de M. Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Empire des Tsars*, reste au bout de vingt années l'ouvrage fondamental; mais ils trouveront des statistiques plus complètes, bien qu'officielles, dans le volume de M. W. de Kovalevsky, *La Russie à la fin du XIX[e] siècle*, et des cartes charmantes dans *La Russie d'Europe, essai d'hygiène générale*, du docteur Bonmarriage.

Ces chiffres ne sont peut-être pas exacts en leurs moindres détails : la population totale de la Russie est probablement plus nombreuse, et la population juive, en particulier, compte sûrement plus de six millions d'individus. Nous aurons par la suite à rectifier tels de ces nombres. Prenons-les cependant comme point de départ. En gros, ils peuvent nous indiquer les rapports et proportions numériques entre les diverses nationalités de l'empire : certaines religions, du moins, correspondent à certaines nationalités.

*
* *

Russien, d'abord, et orthodoxe sont devenus termes à peu près synonymes. Depuis quatre siècles, le rattachement à l'orthodoxie a suivi pas à pas la revanche, puis la conquête moscovites : acceptée ou subie, l'orthodoxie a annexé à la « sainte » Russie les peuplades chrétiennes et païennes de la clairière centrale et de la Terre noire.

Tous ces orthodoxes sont devenus, par l'esprit et la langue, des Russiens presque indiscernables. Seuls, aux frontières extrêmes de cette orthodoxie, au delà du Caucase, au delà du Dniester, sur la Vistule et sur la haute Duna, la communauté géorgienne, la Bessarabie roumaine et les Uniates lithuano-polonais gardent encore un souvenir, un regret de leur indépendance ou de leurs églises nationales : un million d'orthodoxes géorgiens, un million d'orthodoxes rou-

mains et un ou deux millions d'Uniates ruthènes ou blancs-russiens (que le tsarisme poussa vers les *tserkhovs*, les dômes orthodoxes, mais qui souvent les désertent ou demeurent fidèles à leurs *kostels*, à leurs églises catholiques) ne se disent pas « Russes »; partout ailleurs, le baptême orthodoxe est à la fois le symbole et l'agent de russification.

On peut donc ranger sous l'étiquette *Russiens et congénères* ces 85 ou 86 millions d'orthodoxes russifiés. Dans cette masse, la « dissidence », le *raskol*, a créé sans doute des sectes nombreuses : des millions de fidèles rejettent les dogmes ou les rites de l'Église officielle; mais ils en gardent presque toujours et, souvent, ils en exagèrent la soumission aux pouvoirs établis par Dieu, la résignation passive à la tyrannie des hommes et des choses; Tolstoï, le révolutionnaire de cette dissidence, ne cherche les règles de la société future que dans l'Évangile orthodoxe, à peine altéré ou développé par son mysticisme : il proclame sa défiance, son mépris de notre rationalisme occidental, de notre impiété.

Ces 85 millions d'orthodoxes se divisent en deux catégories : 50 millions de Russiens au centre; 35 millions de russifiés à la périphérie.

Autour des trois capitales ou villes saintes, Kief, Moscou et Pétersbourg, 50 millions de Russiens forment un bloc compact dans les vingt-huit gouvernements de la clairière et de la plaine cultivée. En cette agglomération russienne, — où de ci, de là, subsistent quelques taches finnoises et mongoles,

quelques familles tartares dans les villes, quelques villages mordves et meschères dans la campagne, — on pourrait assurément reconnaître des différences de types et de dialectes : le Grand-Russien et le Petit-Russien sont, physiquement et intellectuellement, plus dissemblables entre eux que le Picard du Catalan ou le Breton du Florentin.

Le Grand-Russien, insouciant comme le chasseur qui vit au jour le jour, prodigue comme le forestier qui, pour se tailler un pied de table, abat un chêne, nomade comme le trappeur, orgueilleux comme le solitaire, garde en ses mœurs et caractères l'empreinte des siècles vécus dans la clairière ou sur les fleuves des bois. Il est lourd, mais solide; violent, mais sérieux; hospitalier, mais rusé; réfléchi, mais mystique; patient, mais fataliste. Un sentiment domine toutes ses pensées : l'exubérance de sa forêt le fait croire à la richesse de sa propre nature; « à sa riche nature », il reporte ses qualités et ses défauts, et sous sa *touloupe* en peau de mouton, dans ses *lapti* (jambières) d'écorce ou de cuir, il s'estime volontiers le représentant le plus complet et le plus beau de notre humanité.

Le Petit-Russien, berger et laboureur, a la gaîté et les chansons :

La Petite Russie[1] est un pays de chants et de rêves. Livrée aux quatre vents de la steppe, ouverte jadis au passage de toutes les hordes asiatiques, la Petite Russie

1. Ossip-Lourié, *Psychologie des Romanciers russes*, p. 345.

est comme un trésor que la nature a laissé tomber de sa main et qu'elle a abandonné sur la grand'route. Le Petit-Russien rapporte au sillon tous ses sentiments, toutes ses aspirations; il en fait un confident de ses chagrins. Lorsque des soucis le chassent de sa *chata* (maison), il s'en va dans les champs : la nature l'apaise....

Le Petit-Russien ne fait rien sans chanter; son travail de tous les jours, les événements de toute sa vie sont accompagnés d'un chant. Lorsque sa faux siffle dans le blé, il chante; il chante en conduisant sa charrue, et l'alouette invisible lui répond. La nuit, quand il mène au pâturage son bétail et ses chevaux, il chante, et ce n'est pas un seul homme qu'on entend; c'est toute une bande qui, chevauchant dans l'obscurité, entonne un chœur. Ces chants font rêver au passé. Le peuple petit-russien a gardé plus que les autres Russes l'empreinte caractéristique des temps païens.

Les chants populaires de l'Ukraine passent de bouche en bouche, sans jamais rien perdre de leur caractère primitif. Ils germent comme les fleurs sauvages de la steppe que le vent sème et que la rosée féconde. Qui les a créés, ces chants? Personne et tout le monde, et comme les fleurs de la steppe, à tout le monde ils appartiennent.

Mais la communauté d'histoire et de vie agricole, de religion surtout, maintient une union presque parfaite en ce conglomérat russien, que jadis l'incendie mongol semble avoir fondu et soudé pour toujours.

Nulle part en Europe, on ne trouverait pareille masse d'hommes unie aussi étroitement par la langue, par la tradition, par la foi au même dieu, l'obéissance aux mêmes prêtres et, sinon le dévouement, du moins la même résignation à l'autorité centrale. Aujourd'hui le rôle politique et le nombre donnent

aux Grands-Russiens le premier rang : leurs 30 millions d'hommes entourent les capitales actuelles de Moscou et Pétersbourg; les Blancs-Russiens, entamés par le catholicisme lithuano-polonais, restent 5 millions à peine sur le haut Dniéper; les Petits-Russiens ne sont pas plus de 15 ou 16 millions sur le Dniéper moyen.

Or, ces Russiens sont encore fort à l'aise, presque clairsemés sur les 160 millions d'hectares de leurs terres fertiles (le triple de la France entière). Leurs récoltes, si la science agricole s'emparait un jour de ce domaine admirable, pourraient facilement nourrir le triple, le quintuple de paysans. Leur sous-sol, si l'industrie scientifique s'en emparait à son tour, pourrait doubler cette ferme d'une usine, qui trouverait sur place ou tout proche la houille et les minerais en abondance et dont les fleuves emmèneraient au loin les manufactures.

Imaginez ces peuples arrivés quelque jour à la civilisation savante et au régime démocratique de notre France : c'est 200 millions de citoyens que la terre russienne pourra nourrir.

Ces 50 millions de Russiens tiennent le cœur de l'empire; jusqu'aux extrémités de ce grand corps, les pulsations de la vie nationale chassent et ramènent tour à tour les 30 ou 35 millions d'orthodoxes russifiés. C'est une circulation presque ininterrompue pour les besoins de la vie errante et militaire, de la conquête, du défrichement et de la colonisation. Jusqu'aux mers extérieures ou jusqu'aux frontières

impériales, cette circulation orthodoxe entretient la vie officielle, l'unité politique. Mais des quatre façades, que la terre russienne présente au nord, au sud, à l'est et à l'ouest, les deux premières diffèrent grandement des deux autres.

Vers le nord et vers le sud, en effet, les Russiens touchent librement aux rivages et frontières de leur empire. Vers l'est et vers l'ouest, au contraire, la terre russienne est flanquée de deux « marches », de deux glacis internes, qui, depuis un ou deux siècles, font partie de l'empire, mais qui, tout en étant au pouvoir du gouvernement russe, restent toujours aux mains de races étrangères.

Vers le nord, depuis quatre siècles déjà, à travers la forêt et les tribus finnoises, l'orthodoxie, atteignant les estuaires de l'océan Glacial, a fondé en pleine mer Blanche le couvent insulaire de Solovetski, où 10 à 15000 pèlerins accourent chaque année. Sur les 140 millions d'hectares (presque le triple de la France) qui séparent Moscou de la mer Blanche et forment les trois gouvernements d'Olonetz, de Vologda et d'Arkhangel, les orthodoxes, ayant complètement englobé ou supprimé les païens finnois, ne laissent subsister que quelques tribus lapones et samoyèdes. Mais c'est à peine encore si deux millions de défricheurs et de bûcherons sont mal fixés au long des fleuves et rivières : partout, règnent les arbres et les eaux glacées; « cette région est [tellement] riche en forêts que, si la population adulte employait tout son travail à abattre des arbres, elle n'ar-

riverait pas à supprimer autant de bois qu'il en pousse[1] ».

Vers le sud, à travers la plaine découverte et les tribus nomades, l'orthodoxie a pareillement atteint le rivage de la mer Noire et accroché aux pentes marines du Caucase son couvent du Nouvel-Athos, dont peu à peu la renommée balance presque la gloire de l'antique Sainte-Montagne, de l'Athos macédonien. Sur cette façade méridionale, la terre russienne est ainsi bordée d'une « Nouvelle-Russie » : six gouvernements côtiers, Bessarabie, Cherson, Tauride, Ekatérinoslaf, Don et Stavropol; 48 millions d'hectares; 12 millions d'habitants.

Mais cette Nouvelle-Russie était, au XVIIIe siècle, la « Nouvelle-Serbie », où Catherine et ses successeurs installaient en nombre des Slaves danubiens, des Grecs et des Allemands. Aujourd'hui encore, à mesure que l'on descend de la terre moscovite vers la mer Noire, le monopole russien se troue de plus nombreuses enclaves étrangères : communautés juives sur le Boug et le Dniéper, populations roumaines en Bessarabie, communautés ou colonies allemandes, bulgares et grecques dans toute la plaine maritime entre les bouches du Danube et l'estuaire du Don; en Crimée, les anciens dominateurs, Juifs et Tartares, conservent les deux tiers du pays peu fertile. Bref, pour dix millions de Russiens, la Nouvelle-Russie compte au moins deux millions, trois millions peut-être, d'étrangers.

1. M. V. de Kovalevsky, *La Russie à la fin du XIXe siècle*, p. 42.

Ni vers l'est ni vers l'ouest, ni vers l'Europe ni vers l'Asie, l'expansion russo-orthodoxe n'a pu atteindre les rivages ou les frontières de l'empire : elle y touche de part et d'autre, mais par ses forteresses seulement ou ses embarcadères, par Vladivostok et Pétersbourg. Vers l'est, l'immensité et les religions de l'Asie, vers l'ouest, la civilisation et les nationalités de l'Europe ont arrêté sa marche.

*
* *

Vers l'est, vers l'Asie, par-dessus les ponts du Volga, l'orthodoxie a lancé les bandes de ses enfants perdus, de ses Cosaques, de ses colons, puis sa route militaire, son Transsibérien enfin. A travers toute l'Asie moyenne, entre la forêt glacée et la steppe brûlée, jusqu'au Pacifique, un ruban orthodoxe — qui se fait de plus en plus mince à mesure que l'on s'éloigne des terres européennes, mais qui déjà a doublé, triplé de largeur à mesure que l'émigration russienne a développé chaque station du Transsibérien, — un ruban orthodoxe unit les cathédrales de Moscou aux églises de Tomsk, d'Irkoutsk, de Vladivostok, sans autre interruption que les tribus finnoises et turco-mongoles, qui tiennent le cours du Volga et les rivages de la Caspienne.

De ce côté, en effet, entre la forêt de l'Oural et le plateau de l'Iran, c'est le Volga et la Caspienne qui tracent la frontière de l'orthodoxie et des religions asiatiques, chamanisme, islam, bouddhisme. Au delà

du Volga, vers l'Asie, quelque dix millions d'orthodoxes ont déjà conquis les pentes de l'Oural et la plaine sibérienne, mais sont disséminés dans l'immense forêt et la steppe. En deçà, vers l'Europe, l'islam et le bouddhisme dominent encore les Turco-Mongols des provinces caspiennes, sur les deux pentes du Caucase; mais leur incurie ou l'infertilité du sol réduisent ces tribus à la misère. Le bloc orthodoxe et le bloc musulman s'opposent en cette « marche » orientale et se limitent.

Dans les 47 millions d'hectares des montagnes et vallées caucasiennes, cette « marche » orientale, offre la plus chatoyante bigarrure de peuples européens et asiatiques, de Géorgiens, de Mingréliens de Tartares, d'Arméniens, d'Iraniens, de Koumikes, de Turcs, de Tcherkesses, d'Ossètes, de Lesgiens, de Svanes, etc. : dix ou onze millions d'hommes partagés en une quarantaine de nationalités. Sur le Volga, cinq gouvernements, Kazan, Simbirsk, Saratof, Samara et Astrakhan, plus grands que la France (58 millions d'hectares), n'ont pas onze millions d'habitants, dont sept millions de Grands-Russiens, un demi-million de colons allemands, un million de Finnois, et le reste de Turco-Mongols.

Ces Finnois et ces Turco-Mongols sont les derniers restes des conquérants asiatiques qui, sur le Volga, fondèrent jadis les royaumes ou empires des Bulgares, des Tartares et de la Horde d'Or. S'ils tiennent encore à la masse de l'Asie, depuis longtemps l'expansion moscovite, remontant les rivières oura-

liennes, Viatka et Kama, a tourné par le nord, puis entamé et percé de front, ajouré et découpé ces tronçons de peuples jaunes, qui, par leurs enclaves juxtaposées, forment toujours une grande tache ethnique, mais dont les familles ou tribus tchouvaches, tchérémisses, votiakes, permiakes, ziriancs, bachkires, kalmoukes, kirghises, nogaïes, etc., sont accoutumées depuis trois siècles à la dépendance moscovite, et peu à peu reculent ou disparaissent devant l'orthodoxie. Leur civilisation trop primitive les laisse presque sans défense.

Leurs langues et dialectes les séparent en dix ou vingt communautés : 350 000 Tchérémisses, 1 600 000 Tartares du Volga où de Crimée, 1 300 000 Bachkirs, 800 000 Tchouvaches, etc., etc. Pourtant, l'islam pourrait les unir et appeler des millions de soldats sous les drapeaux de la guerre sainte : l'empire russe englobe aujourd'hui quatorze millions de musulmans — beaucoup plus que la Turquie d'Europe et d'Asie. Et les bouddhistes, s'ils ne sont que quelques centaines de milliers autour de la Caspienne et du lac Baïkal, pourraient aussi recourir à l'appui formidable des centaines de millions de leurs coreligionnaires, entassés dans l'Extrême-Orient.

Mais sur cette « marche » orientale, en face de la barbarie asiatique, le Russien, tout médiocre disciple qu'il soit de notre culture européenne, est en état d'opposer aux multitudes jaunes les armes et ressources de notre civilisation : le cheval turco-mongol ne peut plus lutter avec la locomotive russe.

Vers l'ouest, vers l'Europe, dans la « marche » occidentale de l'empire, les rôles sont renversés : de ce côté, c'est la multitude russienne qui vient se heurter à l'élite de quelques nationalités bien moins nombreuses, mais bien mieux cultivées. Le tsarisme a pu les submerger de sa conquête, leur lier pieds et poings : il ne les a pas réduites, ni même entamées. La terre russienne reste toujours séparée des rivages et frontières, que nominalement les tsars ont conquis : ces peuples occidentaux opposent toujours à l'orthodoxie et aux langues russiennes leurs propres langues et leurs religions juive, catholique ou protestante.

Dans cette « marche » occidentale, que ses 72 millions d'hectares font beaucoup plus grande que la France entière, c'est à peine si deux ou trois millions de Russiens, soldats, fonctionnaires et colons officiels, se glissent par les interstices des quatre ou cinq blocs de populations indigènes : deux millions et demi de Finlandais, deux millions de Tchoudes (Esthes et Livoniens), trois ou quatre millions de Lettes et Lithuaniens, dix ou onze millions de Polonais sont comme saupoudrés de 7 ou 800 000 Allemands et pénétrés de cinq ou six millions de Juifs.

Finlande au nord, Provinces allemandes, lithuaniennes et polonaises au centre, Territoire juif au sud : de l'océan Glacial à la mer Noire, toute la façade occidentale de l'empire est au pouvoir de ces nations annexées. En un point seulement, grâce au golfe de Finlande qui perce de part en part ce large

glacis, une ville russienne, Pétersbourg, touche à la mer; encore les Allemands, Finnois, Lettons et autres étrangers ou fils d'étrangers font-ils le quart de sa population.

*
* *

Sur les deux « marches » d'Orient et d'Occident, quelle politique adopter à l'égard de ces races et religions étrangères? Quel traitement accorder aux unes et aux autres? Que faire de ces annexés? Des esclaves ou des égaux? Des ennemis ou des collaborateurs? Dès la fin du XVIIIe siècle, du jour où Catherine II eut pris sa part de Pologne, cette question apparut, et jamais on n'en put méconnaître l'importance vitale pour la durée de l'empire.

Mais depuis un siècle, les réponses ont varié avec les autocrates qui se succédèrent à Pétersbourg. A cet égard, l'histoire russe du XIXe siècle peut se diviser en trois périodes : la première va jusqu'à l'insurrection polonaise de 1831; la seconde va jusqu'à la brouille russo-allemande qui suivit le traité de Berlin, jusqu'à la mort d'Alexandre II, jusqu'à 1881 environ; la troisième dure encore. La première vit le triomphe des idées libérales ou, du moins, intelligentes et généreuses d'Alexandre Ier. La seconde fut une ère de compression, brutale et tracassière sans doute, mais tolérante par à-coups, souvent aveugle ou indifférente, presque jamais agressive (sauf en Pologne). La troisième n'est que persécution systématique, écrase-

ment, suppression; la langue officielle dit : russification.

On connaît les idées d'Alexandre I[er]. Cet ancien élève du général français Laharpe, — de ce soldat révolutionnaire qui fomenta plus tard la révolution du canton de Berne, — écrivait en 1797 à son précepteur :

J'ai pensé que si je devais jamais régner à mon tour, je ferais incomparablement mieux, au lieu de m'effacer volontairement, de prendre à cœur de doter ce pays de liberté, pour le préserver d'être à l'avenir un jouet entre les mains des premiers sots venus.

Ce que fit le généreux, mais capricieux et volage Alexandre en terres russiennes, nous le verrons plus tard. En terres annexées, il fut plus constamment fidèle à cette théorie ou à ces aspirations de gouvernement libéral : il en avait mesuré (ce n'est faire ni violence à telle de ses paroles, ni trop d'honneur à sa largeur d'esprit que lui prêter une conception aussi politique), non pas seulement la justice, mais l'utilité et le profit immédiat.

Car la Russie et le tsar avaient et auraient encore tout avantage à traiter libéralement les peuples annexés, à les garder en tutelle, non sous le fouet ou sous le talon, à les prendre au service, non à les réduire en servitude. C'est là, non point un rêve ou un calcul hypothétique, mais la formule dernière d'une expérience qui en Russie même se poursuit sous nos yeux : si dans la « marche » occidentale, à l'égard des nationalités européennes, les idées d'Alexandre I[er]

n'ont pas prévalu, ce sont elles qui président encore à la conduite du gouvernement russe dans la « marche » orientale.

De ce côté, un seul peuple et une seule religion sont en butte à la russification, un peuple de religion chrétienne et de civilisation européenne : les Arméniens du Caucase. Ils sont les seuls, de ce côté, à ne pas jouir de la tolérance que le tsarisme professe à l'égard des nationalités et religions asiatiques, surtout à l'égard du bouddhisme et de l'islam.

Certains ont exagéré peut-être le profit que la politique russe en Asie a pu tirer de ses accointances bouddhistes. Pourtant le rôle du bouddhisme dans les affaires d'Extrême-Orient, de Chine en particulier, fut indéniable et tout favorable aux Russes. J'ai eu l'occasion[1] de déduire assez longuement ce rôle du bouddhisme russe dans les affaires chinoises, mongoles et tibétaines; nous n'avons là-dessus aucun document certain, mais il est facile de réunir une foule d'indices et de probabilités. La théorie de cette politique a été formulée par le prince Oukhtomsky dans sa *Préface* au livre de M. A. Grünwedel, *Mythologie du Buddhisme au Tibet et en Mongolie* :

Le bouddhisme tibétain est pratiqué dans notre empire par quelques centaines de milliers de nomades ou de semi-nomades, les Kalmouks, [qui habitent] les gouvernements caspiens d'Astrakhan et de Stavropol ou le pays des Cosaques du Don et de l'Oural, la majorité des Bouriates et une partie des Toungouses de Transbaïkalie... Des cen-

1. Voir mon volume *La Révolte de l'Asie*.

taines de Bouriates vont annuellement en pèlerinage à travers la Mongolie, vers les centres [chinois et tibétains] de la sagesse bouddhique. Éclaireurs et pionniers du commerce et de la renommée russes, représentants du nom russe au cœur même du monde jaune, ces demi-sauvages, nos compatriotes, s'en vont là-bas vers le Koukounor, si difficilement accessible à l'explorateur européen, vers Amdo et le Tsaïdam, vers [Lhassa] et le mystérieux Dachil-Humbo, vers les frontières montagneuses de l'Inde.

Cet élément introduit, sans qu'on s'en aperçoive, au plus profond des déserts de l'Asie, une représentation vivante du Tsar blanc et de Moscou, « la ville aux pierres blanches », de ce Moscou, d'où est sorti l'empire le plus gigantesque du monde et qui a cherché à s'attacher les peuples de l'Est, non seulement par la guerre ou la sévérité, mais encore par la bienveillance.

La déférence de Moscou envers le bouddhisme, les présents d'Irkoutsk aux bonzeries bouriates et mongoles, les allées et venues de pèlerins et bonzes bouriates entre Irkoutsk, Pékin et Lhassa amenèrent l'entente cordiale, peut-être l'alliance formelle, qui unit au Tsar blanc le pape du bouddhisme lamaïque, le *dalaï-lama* de Lhassa, et son vicaire temporel, l'empereur de Pékin.

Durant les dix années dernières, nous en avons pu voir les effets surprenants : Pékin sous la suzeraineté occulte des Russes, la Mandchourie sous leur domination ouverte, un sujet russe installé à Lhassa comme premier secrétaire, comme ministre du *dalaï-lama*, les ambassades tibétaines envoyées par deux fois à Livadia et Pétersbourg, et l'impérialisme anglais acculé aux deux folies de l'expédition tibétaine et de la guerre russo-japonaise.

De Lhassa, les missionnaires armés de l'Angleterre viennent de rapporter une convention de paix et d'amitié déférente; mais le *dalaï-lama* s'est enfui vers quelque couvent mongol, sous la protection immédiate des Russes. Dans la guerre actuelle, si les efforts japonais n'ont pas encore réussi à jeter les tribus mongoles sur les derrières de Kouropatkine, ce doit être à l'influence du *dalaï-lama* et de ses bonzes qu'il faut rapporter cet échec. La guerre terminée, la Mandchourie reprise ou perdue, le *dalaï-lama* sous la main du tsar sera le meilleur instrument de l'alliance russo-japonaise ou de la revanche russe, dont on peut prévoir, sans être grand prophète, que c'est l'Angleterre qui fera les frais.

A l'égard de l'islam, la politique des tsars fut presque toujours et reste plus tolérante encore : elle apparaîtra telle du moins, si l'on n'oublie pas que nous sommes en Russie et quel fut le sort des chrétiens et juifs russes.

La sainte Russie n'a persécuté que certains Tartares du Volga, les Kérachines, qui, après conversion à l'orthodoxie, retournaient aux pratiques musulmanes. Partout ailleurs, en Europe comme en Asie, au Caucase comme en Crimée et jusqu'en Lithuanie (où des Tartares disséminés, « urbanisés », ont conservé la religion musulmane, mais adopté le costume polonais), Pétersbourg a fait de la tolérance et même de la protection sa règle constante à l'endroit de l'islam.

Non seulement on témoigne une pleine déférence

aux chefs religieux et aux saints personnages; non seulement on laisse ouvrir et enrichir, on enrichit et subventionne de deux millions de roubles par an leurs couvents de derviches, leurs écoles et séminaires, *mektabs* et *médressés*, leurs canonicats et confréries de *mollahs* et d'*imans*; non seulement on a créé et l'on maintient trois ou quatre grands *mouftis* et *cheikhs-ul-islam*, trois ou quatre patriarches, en quelque façon, du rite sunnite à Orenbourg, du rite chiite au Caucase, et du groupe tartare en Crimée. Mais on a reconnu et l'on respecte la souveraineté politique des deux Khans de Bokkhara et de Khiva.

En plein empire russe, Bokkhara et Khiva avec leurs 27 millions d'hectares (la moitié de la France) forment des enclaves musulmanes, où quatre millions de musulmans ont l'illusion de vivre sur une terre non souillée, sous les lois du Prophète, aussi libres en réalité, plus libres peut-être, plus maîtres chez eux que nos musulmans de Tunis.

Hors de ces enclaves, le musulman rencontre partout l'égalité de droits, le bon vouloir, les faveurs du gouvernement. Ses mosquées pointent leurs minarets dans toutes les villes du Volga, depuis Nijni-Novgorod. Il n'est pas enrôlé de force : il peut se racheter du service militaire, qui pèse, obligatoire, sur tous les autres; mais, accueilli, choyé dans l'armée russe, il parvient à tous les grades : des orthodoxes sont commandés par des colonels et des généraux musulmans.

La modération du tsarisme à l'égard de ses musul-

mans apparaît dans les plaintes mêmes que certains peuvent proférer ou qu'on leur prête. Le Caire, depuis l'occupation anglaise, est devenu un centre d'agitation panislamique, où les Anglais essaient d'attirer et de fédérer tous les mécontentements de l'islam : contre le tsar, contre le sultan, contre le chah, ils voudraient faire de leur Égypte, sous la bannière arabe, la protectrice ou l'excitatrice des musulmans turcs, russes, persans, etc., pour le bénéfice de l'impérialisme britannique. Le journal *le Turc*, paraissant au Caire, publiait récemment un mémoire adressé — dit-on — par les musulmans russes aux Grandes Puissances et au Sultan-Khalife [1].

Ce mémoire, — qui se termine par des menaces : « les soldats musulmans se vengeront dorénavant sur les champs de bataille », — réclame le respect ou le rétablissement, non des *droits*, mais des anciens *privilèges* que Catherine II avait accordés à la population musulmane, en particulier des privilèges juridiques et des tribunaux rituels : il dénonce la nomination de *mouftis* et d'*imans* qui, sortant des écoles russes, se connaissent mal en jurisprudence musulmane, la suppression du statut personnel, l'interdiction de l'apostolat parmi les populations nomades et les Cosaques, etc. ; sauf le cas de ces Kérachines du

1. Voir à ce sujet le journal *L'Européen* du 4 mars 1905. Tous ceux qui s'intéressent aux affaires étrangères, en particulier aux affaires russes et levantines, doivent connaître cette publication hebdomadaire qui, depuis quatre ans, est publiée à Paris (24, rue Dauphine) et fournit des renseignements authentiques sur « l'Europe souffrante ».

Volga, dont j'ai parlé plus haut, de ces 40000 néo-convertis que l'islam et l'orthodoxie se disputent encore, le mémoire ne signale aucune de ces persécutions linguistiques ou religieuses dont la « marche » occidentale est le théâtre, dont les sujets chrétiens et juifs du tsar sont les victimes.

Les Juifs d'Amérique, de France et d'Angleterre n'implorent pour leurs coreligionaires de Russie que le régime dont jouissent les Russes musulmans, et, longtemps, les populations lithuaniennes auraient été presque satisfaites si l'on eût toléré leur langue nationale et leur alphabet latin à l'égal seulement des langue et alphabet arabes.

Aussi le musulman russe est-il devenu un sujet loyal : il ne témoigne ni la morgue indifférente ou haineuse, que nos Algériens et Barbaresques conservent contre nous, Français, et nous révèlent à chaque geste, ni l'espérance jamais domptée de libération nationale et de domination religieuse, que, dans l'empire même du khalife, chez l'Arabe de Syrie ou d'Égypte, l'excitation anglaise peut réveiller contre l'oppresseur turc, ni même la chimérique mais inlassable attente d'un sauveur providentiel, d'un ange exterminateur, dont l'islam hindou repaît sa haine de l'Anglais.

Il faut dire que, de ces conquêtes russes comme des autres conquêtes chrétiennes autour de la Méditerranée, les croyants fanatiques ont émigré vers les terres du khalife. L'islam caucasien surtout a reflué vers Constantinople, et l'Angleterre crut jouer un

bon tour à la politique russe, en favorisant de ses deniers et de ses bateaux l'émigration tcherkesse : un million de Tcherkesses indomptés ou irréconciliables quittèrent leurs montagnes et, portant le trouble dans les provinces ottomanes, semant en Turquie d'Europe les « atrocités bulgares », en Turquie d'Asie les ravages et les pestes, amenèrent les révoltes de *raïas* et l'intervention russe de 1876-1878.

Il faut dire, surtout, que ce musulman russe n'est pas de sang arabe, que son métissage d'Iranien disparaît de jour en jour, et que le sang turco-mongol presque partout domine. Or — le meilleur historien du Turc asiatique, M. L. Cahun, a clairement exposé ceci en ce chef-d'œuvre méconnu et cependant unique qu'est son *Introduction à l'histoire de l'Asie* — les hordes des Turcs et des Mongols n'ont jamais été des « armées de la foi », à la mode arabe ou latine : dans les invasions mongoles, toutes les religions se coudoyaient, bouddhistes, chrétiens nestoriens, juifs, musulmans, païens.

Le Turco-Mongol ne connaît qu'une règle, le *yassak*, la discipline militaire : *Turkman, za'ïf ul iman, Turcoman, pauvre croyant!* dit avec un peu de scandale le Turc arabisé et byzantinisé de Stamboul :

L'imagination religieuse, le zèle et l'enthousiasme, si ardents chez les Arabes, les Iraniens et les Slaves, n'ont jamais éveillé l'apathie, échauffé la froideur des Turcs, des Mongols et des Mandchous. La religion la plus sympathique à leur quiétisme et à leur flegme est certainement le bouddhisme : c'est le seul élément religieux dans lequel ils se

meuvent avec aisance; dans l'islam ils sont gauches et empruntés...

Ils ont accepté d'autres religions : ils sont devenus mages adorateurs du feu, manichéens, chrétiens nestoriens, musulmans, un peu au hasard, n'y comprenant pas grand-chose; les religions qu'ils ont adoptées, ils les ont pratiquées loyalement, sans altération ni discussion, comme il convient à des gens qui appellent la civilisation *obéissance* et la loi d'État *consigne*, *yassak*. [Le vieux Rubrucquis nous raconte] que le Mongol Meunghé (Mangou-Khan) s'amuse à faire disputer devant lui maures, bouddhistes, chrétiens et musulmans; mais il leur défend de se chamailler hors de sa présence, parce qu'ils feraient trop de bruit et que le tapage est défendu au quartier impérial : « Et quand fut achevé, Nestoriens ensemble et Sarrasins chantèrent victoire, Tuiniens (Chinois, bouddhistes) se taisant, puis allèrent boire tous, copieusement, *et postea biberunt omnes copiose* [1]. »

La loi du tsar est devenue la consigne, le *yassak*, de tous ces Turco-Mongols. Ils y trouvent leur vie quotidienne et leur bénéfice. La solde est assurée aux coureurs d'aventures, aux nomades, — et les vrais descendants des cavaliers mongols sont toujours à cheval. — La tranquillité et les récoltes sont assurées aux bâtards, aux métis d'Iraniens, qui, sous le nom de *Sartes* ou *Tadjiks*, se sont laissés prendre à la douceur des oasis fertiles, à la bombance des prairies fluviales, et brider à la charrue.

Si le fanatisme religieux pouvait être éveillé en ces libres esprits par quelque propagande étrangère, la haine, qui depuis treize siècles sépare les deux frac-

1. Cf. L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, p. 67-68.

tions sunnite et chiite de l'islam, jetterait leurs tribus les unes contre les autres, et la force russe n'aurait à intervenir que pour rétablir la paix.

A l'intérieur et à l'extérieur, ces bons soldats exécutent la consigne. A l'intérieur, contre les agitations libérales et les revendications ethniques, on hésite à se figurer ce que pourrait être la menace ou le secours de ces massacreurs alertes : pourtant, sous nos yeux mêmes, les émeutes musulmanes de Bakou n'ont pas pu se déchaîner toutes seules; elles coïncident, trop heureusement pour la défense de l'autocratie, avec les réclamations arméniennes.

Par ces émeutes, le riche Arménien de Bakou, de Tiflis et des autres bazars est rappelé au juste sentiment des choses : qu'il se laisse entraîner au service de son peuple, qu'il mette aujourd'hui ses millions à la disposition de la révolte, demain le Tartare reprendra dans la Transcaucasie la belle besogne que le Kurde vient à peine d'interrompre sur les terres du fidèle ami de Pétersbourg, le sultan Abd-ul-Hamid; c'est aussi par des émeutes musulmanes que les affaires arméniennes débutèrent en Turquie.

A l'extérieur, de Kachgar à Constantinople, du pays des Turcs asiatiques, du Turkestan chinois, au pays des Turcs européens, au Turkestan balkanique, on sait [1], quel service la diplomatie et la pénétration russes tirent des intrigues et des migrations musulmanes.

1. J'ai expliqué en détail cette avance russe dans mon livre *La Révolte de l'Asie*.

Par ses Cosaques musulmans, la Russie entame et tient déjà les provinces chinoises et persanes qui lui sont limitrophes; par ses espions, prédicateurs et agitateurs musulmans, elle surveille ou menace les gouvernements de Kaboul, de Téhéran et de Stamboul et même le gouvernement de l'Inde.

Dans tout le monde islamique de l'Asie occidentale, au long des routes du *hadj* qui mènent les pèlerins, *hadjis*, vers la Mecque, il se trouve des croyants convaincus ou bien payés, qui vantent à leurs coreligionnaires la puissance du tsar blanc, sa richesse et son libéralisme, et la solde que l'on peut trouver à son service, et la domination universelle que fatalement la destinée lui réserve : quand les Anglais, par les journaux du Caire, essaient de réveiller contre le Moskof ses sujets musulmans, ils ne font que reprendre en public et maladroitement les armes dont le Moskof use contre les maîtres de l'Inde, avec une habileté faite de secret et de patience.

*
* *

Si la Russie, dans sa « marche » orientale, a tiré un si grand bénéfice de la tolérance, aurait-elle eu moins de profit à poursuivre la politique d'Alexandre Ier dans sa « marche » de l'Occident? Essayons de dépouiller nos préférences ou, si l'on veut, nos préjugés d'Occidentaux. Calculons en Russiens, en Moscovites, mais en Moscovites qui raisonnent : il y en a eu dans l'histoire et même sur le trône, et ce

sont eux — eux seulement — qui ont fait le trône et l'histoire russes.

De Rourik à Alexandre Ier, la Russie n'a grandi, malgré l'hostilité cruelle des hommes et des choses, parmi les cataclysmes et les invasions, que par le travail de ces hommes violents, mais calculateurs, russiens, profondément russiens, mais raisonnables. De Rourik à Alexandre Ier, en passant par les seigneurs de Novgorod, les princes de Kief et les tsars de Moscou ou de Pétersbourg, ces Wladimirs, ces Ivans, ces Pierre et ces Catherine, tous ces rassembleurs de la terre russienne, puis de l'empire russe, ont pu changer de résidence, de costume, de religion, de vertus et de vices; mais à travers les âges, un pareil sentiment les anima tous. Car tous, ils eurent la compréhension nette ou obscure des deux nécessités, apparemment contradictoires, qu'il leur fallait concilier pour le maintien et le développement de la puissance russienne.

Pour rassembler et maintenir tous ces Russiens, il fallait, il faut respecter certaines de leurs mœurs et conceptions nationales, ménager surtout cet orgueil un peu naïf, qui aujourd'hui encore s'étale dans les mots et les gestes du Russe le plus civilisé et qui fait que leurs révolutionnaires eux-mêmes, au plus beau de leurs tirades internationalistes, laissent percer leur pitié méprisante de notre « pauvre nature » occidentale.

Le Russien est persuadé que sa « riche nature » l'a fait d'une essence supérieure à notre faible humanité,

que sa force plus grande, ses appétits plus vastes, ses conceptions plus généreuses, son imagination plus libre, sa compréhension plus rapide, son indépendance d'esprit et de cœur, surtout la jeunesse éternelle de son peuple (ainsi lui apparaissent les choses) le mettent au-dessus de la décrépitude asiatique et de la sénilité européenne, alors même que, par les petits moyens de la raison industrieuse, de l'érudition patiente, des sciences et des arts ingénieux, la chinoiserie ou japonaiserie asiatiques et le byzantinisme européen arrivent dans la pratique à l'égaler, à le surpasser. Gogol, rêvant d'écrire une histoire du monde ou plutôt l'histoire du monde, — car cette histoire n'existera que du jour où un Russe l'aura retrouvée, — sait bien qu'il existe des méthodes occidentales pour atteindre la vérité. Mais quelles pauvres et fragiles méthodes! quels médiocres et « coriaces » résultats! L'Européen cherche la vérité historique dans les annales; Gogol, le Petit-Russien la cherche dans les chansons.

Dès que j'aurai terminé mon cours d'histoire de l'Ukraine, je me mettrai à écrire une histoire universelle qui n'existe pas, non seulement en Russie, mais même en Europe... Chansons, vous êtes ma joie, ma vie; je n'aime rien tant que vous! Qu'est-ce que toutes ces coriaces annales dans lesquelles je fouille aujourd'hui, si je les compare à ces mélodieuses et vivaces chroniques de la chanson? J'en ai reçu de vraiment ravissantes. Je ne puis vivre sans chansons. Je sais qu'il existe des milliers de chansons, et pourtant je n'en connais que peu. Et combien elles me sont utiles pour l'histoire, non seulement celles qui ont un caractère historique; mais jusqu'aux érotiques et aux

cyniques, toutes sont nécessaires à l'histoire d'un pays comme l'Ukraine où chanter est un acte de la vie du peuple.

En toutes choses, il en est de même; en politique surtout, le peuple russien, et non pas la foule seulement, mais nobles et bourgeois, intellectuels et paysans, conservateurs et révolutionnaires, la nation entière a le sentiment trop net de sa supériorité pour tolérer longtemps de ses chefs la méconnaissance ou le mépris de ses méthodes nationales. Écoutez Gogol dans les *Ames mortes*[1] :

Autant dans l'orthodoxe et sainte Russie il y a de milliers d'églises, de couvents, de laures, de dômes, de coupoles, de croix d'or, autant il y a de tribus, de races, de peuplades et de peuples, émaillant, animant, sillonnant la surface de la terre habitée. Et chaque peuple porte en lui la puissance de son originalité, est pénétré du sentiment de ses facultés créatrices, ignorées des autres peuples....

Le peuple russe s'exprime avec énergie, avec tant d'énergie que, s'il gratifie une fois quelqu'un d'une appellation selon son cœur, ce quelqu'un en a pour lui et sa race à traîner le sobriquet dans la carrière, dans la retraite, en voyage, au bout du monde. Et dès le premier moment où le mot s'est répandu, on aura beau ruser, finasser, se déplacer, grandir et parvenir aux dignités les plus hautes, rien n'y fera : le quolibet, obstiné corbeau, croassera de toute la puissance de son gosier et dira très distinctement de quelle provenance est l'oiseau auquel il s'applique. Ce qui a été bien et finement dit, c'est comme ce qui a été bien et finement écrit : la hache émousserait

1. Cité par Ossip-Lourié, *La Psychologie des Romanciers russes*, p. 37-39.

son tranchant à le vouloir détruire. Et quelle finesse, quelle force ne sent-on pas dans tout ce qui, jusqu'à cette heure, est sorti du fond de la Russie, de ces lieux où n'a pénétré rien d'allemand, rien de finnois, rien du dehors, où tout respire le vif, sain, gaillard et natif esprit russe, qui ne va pas chercher un mot dans l'auge du voisin de stalle pour prendre la peine de le couver, mais le crée spontanément, tout d'une pièce, et vous le colle au front comme un éternel et admirable signalement, si bien qu'il est inutile d'y mentionner quel nez, quelles lèvres, quel pelage, quels signes particuliers, car le personnage signalé a été d'un seul trait saisi au vif : il est vivant et pour cela il n'a fallu qu'un mot, mais un mot russe...

Chez l'Anglais, la parole se ressent de la vive et sagace compréhension des affaires de cœur et de la connaissance approfondie des choses de la vie. Chez le Français, la parole est l'instabilité même; elle brille d'un éclat qui plaît et attire, elle porte au loin le charme de ses grâces élégantes. Chez l'Allemand, la parole est un idiome quintessencié : tout mot y est savamment et industrieusement couvé, procréé, alambiqué, rendu artistement; il est maigre, sec et poussif; c'est un docte malade qui se rend inaccessible même à la majorité des Allemands. Mais on chercherait vainement une langue qui soit plus nativement primesautière, vigoureuse et gaillarde, qui jaillisse plus spontanément du cœur même, comme d'une source abondante, qui ait à sa discrétion toujours de ces mots qui montent, s'enroulent, s'échappent au moment donné, portent et frappent très juste et très fort, comme le fait le *subtil mot russe* (*metkoé rousskoé slovo*)...

O Russie, ô mon bien-aimé pays, ne te sens-tu pas emportée vers l'inconnu comme l'impétueuse troïka que rien ne saurait atteindre!... Quelle force mystérieuse, inappréciable recèlent les coursiers russes, coursiers inconnus au monde!... Elle fuit, la troïka, elle vole toute fulgurante de l'esprit de Dieu... O Russie, Russie! où cours-tu? dis, réponds-moi!...

Un jour viendra où les Russes se lèveront; de grands

mouvements se manifesteront.., et l'on verra combien profondément il était tombé dans la nature slave de cette semence de vertu qui n'a fait, pour ainsi dire, que glisser à la surface de la nature de vingt autres races.

Et quand un maître d'école parle de la déchéance du peuple russe, un vagabond de Gorki lui répond :

Le peuple russe ne peut disparaître..; c'est inscrit dans la Bible... Le connais-tu, le peuple, comment il est? Il est... immense... Combien de villages sur la terre! Partout demeure le peuple! le vrai, le grand peuple! Et tu dis : « Il s'éteindra ». Un peuple ne peut pas mourir... Un homme le peut... Dieu a besoin du peuple, il est architecte du monde...

Mais, par la richesse même de sa nature et de ses appétits, ce bon Russien est à la merci des peuples moins nobles, plus calculateurs, qui l'entourent, qui convoitent et assiègent son riche domaine et qui mènent ce siège ininterrompu suivant des règles méthodiques. Or, le hasard des soulèvements et affaissements géologiques n'a point enfermé ce domaine russien en des barrières montagneuses ou des limites faciles à défendre, mais l'a installé, au contraire, en un carrefour où se pressent tous les pillards d'Europe et d'Asie : notre Russien, quand il s'abandonne trop vite ou trop longtemps à la fantaisie de ses penchants, ne peut sauvegarder ni tout ce domaine ni même son existence nationale; il tombe à la merci du conquérant ou du pirate voisin; depuis dix siècles à peine que nous pouvons suivre son histoire en des documents écrits, aucun peuple européen n'a subi

autant de servitudes, de dépendances, d'invasions étrangères, et si diverses. Les Varègues, les Grecs, les « Francs », les Mongols, les Turcs, les Polonais, les Allemands, les Suédois, les Français l'ont tour à tour vaincu, envahi, réduit en clientèle ou en esclavage, ont pillé son kremlin de Moscou et sa laure de Kief. Et il ne s'est jamais tiré de ces dépendances ou de ces défaites qu'en acquérant les armes et méthodes dont ses vainqueurs du jour savaient user contre lui.

C'est à l'école du Varègue, du Grec, de l'Italien, du Mongol, du Turc, du Polonais, du Suédois, de l'Allemand, du Français, qu'il a dû acquérir les moyens de se débarrasser d'eux. Le progrès de sa civilisation est un perpétuel apprentissage sous la férule de l'étranger. Le rôle de ses grands hommes — et Pierre Ier ne fut le plus grand que par son ardeur plus violente à conquérir nos arts et nos sciences de l'Occident — est l'adaptation de cet apprentissage aux besoins momentanés et au tempérament éternel de la nation.

En étudiant la naissance et le développement du tsarisme, nous verrons par le détail comment, de Rourik à Alexandre Ier, les Wladimir, les Ivans, les Pierre et les Catherine ont tour à tour inoculé à leur peuple — de gré ou de force — ce qui lui était nécessaire de civilisation germanique, grecque, mongole (ou chinoise : si les Mongols étaient alors supérieurs aux Russiens et peut-être au reste de l'Europe, c'est qu'ils avaient été les disciples de la Chine), polonaise,

suédoise, allemande, française enfin, pour être à l'abri du fléau étranger et pouvoir, comme disent nos médecins, résister aux attaques sournoises ou soudaines du milieu ambiant.

Tourguénief, dans son roman *Fumée* (1867), exprimait à son peuple par la bouche de son héros Potouguine quelques dures vérités, et le dernier commentateur russe du roman russe, M. Ossip-Lourié [1], prétend que « ces paroles de Potouguine sont toutes à citer, qu'elles peuvent encore être appliquées à la Russie d'aujourd'hui » :

Que dix Anglais, constate Potouguine, se réunissent, ils entameront tout de suite la conversation sur le coton, sur la possibilité de tanner les peaux de souris, c'est-à-dire sur quelque chose de positif, de déterminé; mettez ensemble dix Allemands, aussitôt entrera naturellement en scène l'unité de l'Allemagne; avec dix Français, quelques efforts qu'ils fassent eux-mêmes pour l'éviter, il vous faudra immanquablement entendre disserter sur « le beau sexe »; que dix Russes s'assemblent, immédiatement jaillit la question de la valeur et de l'avenir de la Russie. Ils pressent, ils sucent, ils mâchent cette malheureuse question comme font les enfants de la gomme élastique... et avec le même résultat.

Ils ne savent y toucher sans tomber aussitôt sur la pourriture de l'Occident. Il nous bat sur tous les points cet Occident, et il est pourri! Encore, si réellement ils le méprisaient! mais tout cela n'est que phrases et mensonges. On crie contre l'Occident et on ne peut pas se passer de son approbation, que dis-je! de l'approbation des gandins de Paris. Je connais un homme, père de famille,

1. Ossip-Lourié, *La Psychologie des Romanciers russes*, p. 92 et suiv.

d'un certain âge, qui fut réellement au désespoir parce que, se trouvant un jour dans un restaurant de Paris, il demanda « une *portion* de bifteck aux pommes de terre », tandis qu'un vrai Français disait à côté de lui : « Garçon! bifteck pommes! » Mon ami faillit en mourir de honte; depuis, il crie partout : « Bifteck pommes! » et enseigne aux autres cette manière de s'exprimer...

On parle toujours de la riche nature russe, de notre instinct supérieur! Où vont-ils chercher cette richesse? Je n'entends que le bégayement de l'homme qui s'éveille, qu'une finesse plus digne de l'animal que de l'être humain. Et l'instinct! On vous cite souvent quelque « grand génie » du cru dont les sublimes productions ne sont qu'une pitoyable imitation des artistes étrangers de second ordre, car ceux-là sont les plus facile à imiter. O les malheureux barbares qui comprennent l'art à leur manière!...

Le samovar, les chaussures d'écorce, le knout, — les plus importants produits russes, — n'ont même pas été inventés par nous. Nos vieilles inventions viennent de l'Orient, les nouvelles sont tirées de l'Occident. Si la Russie venait à disparaître de la surface du monde, on ne s'en apercevrait pas. La disparition des îles Sandwich produirait plus d'effet : leurs indigènes ont inventé je ne sais quelles lances et quelles pirogues....

Ramasser un soulier éculé, tombé depuis longtemps des pieds de Saint-Simon ou de Fourier, nous le poser respectueusement sur la tête et le porter comme une relique, nous sommes capables de cet effort; fabriquer un petit article sur la valeur historique et contemporaine du prolétariat dans les principales villes de France, nous pouvons encore faire cela; mais, un jour, j'ai proposé à un de ces écrivains d'économie politique de me nommer vingt villes de cette même France, et savez-vous ce qui est arrivé? Pour compléter le chiffre, le politico-économiste s'est trouvé réduit à me nommer Montfermeil dont il s'est souvenu grâce à un roman de Paul de Kock.

Les slavophiles ne vivent que par le mot avenir. « Tout viendra. — Et pourquoi est-ce que tout viendra, permettez-

moi de m'en informer? — Parce que nous, hommes civilisés, nous ne sommes que des guenilles; mais le peuple... oh! le peuple est grand. Voyez cet *armiak*, cette casaque de paysan, c'est de là que tout viendra. Toutes les autres idoles sont détruites : donnons notre foi à l'*armiak*. — Mais si cet *armiak* ne répondait pas à nos espérances? — Il y répondra, soyez-en assuré ».

Si j'étais peintre, voici le tableau que je ferais : un Russe civilisé se tient devant un moujik et le saluant très bas : « Guéris-moi, mon petit père, je meurs de maladie »; le paysan, à son tour, salue humblement l'homme civilisé et lui dit : « Éclairez-moi, Monseigneur, je péris faute de lumière ». Et tous deux, bien entendu, ne bougent pas d'une semelle.

Ainsi le peuple russien existe et veut exister en maintenant ses caractères propres, ses tendances et traditions nationales; mais il ne peut subsister qu'en accueillant sans trop de mépris ou de retard les inventions théoriques et pratiques, les progrès matériels, intellectuels et moraux de ses voisins.

C'est à coup sûr l'histoire de tous les peuples : une nation se perd aussi rapidement en ne profitant pas de l'expérience et du succès de l'étranger qu'en adoptant comme dogmes les conceptions ou fantaisies étrangères, en renonçant au libre exercice de sa propre expérience, aux lumières de sa propre sagesse, aux considérations de ses propres besoins. Mais l'histoire russienne fut toujours la plus belle illustration de cette loi. Nul peuple au monde n'a été mis par la disposition de son habitat en une nécessité plus urgente de concilier à toute heure ces deux conditions de vie et de durée.

Or, depuis Alexandre Ier, qui du côté de l'Europe a définitivement constitué les frontières de l'empire, le Russien est arrivé à posséder un double domaine : les terres proprement russiennes, où ses traditions nationales peuvent se perpétuer sans risques, et cette bande de terres étrangères où la culture occidentale — la seule aujourd'hui nécessaire à la prospérité et à la sécurité de la Russie — s'est implantée et pourrait continuer de vivre.

*
* *

En cette bande de terres étrangères, le Russien possède comme un champ d'expériences, un laboratoire politique et social; il y pourrait étudier tous les facteurs et tous les progrès de cette culture occidentale : par une chance unique au monde, en cette étroite, mais longue bande, tous les champions et disciples de notre civilisation sont représentés.

Au nord, dans la Finlande, des tribus finnoises, converties au luthéranisme, ont adopté, avec la langue, les mœurs et certaines conceptions suédoises, cette indépendance et dignité de vie individuelle, cette régularité et probité de vie publique, ce souci constant de vie morale et de vie intellectuelle, ce culte du travail et de la sobriété, tout cet ensemble de vertus privées et sociales, qui font du Scandinave le plus vertueux des Européens.

Quelles leçons et quels exemples le Russien peut

venir prendre ici! C'est en Suède que l'Europe entière va chercher aujourd'hui ses modèles et ses recettes de tempérance : même en Angleterre, les ennemis de l'alcool se rangent sous la bannière de Gothembourg. Les seuls Russes ont méprisé cette école, dont ils avaient pourtant chez eux la succursale finlandaise : pour la bonne conduite de leurs entreprises publiques et particulières, ne semble-t-il pas qu'ils eussent mieux fait d'en user autrement?

Et, pour la gérance de leurs richesses publiques et privées, n'auraient-ils pas eu grand avantage à prendre en cette terre finlandaise quelques habitudes nouvelles et quelques auxiliaires scrupuleux? La comptabilité moscovite durant deux siècles (1300-1500) ne fut qu'un chapitre de la comptabilité mongole : la comptabilité russe est restée jusqu'à nous ce que cette influence historique l'a faite. Elle appelle administration ce que, nous autres Occidentaux, nous appelons concussions et mangeries. Ceux-là seuls peuvent s'en étonner qui oublient que l'administration mongole n'était que la forme pacifique du rançonnement et qu'elle n'avait qu'un but: fournir la solde aux armées du khan, enrichir les chefs et le souverain lui-même.

Le Moscovite avait bien appris, le Russe n'a jamais oublié les leçons de ce maître : il est possible qu'autrefois ces errements aient été le dernier mot du progrès. Aujourd'hui, il est trop visible que, sur la vie individuelle et sur la vie nationale, ils ont les plus fâcheuses conséquences. Demandez aux industriels français, qui ont obtenu des concessions dans l'em-

pire, s'il est facile d'y défendre une grande affaire contre les barateries de tout le monde officiel, ou demandez au général Kouropatkine s'il est facile de se battre avec des armes absentes, des munitions avariées, des magasins vides et, du grand-duc au dernier intendant, toute une horde de pillards patentés.

Quels agents de pénétration cette morale finlandaise aurait pu rencontrer à l'intérieur de l'empire! D'autres tribus finnoises peuplent la forêt européenne et asiatique, jusqu'au Kamtchatka. Elles restent distinctes, bien que noyées parfois dans la masse orthodoxe. L'insouciance et la brutalité rus siennes les condamnent à la barbarie ou à l'extermination. Ces tribus forestières parsèment ou parcourent 6 ou 700 millions d'hectares (dix ou quinze fois la France) dans les forêts vierges et les marais glacés de cette Sibérie polaire, à peine explorée des Européens : c'est à peine si nous en connaissons les rivages et les estuaires, et les Russes eux-mêmes en ignorent les ressources et réserves. Ils ont découvert que ces malheureux pêcheurs et trappeurs se nourrissent parfois de la chair de mammouths gelés depuis des siècles : une exploration systématique révélerait sans doute bien d'autres miracles.

Grâce à leur culture scandinave, deux millions et demi de Finlandais ont trouvé moyen de vivre et de prospérer, de fonder des villes et des usines, d'installer une communauté policée sur leur table de granit, de sables, de marais et de glaces. A travers lacs et forêts,

ils ont poussé leurs essarts et leurs sillons au delà du cercle polaire; tout leur pays est au nord de ce soixantième degré de latitude, que les défricheurs canadiens sont fort loin d'atteindre, mais au delà duquel les mineurs yankees exploitent leurs récents Eldorados du Yukon. La Sibérie est sous un climat beaucoup plus rude que la Finlande; mais ses terres sont beaucoup plus fertiles, et pourquoi ce pays des fourrures ne verrait-il pas quelque jour un élevage glaciaire de bêtes précieuses, qui ferait pendant à l'élevage tropical de l'autruche, — sans parler des métaux précieux que les prospecteurs signalent ici comme dans l'Alaska?

Au sud de la Finlande, dans les Provinces baltiques, l'influence militaire, puis scientifique de l'Allemagne s'est implantée et, jusqu'à nous, a dominé presque souverainement. En ces Provinces, le Russien pouvait étudier et acquérir les deux forces qui pèsent si lourdement sur l'Europe contemporaine : la discipline et la science allemandes.

Depuis les temps lointains des chevaliers Teutoniques et Porte-Glaive, les châteaux d'Esthonie, de Livonie et de Kourlande sont devenus les pépinières d'une noblesse germanique, dont les Finnois indigènes — les Tchoudes, disent les Russes — ont dû subir le servage, puis le fermage. Cette noblesse n'a jamais perdu le contact avec l'Allemagne orientale. De génération en génération, elle a toujours choisi le métier des armes et, sans répugnances patriotiques,

enrôlé l'un de ses fils au service de la Prusse ou de la Saxe, l'autre à Pétersbourg. Elle était toute désignée pour infuser aux armées russes cette discipline prussienne dont la schlague put nous sembler déprimante, brutale, à nous autres Occidentaux, mais qui était toute douceur, toute intelligence en regard du knout moscovite. De même, l'université de Dorpat fut longtemps en plein empire russe une pépinière de science germanique, d'où les étudiants baltiques allaient faire plusieurs semestres dans les universités d'Allemagne et d'Autriche, et où les étudiants de Berlin, de Vienne et d'Heidelberg venaient en retour prendre leurs inscriptions et leurs grades.

De ce fief baltique, longtemps — jusqu'au règne d'Alexandre III — le peuple et le gouvernement russes surent tirer assez bon profit. Il est à peine besoin de rappeler quelle place tinrent les nobles de ces provinces allemandes, les « Baltes », dans le commandement des armées russes, dans l'administration et la diplomatie, de Barclay de Tolly à Totteben, d'Œstermann à Nesselrod. De même, l'université de Dorpat recrutait parmi les fils de la bourgeoisie baltique les professeurs, lecteurs et directeurs qu'elle fournissait aux écoles et établissements scientifiques de l'empire, les juristes, fonctionnaires, curateurs, administrateurs qu'elle envoyait à tous les bureaux de l'État ou des particuliers. A cette université germanique, accouraient aussi les fils de ces deux ou trois millions d'Allemands que les tsars installèrent jadis en colonies sur le pourtour de la terre rus-

sienne, depuis le Danube jusqu'au Volga. Par ces « Baltes » et ces Allemands, sujets russes, loyaux sujets russes sans être russifiés, la culture germanique pouvait pénétrer dans tout l'empire...

Que la morgue du caporal et du magister germaniques ait trop souvent raidi ces disciples de l'Allemagne et rendu leurs services odieux à l'orgueil national du Russien; que ces Baltes et Allemands aient en trop grand nombre mené avec trop d'ardeur et une trop étroite solidarité leur assaut à toutes les fonctions et sinécures officielles; que la Russie entière, peuple, bourgeois et aristocratie, soit arrivée à jalouser, puis à détester ces barbares, ces *muets*, *niemets*, qui ne daignaient même pas apprendre convenablement le russe : il n'est pas de médaille sans revers, ni de serviteur sans défauts.

Longtemps, jusqu'à Alexandre III, les tsars eurent l'intelligence de regarder les services d'abord. Mais les prophètes avaient annoncé « qu'Alexandre Ier nous ayant débarrassé du Français et Alexandre II du Polonais, c'est Alexandre III qui nous délivrera de l'Allemand ». La prophétie se réalisa; nous voyons aujourd'hui ce qu'il en peut coûter à la grandeur russienne : les Japonais se sont mis à l'école allemande, juste au moment où la Russie expulsait de son fief baltique ses professeurs *niemets*.

Au sud des Provinces baltiques, dans l'ancien royaume de Pologne et Lithuanie, deux religions, groupant les divers éléments ethniques, les relient

aux cultes et communautés de notre Occident : le catholicisme et le judaïsme.

On sait dans quelle union de cœur, dans quelle intimité fraternelle ce catholicisme lithuano-polonais vécut toujours avec les cités et nations catholiques de notre Europe latine, avec Venise, avec Florence, avec Rome, avec la France surtout. Si les Provinces baltiques sont pour la Russie « l'Allemagne chez soi », les provinces lithuano-polonaises sont comme la France aux portes de Moscou.

Cette France slave ou lithuanienne a quelques caractères particuliers, mais elle est toute semblable à la nôtre par le tempérament que lui ont fait onze siècles de culture latine : elle a nos qualités et nos défauts latins ou même gallo-romains, notre vivacité et notre légèreté, notre éloquence et notre bavardage, notre expansion et notre exubérance, notre générosité d'intentions et de promesses, notre amour de clarté et de formules, et surtout ce goût des belles choses, des beaux mots, des beaux actes et des beaux gestes, cet enthousiasme d'artistes, qui souvent peut coûter cher aux nations comme aux individus, mais qui, seul, donne à la vie sa valeur entière et, seul, dans la réalité comme dans la mémoire des hommes, garde les peuples de vieillir.

Quel utile, quel nécessaire complément à la Slavie byzantinisée, mongolisée, germanisée de Kief, de Moscou et de Pétersbourg devrait être cette Slavie latinisée, francisée de Varsovie !

Le Russien n'est toujours qu'un laboureur dont les vertus paysannes, naïveté, bonté, patience, ardeur au travail, ne sont que trop mitigées par les vices du rustre, brutalité, dissimulation, âpreté au gain, ivrognerie. La hiérarchie byzantine, la servitude mongole et la discipline allemande l'ont un peu trop courbé aux besognes pratiques, aux seuls travaux de force, un peu trop dressé aux manœuvres de ruse, aux calculs de servilité, au respect de la poigne, au culte du gourdin.

Le Polonais a pris dans la cité latine les qualités et les faiblesses urbaines : il a gagné en ingéniosité ce qu'il perdait en endurance, et son habileté compense ses forces amoindries. Dans les armées françaises, d'autre part, — la Révolution et Napoléon durant vingt années n'eurent pas de soldat plus fidèle, — le Polonais a pris les défauts, mais aussi les beaux côtés du patriote et du révolutionnaire : l'amour du panache, mais aussi l'amour du drapeau ; l'insouciance des nécessités, mais aussi la négation de l'impossible ; l'irrespect et la méconnaissance du passé, mais aussi l'espoir indomptable dans l'avenir et la foi au triomphe final du droit et de l'idée.

Russien ou Polonais, lequel des deux est préférable? Pétersbourg aurait grand tort de se poser pareille question, puisque la fortune des armes les a mis tous les deux sous son autorité. Le mélange est difficile, peut-être impossible, à cause des cruels souvenirs que les passes d'armes ont laissés entre ces deux rivaux d'autrefois. Mais le bon voisinage et l'échange

de bons procédés suffiraient à la longue pour acquérir à tous les deux, au Russien surtout, le bénéfice de cette intimité forcée.

Russien et Polonais unis formeraient une nation complète : juxtaposez les deux littératures russe et polonaise; chacune d'elles paraît être l'harmonieux, l'indispensable complément de l'autre. En prose comme en vers, le Russe victorieux a su traduire toutes les tristesses, les abattements, les découragements, les négations, les remords et les souffrances de l'âme humaine. Vaincu, torturé, knouté, exilé, déporté, le Polonais garde son enthousiasme, son espoir dans la vie, son ironie allègre, ses imaginations consolantes, ses rêves d'avenir, sa confiance en un Dieu protecteur et vengeur et sa conviction que le monde ne saurait exister longtemps sans la Pologne. Tolstoï nous prêche la résignation aux inévitables douleurs de ce monde et le renoncement aux inutiles bonheurs, et Mickiewicz nous chante :

Qu'importent la souffrance, les mines, la Sibérie, la chaîne? En sujet fidèle, toujours je travaillerai pour le tsar!

Dans la mine, si je bats le fer : De ce métal, me dirai-je, on fera peut-être une hache pour le tsar!

Si l'on me déporte aux steppes, j'épouserai une fille tartare et de moi, peut-être, il sortira un Pahlen [1] pour le tsar!

Si l'on me déporte aux forêts, je ferai un jardin, je labourerai et sèmerai du chanvre; de mon chanvre, on fera peut-être une cravate pour le tsar!

1. Pahlen fut l'assassin de Paul Ier.

Séparés, ces deux Slaves se font réciproquement tout le mal possible : le Moscovite campe aujourd'hui dans les châteaux de Varsovie ; le Polonais, il y a trois siècles, fut maître du Kremlin. Seul l'étranger, l'Allemand, eut à se réjouir et aura peut-être à se réjouir encore de ces dissensions familiales que tous les intérêts devraient apaiser.

Quant aux Juifs... L'Europe occidentale, entre l'Elbe et le Dniéper, contient huit à neuf millions d'hommes de toutes races et de toutes langues, blancs, jaunes, européens, asiatiques, aryens, sémites, qu'unissent la religion juive et un patois hébréo-germanique. Ces huit ou neuf millions d'hommes sont fort inégalement partagés en quatre États : empire allemand, Autriche-Hongrie, Roumanie, empire russe ; les trois derniers en ont de beaucoup le plus grand nombre, et la Russie en possède à elle seule les deux tiers.

L'Autriche et surtout la Hongrie ont estimé — et l'expérience d'un demi-siècle a vérifié ce calcul — que ces Juifs sans nationalité précise pouvaient devenir les concitoyens utiles et dévoués des chrétiens de toutes sectes qui voudraient leur faire place à un foyer national. L'Autriche-Hongrie a tiré grand bénéfice de cette politique, tant pour le progrès de son commerce intérieur, le développement et l'administration de ses richesses que pour l'extension de son influence ou de ses ambitions extérieures. C'est le Juif qui a fait de Budapest le grand bazar du Danube, la porte continentale du Levant, et c'est le Juif qui

tresse entre Budapest et Salonique un lien solide d'intérêts et d'échanges commerciaux.

La Roumanie, malgré les conseils de la France et les engagements que lui imposa le traité de Berlin, n'a point encore suivi l'exemple autrichien. Mais si dans sa vie politique elle n'a pas encore fait au Juif la place qui lui est due, elle a utilisé du moins la collaboration juive dans toute sa vie économique et intellectuelle, et l'un de ses hommes d'État les plus fidèles aux traditions nationales, mais les plus expérimentés, M. Carp, déclare hautement que la collaboration intime du Juif et du Valaque-Moldave est indispensable à la prospérité, au salut de la Roumanie[1].

Le gouvernement russe, lui, se croit assez riche en hommes et en dévouements pour se passer du travail et de l'affection de six millions de ses sujets. Alexandre III déclarait que ces bourreaux du Christ ne sauraient trouver place dans une nation chrétienne : il oubliait que les assassins et bourreaux des Dmitri, des Pierre, des Paul, des tsars, de leurs femmes, de leurs fils et de leurs filles avaient trouvé place sur le trône même. On prétend aussi que ces « intellectuels » n'ont pas grand goût pour les métiers de force ni pour les rôles serviles ou mal payés, qu'ils préfèrent à l'agriculture le commerce, à la propriété la spéculation, à la ferme et à l'atelier la boutique et le bureau : même en prenant pour bonne monnaie ces allégations (dont

1. Voir dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1er mars 1905, l'étude de M. A. Bellessort, *Juifs et Paysans*.

nous ferons justice), une nation n'a-t-elle pas besoin d'ouvriers de toute sorte et ne vaut-il pas mieux, dans l'intérêt de tous, laisser à chacun la besogne qu'il préfère?

Dans une vieille nation, dans un pays surpeuplé et surcivilisé — qu'on tolère ce mot barbare, — l'antisémitisme de la foule et des démagogues aurait un semblant d'excuse ou de prétexte, si le Juif, de provenance étrangère ou de nationalisation récente, accaparait les professions économiques et libérales que les indigènes encombrent déjà. Mais dans l'empire russe! sur ce damier de nationalités diverses, où pas un homme peut-être n'est pas le petit-fils ou l'arrière-petit-fils d'un sujet étranger (en 1500, le Russien lui-même était sujet mongol), où 80 millions d'orthodoxes n'arrivent pas à défricher, à explorer seulement la moitié de leur conquête! où, soldat et laboureur, le conquérant russien ne se plaît qu'aux travaux « nobles » de la terre et de la guerre! où les intellectuels et les marchands, les intermédiaires scientifiques et commerciaux ont toujours été en nombre insuffisant, et de culture à peine suffisante pour entretenir les relations de ville à ville, de province à province! où d'ailleurs les Juifs sont indigènes, fixés de père en fils depuis des dizaines de siècles!

Dans la vieille Russie, coupée de l'Europe et de la mer par les nations environnantes, le commerce, rare et lent, était aux mains de l'étranger, de l'Arabe et du Sarte qui remontaient le Volga, du Grec et du Génois qui remontaient le Dniéper, de l'Allemand et

du Scandinave qui venaient de la Baltique, de l'Anglais qui venait aux ports de la mer Blanche : les marchands, pour les Russiens, étaient, tous, des *gosti*, des hôtes, des étrangers; à l'intérieur, Ivan le Terrible ne tolérait que quelques *moujiks de commerce.*

Dans la Russie actuelle, le régime n'a pas beaucoup changé. Les corporations, *ghildes*, de marchands, de petit colportage, les foires, l'habitude, non de l'achat et de la vente, mais plutôt du troc, conservent à ce commerce russien un caractère moyenâgeux. La lenteur et l'étroitesse des relations, le gaspillage de temps et de paroles, d'alcool et de gourmades, suppriment au bout du compte les vrais bénéfices et occupent la vie du peuple sans l'améliorer. Les livres officiels eux-mêmes reconnaissent que les échanges ne sont vraiment actifs que sur les « marches » de la terre russienne, dans les provinces où des Israélites, des Grecs, des Arméniens, des Sartes, des Persans, etc., peuvent servir d'intermédiaires[1]. Les *surhommes* de Gorki nous disent combien tout ce monde russe méprise le commerce et la « marchandise » :

Qu'est-ce qu'être marchand? Analysons ce fait grossier et absurde... Avant tout, chaque marchand est un paysan. Il arrive de la campagne, et un certain temps après, il devient marchand. Pour le devenir, il faut de l'argent, n'est-ce pas? On sait bien que l'honnête labeur n'en produit pas. Il s'ensuit que, d'une manière ou d'une autre, le

1. Cf. V. M. de Kovalevsky, *La Russie à la fin du XIXe siècle*, p. 638 et suiv. : *Commerce intérieur.*

paysan a volé. Donc, le marchand, c'est un paysan voleur... Si j'écrivais dans les journaux, j'aurais montré le marchand sous son véritable aspect... J'aurais montré qu'il n'est qu'une bête... Je le connais, lui ! Il est grossier, il est sot, il ne jouit pas de la vie, il ne connaît rien au-dessus du gros sou...

En un temps où l'organisation économique et la circulation financière d'un État sont devenues les rouages les plus importants de la machine nationale, le gouvernement russe a systématiquement écarté de son service et de la terre russienne presque tous ses sujets israélites, et contre eux il a organisé une persécution tellement ouverte que, du même coup, il s'est aliéné la finance juive du monde entier. Il a préféré se mettre à la merci des Bourses étrangères, des spéculateurs de Berlin, de Bruxelles, de Paris, de Londres, subir leurs conditions, abandonner à leurs caprices ses emprunts, ses forêts, ses mines, ses territoires...

Faut-il ajouter que pour le « grand dessein » sur Constantinople et sur Jérusalem, le Juif russe aurait été, entre les mains d'un gouvernement sagace, un instrument plus utile encore que le bouddhiste sur Lhassa et Pékin? A grands frais, la Russie organise ses pèlerinages orthodoxes vers l'Athos et vers la Palestine : la lanterne à la main, des milliers de moujiks s'en vont querir le feu sacré, le feu divin qu'un évêque orthodoxe reçoit miraculeusement dans le Sépulcre, durant la nuit pascale. Mais ces longues files de pèlerins, après avoir fait le tour des sanc-

tuaires orthodoxes, Jérusalem, Bethléem, Mar Saba, Jéricho, Samarie, Nazareth, Tibériade, reviennent sans laisser d'autres traces que les cadavres de leurs fiévreux, tuberculeux ou pestiférés. Les Juifs, au contraire, rêvent et entreprennent de s'établir dans les champs de Sion, de coloniser à nouveau la terre des aïeux : les capitaux israélites du monde entier auraient frayé la descente russe, si Pétersbourg eût pris ses Juifs pour avant-garde vers la Judée.

A défaut du Juif, il est parmi les sujets russes un autre peuple dont la situation et les aptitudes sont à peu près les mêmes, mais dont l'habitat est tout différent : l'Arménien. Il n'habite pas la « marche » occidentale de l'empire : nous l'avons déjà mentionné parmi les tribus de la « marche » orientale, au sud du Caucase. Mais, comme le Juif, l'Arménien peut être avant tout un intellectuel et un « économique », un savant, un financier, un trafiquant, un industriel, bien que les deux tiers de la nation soient adonnés à la culture.

Comme le Juif en Europe, l'Arménien en Asie est tiraillé entre trois États, Turquie, empire russe et Perse. Jusqu'à nous, ces trois maîtres n'ont eu qu'à se louer de ce fidèle et utile serviteur : le Persan continue de le traiter avec justice ; le Turc aujourd'hui le massacre ; le tsar entreprend de le dépouiller. Et pourtant l'agriculture et les routes de Transcaucasie n'ont dû leurs progrès et leurs rendements actuels qu'à ce pionnier et caravanier de notre civilisation. Si

Batoum, Tiflis et Bakou jalonnent de leurs bazars prospères l'une des grandes routes mondiales du commerce, c'est au pétrole sans doute qu'en revient le premier mérite; mais sans l'Arménien, qui servit ici l'entreprise occidentale, le Russe aurait-il su tirer un aussi bon parti de cette richesse naturelle?

Et au delà des frontières actuelles de l'empire, vers la Grande et Petite Arménies turques, vers Erzeroum, Marach et Mersina, jusqu'à la mer de Chypre, ou vers l'Azerbadjian et les provinces persanes, vers Tauris et Téhéran, jusqu'à Ispahan, l'Arménien ne serait-il pas un maréchal des logis, installé d'avance à chaque étape et conciliant à la force russe le bon vouloir de tous les chrétiens opprimés, — si l'Arménien russe n'était pas le plus opprimé de tous ces chrétiens asiatiques?

*
* *

En 1895, E. Renan, publiant ses *Discours et Conférences*[1], disait en sa *Préface* :

> Le morceau de ce volume auquel j'attache le plus d'importance et sur lequel je me permets d'attirer l'attention du lecteur, est la conférence : *Qu'est-ce qu'une nation?* J'en ai pesé chaque mot avec le plus grand soin; c'est ma profession de foi en ce qui touche les choses humaines, et, quand la civilisation moderne aura sombré par suite de l'équivoque funeste de ces mots : *nation*, *nationalité*, *race*,

1. *Discours et Conférences*, Calmann-Lévy

je désire qu'on se souvienne de ces vingt pages-là. Je les crois tout à fait correctes. On va aux guerres d'extermination, parce qu'on abandonne le principe salutaire de l'adhésion libre, parce qu'on accorde aux nations comme autrefois aux dynasties le droit de s'emparer des provinces malgré elles.

Depuis Renan, en ces dix années dernières, le monde a marché : ce n'est plus de *nations* qu'il parle, c'est d'*empires*, et tous les peuples civilisés, en Europe, en Amérique et jusqu'au Japon, ne rêvent plus qu'*impérialisme*; notre France elle-même se laisse induire par ses coloniaux en ivresse impériale. Est-ce un progrès? est-ce, comme disent les biologistes, une régression? Après les empires égyptien, chaldéen, assyrien et perse, le monde avait connu les petites cités grecques; puis les empires macédonien, romain et carolingien avaient eu leur temps; puis les petites nations de l'Occident, Écosse, Angleterre, France, Espagne, Portugal, s'en étaient dégagées. Avec Napoléon,

Les jours sont revenus de Claude et de Tibère.

La chimère napoléonienne règne aujourd'hui sur l'univers : Napoléon-Bismarck, Napoléon-Chamberlain, Napoléon-Roosevelt sont parvenus ou sont candidats à l'apothéose. Au temps des *nationalités*, E. Renan pouvait dire : « Des politiques transcendants se raillent de notre principe français que, pour disposer des populations, il faut préalablement avoir leur avis. Laissons-les triompher à leur aise. Ces

façons de prendre les gens à la gorge sont mauvaises. »

Aujourd'hui, nos faiseurs d'empire ont érigé ces façons en vertus : les Russes surtout en ont fait la grande vertu politique, depuis que les *slavophiles* ont séduit le cœur de toute la nation. Laissons-en de côté la valeur morale ; n'en prenons que le rendement pratique : un de ces empires ne saurait subsister qu'en faisant appel au concours de tous ses sujets ou participants.

De tous les empires de l'antiquité, un seul embrassa autant de peuples et de territoires qu'en possèdent ou qu'en convoitent les empires d'aujourd'hui : l'empire romain. Il dura près de cinq siècles, tant qu'une race conquérante, les Romains, installés au cœur, tinrent l'administration centrale, organisèrent la vie intérieure et extérieure, bref eurent l'*imperium*, le commandement, et déléguèrent aux autres les travaux de la paix, des arts, du commerce. Encore la force des choses poussait-elle au trône impérial les Trajan et les Hadrien espagnols, et des Daces, des Illyriens, des Syriens, etc.

C'est qu'un peuple à lui seul ne saurait fournir à toutes les besognes d'une entreprise presque surhumaine : il n'en a ni le temps, ni la force numérique, ni l'énergie musculaire, ni toutes les aptitudes intellectuelles. Quand il rêve de faire, à lui seul, toutes ces besognes, il les fait mal. Quand il méconnaît l'utilité des différentes natures et veut — chimère ! — créer un seul type de sujets ou de concitoyens, russifier

140 millions d'hommes et dresser un empire purement russien, il ne peut plus remplir qu'une partie de sa tâche, et l'énorme Russie, malgré sa taille et sa bravoure, se met à la merci du petit Japonais.

III

LA RUSSIFICATION

III

LA RUSSIFICATION

Alexandre Ier, à coup sûr, n'avait pas entrevu toutes les conséquences pratiques de ses théories libérales : il avait eu seulement l'intuition du rôle politique que cette « marche » de l'Occident, cette bande de territoires annexés et de populations étrangères ou métissées, finno-suédoises, tchoudo-germaniques, lithuano-polonaises, etc., pouvait avoir entre le christianisme catholique ou protestant et la Slavie orthodoxe, entre la vieille Europe et la jeune Russie, entre les nations libérales de l'Occident et l'autocratie moscovite : il voulait que cette bande interposée fût véritablement une « marche », c'est-à-dire une défense et une transition, un rempart et comme un filtre.

Loin de russifier ses peuples de civilisation occidentale, il tenait donc à sauvegarder leurs langues et religions nationales, leurs institutions libérales ou traditionnelles ; en Finlande et en Pologne, il confirma le régime constitutionnel que l'influence suédoise ou l'occupation napoléonienne avaient installé : autocrate de toutes les Russies, il fut roi constitutionnel en Pologne, grand-duc constitutionnel en Finlande.

POLOGNE ET LITHUANIE

Le royaume russe de Pologne, tel que l'avaient installé les traités de 1815, ne comprenait qu'une partie des provinces qui jadis avaient constitué la « République » lithuano-polonaise et que la Russie avait acquises par la conquête, les partages successifs ou les traités de 1815.

Mais autour de Varsovie, au cœur de l'ancienne Pologne, au contact des autres morceaux de Pologne annexés par l'Autriche et la Prusse, ce royaume russe comprenait les régions proprement polonaises — Cujavie, Mazovie, etc. — dont Napoléon avait fait un instant le Grand-Duché de Varsovie. Aujourd'hui, ces dix provinces de la Vistule occupent dans l'empire russe treize millions d'hectares (un quart de la France) et nourrissent environ dix millions d'habitants, dont sept millions de Polonais et un million et demi de Juifs, le reste étant composé de Russiens, d'Allemands et de Lithuaniens.

A ce royaume de Pologne, Alexandre donna, par la charte de 1815, une double assemblée parlementaire avec un conseil de ministres autonome, et il lui con-

serva son Église, son clergé catholique, ses écoles, sa langue nationale, ses postes, ses douanes et même son armée. Toutes les fonctions publiques étaient réservées aux Polonais; seuls le roi, qui était le tsar, et ses deux représentants à Varsovie, le vice-roi et le commissaire impérial, étaient russes. C'était trop, peut-être, et pas assez : entre l'empire russe et son royaume de Pologne, deux causes de brouille profonde subsistaient ou étaient créées par ce régime de 1815.

Le patriotisme polonais voulait rétablir l'union historique qui, depuis le XIVe siècle, avait fait une grande « République » lithuano-polonaise; il réclamait donc l'adjonction au royaume varsovien des provinces lithuaniennes que Catherine avait reçues aux deuxième et troisième partages et que les tsars avaient purement et simplement annexées. Et l'armée polonaise, commandée par les héros des insurrections nationales, des guerres de la Révolution et de l'épopée napoléonienne, ne pouvait avoir que des souvenirs de haine, un besoin de révolte contre l'ennemi moscovite.

La nation polonaise fut dès lors tiraillée entre deux sentiments contradictoires.

L'aristocratie, le clergé et les grands propriétaires — les blancs — étaient reconnaissants au tsar du régime privilégié qu'il accordait à sa Pologne, de ces institutions parlementaires dont elle était alors seule à jouir, non seulement dans l'empire russe, mais encore dans toute l'Europe orientale. Varsovie, d'ailleurs, n'avait pas oublié la tyrannie prussienne

qui, de 1793 à 1806 (entre les partages de la Pologne et l'établissement du Grand-Duché napoléonien), l'avait possédée et persécutée; les Prussiens avaient alors commencé de germaniser leur *Ostmark*, leur *Marche orientale*, — c'est ainsi qu'aujourd'hui encore ils appellent leurs provinces polonaises; — ils affichaient — comme ils affichent encore — un mépris insultant des races et de la culture slaves. Alexandre, au contraire, entouré de Polonais, leur témoignait une faveur pleine de tendresse; les Czartoryski étaient ses conseillers, ses confidents; il semblait pris à la séduction de cette noblesse élégante et spirituelle.

Mais l'armée polonaise, la foule et la jeunesse, — les rouges, — enivrés de rancunes nationales et de théories révolutionnaires, n'admettaient ce régime de 1815 que comme point de départ vers une Pologne restaurée et vers une constitution démocratique.

Ces deux sentiments et ces deux partis ont subsisté jusqu'à nous : tour à tour l'emportant, ils ont décidé du sort de la nation. Deux fois, les *rouges*, que la communauté d'idées, les souvenirs populaires et les sociétés secrètes mettaient en relations intimes avec la France, crurent le moment venu d'entraîner leur peuple à la révolte : en 1830, nos journées de juillet et l'avènement chez nous d'une monarchie plus libérale, en 1863 la présence aux Tuileries d'un Napoléon, sa politique des nationalités et ses campagnes de Crimée et d'Italie eurent pour contre-coups les deux grandes insurrections polonaises de 1830-1831 et de 1863. Deux fois abandonnés de la France et de l'Eu-

rope, les Polonais furent remis par les Russes sous un joug de plus en plus dur.

La révolte de 1831, après quatre mois de grande guerre et cinq batailles héroïques, coûta au royaume de Pologne sa charte de 1815, ses institutions parlementaires et ses fonctionnaires nationaux. Le *statut organique* de 1832 incorpora les troupes polonaises dans l'armée russe, supprima les ministères varsoviens et installa le russe comme langue officielle; il promettait encore aux Polonais une administration séparée, quoique russe, la tolérance religieuse et la liberté linguistique; mais les vingt-cinq années du gouvernement de Paskiévitch (1833-1858) ne respectèrent aucune de ces promesses.

La révolte de 1863, qui n'ébranla pas seulement le royaume varsovien, mais réunit contre le Russe toutes ses provinces lithuano-polonaises, aboutit à la suppression de l'existence nationale. Renonçant aux idées d'Alexandre Ier, Pétersbourg traita Lithuanie et Pologne en pays conquis, puis entreprit de les niveler sous le même gouvernement absolu, la même langue russe et la même religion orthodoxe que le reste de l'empire, *un tsar*, *une religion*, *une langue* : cette russification de la Pologne et de la Lithuanie a duré jusqu'à nous.

Dans les provinces lithuaniennes, les cruautés du « bourreau de Vilna » ont illustré le nom de Mouravief « le Pendeur ». L'aristocratie et les propriétaires furent dépouillés au profit de leurs paysans; le russe fut proclamé langue obligatoire; on défendit l'emploi

de l'alphabet latin qu'avait adopté le catholicisme de Lithuanie; on proscrivit l'usage des langues polonaise et lithuanienne.

Jusqu'en 1903, au bout de quarante ans, la seule possession d'un journal, d'un livre polonais ou lithuanien était crime de lèse-Majesté; le peuple lithuanien devait fabriquer au dehors, dans les imprimeries prussiennes de Tilsit, et introduire clandestinement, en contrebande, ses livres populaires, même ses livres de messe. Malgré les trahisons du gouvernement prussien, qui souvent donnait à la police russe les noms et signalements des contrebandiers, on compte que, pendant ces quarante années, quatre millions de livres lithuaniens ont trompé la surveillance ou acheté la complaisance du douanier russe.

Cette russification de la Lithuanie eut la complicité du sol et des rivalités ethniques et sociales.

La région lithuanienne, formant les trois ou quatre gouvernements de Vilna, Kovno, Grodno et Minsk, ne fut jadis qu'une forêt trouée de clairières; de grands bois y subsistent toujours, où la population clairsemée (sept millions d'habitants sur 21 millions d'hectares) est dispersée en d'innombrables fermes ou de minuscules hameaux : deux grandes villes, Vilna et Minsk, ont 160 000 et 100 000 habitants; Grodno et Kovno ne sont que des villes secondaires de 50 à 70 000 âmes; la fertilité des terres à labour donne toujours le premier rang aux occupations agricoles. Et ces sept millions d'hommes appartiennent à trois ou quatre familles de langues et de peuples : trois ou

quatre millions de Polonais, Lithuaniens et Russiens polonisés, deux millions de Petits et de Blancs-Russiens, un million de Juifs peut-être.

Sans peine, le gouvernement russe a semé et entretenu la défiance entre ces peuples différents. Il a surtout excité les haines sociales entre le paysan et le propriétaire, appliquant ici ses pratiques coutumières de démagogie paysanne, avec d'autant plus d'ardeur que, dans une bonne part de ces territoires, le paysan est de langue ou d'origine russienne, de religion orthodoxe, et le propriétaire, le noble, de race ou de civilisation étrangère et de religion catholique.

Toute la législation fut organisée pour que, brusquement ou lentement, la terre passât des catholiques aux orthodoxes. Sous prétexte « d'origine polonaise », les premiers furent privés du droit d'acquérir et même de transmettre leurs propriétés. Le paysan orthodoxe et le propriétaire russien arrondirent chaque jour leurs domaines. Les travailleurs catholiques durent peu à peu se concentrer dans les villes, et la russification — ici comme ailleurs — eut pour résultat la formation d'un parti révolutionnaire : en face du paysan soumis, le prolétariat des villes s'est organisé; sans distinction de religions, le *Bounde* a recruté des adhérents juifs et catholiques.

En Pologne propre, dans le royaume russe de 1815, les exils, déportations, pendaisons et noyades firent durant quatre années (1863-1867) pareille besogne; puis ces dix « provinces de la Vistule », assimilées au reste de l'empire et découpées en districts, furent

livrées au bon plaisir de la police et à la rapacité des fonctionnaires. Par les mêmes persécutions linguistiques et religieuses qu'en Lithuanie, on pensa que l'on arracherait ou que l'on ferait oublier à ce peuple entier sa langue polonaise et sa religion catholique.

On imposa le russe dans tous les actes de l'administration et de la justice, dans les écoles et les tribunaux, dans les rues et dans les églises; on proscrivit les journaux, les livres, jusqu'aux enseignes et affiches, on interdit les conférences et même les sermons en polonais. On supprima les couvents; on confisqua les biens et revenus du clergé catholique, que l'on asservit à un traitement de l'État; on abrogea le Concordat que par deux et trois fois (1818, 1847 et 1856) on avait signé avec le Pape, et, pour relâcher ou couper tous les liens avec Rome, on soumit l'Église polonaise aux commissions du catholicisme russe et aux bureaux de Pétersbourg; on persécuta, on emprisonna, on déporta individuellement ou par groupes les chefs et membres du clergé suspects d'entêtement nationaliste.

Outre les villageois réfractaires, les nobles et les citadins trop riches, les étudiants trop libres en paroles ou en gestes, on persécuta, on emprisonna, on déporta en bloc toute une population mi-slave, mi-lithuanienne, qui, jadis, avait appartenu à l'Église orthodoxe, mais qu'aux XVII[e] et XVIII[e] siècles les Jésuites et les rois de Pologne avaient ramenée à l'obédience romaine : ces Grecs-Unis ou Uniates furent annexés de nouveau à l'orthodoxie, leurs

églises catholiques désaffectées ou closes, leur clergé expulsé ou russifié. On proclama que ces malheureux imploraient du tsar leur rentrée dans le giron de la sainte orthodoxie : un jour, cinquante mille furent « admis » ensemble à cette « faveur » gouvernementale. Dans l'*Appel Polonais à tous les Gouvernements, Partis et Cercles politiques, Hommes d'État, Journaux et Associations*, etc., qui vient de paraître, on lit :

Ce fut depuis 1870, une succession de lois toujours plus rigoureuses, d'excès d'une brutalité toujours plus grande. Lorsque les Uniates, attachés à leur rite, refusèrent de fréquenter les églises orthodoxes et de recevoir les sacrements de la main de prêtres transfuges ou de popes, on déploya contre eux d'impitoyables rigueurs. On égorgeait les opposants, on les fustigeait en public, on les jetait en prison ou on les déportait aux extrémités de l'empire, on les accablait d'amendes, on mettait en garnisaires dans leurs maisons des Cosaques auxquels on permettait de piller le logis, de battre les hommes et de violer les femmes.

En vertu de « la tolérance religieuse », le procureur général du Saint-Synode, Pobiedonostsef, a décidé que tout membre orthodoxe d'une famille, de si loin qu'il lui fût apparenté, la rendait *ipso facto* tout entière orthodoxe : une tourbe de popes et d'agents de police se rua sur ces malheureux pour dénicher n'importe où, aussi bien parmi les vivants que parmi les morts, des fils « égarés » et « séparés » de l'Église grecque.

L'extrême intimité qui régnait d'uniates à catholiques, avait formé entre eux une foule de liens : de l'un à l'autre rite, ils se baptisaient, se mariaient, faisaient dire des messes dans une église, soit uniate, soit catholique, selon les convenances locales. On releva dans les registres des paroisses les plus anciens actes de naissance, de mariage et de décès : tous les documents rédigés par des prêtres

uniates, lors même qu'ils concernaient des catholiques, furent considérés comme preuves d'orthodoxie; tous les documents, rédigés par des prêtres catholiques, pour peu que la désinence du nom, un cousinage ou simplement une dénonciation pussent fournir le plus léger prétexte, servirent à la confiscation des biens des non-orthodoxes. Des familles, catholiques depuis de nombreuses générations, furent tout à coup « converties » parce que l'acte de baptême ou l'épitaphe d'un de leurs ancêtres révélait une connexité avec le rite uniate.

Assommées, abreuvées d'humiliations, ruinées, menacées de châtiments, dispersées à des distances de deux mille kilomètres, une partie d'entre elles céda. Mais un énorme contingent résiste à toutes les avanies. En 1903, on évaluait officiellement le nombre de ces héros à 87 995, en majorité dans les gouvernements de Siedlce et de Suwalki.

Ils vivent privés du baptême, des consolations de tout culte, de toute union bénie par la religion et reconnue par l'État. Ils célèbrent leurs mariages au milieu des bois, au fond de retraites inaccessibles ou au delà des frontières de l'empire russe, cachent la naissance de leurs enfants, ensevelissent nuitamment leurs morts dans les cimetières catholiques. Faute de prêtres, ils se confèrent le mariage les uns aux autres, rédigent eux-mêmes les actes de leur état civil. Le Saint-Synode ne s'est pas borné à briser de pareils ménages et à en séparer les deux moitiés en mettant entre elles d'immenses distances, en internant les maris dans une région et les femmes dans une autre; il les a dépouillés du bénéfice de l'article du Code qui légitime les naissances, pourvu que l'union ait été contractée de bonne foi; il a déclaré que les enfants issus de mariages catholiques bénis à l'étranger, sont bâtards et exclus de la succession de leurs pères et mères.

Pendant le séjour de l'empereur Nicolas II à Varsovie, plusieurs milliers de martyrs lui adressèrent des suppliques. Il ne répondit rien. Actuellement, le nombre des Uniates non baptisés atteint, selon les statistiques officielles, 29 235; le nombre des mariages non consacrés s'élève à 10 737.

*
* *

Depuis quarante ans, la Pologne subit ce régime, et récemment Nicolas II faisait ériger à Vilna la statue de Mouravief le Pendeur : par ordre, la Lithuanie dut célébrer ce jour de fête. Depuis quarante ans, privée de ses chefs, que l'émigration vers Paris nous a donnés pour compatriotes, la Pologne reste courbée sous l'orage.

Elle est en proie à la police et à la bureaucratie. On connaît les mœurs de l'une et les fantaisies de l'autre. Il n'est presque pas de fonctionnaire qui n'abuse ou ne trafique de son autorité; il n'est presque pas d'année où quelque policier ne découvre une conspiration grande ou petite. La Pologne en cela est vraiment partie intégrante de l'empire : partout, dans le reste de cet empire, nous aurons à étudier les mêmes procédés de gouvernement; en Pologne, néanmoins, ils s'étalent avec plus d'effronterie, ou se couvrent d'un zèle patriotique.

En 1885, la fameuse conspiration Bardowski permit quelques centaines d'arrestations au petit bonheur et quatre exécutions capitales : c'était la revanche que prenait la police sur l'oukaze d'amnistie, accordée deux ans plus tôt aux insurgés de 1863. Et l'administration voulut aussi montrer son énergie : le russe imposé de force dans les moindres écoles primaires; arrestation et emprisonnement de quiconque, bourgeois ou paysan, fût-ce par mégarde ou par ignorance, prononçait une phrase de polonais dans un

lieu officiel, fût-ce dans un bureau de poste ou de perception, pour acheter des timbres ou payer les impôts; mise à pied des plus humbles fonctionnaires, s'ils ne pouvaient témoigner d'une parfaite connaissance de la langue officielle; renvoi ou déportation des employés de chemin de fer polonais; suppression de la Banque de Pologne; enfin et surtout restriction du droit de propriété, interdiction des ventes ou des achats terriens aux étrangers et aux Polonais dans tous les gouvernements-frontière.

On lit dans l'*Appel Polonais :*

Notre langue parlée par vingt millions d'hommes et dont est issue la plus riche des littératures slaves, — l'une des plus riches du globe et qui ne cesse de produire des ouvrages admirés du monde entier, — notre langue est non seulement bannie de toutes les institutions publiques et de beaucoup d'institutions privées, exclue, en tant qu'enseignement obligatoire, de toutes nos écoles, mais interdite, même aux causeries enfantines dans les corridors et les préaux des établissements d'éducation. En plein pays polonais, la langue polonaise a moins de droits, dans toutes les relations officielles et publiques, que n'importe quel dialecte nègre. Il est permis de s'adresser au gouvernement dans toutes les langues européennes, à l'exception seulement de la langue polonaise.

La proportion, dans les emplois publics, entre les Ilotes polonais et les Spartiates russes, montre qu'aucune fonction supérieure, influente, bien rétribuée, n'est accessible aux Polonais. Quelques fonctions d'importance moyenne leur sont laissées jusqu'au décès des titulaires; on ne les tolère que dans les plus infimes. Sur 11 003 fonctionnaires du Royaume, on compte dans les divers ministères 3 285 Polonais (soit 23 p. 100).

Ils sont proportionnellement les plus nombreux (94 p. 100)

au Conservatoire de musique de Varsovie et les moins nombreux (1,8 p. 100) dans la chancellerie du général-gouverneur. De tout ce qui relève des ministères de la Justice et de l'Instruction, le polonisme a été extirpé. Sur 558 présidents et vice-présidents de tribunal, juges et procureurs, il n'y a que 21 Polonais. La Cour d'appel à Varsovie ne possède qu'un Polonais; le tribunal de commerce de Varsovie n'a également qu'un Polonais. Certains tribunaux d'arrondissement et justices de paix n'en comptent pas un seul.

Les écoles présentent le même spectacle : dans le chiffre total de 1 516 professeurs et agrégés, maîtres d'instruction supérieure, secondaire, primaire, on ne relève que 164 Polonais. Il existe des établissements d'instruction où il n'est resté qu'un Polonais et encore l'emploie-t-on à des cours insignifiants, à professer la danse. On ne nous a octroyé exclusivement que l'école de dessin et nous ne sommes en majorité que dans l'institution préposée à la sauvegarde des intérêts du fisc auprès des tribunaux (procuratorerie). Ce sont là deux exceptions très caractéristiques : on peut abandonner aux Polonais telle institution qui n'exerce aucune influence sociale et on doit leur confier telle autre, où l'intérêt de l'État exige que la probité la plus scrupuleuse soit de règle.

Telle est la théorie, et voici les résultats :

Comme l'administration entière du royaume ne se propose d'autre fin que l'exploitation fiscale et la russification, toutes les institutions ont cessé de répondre à leur destination originelle. Le tribunal ne veille pas au maintien de la justice; l'école n'enseigne pas. Fonctionnaires et magistrats n'ont cure que de russifier. Ils russifient l'église catholique, les institutions sociales, les délinquants, les enfants, les paysans, les bourgeois.

La nation ne peut élever ses enfants, mais est contrainte de les confier à des ennemis, qui les démoralisent et les dépravent; elle n'est pas admise à gérer son patrimoine;

des pillards volent son avoir et le dissipent. Le plus infime *tchinovnik*[1] russe, parce qu'il est russe, peut suspendre à sa fantaisie l'exercice de tous les droits. Le fait de nous ravir notre sol et nos libertés n'est que la moitié du dommage qui nous est causé par notre démoralisation et notre abrutissement. La Russie a soigneusement cultivé une pépinière de caractères viciés au point de vue national et gangrenés au point de vue éthique; elle a [favorisé] tous les traîtres, vendus, calomniateurs et persécuteurs de leur nationalité, tous les renégats passés à l'orthodoxie par calcul, les créatures sans autre souci que leur carrière; elle a comblé de ses faveurs les prêtres catholiques libertins qui, à l'instar de Kopciuchowicz, cachetaient avec l'hostie consacrée leurs lettres à leurs amantes.

L'idéal de la politique russe en Pologne est d'entretenir une haine qui pénètre par tous les pores de l'organisme social. A chaque soulèvement populaire, le gouvernement russe incite les masses à piller les Juifs. Pendant les manifestations de novembre 1904 contre la mobilisation, la police, à Varsovie, poussait sous main la foule à saccager les boutiques juives. Un Polonais qui, enfant à l'école, homme mûr dans ses rapports avec l'autorité, ne ment ni ne trompe, se trouve dans la position d'un cerf assailli par les loups, et cette lutte entraîne sa perte.

L'obscurantisme soigneusement entretenu aide puissamment au développement de la corruption : l'école, d'où l'on a proscrit sa langue et sa religion, inspire au peuple polonais une répulsion naturelle; il n'y envoie pas ses enfants, aimant mieux qu'ils soient totalement ignorants que russifiés. Si [du moins] l'enseignement privé n'était pas un crime sévèrement puni, notre peuple en dix ans eût, à bien peu d'exceptions près, su lire et écrire, tandis que nous avons aujourd'hui quatre-vingts pour cent de paysans qui ne connaissent pas l'alphabet. Ce sont en majeure partie des miséreux qui se nourrissent de pommes

1. On désigne ainsi tous ceux qui font partie de la hiérarchie officielle, du *tchin*.

de terre, respirent l'air fétide des masures où ils croupissent, vont pieds nus la moitié de l'année et actuellement, en raison de la stagnation économique déterminée par la guerre, mendient par centaines de mille ou meurent de faim à cause de leur chômage forcé.

*
* *

Longtemps, la Pologne s'est obstinée dans l'espérance muette, mais profonde, d'une revanche ou d'une libération qui lui viendraient de l'étranger. La foule tournait, malgré tout, ses regards vers la France. Elle se serrait autour de son Église et, fondant sur sa religion catholique ses espoirs de renaissance nationale, elle escomptait peut-être quelque lointaine, miraculeuse intervention du Pontife romain. Tout près d'elle, par-dessus la frontière autrichienne, cette Pologne russe voyait d'autres Polonais conserver jusqu'en 1848 leur République de Cracovie, obtenir ensuite une administration autonome et des institutions représentatives, régler enfin dans leur petit parlement leurs affaires particulières et jouir d'une influence parfois prépondérante dans les conseils et le grand parlement des Habsbourg : des Polonais gouvernaient non seulement la Pologne autrichienne, mais parfois l'Autriche entière, et même dirigeaient les affaires communes de l'Autriche-Hongrie.

De la France, de Rome ou de l'Autriche, longtemps la Pologne russe attendit vaguement une aide ou un signe de rébellion.

Mais les revers de la France en 1870, puis l'alliance

franco-russe enlevèrent un premier appui. Autre désertion : Pie IX mourut. Il avait hautement pris la cause de ses fidèles Polonais, protesté contre les massacres de 1863, et même chassé de sa présence un diplomate russe, Meyendorf, qui osait bouffonner à ce sujet : toute relation avait été rompue entre le Vatican et Pétersbourg.

Léon XIII, en montant à la chaire de saint Pierre, rétablit les rapports diplomatiques par l'intermédiaire de Vienne et reprit la politique de Grégoire XVI qui, dans la Pologne russe et dans la Pologne autrichienne, avaient excusé les répressions de 1832 et de 1848. Léon XIII obtint qu'après vingt années de vacance les sièges épiscopaux fussent pourvus de titulaires polonais, que la Sibérie relâchât le malheureux évêque de Varsovie, monseigneur Félinski, et qu'un peu de bienveillance présidât aux rapports juridiques ou financiers de Pétersbourg avec l'Église polonaise.

En mai 1883, le Saint-Siège délégua au couronnement d'Alexandre III un ambassadeur, monseigneur Vannutelli, qui faillit tout brouiller par ses prétentions protocolaires (il voulait qu'aux cérémonies, suivant l'usage des nations catholiques, on lui donnât le pas sur les autres ambassadeurs); dans la cordialité d'une audience particulière, Alexandre III consola l'orgueil romain, et Varsovie put faire un accueil triomphal à ce légat de Sa Sainteté. Nouvelles menaces et, même, commencement de brouille, en 1885-1887, au sujet d'un évêque de Vilna, monsei-

gneur Krynievicki : avant son accession, il brûlait d'un zèle moscovite pour la russification, sinon religieuse, du moins linguistique; une fois nommé par le tsar et le pape, il devint un adversaire du gouvernement et un fervent défenseur de ses ouailles lithuaniennes.

Par l'intermédiaire de Vienne, le Vatican reprit les pourparlers amicaux en 1888; l'évêque de Vilna, qui avait été déporté en Sibérie, fut relâché; un représentant officieux de la Russie reparut au Vatican. Mais cette reprise traîna sans grandes conséquences jusqu'à la conclusion de l'alliance franco-russe.

On a dit que Léon XIII avait mis ses espoirs et même pris sa part dans la conclusion de cette alliance. Il est certain qu'il attachait le plus grand prix à l'entente de Paris et de Pétersbourg : il en attendait peut-être de chimériques bénéfices pour la grandeur de l'Église romaine et pour le salut du christianisme. Il lui semblait que, pour résister aux attaques de la science contemporaine et aux aspirations révolutionnaires des peuples, le monde chrétien devait s'unir coûte que coûte, et que cette union aurait chances de durée si la France repentie apportait à Rome le concours de son influence intellectuelle, si la Russie réconciliée lui donnait l'appui de sa force militaire.

Des négociations encore mal connues empruntèrent peut-être le chemin de Paris entre Rome et Pétersbourg. Le résultat fut une cordialité inconnue jusque-là dans les rapports du Pape et du Tsar;

l'Église et la nation polonaises en profitèrent, mais les revendications polonaises en firent un peu les frais. En 1894, Léon XIII adressait une *Encyclique* à tous les Polonais d'Autriche, de Russie et d'Allemagne, mais surtout aux Polonais de Russie, pour leur prêcher le respect de l'autorité, la soumission aux puissances établies par Dieu, et pour leur promettre qu'une sincère obéissance leur vaudrait une restauration de leurs libertés religieuses : aux Polonais de Russie, Léon XIII tenait le même langage qu'aux catholiques de France.

Il eut le même succès en Pologne qu'en France : il n'extirpa peut être pas les vieux sentiments; mais il les inclina à la conciliation, à l'oubli.

Un ministre russe, officiellement accrédité auprès du Vatican, lui facilita la tâche et lui fournit les moyens d'intervenir en faveur du clergé polonais : Alexandre III modéra, désavoua parfois le zèle de ses fonctionnaires « russificateurs »; il fit rouvrir des églises ou des couvents, qui n'avaient été fermés que par une application régulière de ses oukazes. Puis Nicolas II envoya notification de son avènement par ce prince Lobanof qui allait devenir son chancelier : on ne pouvait pas montrer par un choix plus illustre l'importance que la sainte Russie attribuait désormais à l'amitié vaticane.

Au sacre du jeune empereur, monseigneur Agliardi parut et une habile *combinazione* du protocole respecta, sans les admettre, les prétentions romaines; au retour de Moscou, les Russes ménagèrent encore une

entrée triomphale à ce légat du pape dans leur conquête de Varsovie. Un prélat romain, installé à Pétersbourg et négociant directement les affaires spirituelles du catholicisme, acheva la réalisation de l'intimité.

La Pologne catholique fut désormais mieux traitée : on lui imposa l'étude du russe dans ses séminaires; mais on lui toléra l'usage du polonais dans ses livres et sermons. Après les dix années russificatrices du général Gourko (1883-1894), le gouvernement du prince Imérétinski (1897-1900), tout en continuant à suivre les ordres des rescrits impériaux et à « réaliser l'union du pays à l'empire par l'adaptation à ce royaume des principes de l'État russe », relâcha un peu de la russification et prétendit « gouverner avec douceur ».

Un journal populaire en polonais *Osviata* (l'Instruction) fut autorisé, mais subventionné par le gouvernement; on permit l'érection d'une statue au grand écrivain Adam Mickiewicz; une décision du comité des Ministres expliqua, en 1899, que l'enseignement facultatif du polonais dans les établissements d'instruction secondaire n'était pas contraire à la loi, qu'il était même autorisé partout où des raisons pédagogiques le rendraient nécessaire; un programme d'études fut publié en octobre 1900 pour les écoles-réales, qui faisait place à l'enseignement des langue et littérature polonaises.

Et l'on fit entrevoir à cette Pologne catholique un avenir, prochain peut-être, qui réaliserait les ambitions, dépasserait même les rêves des aïeux.

Soldat de la catholicité en cette « marche » extrême de l'Europe latine, la Pologne se flatte d'avoir été durant des siècles le champion de Dieu contre le paganisme et contre le schisme, contre l'orthodoxie gréco-russienne et contre l'islam turco-mongol. Le Saint-Siège aujourd'hui, par la voix de ses prélats italiens et français, Vannutelli, Tondini et Jourdan de la Passardière, convoquait de nouveau le Polonais à la croisade, mais à une croisade pacifique pour le rapprochement et la réconciliation des Églises chrétiennes, du catholicisme et de l'orthodoxie :

Cette réconciliation est dans la nature des choses, et il ne faut pas être grand prophète pour prédire qu'elle se fera un jour. Quand se fera-t elle? très prochainement? non; mais peut-être plus tôt que beaucoup ne se le figuraient jusqu'ici...

Lorsque le peuple russe aura compris (et il commence à le comprendre) que la rivalité et plus tard la politique l'ont seules séparé de l'unité catholique, il se produira dans son sein un mouvement de retour vers cette unité. Car il y va du salut des âmes. Les Russes, peuple profondément religieux, ne voudront plus alors rester séparés du tronc de l'Église universelle, d'où la sève de la vraie doctrine et du zèle apostolique se répandra toujours dans les rameaux de l'arbre entier... Le nouveau tsar Nicolas II vient d'inaugurer son règne par des paroles de paix et de foi profonde. Puisse ce Dieu auquel il croit et qu'il veut sincèrement servir, illuminer son intelligence et toucher son cœur! qu'il fasse de lui un nouveau Wladimir et que, par lui, le peuple russe, si religieux et si croyant, soit reconduit au vrai Pasteur des âmes, pour l'édification et le soutien dans la foi du restant du troupeau.

Ainsi parlait un catholique français, dans la *Revue*

des Deux Mondes[1]. La réconciliation des Églises supprimerait l'une des souffrances les plus vives du catholicisme polonais, la persécution religieuse dont les Grecs-Unis, les Uniates, sont toujours victimes. Elle atténuerait par contre-coup, supprimerait peut-être les persécutions linguistiques, en couvrant du manteau rituel les langues nationales. Elle conduirait enfin à la restauration des usages et privilèges locaux, par la même protection rituelle dont elle pourrait les légitimer ou les couvrir. Car, au sein de l'Église unifiée, Rome ne chercherait point à étouffer les Églises nationales :

Le Saint-Siège est disposé à accentuer le régime des privilèges pour les Églises orientales. Toutes celles qui reviendront à l'unité seront maintenues dans leurs rites, leur hiérarchie, leurs usages séculaires. On ne leur demandera que de reconnaître le suprême magistère de celui à qui Jésus-Christ a dit : « Pais mes brebis ! »

Quelle revanche pour le catholicisme lithuano-polonais, si quelque jour Rome domptait le schisme! et quels devoirs impose aux catholiques de l'empire russe l'attente d'un pareil avenir! On ne doit plus traiter le Moscovite en ennemi irréconciliable : la haine religieuse et la haine nationale des Polonais sont d'ailleurs sollicitées par un autre tyran.

1. *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1894.

*
* *

A mesure que le tsar semble mieux disposé pour ses provinces polonaises, le roi et les hobereaux de Prusse se mettent à persécuter les leurs : ces Allemands, ces protestants déclarent une guerre ouverte à l'élément polonais, catholique, de leurs duchés de Posen et de Silésie : « Sans vouloir germaniser systématiquement, déclarait le ministère prussien au Landtag le 15 janvier 1902, nous maintiendrons toujours ferme ce principe : tous ceux qui sont sujets d'un État allemand doivent être Allemands. »

Certains incidents montrent la méthodique cruauté que le Prussien met au service de cette politique. En 1887, au milieu de l'hiver, c'est l'expulsion en masse de tous les Polonais qui, sujets russes, s'étaient installés provisoirement ou définitivement sur le territoire prussien. En 1901, à Wreschen, à quelques kilomètres de la Pologne russe, les instituteurs prussiens « exécutent » les enfants qui refusent d'apprendre le catéchisme en allemand : plusieurs élèves sont roués de coups; une petite fille a la bouche déchirée; les parents ou voisins, qui interviennent, sont arrêtés et le tribunal prussien de Gnesen condamne les femmes à plusieurs années de prison; le ministre de la justice explique au Landtag que « ce jugement de Gnesen peut sembler trop dur, mais qu'il est des cas où l'on doit recourir aux peines les plus sévères pour des délits insignifiants, quand ils témoignent d'une révolte

profonde contre l'ordre public et la sûreté de l'État ». Et les perquisitions, les arrestations, les expulsions vont leur train : « L'insolence polonaise, s'écrie Guillaume II, veut attaquer le germanisme et je me vois contraint d'appeler mon peuple à la défense de son patrimoine national. »

Une partie de la nation prussienne répond avec ardeur à cet appel de croisade. Une *Association de la Marche orientale*, *Ostmarkverein*, se forme et tient ses assises à Posen, sous la présidence du fameux Kennemann, l'un des apôtres du mouvement antipolonais, de l'hakatisme : la chose est devenue si populaire qu'on a forgé un sobriquet avec les initiales des trois grands apôtres, Hakemann, Kademann et Tiedemann, *hakatisme*.

Vingt mille, trente mille Allemands envoient leur adhésion à cette association de l'*Ostmark*, et leur journal *Ostmark* réclame une pression toujours plus énergique sur la Pologne prussienne, afin d'obtenir la germanisation complète par la dépossession des petits propriétaires polonais, par l'installation de colons germaniques, par l'enseignement obligatoire et exclusif de l'allemand, par le boycottage des commerçants et industriels polonais, par l'imposition de noms allemands aux lieux, aux hommes et aux choses, de livres allemands aux bibliothèques et aux écoles, par l'expulsion des paysans ou ouvriers polonais qui, sujets de la Russie ou de l'Autriche, viennent en grand nombre chercher de l'ouvrage aux fermes et usines de Silésie ou de Saxe, et par le refus d'entrée

même aux journaliers qui viennent au temps de la récolte doubler les travailleurs agricoles de toute la Prusse orientale : le Prussien fait une situation intolérable à ses provinces polonaises.

La Pologne n'est pas sans remarquer une grande différence entre les deux persécutions russe et prussienne.

Le Russe torture le Polonais, mais il ne le méprise pas : il lui fait même l'honneur de le craindre. Il lui garde un peu des sentiments qui, durant trois siècles, animèrent le Cosaque russien, orthodoxe, paysan, soudard, contre ce riche guerrier catholique, ce gentilhomme galant et citadin. Trois siècles durant, du XIVe au XVIIe siècle, le Cosaque fut sous la menace ou la dépendance de cette chevalerie polonaise; les chants et contes populaires du Petit-Russien, qui ont illustré les héros de ces guerres nationales, en perpétuent le souvenir. La littérature petite-russienne de Gogol et de ses disciples en est pleine : le lecteur français, par *Tarass Boulba*, connaît un chant de cette épopée. Les visions de Boulba assiégeant la ville polonaise de Boudjak flottent encore devant les yeux du Russe assiégeant ses dix provinces de la Vistule :

Les chevaliers polonais se tenaient sur la muraille tous resplendissants à l'envi : leurs casques de bronze étaient ombragés de plumes de cygne et étincelants comme des soleils; leurs cafetans aux manches flottantes étaient brodés d'or, passementés d'or; leurs sabres et mousquets, chargés de pierres précieuses.

Dans la persécution des russificateurs, perce encore le besoin de vengeance qui, tous les vingt ans, soulevait le Cosaque « pour venger ses droits méconnus, ses mœurs bafouées, sa religion et ses coutumes insultées, ses églises violées, pour secouer la domination des seigneurs étrangers, l'union catholique, tous les abus qui durant des siècles entretinrent la haine terrible des Cosaques ». Ainsi parlait Gogol, voici plus d'un demi-siècle; après la révolte de 1863, le terrible Katkof, dans ses réquisitoires contre la félonie polonaise, ne faisait que reprendre et commenter ces paroles, et Mouravief répétait les exploits du vieux Tarass Boulba, vengeur de son fils :

Il parcourut toute la Pologne, brûla dix-huit bourgs, quarante églises, marcha sur Cracovie, massacra une foule de gentilshommes, pilla les plus riches châteaux. Les tonneaux de vins vieux et d'hydromel, que les seigneurs de Pologne gardaient depuis cent ans peut-être, furent défoncés; des coffres et bahuts, on tira les étoffes, les robes et les vases précieux, on les brisa, on les brûla. Et Tarass répétait : « N'épargnez rien ni personne ».

L'Allemand méprise le Polonais : par la bouche de ses professeurs, il le proclame un barbare, un Slave, — c'est tout dire, — de culture et de langue inférieures, et, dans la bouche des politiques de Berlin, le Polonais n'est même plus qu'un animal, un simple « lapin », prolifique et nuisible, dévastant la terre d'Allemagne ou la minant de sa pénétration secrète. Ainsi parlent Mommsen et de Bülow, — le philologue et le hobereau, les deux têtes de cette aigle prus-

sienne qui tient dans son double bec la double banderole : *la Force prime le Droit* et *Écrasez le Slave!*

Le Russe opprime, supprime la nation polonaise : c'est la race même que le Prussien voudrait supprimer. Et pour le *polonisme*, le voisinage et l'influence germaniques sont bien plus dangereux que la tyrannie russe : le Polonais se germanise (l'Allemagne a un Polonais pour ambassadeur à Paris); jamais le Polonais ne se russifie.

En Autriche et en Hongrie, les mêmes théories sont professées aux parlements de Vienne et de Buda-Pest. En Autriche les Allemands, en Hongrie les Magyars pensent aussi que *Slave* et *esclave* sont toujours et doivent toujours rester synonymes; ils croiraient pécher contre la civilisation en admettant à l'égalité complète dans la famille autrichienne ou hongroise les Tchèques de Bohême, les Polonais de Galicie ou les Slovaques et Slovènes de Moravie, de Carniole et de Croatie.

Contre les Polonais de Galicie, Vienne, qui pourtant fait appel à leur loyalisme et à l'habileté de leurs hommes d'État, Vienne a toujours entretenu et favorisé les revendications des Ruthènes. Le Polonais avait conquis et annexé jadis ces Ruthènes ou Russiens-Rouges qu'il convertit au catholicisme et asservit à la glèbe. Le paysan ruthène, affranchi par l'Autriche, réclame aujourd'hui ses champs et ses droits nationaux, et la Galicie est en proie à cette rivalité, dont Vienne a fait le plus sûr garant de sa domination.

Délaissée d'ailleurs par les entreprises viennoises et manquant des capitaux nécessaires à l'exploitation de ses mines, de ses puits à pétrole et de ses forêts, à l'amélioration de ses terres et cours d'eau, à son outillage industriel et agricole, la Pologne autrichienne meurt de faim : cent cinquante ou deux cent mille travailleurs en émigrent annuellement; les uns, le plus grand nombre, en émigration temporaire, vont chercher de quoi vivre dans les provinces autrichiennes ou hongroises du voisinage; mais les autres, trente, quarante mille peut-être, vont se fixer en Amérique, au Canada...

Et, de ce côté encore, la Pologne russe peut faire une comparaison qui est toute à l'avantage de sa prospérité relative.

La conquête russe, en effet, n'a pas été nuisible au dévéloppement économique des provinces polonaises. Ce développement aurait été plus rapide et plus complet peut-être, plus profitable aux Polonais surtout, si l'indépendance nationale leur en avait laissé toute la liberté et tout le bénéfice; mais sûrement la domination prussienne ou autrichienne l'eût moins favorisé.

Pour les besoins de sa politique, la Russie depuis 1864 a lié partie avec les paysans : contre le noble et le bourgeois, fauteurs de révoltes nationales, elle a cru se gagner à jamais le cœur des rustres, en leur distribuant les terres qu'ils ne tenaient qu'à ferme ou sur lesquelles ils étaient encore tenus en servage. La Pologne devint pour quelque temps une région de

petits propriétaires et, quelque temps, elle connut les profits de cet état, — quand cet état avait des profits, quand la grande culture industrielle d'Amérique et des pays neufs n'avait pas encore ruiné la petite culture des vieilles terres paysannes.

Autre facteur de prospérité : la Pologne russe est devenue une région industrielle, grâce à son « pays noir » de la haute Vistule, qui n'est que la suite des « pays noirs » de l'Allemagne, saxon et silésien. Dans ce bassin polonais de Dombrovo, la houille s'offre en couches épaisses, de vingt mètres parfois, et ce charbon est tout à fait semblable aux charbons d'Écosse, dont les métallurgistes tirent si bon parti. Les minerais de fer et de zinc étant assez abondants au voisinage, un canton s'est peuplé d'usines, que le nom de Sosnowice a rendues célèbres dans les Bourses de l'Occident.

Et comme pendant à ce canton métallurgique, Lodz est devenue une sorte de Manchester polonaise; les filatures et tissages ont fait de ce pauvre bourg la cinquième ville de l'empire par ses 350 000 habitants. Cette province de Piotrkov, bien que l'une des plus petites de l'empire (à peine 1 300 000 hectares) est l'une des plus peuplées (1 400 000 ou 1 500 000 habitants); sa population est même la plus dense de l'empire (115 habitants au kilomètre carré; la France, en moyenne, n'en a que 74) : si toutes les terres fertiles de la Russie d'Europe et d'Asie étaient aussi peuplées, le tsar aurait 5 ou 600 millions de sujets.

Pour cette usine polonaise, l'alliance franco-russe

fut un coup de fortune. Les capitaux français affluèrent ; les mines et les usines purent s'outiller, se développer, recruter et solder deux millions de travailleurs. Ces mêmes capitaux, permettant à la Russie d'acquérir son outillage pacifique et militaire et de poursuivre son expansion asiatique, amenèrent par contre-coup les commandes profitables et presque illimitées aux industriels de Pologne. Ainsi l'alliance franco-russe, qui fut si néfaste aux populations de l'empire turc, aura du moins profité, grandement profité à certaines provinces de l'empire russe. Les Polonais surtout en ont récolté de grands bénéfices : l'humanité en tirera peut-être un jour le soulagement d'une réconciliation russo-polonaise.

Car la Pologne, depuis dix ans, a pu mesurer quels intérêts vitaux l'unissent et doivent de plus en plus l'unir à l'empire russe. Dans cette Slavie russo-polonaise, les nécessités de l'économie nationale et internationale finiront sans doute par prévaloir. La Terre noire et la clairière du Russien sont et seront de plus en plus une ferme merveilleuse, qui aura besoin de forges, d'ateliers et d'usines sur le pourtour de son domaine. L'usine de l'Oural à l'est, l'usine du Donetz au sud, l'usine de Moscou-Toula au nord et l'usine polonaise à l'ouest, sans se gêner réciproquement, peuvent se partager cette énorme clientèle, d'où les douanes protectrices écartent de plus en plus la concurrence étrangère.

L'usine polonaise est de toutes la mieux placée : ses provinces surpeuplées lui fournissent en abondance

la main-d'œuvre; elle a en outre le réservoir tout proche, inépuisable de la main-d'œuvre galicienne et silésienne. La présence et participation de Juifs nombreux, le voisinage de l'Allemagne et de l'Occident lui assurent les capitaux, les ingénieurs, les contremaîtres, la connaissance rapide des améliorations les plus récentes. Ajoutez que l'intelligence plus pratique, l'habileté et l'ingéniosité du Polonais lui donneront toujours une supériorité facile sur le travail russien.

Indépendante, coupée de l'empire russe par une ligne douanière, que deviendrait cette Pologne industrieuse entre la triple concurrence ou protection allemande, autrichienne et russe?

En ces dernières années, Lodz et Varsovie ont reçu les commandes et les visiteurs de la Perse, du Turkestan et de la Chine; les banques polonaises ont escompté du papier chinois; les primes russes sont venues prendre les fers et tissus polonais au sortir de l'usine et les ont conduits jusqu'à Téhéran, à Kachgar et à Vladivostok : l'avance russe dans toute l'Asie s'est ainsi traduite en bénéfices quotidiens pour la Pologne.

Durant ces derniers mois, les défaites russes ont plus clairement encore démontré aux Polonais la solidarité économique qui les rattache, bon gré mal gré, aux succès des entreprises russes. Du jour où la guerre accapara toutes les ressources de Pétersbourg, les commandes de rails, de ponts, etc., se firent plus rares, les primes vers la Perse et l'Extrême-Orient

furent plus mal payées aux cotonnades, l'argent plus cher restreignit les crédits et fit monter le taux, l'invasion japonaise supprima les affaires en Corée, en Chine et en Mandchourie, et la Pologne chercha vainement où écouler ses manufactures : l'usine polonaise dut congédier une partie de ses travailleurs; les diminutions de salaires amenèrent les grèves et les rixes.

*
* *

Par la religion et par les intérêts, il est indiscutable que la conciliation russo-polonaise peut se faire, se fait lentement. Mais pour qu'elle devînt solide et durable, il faudrait que Pétersbourg renonçât à quelques-unes de ses manies ou conceptions. Dans un rapport officiel, le prince Imérétinski exposait au tsar en 1898 la situation matérielle et morale de la Pologne : une indiscrétion — voulue ou involontaire — livra ce rapport au public; le Comité central du Parti Polonais Socialiste (P. P. S.) le traduisit et l'imprima à Londres; la *Revue de Paris* en donna un long résumé dans son numéro du 15 juillet 1899.

Le prince Imérétinski, gouverneur général de Pologne, — avec une clairvoyance que tous les événements des six années dernières permettent de louer hautement, — réclamait quelques réformes profondes pour satisfaire aux besoins et aux sentiments de la Pologne tout entière. Il faisait la part la plus belle aux besoins matériels, mais il ne cachait pas les

besoins intellectuels et moraux, et il faisait leur part aussi, bien qu'un peu faible, aux vrais sentiments de la nation.

Parmi les besoins matériels, le plus fort, à l'entendre, et le plus digne de l'attention russe était le soulagement du paysan.

En 1864, le partage des terres avait satisfait la Pologne paysanne; mais ce partage aujourd'hui a des conséquences fâcheuses par la disposition des terres en échiquier, leur division en multiples et minimes cases et l'enchevêtrement des propriétés, — toutes complications qui rendent plus difficile l'introduction des méthodes scientifiques, des machines et des procédés nouveaux. Le paysan et le petit propriétaire sont tombés dans la misère ou aux mains de l'usurier; un prolétariat agricole s'est formé qui compte un million et demi d'ouvriers sans terres et, souvent, sans ouvrage :

Il faut, disait le prince Imérétinski, que le Gouvernement vienne au secours des paysans indigènes, en se rappelant qu'ils constituent une force politique, qui était jusqu'à ce jour entre nos mains : les paysans depuis 1864 doivent être considérés comme la seule classe dévouée au Gouvernement. Ce dévouement est dû uniquement aux avantages matériels et moraux dont le Gouvernement a été si prodigue envers les paysans, en les émancipant... Mais dans cette impétueuse population polonaise les passions politiques ne sont pas éteintes. Le paysan aime la terre; lorsqu'il en sera séparé, s'il ne trouve aucune satisfaction matérielle, il peut facilement devenir le jouet de ces passions entre les mains des ennemis du Gouvernement.

Mais comment aider le paysan? Par le crédit, les

banques agricoles? Aide insuffisante. Par une nouvelle distribution de terres et par un renouveau de démagogie paysanne aux dépens de la bourgeoisie et de la noblesse? Cette reprise de la politique de 1864 ne déplairait pas, en théorie, aux fonctionnaires russes; mais il faudrait peut-être une révolte nationale de la bourgeoisie et de la noblesse pour fournir, comme en 1864, le motif ou le prétexte de cette spoliation : ni la noblesse ni la bourgeoisie polonaises ne semblent d'humeur à faciliter ainsi la tâche des Russes...

A la façon ordinaire des gouvernements trop centralisés, le prince Imérétinski pensait trouver un remède dans une Commission d'enquête et de législation. Il n'osait pas formuler, il semblait pourtant indiquer par avance les solutions nécessaires, les seules qui dans les autres pays de petite culture aient un peu soulagé la misère des paysans : réforme de l'éducation, octroi de certaines libertés.

En France, en Italie et autres régions de petite culture, le paysan n'a trouvé de secours que dans une meilleure exploitation de son morceau de champ et dans une meilleure organisation de ses achats, de ses échanges, de ses ventes, de toute sa vie économique. Une meilleure exploitation des terres polonaises est facile à réaliser. Les consuls anglais signalent à l'envi tout ce que la Pologne paysanne pourrait produire et vendre à l'étranger. Londres, par l'intermédiaire de Copenhague, achète et paie très cher des beurres sibériens qui doivent acquitter de lourds frais de conservation et de transport : par la Vistule ou par

le Niémen, la Pologne avec plus de bénéfices pourrait prendre part à cette fourniture de la table anglaise.

La Pologne russe, écrit en 1904 le consul anglais de Varsovie, est le plus gros producteur de cochons en Europe. Les grains, les pommes de terre et les déchets des laiteries permettent cet élevage à bon compte : une fabrique de lards et jambons ferait largement ses frais et pourrait concurrencer les maisons danoises ou allemandes sur le marché de Londres.

Ainsi encore du gibier, de la volaille, des œufs, du bétail. Mais il faudrait que le paysan polonais connût seulement les ressources qu'il peut trouver sur son lopin de terre, et les meilleures méthodes de culture, d'élevage, de transport, de commerce, etc., bref, qu'il possédât les éléments d'instruction nécessaires. Il faut éduquer ce paysan ou du moins lui donner la permission de s'éduquer dans les écoles de son choix, de sa religion, de sa langue; à vouloir le russifier, on le chasse de l'école officielle et, ne lui tolérant pas d'écoles privées, on l'abêtit; du même coup on achève sa ruine.

Et il faudrait aussi que, sur l'exemple du Danemark, de la Suisse ou de la France, cette foule chaotique de petits producteurs pût syndiquer ses intérêts, les étudier librement, les débattre et les concilier : la liberté d'association, la formation de syndicats lui sont nécessaires pour exploiter ses champs aux moindres frais, exporter ou seulement transporter ses produits avec quelque bénéfice.

L'École et le Syndicat, — tout le reste n'est que remèdes charlatanesques, mots vides, et le prince Imérétinski prédisait le seul résultat définitif de la politique contraire, de la russification :

La situation matérielle des paysans a empiré; leur reconnaissance pour le Gouvernement s'en va, leur esprit s'éveille et s'ouvre peu à peu à l'impulsion révolutionnaire des classes éclairées qui ont adopté le mot d'ordre : Par l'instruction du peuple, vers la Pologne indépendante!

Encore si tous ces prolétaires des champs pouvaient trouver un supplément d'ouvrage et de salaires dans le travail industriel des villes!

Dans les gouvernements du centre de l'Empire, disait encore le prince Imérétinski, l'insuffisance des terres est compensée par le travail salarié et par de petits revenus accessoires. Mais dans la région vistulienne, l'industrie familiale et le commerce ambulant des produits de cette industrie, qui sont d'un secours si puissant au paysan russe, n'existent presque point. La grande industrie n'existe que dans deux provinces et encore les ouvriers étrangers y font concurrence aux indigènes.

A coup sûr, la grande industrie polonaise pourrait se développer, faire naître un plus grand nombre d'ateliers et d'usines et se doubler d'un grand commerce pour la dispersion dans l'empire et dans le monde de ses produits : des milliers d'ouvriers et de commis trouveraient ainsi de l'ouvrage. Mais pour ce développement de l'industrie, les mêmes nécessités reparaissent que pour la transformation de l'agriculture : imagine-t-on le développement intensif d'une

région industrielle sans le personnel technique de savants, d'ingénieurs, de contremaîtres que nos usines scientifiques réclament? et sans la liberté des recherches, la libre entente des initiatives, sans les coalitions surtout de capitaux, d'employeurs et d'employés que la grande usine entraîne forcément avec elle?

Ici encore, deux remèdes seulement peuvent causer quelque soulagement : une éducation plus moderne et un régime plus libéral. De ces deux remèdes, le prince Imérétinski osait ouvertement réclamer le premier.

L'Université de Varsovie, fondée par Alexandre Ier, fut florissante et rendit de grands services, tant qu'elle fut une université polonaise et une université véritable, où toutes les sciences étaient enseignées en polonais, dans la langue des auditeurs. Depuis que la russification a interdit le polonais comme langue d'enseignement, supprimé ou rogné la culture vraiment scientifique et restreint les cours aux seuls arts pratiques de la médecine et du droit, cette université déchue et méprisée a perdu ses auditeurs et son rôle social. Le prince Imérétinski réclamait la fondation à Varsovie d'une grande école scientifique, d'un *Institut polytechnique*, que Nicolas II permit d'ériger : on y consacra les fonds de la souscription polonaise, qu'à l'automne de 1897 les « conciliateurs » avaient réunis pour fêter la première visite du nouveau tsar.

Pour satisfaire aux besoins de l'industrie et évincer les contremaîtres qui viennent de l'étranger, — pour-

suivait le prince, — il faudrait des écoles techniques moyennes et une tolérance générale des écoles de toute spécialité, fussent-elles polonaises; il faudrait surtout, dans les écoles officielles, renoncer à la politique de russification. Dès 1890, le général Gourko, que l'on ne pourrait accuser de tendresse excessive à l'égard de la Pologne, prévenait déjà l'empereur :

> Dans les écoles gouvernementales, non seulement on ne traite pas l'enfant polonais avec bienveillance, mais encore on lui montre de l'hostilité; on lui fait un crime de son origine polonaise, on blesse ses sentiments nationaux, on traite avec mépris sa religion, et dans les études on attribue à sa langue maternelle une place inférieure au français et à l'allemand...
>
> Un traitement aussi inhumain produit des effets directement opposés à ceux que le Gouvernement attend des écoles : au lieu d'inspirer à l'enfant l'amour de la Russie, il provoque dans son cœur la haine de tout ce qui est russe.

Et le prince Imérétinski de conclure :

> Il faut, par le moyen de l'école, unir ce pays frontière au cœur de l'empire, non plus seulement par le système des prohibitions, par la supériorité de la force ou par la communauté purement matérielle des intérêts économiques, mais par une action morale sur la conscience, sur l'âme de la jeunesse polonaise.

Mais cette action morale, comment prétendre à l'acquérir si, de parti pris, on ne cherche pas à se concilier les deux sentiments qui dominent encore toute la vie polonaise : l'attachement que l'aristocratie, les paysans et les classes moyennes gardent

toujours à la foi et surtout au clergé catholique, et le désir, sinon de l'indépendance, du moins de l'autonomie, qui ne s'est jamais éteint dans le cœur de la nation?

En ces dernières années, on a quelque peu respecté, flatté le premier de ces deux sentiments : la réconciliation avec Rome n'a pas été rompue par les entreprises ou les visées russificatrices de certains fonctionnaires sur l'enseignement clérical; Nicolas II personnellement est intervenu pour régler à l'amiable l'inspection russe dans les séminaires catholiques et la demi-liberté du prêtre dans son catéchisme; l'évêque de Mohilef a même reçu l'autorisation impériale d'aller en Sibérie et dans les provinces orientales de l'empire chercher quelque établissement aux colonies catholiques que l'émigration polonaise serait admise à fonder sous la direction et aux frais des communautés expulsées de France.

A l'égard du sentiment national, il semble que, depuis les défaites de Mandchourie, Pétersbourg incline à pareille déférence. On reconnaît qu'après quarante années de russification, la Pologne subsiste et que le désir d'une autonomie, d'une administration séparée, reste aussi vivace dans le peuple que dans les autres classes : *blancs* et *rouges* peuvent être divisés sur tout le reste, mais sont unis par ce culte de la patrie polonaise.

La grande industrie a eu pour résultat de grouper en partis socialistes le prolétariat : le phénomène est commun à tout l'empire russe, et, pour l'empire

entier, nous aurons lieu plus tard d'en étudier les conséquences. Mais, en Pologne, les partis socialistes, quoique imbus des théories allemandes, restent et se disent polonais. Ils gardent deux tendances particularistes : l'indépendance nationale est le premier de leurs désirs, et, la compression russe leur ayant durement appris les bienfaits de la liberté, ils ne partagent point à l'égard d'un régime parlementaire les méfiances ou le mépris qu'affiche en ses congrès le pur socialisme à la mode allemande et qu'avouent quelquefois, dans nos parlements occidentaux, les « ralliés » d'Extrême-Gauche.

On lit dans *L'Européen* du 14 mars 1903 (n° 67) :

Le sociologue polonais Lud. Kulczycki a donné, cette semaine, à Paris, deux conférences sur le mouvement social dans la Pologne russe et sur le nationalisme polonais.

D'après l'éminent sociologue, tandis que toute l'Europe est traversée en ce moment par un courant révolutionnaire très marqué, en Pologne, au contraire, où, il y a vingt-cinq ans, le mouvement social jaillit avec tant de force et d'éclat, ce courant semble s'être ralenti pendant les dix dernières années. Les patriotes, qui n'ont pas cessé de revendiquer l'indépendance de leur pays, ne tentent plus d'insurrections, attendant des moments favorables dans un avenir lointain. Ils s'illusionnent, sans beaucoup de conviction, sur une intervention très problématique de l'Europe ou sur une guerre qui bouleverserait l'état actuel des puissances.

Il existe, comme du reste dans tous les pays, un parti de soumission, *Mgodowcy* : il ne réclame aucune réforme ni aucune concession en échange de sa soumission. C'est à peine s'il a demandé, cette année, quelques vagues modi-

fications dans le système de l'éducation primaire, mais il n'a aucune revendication politique ni économique.

Le parti de la « Démocratie nationale », *Narodowa Demokracja*, est uniquement national ou plutôt nationaliste. Il avait au début quelques prétentions sociales, qu'il a complètement abandonnées; son idéal est patriotique, avec un mélange de chauvinisme très étroit. Il attend la libération de la Pologne et gaspille son activité dans des luttes contre tout ce qui n'est pas purement polonais, contre les Ruthènes, les Russes et surtout les Juifs.

Le groupe socialiste le plus important, *Polska Partja Socialistyczna*, autrement dit *P. P. S.* (Parti polonais socialiste), a écrit en tête de son programme : libération de la Pologne; en peu de temps, c'est devenu le but principal et presque le seul, au profit duquel toutes les autres revendications sociales ont été délaissées.

En Pologne, à part quelques grèves et quelques manifestations, le courant révolutionnaire semble demeurer stagnant; en Russie, il est devenu dans ces cinq dernières années si impétueux qu'il déborde de toutes parts en inondant jusqu'aux coins les plus reculés. Or, au lieu de profiter de cette effervescence, le parti polonais socialiste reste indifférent, le regard fasciné par son éternel rêve de libération de la patrie. Au lieu de se rallier au mouvement général et d'y apporter ses forces il cherche, aveuglé par son chauvinisme, à réduire dans son esprit la grandeur et l'importance du mouvement révolutionnaire russe.

Deux autres groupes socialistes, qui existent depuis peu de temps, ont beaucoup plus le sentiment du socialisme internationaliste. La *Social-Démocratie* est contraire à toute dépense de forces pour l'indépendance de la Pologne, croyant celle-ci impossible à l'heure actuelle, et tend à se rapprocher du mouvement général pour réclamer la Constitution en Russie. Le deuxième groupe, *Proletarjat* (Prolétariat), a les mêmes aspirations; il pense toutefois que, si la possibilité de l'indépendance de la Pologne se présentait, il ne faudrait pas manquer d'en profiter.

*
* *

Les événements de ces derniers mois ont montré que ces appréciations n'étaient pas tout à fait exactes et que le socialisme polonais savait, pour le service de ses intérêts de classe, profiter des embarras du tsarisme. Contre les procédés du tsarisme, contre la mobilisation surtout, il a suscité les formidables grèves de Lodz, de Varsovie, de Sosnowice, etc., de toute la région industrielle. Il a manifesté pour la paix et la révolution avec autant d'ardeur que les autres partis socialistes de l'empire. Il s'est même tout entier fédéré avec eux et les trois grandes organisations polonaises, *Parti polonais socialiste*, *Parti social-démocrate de la Pologne russe et de la Lithuanie*, *Prolétariat polonais*, ont adhéré au manifeste et aux demandes de secours adressés au prolétariat du monde par les quatre autres organisations de l'empire : *Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, *Parti socialiste révolutionnaire russe*; *Bounde* (union des ouvriers juifs et lithuano-polonais); *Parti ouvrier social-démocrate letton.*

Durant les deux mois de janvier et de février, avant et après les fusillades de Pétersbourg, l'agitation socialiste fut presque maîtresse des routes et des rues dans les villes et régions industrielles de la Pologne. Même en faisant la part de l'exagération et de l'enthousiasme, il faut lire les communications à la presse européenne du Bureau de renseignements du P. P. S. :

16 janvier.

Dimanche, 8 janvier, fut organisé par le P. P. S. une démonstration à Czenstochowa pour démontrer encore une fois la haine de la population contre le tsarisme. Comme la démonstration avait été affichée d'avance, la police prévenue avait envoyé un détachement de soldats et de gendarmes. Un grand nombre d'ouvriers s'étant assemblés, ils formèrent comme d'habitude un cortège et se mirent en marche, drapeau rouge en tête. Alors le commandant du détachement de gendarmerie, un nommé Radke, exécré de la population à cause de sa cruauté, donna l'ordre de s'emparer du drapeau, mais il fut en même temps percé par six balles de revolver et tomba roide mort. En outre, deux chevaux de gendarmes furent blessés. La foule se dispersa sans autre incident.

Le maître de police Nehrlich, naguère victime d'un attentat, a succombé à ses blessures. Son corps fut transporté de Czenstochowa à Varsovie, mais, comme les autorités craignaient que la foule ne s'attaquât au cercueil, le corps fut escorté jusqu'à la gare par deux escadrons de dragons.

A Siedlce, un des points de concentration des réservistes, a eu lieu une démonstration du P. P. S. avec le concours de plus de quatre cents réservistes. Le cortège a parcouru les rues en criant : « A bas la mobilisation! A bas le tsarisme! Vive le P. P. S.! Vive la révolution sociale! »

18 janvier.

Dimanche, 15 janvier, fut organisée une démonstration du Parti socialiste polonais (P. P. S.) à Lodz. La démonstration étant annoncée d'avance par trois proclamations, une foule immense s'est assemblée au point convenu, rue Piotrkowska. La police et deux compagnies d'infanterie attendaient les manifestants. Dès que le drapeau rouge, portant l'inscription : *A bas la mobilisation!* et *Vive le P. P. S.!* surgit, la police tira sur les manifestants une

volée de revolvers. Le porte-drapeau fut tué net, plusieurs ouvriers blessés.

En même temps arrivèrent au galop deux tramways, qui séparèrent la foule de la force armée. Quand ils furent passés, les soldats tirèrent deux salves de carabines avec des cartouches vides. La foule ne s'étant pas dissipée, mais ayant riposté par des coups de revolvers, une bataille régulière s'ensuivit, où plusieurs manifestants furent encore blessés. Le nombre des blessés du côté de l'armée n'est pas connu. La population, exaspérée, s'est portée à des voies de fait sur les bâtiments gouvernementaux; sept bureaux du monopole de l'alcool furent dévastés.

Tous les dimanches, depuis deux mois, ont été marqués par de semblables rixes. La grève partielle ou générale a éclaté dans dix ou douze grandes villes. Les partis socialistes et la classe ouvrière ont partout pris la tête du mouvement. Partout ils ont formulé les mêmes revendications sociales ou économiques, leur « programme de classe » : 1° liberté de coalition, de grèves et de syndicat; 2° journée de huit heures avec minimum de salaires; 3° assurance contre la maladie, les accidents du travail et la vieillesse; 4° inspection du travail par les élus de la classe ouvrière. Mais nulle part ils n'ont oublié de joindre à ce programme socialiste leurs revendications libérales et nationales. Le P. P. S. publie, le 28 janvier, ses demandes de réformes *minima* :

1° Liberté de la parole, de la presse et de la conscience;

2° Égalité des droits civils, sans distinction de religion et de nationalité;

3° Liberté absolue d'association et de réunion;

4° Inviolabilité des personnes et domiciles;

5° Autonomie des villes et communes rurales;

6° Enseignement gratuit et universel;

7° *Liberté illimitée de la vie nationale; langue polonaise dans toutes les institutions publiques; élimination de l'élément étranger dans les fonctions publiques;*

8° Droit de développement national libre pour les juifs et autres minorités.

Nous ne pouvons conquérir ces libertés nécessaires que dans notre propre parlement, élu par le peuple sur la base du suffrage universel, égal, secret et direct : c'est avec ce mot d'ordre d'un parlement polonais à Varsovie, élu par le peuple, que nous entrons dans la grève générale.

Il est possible que les démonstrations et revendications proprement socialistes aient un peu — bien peu — effrayé certaines classes de la nation polonaise. Mais sur les revendications nationales et libérales, l'accord est unanime. Aux grèves industrielles des ouvriers, partout sont venues se joindre les grèves scolaires des fils de bourgeois :

Ce qui distingue principalement la grève de Varsovie de celle de Pétersbourg, c'est qu'elle a été un mouvement politique, préparé et organisé par le parti socialiste, ayant comme but de proclamer le désir d'obtenir un Parlement polonais élu par le suffrage universel. Le mot d'ordre du parti fut exécuté par la population ouvrière avec une exactitude et avec une ampleur qui prouvent que le Parti Polonais socialiste a formulé dans sa proclamation un besoin profondément enraciné dans l'âme du peuple.

La grève générale a commencé le samedi 28 janvier. Toutes les fabriques et ateliers sans exception ont arrêté le travail. Les ouvriers ont contraint tous les cochers et tous les conducteurs des tramways à se joindre à eux. Quelques officiers qui étaient dans les fiacres ont essayé de résister, mais on les fit céder à coups de boules de

neige. Les ouvriers se promènent le long des trottoirs, et les soldats défilent au milieu. Une démonstration paisible dura deux ou trois heures. Ensuite, on se mit à briser les lanternes : à l'heure d'allumer le gaz, Varsovie se trouva entièrement plongée dans les ténèbres. On se mit ensuite à démolir les magasins d'eaux-de-vie, qui appartiennent au gouvernement : on versait l'eau-de-vie dans les égouts, et on mettait le feu aux magasins.

Tous les journaux ont cessé de paraître le samedi. A l'université, a eu lieu une grande réunion, qui a réclamé l'introduction immédiate de la langue polonaise et a proclamé la grève scolaire, qui fut rigoureusement observée. La même revendication, ainsi que la grève, fut proclamée à l'*Institut polytechnique*, dans tous les gymnases classiques et réaux, dans l'Institut vétérinaire et dans les collèges privés. Des groupes de collégiens entraient dans les gymnases et sommaient leurs camarades de se joindre à la grève. L'après-midi, tous les établissements scolaires étaient vides et clos.

Varsovie, 21 février.

Des conflits ont eu lieu entre la police et les lycéens qui voulaient empêcher quelques camarades de suivre les cours. La police tira plusieurs fois. Deux lycées ont été déjà fermés faute d'élèves. Les écoles privées sont fermées par les directeurs de ces écoles. Hier les parents des élèves ont organisé plusieurs réunions pour discuter les moyens de soutenir la grève. On a pris une résolution en faveur d'une action coordonnée avec les ouvriers. On est décidé aussi à recourir aux moyens violents, c'est-à-dire aux coups contre les parents qui demanderaient l'assistance de la police pour leurs enfants qu'ils forceraient à aller à l'école. Le poète André Niemojewski a été arrêté. On dit que son arrestation a pour cause les discours qu'il prononça à la réunion publique des parents. Les élèves non domiciliés à Varsovie quittent la ville.

Kielce, 21 février.

La grève scolaire a commencé au lycée le 3 février. Les élèves ayant présenté les revendications connues ont quitté le lycée en grand nombre, et se sont dirigés vers le lycée de jeunes filles où une scène analogue se passait. Là, ils forcèrent les portes et mirent en liberté les jeunes lycéennes. Les écoles ont été fermées, les autorités ont renvoyé 250 lycéens et 80 lycéennes. Les écoles devaient être rouvertes le 21. Sous l'influence de la proclamation de l'*Union pour la nationalisation* (polonisation) *des écoles*, qui citait les résolutions de la réunion à Varsovie, plusieurs parents ont déconseillé à leurs enfants d'aller à l'école. Le nombre des élèves venus à l'école est très restreint. La police a arrêté un lycéen qui retenait ses camarades en route pour l'école.

Au bout de deux mois, avec une discipline parfaite, ces grèves ont cessé pour donner au gouvernement toute liberté d'aviser; deux mois de réflexions lui sont accordés :

Varsovie, 1er mars.

Le Comité local du P. P. S. a lancé une proclamation invitant les ouvriers à reprendre maintenant le travail pour pouvoir reprendre la lutte plus tard avec plus de force. La grève est presque terminée, elle a duré près d'un mois.

Les élèves russes du lycée réclament la polonisation des écoles, d'accord avec leurs camarades polonais. Les écoles devaient rouvrir aujourd'hui. Les élèves des lycées et de l'école industrielle sont allés présenter aux autorités scolaires les revendications connues, après quoi ils ont quitté l'école. L'armée et la police étaient consignées devant les écoles. Plusieurs conflits ont eu lieu. Toutes les écoles sont de nouveau fermées. La jeunesse a vaincu à Lodz, comme à Varsovie...

Toutes les grandes fabriques travaillent aujourd'hui. La grève industrielle est terminée. Conformément au mot d'ordre donné par le P. P. S., les ouvriers ont repris provisoirement leur travail; mais si le gouvernement n'assure pas aux ouvriers une législation convenable, la grève générale éclatera le 1er mai.

*
* *

Dès le commencement de janvier 1905, Pétersbourg inquiet consulta, dit-on, l'un des chefs de l'aristocratie polonaise, dont le loyalisme, les sentiments conservateurs et conciliateurs ne pouvaient être mis en doute : le comte Tyskiévicz. Cet aristocrate ne cacha pas au tsar le véritable état des esprits en Pologne.

Ayant rappelé comment depuis un demi-siècle la langue polonaise est bannie des écoles, des tribunaux, des services publics; comment toutes les fonctions sont livrées à des Russes, qui ne connaissent pas le peuple polonais, ses mœurs ni sa langue; comment l'école et l'église sont devenues des instruments de persécution nationale; comment tous les droits, non seulement politiques, mais civils, des Polonais sont chaque jour violés par le bon plaisir d'une administration qui ne fait en somme que de la police inquisitoriale l'objet de toutes ses pensées; comment enfin la russification et l'extirpation de ce que cette police nomme en son langage « l'intrigue polonaise » n'a servi qu'à rendre plus fort, plus répandu dans toutes les classes le sentiment national; le comte

Tyskiévicz concluait que quatre réformes lui semblaient le *minimum nécessaire* :

1° Rétablissement de la langue polonaise dans les écoles, tribunaux et administrations;
2° Admission des Polonais à toutes les fonctions officielles en Pologne;
3° Autonomie des départements et communes;
4° Liberté religieuse.

Ce modeste programme peut être considéré comme celui de la haute aristocratie, qui forme la droite, en quelque façon, de la nation polonaise; les partis démocrates et socialistes en seraient comme la gauche; au centre, la bourgeoisie vient de réunir son Comité Progressiste National et de formuler à son tour son programme *minimum* :

1° Le *Royaume de Pologne* forme une organisation politique autonome (comme avant 1830), avec un parlement élu par le suffrage universel et réglant d'une façon souveraine toutes les affaires intérieures du pays;
2° Dans le reste de l'Empire, les Polonais obtiennent la liberté absolue du développement national et des droits politiques;
3° Dans la période précédant l'introduction d'un pareil statut organique, les réformes suivantes doivent être introduites dans le Royaume de Pologne : *a*) Introduction de la langue polonaise dans l'école, la magistrature et l'administration; *b*) Abolition de tous privilèges nationaux et religieux; liberté de culte pour les *Uniates* persécutés; *c*) Abolition de tous règlements restrictifs pour les Polonais dans tout l'Empire; *d*) Liberté absolue des associations et réunions, de la parole et des grèves; *e*) Inviolabilité des personnes et domiciles; *f*) Amnistie pour tous les délits politiques; *g*) Autonomie des communes rurales et des

villes; *h*) Enseignement gratuit et obligatoire pour le peuple.

On voit que socialistes, bourgeoises ou aristocratiques, ces réclamations polonaises vont toutes, en somme, au rétablissement de l'état de 1815 : non l'indépendance, mais l'autonomie.

Les Polonais consentiraient à rester dans l'empire russe, sujets du tsar, mais sujets polonais d'un tsar roi de Pologne. Ils se rendent compte qu'ils ne gagneraient rien à échanger l'annexion russe contre une annexion allemande ou hongroise. Ils pourraient même, oubliant les cruautés moscovites, arriver à concevoir, à désirer, une Slavie fédérée contre les ennemis ou les tyrans de la race, le Prussien et le Hongrois.

Mais dans cette fédération, ils veulent que chaque famille slave vive autonome à son foyer, sous la tutelle russe, non sous la tyrannie, avec un chef, non avec un bourreau moscovite. Ils ne réclament même pas tous les privilèges ou libertés de 1815 : ils savent qu'une armée polonaise exciterait de nouveau les défiances du Russe et les folles espérances de leur propre nation, et que 10 ou 11 millions de Polonais, malgré toute leur bravoure, ne sauraient en guerre ouverte tenir tête à 80 millions d'orthodoxes.

Ils savent mieux encore qu'une ligne de douanes ou de règlements spéciaux ruinerait leur commerce et leur industrie : leur usine a tout intérêt à rester unie avec la ferme russienne.

Même s'il ne veut pas admettre toutes ces réclama-

tions polonaises, Nicolas II comprendra-t-il enfin que la russification a fait son temps, qu'elle a complètement échoué et qu'entre les procédés trop libéraux peut-être (au goût du tsarisme) d'Alexandre Ier et les atroces procédés de Nicolas Ier et d'Alexandre III, il faut à tout prix trouver un nouveau régime?

En Lithuanie, depuis le commencement de la guerre mandchourienne, on a jugé convenable de suspendre les persécutions linguistiques : un décret du 7 mai 1904 permet l'emploi « dans les ouvrages imprimés, en outre des caractères russes, de l'alphabet latin ou d'un autre quelconque ». En Pologne propre, il n'est que temps aujourd'hui de supprimer toutes les formes de persécution, d'acclimater quelques organes de tolérance, des mœurs et des institutions de liberté.

Que se passera-t-il, si Pétersbourg, à sa mode habituelle, tergiverse, recule, retarde, bref, applique à ce problème polonais les méthodes de Kouropatkine en Mandchourie? la paix polonaise est aussi nécessaire à l'empire russe qu'une paix mandchourienne. Sans rien perdre, la Russie peut signer avec la Pologne cette paix honorable et profitable pour les deux parties : dans sa Pologne slave et catholique, l'empire russe aurait son meilleur soldat de défense ou — qui sait? — d'avant-garde contre l'Allemand et le Hongrois détestés.

IV

LA RUSSIFICATION

(SUITE)

IV

LA RUSSIFICATION

(SUITE)

En Pologne, la russification pouvait avoir un semblant d'excuse dans le souvenir des guerres séculaires, puis des insurrections redoublées, qui avaient menacé la sécurité, l'existence même des communautés russiennes, puis l'intégrité de l'empire russe. Contre les autres peuples des « marches » annexées, contre les Baltes, les Finlandais et les Juifs ou contre les Arméniens, quel prétexte, quelle circonstance atténuante le tsarisme russificateur pourrait-il invoquer?

Jusqu'en 1881, deux tsars, le plus réactionnaire et le plus libéral, Nicolas Ier et Alexandre II, avaient continué la politique tolérante d'Alexandre Ier. Mais entre 1870 et 1881, les vantardises du pangermanisme avaient alarmé Pétersbourg. A partir de 1881, sous les règnes d'Alexandre III et de Nicolas II, elles fournirent à la bureaucratie policière et pillarde l'occasion d'installer dans les provinces baltiques, puis juives,

puis finlandaises, arméniennes enfin, ses fructueuses opérations.

On n'a pas encore dressé le bilan de ce qu'a pu coûter à l'Europe, à l'humanité, le triomphe de la philologie prussienne : ayant annexé de force les « frères » du Sleswig et de l'Alsace-Lorraine, le philologue pangermaniste revendiquait les « frères » des Provinces baltiques; ces revendications réveillèrent la haine que tout bon Russien garde au fond du cœur contre les Allemands.

Antipathie de race et d'esprit, disent les uns :

Les Allemands ont surtout l'avantage des règles positives, élaborées, — écrivait Herzen — voici plus d'un demi-siècle[1]; nous avons sur eux l'avantage des forces robustes, d'une certaine latitude d'espérance. Là où ils sont arrêtés par leur conscience, nous ne sommes arrêtés que par un gendarme. Nous les froissons profondément par notre laisser aller, par notre conduite, par le peu de ménagement des formes. Ils nous ennuient mortellement par leur pédantisme bourgeois, par leur conduite irréprochablement mesquine. Chez eux, un homme qui dépense plus de la moitié de ses revenus est taxé de fils prodigue, de dissipateur. Chez nous, un homme qui se borne à manger ses revenus est considéré comme un monstre d'avarice.

Rancune populaire et revanche nationale, disent les autres : depuis Pierre le Grand, la Russie était en proie aux Allemands; Pétersbourg livrait les « Slaves » à la tyrannie germanique : « Sire, pouvait dire le vainqueur du Caucase, Ermolof, à Nicolas Ier qui lui refusait un poste, Sire, permettez-moi de devenir

1. Ossip-Lourié, *La Philosophie russe contemporaine*, p. 196.

Allemand pour plaire à Votre Majesté. » Depuis deux siècles, surtout depuis les tsars « allemands » Catherine II et Nicolas Ier, il faut reconnaître que l'exploitation allemande s'était durement imposée par la bureaucratie dans toutes les administrations, sur toutes les terres du Russien, et cette exploitation n'évitait ni la morgue ni les excès. Les « Slaves » voulaient prendre leur revanche; les « slavophiles » traduisirent un sentiment de la nation presque entière.

Dès la fin du XVIII[e] siècle, cette théorie slaviste, slavophile ou panslaviste — les Russes se servent indifféremment des trois termes — avait eu ses avocats parmi les écrivains.

Von Visine (un noble de race allemande) invoquait déjà « les textes de la Bible contre le diable étranger », c'est-à-dire les encyclopédistes français. Chtcherbatof, dans son *Histoire de la Russie* et son essai *Sur la corruption des Mœurs*, critiquait violemment l'œuvre « occidentale » des Pierre et des Catherine.

Ses disciples tartares, Boltine et Karamzine (tous deux étaient de race tartare et *Karamzine* n'est que la russification de *Kara-murza*), prêchaient la « patience historique » : l'Europe occidentale, disait Karamzine, mène le monde, comme naguère l'Europe méditerranéenne le menait, comme jadis l'Europe levantine et comme aux premiers siècles de l'histoire l'Asie occidentale et l'Égypte; mais cette Europe occidentale ne durera pas toujours; sans vaines agitations, surtout sans changements inutiles, pernicieux, que la Russie patiente; elle aura son tour; qu'elle se garde

pour ce rôle inévitable; qualités et défauts, vices et vertus moscovites — ou du moins ce que les Occidentaux jugent tel, — le peuple russe est doué des énergies nécessaires à l'œuvre que l'on ne peut entrevoir ni définir encore, mais dont tôt ou tard le jour viendra.

Au XVIIIe siècle et durant la première moitié du XIXe, cette théorie ne pouvait sembler aux gouvernants à l'allemande ou à la française, aux Catherine, aux Paul, aux Alexandre, aux Nicolas, que paradoxe, jeu d'esprit et de mauvais esprits; l'essai de Chtcherbatof ne fut imprimé qu'en 1858. Mais les écrivains, Tchédaief, Gogol, etc., continuèrent la prédication.

Après la guerre de Crimée et la prise de Sébastopol, qui blessa si durement l'orgueil national, l'école des Kiriéievski, des Khomakiof, des Samarine, des Aksakof, etc., compléta la théorie en unissant le mysticisme religieux de Gogol à l'optimisme historique de Karamzine[1].

En 1856, dans la *Rouskaia Biessiéda* (Entretien russe), Ivan Kiriéievski formulait les principes « slavophiles » que la nation, puis le gouvernement allaient adopter : « La culture européenne a fait son temps; elle penche à la faillite; n'ayant donné aux hommes que mécontentement de soi, inquiétudes de conscience et d'esprit, troubles de la famille et de la société, elle va sombrer comme sombra la culture antique; la civilisation encore une fois ne peut être sauvée que par des

1. Sur tout ceci, le lecteur français consultera la *Littérature russe* de Waliszewski, surtout le chapitre VIII.

peuples nouveaux, des « barbares » vertueux, enthousiastes, pieux, par la jeune Russie, la sainte Russie, la Slavie orthodoxe.

Cette théorie, dit un Russe [1], crée une haine implacable de l'Occident, un culte morbide pour tout ce qui est russe : la civilisation occidentale, pourrie, doit céder la place à la civilisation russe ; la race latine est décrépite ; la race germanique est bornée ; toutes deux sont condamnées à sombrer dans un cataclysme social, dont nul ne peut prévoir les horreurs ; le salut de l'univers est encore possible, mais il ne peut venir que de la Russie.

Cette idée fixe : « Pour tout Slave, l'idée du slavisme devrait être la plus élevée : plus élevée que la liberté, la science, l'instruction ; plus élevée qu'aucun bien de ce monde [2] », on essaie de la présenter comme une nécessité historique inévitable. Voyant partout des ennemis de leur idée, les panslavistes persécutent ceux qui ne pensent pas comme eux..., et l'on aboutit à la Finlande, à Kichinef.

Le slavisme, surexcitant l'orgueil national, flattant le préjugé de « la riche nature » qui tient si fort à tout cœur russien, a depuis cinquante ans dominé la vie de la nation : intellectuels et paysans, conservateurs et révolutionnaires en ont subi la contagion ou les crises. Il a fait la popularité, la puissance d'un journaliste, Katkof, qui jadis libéral, anglomane, devint après l'insurrection polonaise de 1863 le champion du tsarisme et de l'oppression, le pourvoyeur de la guillotine russificatrice.

Le slavisme a même troublé ou déformé les visions

1. Ossip-Lourié, *Psychologie des Romanciers russes*, p. 423.
2. Danilevski.

d'un Herzen, d'un Tourguénief et, surtout, d'un Tolstoï. Il a converti un Dostoievsky : on vit Dostoievsky, l'auteur de la *Maison des Morts*, le forçat innocent de Sibérie, devenir un miroir de dévotion, de loyalisme, de soumission au knout, un saint de l'église orthodoxe, un vice-président du *Comité Slave*; n'ayant plus à la bouche que *sainte Russie*, *orthodoxie*, *panslavisme*, *petit père*, il terminait son discours à l'inauguration du monument de Pouchkine par cette rodomontade de sacristie[1] : « Notre terre est pauvre, c'est possible, mais le Christ a passé en la bénissant! »

C'est à partir des années *quatre-vingts* que le slavisme commença de dominer à Pétersbourg : il y règne depuis vingt-cinq ans. Il a trouvé son praticien politique, son homme d'État dans le précepteur d'Alexandre III, le professeur de Nicolas II, le procureur général du Saint-Synode, M. Pobiedonostsef; ce vieillard (il a aujourd'hui près de quatre-vingts ans),

1. Dans son livre le *Roman russe*, — auquel doit toujours revenir quiconque veut pénétrer le mystère ou le nuage russe, — M. M. de Vogüé dit (p. 242) : « Il avait pris position entre les libéraux et les slavophiles, plus près de ces derniers; comme eux, il avait pour cri de ralliement et pour tout programme les deux vers fameux du poète Tutchef :

> On ne comprend pas la Russie avec la raison,
> On ne peut que croire à la Russie.

C'est une religion patriotique très respectable, mais cette religion toute de mystère, sans dogme précis, échappe par son essence à l'explication et à la polémique : on y croit ou on n'y croit pas et c'est tout. Un étranger n'a que faire dans ces débats, qui supposent une initiation préalable à la foi révélée; s'il entre dans la question, on lui signifie qu'il est incapable de comprendre et que les linges sacrés se lavent dans la famille des Lévites; s'il n'y entre pas, on le taxe d'ignorance et de dédain. »

sous le nom de ses élèves, a été le véritable autocrate de la Russie contemporaine, une sorte de Richelieu mystique, de Torquemada philosophe, unificateur de la nation autour de l'Église.

Et le slavisme a rencontré dans les Ignatief, les Tolstoï et les Plehve des ministres vraiment moscovites, qui de la formule sacro-sainte, *un tsar*, *une église*, *une langue*, ont par tous les moyens tâché de faire une réalité.

Dans les *Codes* et *Lois cardinales* de l'empire, il n'était que trop facile de découvrir les prétextes légaux à une persécution systématique de tout ce qui n'est pas orthodoxe. En théorie, les lois proclament la tolérance religieuse. Les articles 44 et suivants des *Lois cardinales*, après avoir énoncé que « la religion dominante est le culte chrétien orthodoxe-grec », ajoutent :

Liberté pleine et entière est accordée pour l'exercice de son culte à tout sujet de l'Empire, n'appartenant pas à la religion dominante, mais né ou naturalisé Russe, ainsi qu'aux étrangers au service de l'État, et, en général, à toute personne habitant temporairement la Russie. Cette liberté s'étend, non seulement aux chrétiens, mais aux juifs, aux musulmans, aux païens, afin que chaque nation puisse aller adorer le Tout-Puissant, chacun en sa langue et selon la coutume de ses pères.

Mais la « religion dominante » reste toujours privilégiée et les lois ont pris de sages précautions pour la défendre contre tout apostolat, pour la munir de toutes armes et attirances. Les autres religions sont des « cultes étrangers », dont on ne supprime pas

l'existence, mais dont on empêche soigneusement la propagation. La seule orthodoxie a droit de propagande, de conversion et d'enseignement.

Tout orthodoxe reste indéfiniment orthodoxe, lui et sa plus lointaine postérité; tout mariage mixte, où figure un orthodoxe, ne peut donner que des enfants orthodoxes; toute critique de l'orthodoxie est crime légal; tout apostolat contre l'orthodoxie, par les sacrements ou les sermons, crime légal; tout abandon de l'orthodoxie, crime légal, — et inversement toute adhésion à l'orthodoxie, tout apostolat, tout discours ou livre, toute campagne ouverte ou sournoise, violente ou pacifique, individuelle ou fédérée en faveur de l'orthodoxie sont des actes patriotiques que les lois récompensent...

Entre les mains d'une police inquisitoriale et d'une bureaucratie concussionnaire, on imagine les services que peuvent rendre ces textes de lois un peu amples, où toutes les interprétations parviennent à s'accrocher.

Le slavisme, d'ailleurs, considère que même en Russie « l'homme civilisé n'est que guenille; mais le peuple! oh! le peuple est grand ». — « Voyez cet *armiak*, cette casaque de paysan : c'est de là que tout viendra. Toutes les autres idoles sont détruites, donnons notre foi à l'*armiak* », ajoutait déjà Tourguénief avec un sourire d'incrédulité. C'est l'*armiak*, le paysan, que partout le slavisme tâche de gagner à la sainte orthodoxie : le bourgeois et le noble, dans les « marches » et provinces étrangères, sont pourris

« d'occidentalisme », d'irréligion ou de cultes des faux dieux; mais l'*armiak* est encore susceptible de régénération, de conversion, quand on sait le prendre par les deux sentiments qui dominent sa vie misérable : la crainte et l'intérêt.

PROVINCES BALTIQUES

Il était naturel que les Provinces baltiques fussent le premier terrain d'essai pour cette politique.

On désigne sous le nom de Provinces baltiques les trois gouvernements de Riga, de Iourief (Dorpat) et de Revel, qui bordent la Baltique entre la frontière prussienne et le golfe de Finlande : une neuvaine de millions d'hectares (un sixième de la France), à peine deux ou trois millions d'habitants sur un sol marécageux, que les forêts couvraient jadis, dont la culture ne s'est pas encore bien emparée et où l'élevage disperse les enclos et les fermes à de grands intervalles.

Kourlande, Livonie et Esthonie, ces trois gouvernements gardent encore dans leurs noms le souvenir des peuples finnois, Koures, Lives et Esthes, qui tenaient la forêt primitive. Mais les deux derniers seulement, Lives et Esthes, ont conservé des représentants dans les 1 100 000 ou 1 200 000 Finnois qui parsèment les campagnes de l'Esthonie et de la Livonie et que les Russes confondent sous le nom de Tchoudes. Les Koures ont presque disparu; le voisinage et les conquêtes guerrières ou pacifiques de la Lithuanie

ont peuplé l'ancienne Kourlande de familles lettonnes qui comptent aujourd'hui 1 200 000 ou 1 300 000 individus.

Aussi haut que l'on remonte dans l'histoire, ces Provinces baltiques furent un champ de bataille entre les Russiens de l'intérieur et les peuples de la mer, Scandinaves, Danois, etc. : les rivières parallèles, Düna, Aa, Pernau, etc., offrent des routes assez commodes aux pénétrations de la Baltique, de l'Occident. A partir du XIIe siècle, le marchand et le chevalier allemands prirent terre à l'embouchure de ces petits fleuves. Leur conquête, poussée par les missionnaires de Rome, devint une croisade, quand les *Chevaliers Porte-glaive* ou *Frères de la Milice du Christ* firent de Riga leur forteresse.

De là, ils montèrent au long des rivières, convertirent de force ou anéantirent les tribus indigènes, installèrent leurs château et garnison à chaque étape, partagèrent la terre en fiefs, bâtirent quelques villes de marché qui reçurent les constitutions des villes hanséatiques : sur les Lettons et les Tchoudes asservis à la glèbe, une bourgeoisie et une noblesse allemandes organisèrent leur exploitation féodale et commerçante jusqu'aux frontières du pays blanc-russien que même elles entamaient, jusqu'aux murailles de Pskof la russienne que parfois elles assiégèrent.

Catholiques d'abord, pour obéir à leurs maîtres, ces provinces passèrent avec leurs maîtres à la réforme luthérienne; ainsi la nation letto-lithuanienne fut

coupée en deux : unis à la Pologne, les Lithuaniens restèrent catholiques; sous la tyrannie allemande, les Lettons sont devenus protestants.

Sans rien changer à leur luthéranisme ni à leur état social, ces provinces changèrent trois ou quatre fois de maîtres après la dispersion des Porte-glaive : Polonais, Danois, Russiens et Suédois les ravagèrent et quelque temps les possédèrent; un duché de Kourlande connut même une période d'indépendance. En fin de compte, Pierre le Grand annexa l'Esthonie et la Livonie, et Catherine II la Kourlande. Mais sous ces tsars germanisés, les Baltes allemands furent plutôt les maîtres que les serfs du Russien; ils envahirent Pétersbourg et les emplois, eurent la confiance du souverain. Dans leurs provinces, ils conservèrent leurs privilèges sociaux, leur organisation politique et surent en user humainement; dès 1816-1819, la noblesse émancipait ses paysans [1].

Jusqu'en 1876, les trois Provinces baltiques ou, comme on disait, allemandes, formaient dans l'empire une sorte d'enclave sous un gouverneur général, tenant le rôle d'un vice-roi.

Elles avaient leurs fonctionnaires locaux, une administration séparée, une police particulière et plus tolérante, une certaine autonomie communale, des municipalités bien organisées, des juges élus, un enseignement presque libre dans les écoles et dans une université de langue allemande. Elles avaient le

1. Voir, pour tout ceci, A. Rambaud, *Histoire de Russie*, p. 616-772.

libre exercice du luthéranisme qui, dans cette partie de l'empire, était une sorte de religion officielle, traitée de pair avec l'orthodoxie. Elles avaient surtout le libre usage de l'allemand, langue officielle des tribunaux et des bureaux. Seule, la douane était russe; les indigènes occupaient toutes les autres fonctions.

Par la langue et par la religion, il est certain que la noblesse et la bourgeoisie allemandes continuaient de germaniser — mais de civiliser aussi — la plèbe lettonne et tchoude. Cette civilisation était un sûr bénéfice pour l'empire : la germanisation était-elle un danger?

Après huit siècles de conquête, c'est à peine si les Provinces comptent 300 000 Allemands, bourgeois dans les villes, pasteurs dans les villages, nobles dans les châteaux. Les criailleries du pangermanisme trouvèrent à peine quelques échos dans ces « provinces perdues », ces « colonies de l'Allemagne ». Néanmoins Alexandre II, en 1876, supprima la vice-royauté baltique et rattacha les Provinces aux bureaux de Pétersbourg; mais il promettait aux délégués de la noblesse que rien ne serait changé. De fait, la guerre des Balkans, puis les réclamations des libéraux et les embarras nihilistes vinrent accaparer l'attention de Pétersbourg.

Sous Alexandre III, tout fut bouleversé. Des agents panslavistes excitèrent contre la noblesse les paysans, qui n'étaient plus serfs, mais restaient fermiers, tenanciers sans droits sur la terre : Pétersbourg

toléra ou encouragea une propagande de revendications paysannes; il y eut en 1882 un commencement de jacquerie. Les missionnaires de l'orthodoxie essayèrent aussi de convertir — on disait « ramener » — Tchoudes et Lettons; sous couleur de liberté religieuse, on favorisa les idiomes populaires, letton et finnois; sous prétexte d'apostolat luthérien, on substitua le russe à l'allemand dans l'administration, on ferma ou l'on surveilla les écoles luthériennes, on répandit l'argent en bonnes œuvres orthodoxes, et 100 000 convertis témoignèrent du zèle de cette prédication.

On attaqua l'allemand jusque dans les noms de lieux ou de famille : Dorpat redevint Iourief, Dünabourg redevint Dvinsk, et Revel, Kolyvan. Aux écoles publiques et privées, d'où l'allemand fut proscrit, le russe fut imposé; l'Université de Dorpat avait été l'une des avant-gardes de la science germanique; aujourd'hui cette université de Iourief est exclusivement russe : elle se meurt; à grand'peine le gouvernement lui recrute quelques étudiants de théologie dans les séminaires et couvents de l'empire. En 1888, comme l'*Alliance évangélique*, au nom du protestantisme européen, se plaignait de cette persécution (on venait de destituer nombre de pasteurs accusés de prosélytisme parmi les « nouveaux convertis »), M. Pobiedonostsef répondait par sa théorie des « nécessités russes » :

Placée entre l'Europe et l'Asie, disait-il, la Russie ne peut compter que sur la force et l'énergie de ses peuples

pour défendre son indépendance, sa vie; mais cette force, cette énergie, où trouveraient-elles leur source et leur principe, sinon dans l'orthodoxie, qui garde le peuple russe tout à la fois de la mécréance asiatique, de la barbarie, et de l'impiété européenne, de l'anarchie libérale? C'est par nécessité, non par fanatisme, que la Russie doit protéger l'orthodoxie, surveiller les religions occidentales...

J'ai dit ce qu'en réalité les Russes avaient gagné à cette persécution de la science germanique : chaque semaine de leur campagne mandchourienne leur fait récolter les bénéfices de cette sainte opération. Sur place même, leurs excitations démagogiques et leurs fermetures d'écoles ont eu un autre résultat.

Cette terre est assez fertile, mais trop inondée; sous un climat trop humide, sur un sous-sol trop imperméable, elle ne pourrait nourrir une population nombreuse que si une agriculture savante remédiait à ces désavantages et si un commerce habile, lointain, vendait aux Anglais, aux Danois, aux peuples de la mer, les produits de la ferme et de la forêt. Pour cette besogne, ce n'est pas le pope et la russification qui peuvent remplacer le maître germanique.

La plèbe rurale — si peu dense pourtant : à peine vingt paysans au kilomètre carré — ne sait plus tirer parti de son champ; elle va chercher du travail dans les villes et les ports, dans les services urbains de Pétersbourg, dans les usines, chantiers et magasins de Revel, de Pernau, de Riga, de Dvinsk, de Mittau, de Windau et de Libau. En pays letton surtout, quatre ou cinq ports maritimes et fluviaux sont

devenus de grands centres industriels, des agglomérations ouvrières où les doctrines socialistes ont trouvé des adeptes fervents : le *Parti social-démocrate letton* est aujourd'hui l'une des grandes organisations révolutionnaires de l'empire.

TERRITOIRE JUIF

Après l'Allemand, le Juif.

Aux temps de l'histoire proprement russienne, moscovite, tout Juif était expulsé des terres orthodoxes : les grands-princes de Moscou écartaient de leur peuple la souillure de cette race « qui crucifia le Sauveur ». Mais sur le pourtour de la terre russienne, le judaïsme prospérait; il recrutait de nombreux adeptes, moins par l'immigration de familles étrangères que par la conversion de peuples indigènes.

Dès les temps helléniques, aux âges scythiques où l'on ne parlait point encore de Kief ni de Moscou, le commerce de l'Asie Mineure et de la mer Noire avait implanté des synagogues en Crimée et dans les ports de la mer ou des fleuves : la propagande juive remontait le Don et le Dniéper. Aux temps byzantins, le commerce du Volga convertit en masse un peuple finnois, les Khazares, qui durant trois ou quatre siècles firent du judaïsme leur religion nationale : chassés du Volga, persécutés par les princes de Kief, les Khazares au xe siècle vinrent se fondre parmi les Juifs de Crimée.

Au moyen âge, la persécution catholique refoula des milliers de Juifs allemands vers la Pologne qui les accueillit, les traita même avec faveur et leur fit, entre sa noblesse féodale et sa paysannerie serve, la place d'une bourgeoisie commerçante, instruite, riche, portant l'épée : dans toutes les provinces lithuano-polonaises, le Juif prospéra. Comme les rois de Pologne avaient conquis les terres petites-russiennes jusqu'au delà du Dniéper, le Juif polonais entra dans cet ancien domaine de l'orthodoxie et, descendant le Dniéper, arriva au contact de son coreligionnaire de Crimée.

Du Caucase à la Baltique, la sainte Russie fut ainsi bordée par un territoire juif.

Aux siècles derniers, la Russie annexa, morceau par morceau, tout ce territoire, à mesure qu'elle abattait les empires turco-mongols et le royaume lithuano-polonais. En Petite-Russie, la revanche moscovite massacra trois ou quatre cent mille Juifs, et certains tsars du XVIIIe siècle eussent volontiers expulsé le reste. Mais les Juifs étaient trop nombreux pour que le massacre en vînt à bout, trop agiles et trop habiles pour que l'expulsion ne fût pas suivie de retour, trop utiles surtout pour que leur disparition ne causât pas des pertes énormes à l'État et aux particuliers; sans eux, plus de commerce, plus d'industrie.

Après maintes oscillations entre la croisade d'extermination et la politique de tolérance, on décida que la sainte Russie, la vieille terre moscovite devait toujours rester indemne de la souillure, mais que le Juif

pourrait subsister dans son « Territoire », dans les dix provinces du royaume de Pologne et dans les quinze gouvernements limitrophes de Lithuanie, de Russie Blanche et de Petite-Russie, où jadis la conquête lithuano-polonaise l'avait implanté.

La Russie possède donc aujourd'hui un « Territoire juif »[1] comprenant toutes les provinces occidentales de l'empire, entre la Kourlande (exclusivement) et la Crimée; par les gouvernements de Mohilef, Tchernigof, Poltava, Ékatérinoslaf, Tauride et Crimée, ce Territoire franchit le Dniéper; il s'étend sur près de cent millions d'hectares (presque le double de la France); les statistiques officielles y dénombrent, pour une population totale de quarante-quatre ou cinq millions d'habitants, cinq ou six millions de Juifs[2].

1. Légalement, ce nom de *territoire juif* ou *zone d'établissement* est réservé aux quinze gouvernements de Lithuanie et des Russies Blanche et Petite; mais pratiquement rien ou presque rien ne distingue de ces quinze provinces juives les dix gouvernements polonais, où les Juifs sont aussi tolérés par la loi.

2. Le *Comité Central de statistique* de Pétersbourg a publié les résultats du recensement pour l'année 1897. On comptait à ce moment en Russie, sur 125 668 100 habitants, 5 189 000 Juifs, environ 4,13 p. 100 de la population de l'empire. Le nombre des Juifs est surtout élevé en Pologne et en Lithuanie; en moyenne, ils y forment 14,01 p. 100, et dans le gouvernement de Varsovie jusqu'à 18,12 p. 100 de la population. Les Juifs dépassent 10 p. 100 dans les gouvernements suivants :

Grodno...	17,28 p. 100	Vilna.....	12,90 p. 100	Kief......	12,03 p. 100.
Kovno....	13,71 —	Kherson..	12,32 —	Mohilef..	11,92 —
Volhynie.	13,31 —	Podolie...	12,15 —	Witebsk..	11,80 —
Minsk....	15,77 —				

Au Caucase, ils ne forment que 0,63 p. 100 de la population; en Sibérie, 0,6; dans le gouvernement de Wladimir, 0,09; dans ceux de Twer et Tambof, 0,08; de Kostroma, 0,06; de Penza, 0,04.

Dans ce Territoire, les Juifs ne sont pas, comme dans la majorité de nos pays occidentaux, des immigrés de fraîche date : depuis cinq ou six siècles en moyenne, depuis vingt siècles parfois, ils y sont indigènes au même titre que leurs compatriotes orthodoxes ou catholiques. Ils comptent des représentants de toutes les races et parlent ou comprennent tous les langages, du letton au roumain en passant par le lithuanien, le polonais et les langues russiennes; pour leur usage particulier, ils se sont fait un « jargon » polono-hébréo-germanique.

Ils pratiquent tous les métiers, mènent tous les genres de vie, ne sont pas cantonnés, comme ailleurs, dans les professions libérales et économiques. Agriculteurs et boutiquiers, ouvriers et artisans, ce sont en majorité des prolétaires, de pauvres, de très pauvres gens, sans autre fortune que leur salaire quotidien. Les grandes villes seulement connaissent une bourgeoisie d'intellectuels et de capitalistes.

D'après une enquête faite en 1886 par le « Comité temporaire pour l'encouragement de l'agriculture et du commerce parmi les juifs », le chiffre des artisans et ouvriers juifs en Russie serait de 5 à 600 000. Ce chiffre est certainement bien plus considérable à l'heure présente. Dans bien des localités, telle ou telle profession, qui, il y a vingt ans, ne comptait pas un seul Juif, se trouve actuellement exercée en grande partie par des artisans israélites. Les Juifs sont généralement des artisans. Sans doute, il y a des manœuvres sans profession déterminée, des journaliers; mais cette catégorie ne constitue pas la majorité. Toutes les professions sont représentées; les ouvriers juifs acceptent les besognes les plus rudes et les plus dangereuses.

On en rencontre qui sont paveurs de rues et casseurs de cailloux. Presque partout dans le Territoire, ce sont eux qui portent les fardeaux. En Lithuanie, ce sont eux qui fournissent les maçons : à Odessa, à Élisabethgrad, ils sont reverseurs de blé, tâche particulièrement pénible et insalubre. A Kreslava (près Dvinsk), ils sont trieurs de soies pour brosses. Dans le Territoire, il n'est guère d'église dont le clocher n'ait été couvert par des ouvriers juifs.

A Kasimilch, à Grodno, à Vilna, ce sont presque exclusivement les Juifs qui attachent les troncs d'arbres pour en faire des radeaux. Sur les bords du Dniéper, on peut voir les débardeurs juifs — quelques-uns de soixante à soixante-cinq ans — passer des journées de treize à quatorze heures dans l'eau jusqu'à mi-corps, déchargeant des bateaux et trop heureux de gagner ainsi, pendant la bonne saison, trois roubles (7 fr. 50) par semaine. A Vilna, les *vachcvniki*, — dont la besogne consiste à détacher les troncs d'arbres des radeaux pour en former des piles, — opèrent à cheval, et leur métier dangereux exige beaucoup de hardiesse et d'adresse : ils sont au nombre de quatre cent quatre-vingts, tous Juifs.

Les femmes ne fournissent pas un moindre contingent à l'armée du travail. Les ouvrières des manufactures de tabac et des ateliers de cigarettes sont presque exclusivement juives : elles font des journées moyennes de onze et douze heures. Il en est qui travaillent treize et quatorze heures par jour dans les manufactures d'allumettes à Homel. On les voit rivaliser avec les hommes à Kichinef, à Homel, à Minsk, à Darisof, à Varsovie, à Vilna, et leur disputer avec acharnement de maigres salaires de vingt-cinq à trente kopeks, dans la plupart des métiers, passementerie, bois courbé, crin pour meubles, fleurs artificielles, couture, modes et lingerie [1].

Prenez trois villes moyennes de Lithuanie, de Pologne et de Petite-Russie, Grodno qui a 47 000 habi-

1. *Bulletin de l'Alliance israélite*, 1898, p. 31-32.

tants, Lublin qui en a 50 000, et Itomir qui en a 65 000. A Grodno sur 25 000 Juifs, à Lublin sur 23 000, à Itomir sur 22 000, voici la statistique officielle des travailleurs juifs :

Juifs.	Grodno.	Lublin.	Itomir.
Artisans du vêtement et de la chaussure..	1 722	1 319	2 730
— du livre et de la quincaillerie.....	781	530	1 294
— de la construction et du meuble..	588	192	616
— de l'approvisionnement...........	260	505	282
Manœuvres, journaliers et ouvriers........	2 934	1 124	2 090
Totaux..........	6 285	3 670	7 012

Ces Juifs de Russie cultivent la terre. Un petit nombre, dispersés dans les villages, dans les « colonies » que Catherine II les autorisa de fonder en Nouvelle-Russie, s'adonnent à la grande culture. Mais en foule, autour des villes, ils vivent de leurs jardins.

Une publication officielle du gouvernement, *Les Forces productives de la Russie*, qui parut à l'occasion de l'exposition de Nijni-Novgorod, constate que, dans tous les gouvernements de la Vistule, de la Lithuanie et de la Russie Blanche, « la petite culture maraîchère est en grande partie dévolue aux Juifs ». En Lithuanie plus particulièrement, « la culture des légumes dans les environs des villes est faite le plus souvent par des Juifs et des Tartares ». En Russie Blanche, les cultures maraîchères, qui se sont beaucoup développées, constituent l'occupation des Juifs de Mohilef, des staroviéres (hérétiques russes) et de jardiniers originaires de la Russie centrale.

*
* *

Les tsars ont longtemps hésité sur la conduite à tenir envers ces Juifs du Territoire.

Alexandre Ier leur ouvrit les écoles du gouvernement et les domaines de la Couronne; mais il restreignit l'étendue de ce Territoire, en défendant aux Juifs de s'établir à moins de cinquante verstes des frontières de l'empire : il craignait leur connivence avec l'Occident, leur contrebande en temps de paix, leurs trahisons en temps de guerre. Nicolas Ier ne toucha pas à leurs libertés scolaires, mais détacha encore du Territoire quelques villes, Kief où la souillure juive ne pouvait pas coexister avec les reliques des martyrs et des saints, Sébastopol, Nikolaief, etc. Alexandre II, le libérateur des serfs, allait aussi libérer les Juifs, leur accorder dans tout l'empire les mêmes droits civils qu'à ses autres sujets, — quand il fut assassiné (mars 1881).

Parmi les révolutionnaires inculpés du meurtre d'Alexandre, des Juifs figuraient : les slavistes eurent beau jeu pour réveiller les haines populaires; du mois de décembre 1881 au mois de juin 1882, des émeutes antijuives — le phénomène, devenu endémique, a son nom particulier en russe : on dit *pogrome*, — avec pillage et massacre, éclatèrent à Varsovie, à Vilna, à Mohilef, à Balta, à Ékatérinoslaf, dans vingt ou trente villes, coûtèrent la vie à des milliers de Juifs, en ruinèrent des centaines de milliers, et près de

25 000 cherchèrent un refuge en terres autrichiennes : « On dit que notre petit père le tsar le veut ainsi », était le mot d'ordre; le gouvernement laissa dire et faire, puis le ministre de l'Intérieur, l'homme de confiance des slavistes, le général Ignatief fit promulguer les *Lois de mai* 1882 :

1° A titre de mesure temporaire et jusqu'à la revision générale des lois qui règlent la situation des israélites, défense est faite aux israélites de s'établir en dehors des villes et des bourgades. Exception est faite en faveur des colonies déjà existantes, où les israélites s'occupent d'agriculture.

2° Jusqu'à nouvel ordre, il ne sera pas donné suite aux contrats faits au nom d'un israélite et qui auraient pour objet l'achat, l'hypothèque ou la location d'immeubles ruraux situés en dehors des villes et des bourgades; est nul également le mandat donné à un israélite d'administrer des biens de la nature ci-dessus indiquée ou d'en disposer.

3° Défense est faite aux israélites de se livrer au commerce les dimanches et jours fériés de la religion chrétienne.

Ces lois *temporaires* de mai 1882 sont toujours en vigueur[1] : dès 1883, cependant, on en pouvait mesurer les atroces conséquences; une commission,

1. *En théorie*, les *lois de mai* (comme le spécifie un art. IV que j'omets de citer) ne s'appliquent qu'au Territoire proprement dit, c'est-à-dire aux seules quinze provinces de la Lithuanie et des Russies Blanche et Petite : dans les dix provinces de la Vistule, en terre polonaise, le Juif *théoriquement* continue de jouir de tous les droits civils qui en font l'égal du Polonais. *Pratiquement*, des règlements administratifs ou le bon plaisir des fonctionnaires amènent en Pologne les mêmes résultats — peu s'en faut — que dans le reste du Territoire.

nommée pour étudier la situation des Juifs dans tout l'empire et proposer une législation définitive, concluait par la bouche du prince Demidof San-Donato : « Il n'y a qu'un remède à la situation, c'est le régime d'égalité pour les Juifs, l'abolition des lois d'exception, la bienveillance inscrite dans la loi et qui, de la loi, passera dans les mœurs. » M. Pobiedonostsef, au nom du Saint-Synode, réclama et obtint le maintien des lois de mai, sans cacher les résultats qu'il en attendait; on lui prête du moins ce mot énergique, que jamais il n'a désavoué : « Un tiers des Juifs se convertira, un tiers émigrera, le reste mourra de faim. » Il ne semblait pas en effet, dès 1883, que ces lois pussent avoir d'autres conséquences.

Dans leur Territoire, les Juifs ne peuvent ni acquérir ni louer des terres en pleine campagne, au grand soleil, à l'air libre, ni même séjourner ailleurs que dans les villes et bourgades. Car on interprète la loi au sens le plus littéral : malgré les décisions du Sénat, qui permettent au Juif quelques semaines de villégiature durant l'été, *pour raisons de santé*, les fonctionnaires interdisent jusqu'à ces villégiatures dans la banlieue des villes du Territoire.

Dans les environs de Kief, tous les Juifs en villégiature, au cours de l'été de 1901, ont reçu l'ordre de quitter sur-le-champ les localités où ils séjournaient. A Tatarbunares (gouv. de Bessarabie), le conseil communal a fait afficher un avis interdisant aux Juifs de se baigner dans le lac Sosik, à moins d'autorisation spéciale du gouverneur. A Britchane, près d'Odessa, il est défendu aux Juifs de se promener dans le jardin avoisinant l'église. A Varsovie,

les gardiens ont reçu l'ordre d'empêcher les Juifs de pénétrer sous aucun prétexte dans les jardins publics [1].

La station balnéaire de Klein-Lilienthal (près d'Odessa) était chaque année, à l'époque des vacances, fréquentée par de nombreux israélites : les autorités n'y avaient jamais fait opposition. A la fin du mois d'août, un décret que rien ne faisait prévoir ordonna aux 700 familles juives qui séjournaient à Klein-Lilienthal de quitter cette ville dans un délai de trois jours.

Un israélite de Nakhitchevan (Caucase) était venu à Kharkof pour subir une grave opération à l'hôpital municipal de cette ville. L'opération faite, il reçut, à la fois, l'ordre de quitter la ville sur-le-champ, malgré son état de santé encore précaire, et l'assignation à comparaître devant le tribunal de simple police qui le condamna à 5 roubles d'amende pour séjour illégal [2].

Qu'est au juste une ville? et qu'est une bourgade? La loi n'a pas défini ces termes, mais laisse au bon plaisir de la police et de l'administration le soin de proclamer que telle agglomération est un village, telle autre un bourg... De la campagne ouverte, le Juif est donc chassé vers les villes existantes : comme en ce pays, longtemps ravagé par les guerres et où la grande culture et la grande industrie s'installent à peine, les villes sont peu nombreuses, les Juifs s'entassent sur quelques points; quatre ou cinq millions de Juifs doivent, je ne dis pas vivre, mais respirer sur un espace où 200 000 chrétiens étoufferaient.

En 1897, on fit un recensement de l'empire et les recenseurs officiels joignirent à leurs tableaux quel-

1. *Bulletin de l'Alliance israélite*, 1901, p. 45.
2. *Id.*, 1902, p. 51-52.

ques rapports sur la répartition et l'hygiène des habitats. Voici des extraits publiés par les journaux russes et reproduits dans l'*Odesski Listok* des 21 et 29 février 1897 (on sait avec quelle vigilance la censure russe défend les journalistes contre toute erreur) :

Lodz. — Les Juifs sont entassés dans le quartier *Balout*, où l'atmosphère est presque irrespirable. Dans une seule chambre, j'ai trouvé dix personnes, mangeant, travaillant et dormant; pas de lits; on couche par terre, hiver comme été; les malheureux sont mal portants et leur misère est indescriptible. La ville de Lodz compte 18 000 Juifs vivant de la charité publique, et si l'on considère que Lodz est un grand centre industriel et commercial, on peut se représenter la condition des Juifs dans les villes où il n'y a ni industrie, ni commerce.

Lublin. — Sur nos registres figurait une maison, dans le quartier juif, portant le numéro 689. Nous l'avons longuement cherchée sans la trouver. Nous la découvrîmes enfin. C'est une misérable habitation, tombant en ruines, au fond d'une ruelle noirâtre et sans issue. Quand nous y pénétrâmes, une odeur suffocante nous prit à la gorge : sept logements renfermant cinquante âmes.

Dans un des logements, éclairé à peine par une lucarne et mesurant quatre pas de large sur trois pas de long, deux familles composées de onze membres. L'un des chefs de famille est terrassier, l'autre, cocher. Les femmes seules étaient au logis, entourées d'enfants déguenillés et bruyants. Sur les visages exsangues, se lisaient les pires privations, la souffrance, la faim. Dans le second logement, sans fenêtre, éclairé par la porte entr'ouverte, nous vîmes également deux familles; deux femmes étaient là, toutes deux malades. L'une, âgée de quatre-vingts ans, nous raconta sa vie et ses malheurs; très loquace, elle répondait à toutes nos questions, après nous avoir offert l'unique chaise du logis. La seconde était au lit; c'était une femme d'une

admirable beauté, aux grands yeux noirs. Son mari, cocher, est depuis de longs mois sans travail; elle s'excuse de ne pouvoir se lever. Dans la chambre, l'humidité et le froid nous font frissonner. Le mari est parti de bonne heure pour chercher quelque besogne. Les pauvres femmes pleurent d'étaler leur misère devant un étranger. Elles ont fait quelques efforts pour donner à leur chambre un aspect moins désolé, car la visite des recenseurs était annoncée.

Pour arriver au troisième logis, il a fallu escalader une échelle aux bâtons branlants : un grenier, au toit crevassé, laissant passer le vent, la pluie, la neige, était divisé en plusieurs compartiments; le premier était occupé par un typographe travaillant en ville; cet homme gagnait deux roubles par semaine, après un labeur de seize heures par jour; avec son salaire, il devait nourrir sa femme et trois enfants. Et pourtant, les enfants avaient l'air propret et bien portants. Le logis était convenable. La mère, toute fière de ses fillettes, nous déclare que l'aînée va à l'école, lit et écrit le russe (*Warschawski Dnewnik*).

Kichinef. — Nous avons constaté les résultats les plus navrants. Les Juifs de Kichinef meurent littéralement de faim. Leurs souffrances dépassent ce que l'on peut imaginer. Émus de l'excès de telles infortunes et voulant donner aux Juifs un secours momentané, nous avons, de concert avec le commissaire d'arrondissement, fait une collecte parmi les chrétiens. Cette quête a produit plus de cinq cents roubles qui donneront un peu à manger à ces pauvres gens (*Bessarabetz*).

Minsk. — La plume se refuse à retracer le spectacle effrayant des privations que les employés du recensement ont vu de près en parcourant les taudis, greniers et caves, où des milliers de Juifs mènent leur lamentable existence. Les larmes nous sont venues aux yeux bien souvent. Sur toutes les feuilles de recensement, en regard des mots : « moyens d'existence », nous inscrivons : « néant » (*Minski Listok*) [1].

1. *Bulletin de l'Alliance israélite*, 1897, p. 29-30.

A Élisabethgrad, à Odessa, plusieurs familles de six personnes se partagent des hangars en planches, formant deux pièces de trois mètres carrés, sans porte de séparation. Les fossés de Homel contiennent cent vingt de ces bicoques où logent 2000 individus : la pièce unique sert d'échoppe, de cuisine et de chambre à coucher. A Vilna, des milliers de Juifs vivent dans les caves, à deux étages au-dessous des rues : il faut allumer la bougie pour travailler ou prendre les repas.

Les trois quarts de ces Juifs étant des ouvriers et les trois quarts de ces villes étant sans grande industrie, cette main-d'œuvre accumulée avilit les salaires. Dans l'univers entier, sauf peut-être en Chine et au Japon, il n'est pas une région où le travail humain soit si mal payé. Salaire absolu en valeur d'argent, et salaire relatif au taux des denrées nécessaires, c'est vraiment un salaire de famine :

Les bons salaires moyens, tant dans les fabriques que dans les ateliers d'artisans, ne dépassent pas 3 1/2 ou 4 roubles *par semaine*; les salaires les plus fréquents sont de 2 1/2 à 3 roubles; les salaires inférieurs, de 1 1/2 à 2 roubles par semaine pour les hommes [1]. Les femmes et les jeunes filles gagnent rarement plus de 6 à 8 roubles *par mois*, généralement 3 à 4 roubles, quelquefois même 1 rouble 1/2 seulement. Dans quelques bourgades, des industries prospères ont donné l'aisance ou rendu la vie à des populations misérables : à Pinsk, le salaire moyen pour une population juive de 20 000 âmes, dont 1 800 ou-

1. On sait que le rouble vaut environ 2 fr. 50, et le kopek 2 centimes 1/2.

vriers et ouvrières de grande industrie, atteint 4 à 5 roubles par semaine; à Kopis, près d'Orcha, dans la Russie Blanche, les fabriques de faïence ont, depuis quinze années, relevé une population de 8 000 habitants qui mouraient presque littéralement de faim; aujourd'hui 2 500 Juifs vivent grâce à ces fabriques et gagnent de 30 à 40 roubles par mois. Ailleurs, certains artisans habiles, sortis des écoles professionnelles, parviennent à se faire 1 rouble et 1 rouble 20 par jour. Mais ces exemples trop rares confirment seulement la règle commune.

Par contre, on peut constater des salaires plus bas encore. Il est des localités où la moyenne des salaires ne dépasse pas 2 roubles par semaine, à Balta, par exemple. A Nanef, sur le Dniéper, il y a, sur 10 000 habitants, 1 500 Israélites; les salaires moyens sont de 7 roubles 1/2 par mois. En Russie Blanche, gouvernement de Mohilef, les fonctionnaires ne parlent des tisserands de Dubrovno qu'avec des gestes d'apitoiement : 4 000 Juifs au visage creux, aux yeux ternes et au corps émacié par un travail quotidien de vingt heures, qui leur rapporte 75 kopeks ou un rouble *par semaine*, pour nourrir une famille de six à huit personnes. Bien que la sobriété des Juifs soit proverbiale, on ne peut admettre que de pareils salaires suffisent à assurer l'existence : les journées de chômage sont presque aussi fréquentes que les journées de travail, et, la moitié du temps, les ouvriers en sont à regretter ces salaires de famine.

La classe, presque aussi nombreuse, des petits commerçants, n'est pas mieux partagée. Le nombre est presque incalculable des petits boutiquiers dont l'inventaire ne vaut pas plus de 6 à 15 roubles; il y en a qui peinent toute la journée pour gagner 15 à 20 kopeks. Dans beaucoup de villes, Élisabethgrad, Mohilef, Minsk, Vilna, ils doivent se contenter d'un gain hebdomadaire de 2 roubles à 2 roubles 1/2.

Contre une telle misère, la bienfaisance publique et privée est impuissante. A Odessa, un quart de la population vit on ne sait comment ou se livre à la mendicité; à

la Pâque, 60 000 personnes sur 130 000 ont sollicité le secours de la communauté pour l'achat des pains azymes. A Mohilef, le quart de la population juive, soit 800 familles, a eu besoin du même secours; les revenus de la taxe sur la viande diminuent d'année en année; dans l'espace de dix ans, il sont tombés de 14 000 à 8 500 roubles. A Berditchef, où pourtant l'on peut constater un renouveau d'activité industrielle, commerciale et agricole, on rencontre sur les places de la ville un nombre considérable de Juifs sans profession qui attendent l'occasion de gagner quelques kopeks comme porteurs, guides ou commissionnaires : un tiers de la population — cinq mille familles — est sans moyens d'existence [1].

Sur cette population misérable, il va sans dire que le gouvernement prélève ses impôts ordinaires, — et d'abord l'impôt du sang.

Le Juif, comme tous les sujets du tsar, est astreint au service obligatoire; mais il ne peut jamais arriver au grade d'officier, ni même de chef de musique. On l'accuse de se soustraire par toutes les ruses au recrutement : les statistiques officielles prouvent que, sauf le cas d'émigration, il répond à l'appel avec une sorte de point d'honneur où peut-être il entre un peu de flatterie à l'égard des autorités, mais aussi beaucoup d'espoir que sa race profitera quelque jour de son sacrifice individuel.

Chaque année, le *Messager du Gouvernement* publie les chiffres des conscrits et des incorporés : sur les 970 000 conscrits de l'empire (chiffre de 1897), les Juifs figurent pour 50 000; dans les 280 000 incor-

1. *Bulletin de l'Alliance israélite*, 1898, p. 28-29.

porés, les Juifs sont près de 16 000; c'est dire que l'on prend 31 ou 32 Juifs sur 100 conscrits alors que l'on ne prend guère que 28 ou 29 chrétiens. La guerre des Balkans et la guerre mandchourienne — la presse russe est unanime — ont prouvé que ces Juifs servaient avec autant de courage et de discipline que les autres soldats du tsar.

Taxes locales et générales, taxes ordinaires et extraordinaires, octrois et impôts, le Juif prend sa part de tous et de toutes, sans jamais faire partie des conseils électifs de commune ou de province qui en surveillent — de loin — l'établissement et l'emploi [1].

Mais il est en outre soumis à des charges particulières; il doit la « taxe des bougies », pour avoir le

1. Le *Bulletin de l'Alliance israélite* de 1898 (p. 24 et suiv.) résume un article du journal *Woskhod* sur les fantaisies du conseil municipal de Kief. D'après la loi en vigueur jusqu'en 1858, les Juifs ne pouvaient faire à Kief un séjour dépassant trois jours. Pour les surveiller plus facilement, la ville fit construire trois auberges, dans lesquelles tous devaient descendre, et la ville réalisa un bénéfice annuel de 6 000 roubles sur l'adjudication de ces auberges. Quand, après 1858, les Juifs eurent reçu l'autorisation de se loger dans des maisons privées, cette source de revenus disparut. Pour les remplacer, le général Vasiltchikoff établit de sa propre autorité un impôt spécial sur la viande. Comme d'habitude, la perception de cet impôt fut mise en adjudication. Le montant s'élève d'année en année ; sur ces sommes on prélève les ressources pour faire face aux besoins de la communauté israélite; mais on distrait d'abord 15 000 roubles au profit de la ville.

Mais la police locale travaillait si bien que le nombre des Juifs résidant à Kief diminuait de jour en jour; en même temps baissait le montant de cette taxe; il fallut alors procéder à un nouveau règlement : la communauté israélite de Kief n'aura plus droit qu'à 46 p. 100 du montant de l'impôt perçu, etc. Ce taux paraît encore trop élevé à certains membres du conseil municipal de Kief.

droit d'allumer chez lui les deux bougies du vendredi soir à la veillée du sabbat; il doit la « taxe de la calotte », pour avoir le droit de se couvrir pendant ses prières; il doit la « taxe de la viande », pour avoir le droit de manger la viande tuée selon les rites (*koscher*), et cette taxe est payée en double et en triple, par le boucher et par les acheteurs; il doit la « taxe du tronc », dix ou vingt autres taxes sur ses loyers, son bénéfice présumé, ses ateliers et usines, ses imprimeries, ses héritages.

On lui extorque légalement six fois plus qu'aux autres contribuables, et le prétexte légal est qu'une notable partie de ces redevances devrait être appliquée aux seuls besoins des communautés, synagogues, écoles et fondations israélites; les trois quarts devraient aller dans la « caisse juive » de chaque province; mais le Gouvernement ne rend jamais compte des sommes levées, et si parfois une caisse juive a reçu quelque chose, on lui « emprunte » — comme tel intendant de Kichinef — cent mille roubles pour construire l'hôtel du gouverneur.

*
* *

Et tout cela n'est que l'état légal; on imagine sans peine quel usage, en ce pays de concussions et d'arbitraire, le policier, le juge, tous les fonctionnaires peuvent faire de cette législation, quels bénéfices ils tirent de cette « population à droits restreints », et comment ce Territoire juif n'a rien à envier aux

provinces les mieux pressurées de l'empire ottoman. Deux opérations administratives prêtent surtout aux mangeries : la définition des bourgades et le recrutement des soldats.

Le Juif n'a droit de séjour que dans les villes et bourgades : il suffit qu'un *tchinovnik* (fonctionnaire) raye telle agglomération du nombre des bourgades, pour que la police ait le droit d'en expulser dans les vingt-quatre heures les milliers de Juifs qui s'y étaient légalement établis. Le journal russe *Odesski Listok* du 30 octobre 1896 publie, après visa de la censure russe :

L'assemblée extraordinaire du *zemstvo* (Conseil général) du gouvernement de Kherson a pris fin le 10/22 octobre ; parmi les questions d'intérêt général qui y ont été discutées, nous relevons la transformation de villages en bourgades.

Le 5 janvier 1893, l'ancien gouverneur de Kherson transforma en villages, d'un trait de plume, plus de 60 bourgades, parmi lesquelles plusieurs grands centres commerciaux. D'après les termes de cette ordonnance, tous les villages nouveaux étaient exposés à perdre leur situation commerciale et la majeure partie de leur population : les lois s'opposaient à la continuation du séjour des Juifs. Les intérêts des Juifs n'étaient pas seuls en jeu : les propriétaires des bourgades transformées perdaient, d'un seul coup, des sommes énormes.

Malgré son vif désir d'intervenir, le *zemstvo* ne put le faire que pendant la session extraordinaire de novembre 1895 : il chargea son bureau d'adresser une requête au pouvoir central pour faire rapporter l'ordonnance du 5 janvier 1893, en indiquant l'illégalité absolue de cette mesure et son effet désastreux sur les intérêts commerciaux des localités transformées et les intérêts privés des propriétaires fonciers.

Le *Bulletin de l'Alliance israélite* (année 1898, p. 32) ajoute :

Le Sénat de l'Empire, fidèle aux traditions d'équité et de tolérance qui font la gloire de cette haute assemblée, a annulé un grand nombre d'ordonnances des gouverneurs transformant, d'une manière arbitraire, les bourgades en villages. Mais la procédure devant le Sénat est longue, coûteuse : au moment où la solution intervient, les Juifs pauvres sont depuis longtemps expulsés et sont allés augmenter les malheureux entassés dans les villes du Territoire.

Contre les abus du recrutement, tout recours est encore plus difficile, des intérêts individuels étant seuls en jeu et l'arbitraire ne pesant que sur les plus misérables, qui n'ont pas de quoi payer le bon vouloir ou seulement l'honnêteté des commissions.

La loi russe a prévu de nombreux cas d'exemption (l'empire fournit chaque année quatre fois plus de conscrits que l'on ne peut en enrôler) : il est rare qu'un Juif pauvre, sauf infirmité tangible, soit exempté; il prend la place d'un riche, — juif ou chrétien.

La loi condamne à 300 roubles d'amende ou à l'enrôlement d'un parent toute famille ou communauté juive dont un membre est conscrit réfractaire. Les employés de l'état civil enregistrent scrupuleusement les naissances juives, mais négligent les décès : en 1894, la communauté de Vilna fit la preuve que, dans une bourgade seulement, dix-huit jeunes gens, inscrits sur les listes du recrutement, étaient morts et enterrés dans le cimetière; on réclamait néanmoins

5400 roubles (13000 francs) d'amende aux familles et dix-huit remplaçants à la communauté.

Les *Bulletins de l'Alliance israélite* recueillent chaque année, dans les journaux russes, les incroyables fantaisies de ce recrutement. Voici dans les *Bulletins* de 1897 et 1898 :

A Zwenigorod, les Juifs sont parvenus à se faire délivrer par la police locale des certificats constatant le décès de 23 jeunes gens inscrits sur les listes d'appel. A Yampol, par contre, la police a nettement refusé de faire une enquête ; il en est résulté que 14 jeunes gens juifs, ayant des droits d'exemption de première classe, ont été incorporés à la place de leurs camarades décédés : comme ces derniers étaient au nombre de 43, il se produisit ce fait comique que 29 jeunes israélites manquaient encore à l'appel. Mais c'est de Strarava-Sinawa que viennent les plus nombreuses doléances. Les registres étaient tenus par un fantaisiste qui, pendant trente ans, s'est amusé à doter d'enfants des personnes qui n'en ont jamais eu, à inscrire les filles sous la rubrique des garçons, ou même à doubler ou à tripler les nouveau-nés.

Il faudrait des volumes pour énumérer seulement la moitié des bons tours que le *tchinovnik* invente ou perfectionne chaque année contre les Juifs : de la simple escroquerie au vol à main armée, du faux en écritures publiques aux faux rapports administratifs et faux témoignages judiciaires, du coup de poing au meurtre, de la grivèlerie au pillage, ses procédés se chatoyent de mépris ou de belle humeur, de fureur ou de cordialité, et visent toujours moins à la vie qu'à la bourse.

Les documents et journaux officiels proclament

eux-mêmes la féroce avidité de cette administration. En mai 1897, le tribunal criminel de Radom condamne aux travaux forcés à perpétuité le chef de la police de cette ville, le capitaine Kiritchenko, pour une série de méfaits et de vols commis avec la collaboration de ses agents. La *Gazette judiciaire*, organe officieux du ministère de la justice, résume le procès :

L'activité du capitaine Kiritchenko et de ses acolytes s'exerçait principalement à soutenir les voleurs et les brigands contre toute attaque des honnêtes gens, à protéger leur industrie contre toute immixtion de la justice, à transformer la ville de Radom en une caverne et à opprimer brutalement, férocement, une partie de la population. Ce sont les Juifs de Radom qui ont eu à supporter, presque seuls, tout le poids de l'administration de M. Kiritchenko; ils ont été traités par lui en « sujets suspects et pernicieux pour tous les autres habitants ».

Le procureur a fait le procès non seulement du capitaine Kiritchenko et de sa bande, mais aussi des institutions administratives qui ont pu laisser se commettre des abus pareils. Pourtant le procureur a omis de parler de la situation des « populations à droits restreints » (Juifs) et de leur mutisme forcé. La ville de Radom n'est, en somme, qu'une ville de troisième ordre; dans les autres villes, quelle est la situation? Les conditions qui ont créé l'affaire de Radom existent ailleurs : une enquête générale, pour l'étude approfondie de la situation dans toutes les contrées méridionales, s'impose. Il ne semble pas impossible qu'on y trouve des émules de notre homme.

Le *Woskhod* du 12/24 mai 1897 ajoutait :

Dans son réquisitoire, le procureur de Radom a exprimé son étonnement que les Juifs molestés, arbitrairement emprisonnés, proie facile des policiers rapaces, n'aient jamais fait entendre la moindre plainte. Cependant, le

procès a bien mis en lumière la cause de ce mutisme. A qui se plaindre? Comment se plaindre? Les Juifs trouvaient plus avantageux encore de payer la police que de se plaindre. Quel sort attendait le Juif qui se serait plaint? Avant même qu'il eût formulé sa plainte, il aurait été expulsé et ruiné!

Quels sentiments de courage civique peut-on demander à une population qui est opprimée par des centaines de lois d'exception, qui ne jouit, en réalité, d'aucun droit certain? Entrer en lutte avec la police, lui résister seulement, c'est la ruine immédiate; aussi voit-on à chaque instant des centaines de Juifs quitter les villages qu'ils habitent sur un signe de la police.

Le Juif a conscience de son impuissance, la légalité n'existe pas pour lui; il baisse la tête, subit toutes les injures, toutes les humiliations, toutes les injustices. Il ne peut faire autrement. Voilà la vérité, et si les faits que le procès de Radom a crûment mis en lumière n'ouvrent pas les yeux à nos gouvernants, c'est qu'ils ne veulent pas voir.

Si le Juif est riche, — c'est une infime minorité, — il peut trouver quelque défenseur en haut lieu; les grands-ducs ne sont pas tous insensibles à la pitié ou à la reconnaissance, et les *Bulletins de l'Alliance israélite* aiment à répéter que le Sénat de l'Empire eut toujours quelque souci de restreindre les effets de la corruption administrative et de l'iniquité légale.

Quelques Juifs, banquiers, commissionnaires, capitalistes, arrivent donc à vivre presque heureux dans les grandes villes du Territoire : depuis deux et trois mille ans, le bonheur juif se contente d'une médiocre sécurité. Mais pour la foule, pour les quatre ou cinq millions de prolétaires affamés, toute réclamation concertée, le moindre signe de mécon-

tentement public, la moindre manifestation en paroles ou en actes, souvent la moindre pétition commune au Sénat ou à l'empereur est le signal de désastres encore plus grands.

Quand un gouverneur de ville ou de province, un *tchinovnik* de haut rang se voit en trop mauvais passe, ayant abusé de la mangerie contre ses administrés juifs et chrétiens, il organise un *pogrome* : des agents provocateurs colportent des accusations contre les Juifs (on choisit à l'ordinaire les approches de Pâques, où l'orthodoxe est accessible aux conseils du fanatisme); des placards mystérieux, des journaux tolérés ou inspirés par la censure, quelquefois même des orateurs en plein vent, — ces réunions et discours ne sauraient échapper à la police, — appellent la ville et la banlieue chrétienne au pillage du quartier israélite; on laisse dire, imprimer que notre petit père le tsar demande qu'on le débarrasse du Juif. La *Petersbourgskaia Viedomosti* du 3 mars 1897 raconte :

Schpola était jusqu'à ce jour une bourgade célèbre par son commerce florissant, par le bien-être relatif de ses habitants; aujourd'hui, tout est en cendres; les portes des habitations juives sont défoncées, les meubles saccagés, livrés au feu; devant les magasins, des amoncellements de marchandises détériorées; les paysans, les femmes et les enfants remplissent avec zèle les sacs qu'ils ont eu la précaution d'apporter. Quelle est la cause de cette émeute? une querelle entre quelques paysans et un forgeron juif; la querelle a vite dégénéré en bataille, puis en massacre.

Commencés le mardi 18 février, jour de marché, les désordres n'ont pris fin que le mercredi à dix heures du soir, à l'arrivée des autorités et de la troupe. Quelques

jours auparavant, les Juifs du village de Marianofka avaient prévenu leurs coreligionnaires de Schpola que les paysans de Marianofka et des environs préparaient un coup de main. Les Juifs de Schpola avertirent aussitôt le commissaire de police qui ne tint nul compte de leur démarche. L'émeute éclata le mardi : le commissaire de l'arrondissement de Schpola, informé par le télégraphe, arriva le mercredi matin, avec quatre agents de police. Ils assistèrent en spectateurs à ces ravages.

Schpola comptait 4 000 familles juives. Les soieries, lainages, étoffes de toutes sortes gisent déchirés, baignés dans une mare de pétrole; les tonneaux défoncés versent eur contenu dans les ruisseaux; meubles, glaces, lits, tout a été brisé, jeté par les fenêtres. Les rues présentent un aspect effrayant de dévastation. C'est un pêle-mêle inouï. Les prières du prêtre russe, qui tente de s'interposer, ne sont pas entendues; la foule le force de rentrer dans son église. Les Juifs qui essaient de se défendre sont frappés; les femmes et les enfants juifs, terrifiés, se réfugient dans les caves; quelques femmes en couches sont mortes de frayeur. On a transporté au milieu de la rue le coffre-fort d'un négociant juif, et là, après l'avoir défoncé, les pillards se sont partagé 6 000 roubles en espèces, 7 000 roubles en titres, de l'argenterie et un nombre considérable d'effets de commerce; on ouvrait les magasins à l'aide de fausses clefs forgées d'avance.

A dix heures du soir seulement, les Cosaques arrivèrent et chassèrent les paysans; une centaine d'entre ces derniers furent immédiatement appréhendés, soumis à la bastonnade, mis aux fers et dirigés sur la prison. Tout tend à établir que l'émeute avait été préparée de longue date.

Extrait du *Novoïe Vremia* du 24 avril/6 mai 1897 :

La bourgade Kantacouzène vient d'être le théâtre de graves désordres. Le 16/28 avril, la bourgade tout entière a été transformée en un amoncellement de ruines. Dans ce

malheureux village, tous les magasins sont pillés, toutes les maisons juives détruites. La foule a emporté toutes les marchandises. Par un miracle inexpliqué, la synagogue reste debout : la foule n'y a pas touché, non plus qu'à la maison du rabbin. Le prêtre de l'Église russe est sorti à plusieurs reprises pour prier la foule d'avoir pitié des malheureux Juifs; mais son intervention n'a pas été écoutée : la populace l'a insulté et poursuivi de ses invectives.

Au récit des faits, le *Woskhod* du 9 mai 1897 ajoutait les réflexions suivantes :

C'est seulement le 30 avril, que le gouverneur de Kherson arriva sur les lieux avec deux bataillons d'infanterie. Les autorités administratives et judiciaires sont venues aussi, et l'enquête a commencé tout de suite. On a retrouvé beaucoup de marchandises volées dans les villages avoisinants. Soixante paysans ont été arrêtés.

Assurément, de sévères mesures préventives eussent pu sinon entraver, du moins atténuer les désordres de Kantacouzène, comme ceux de Schpola. La population juive elle-même eût dû peut-être prendre des dispositions pour ne pas se trouver entre la foule en délire et la police impuissante. Dans un grand nombre de localités du Territoire, on pouvait remarquer une effervescence dangereusement significative. Même dans les villes à population très dense, comme Marioupol, Woznessensk, on sentait que la populace se préparait à piller les Juifs, toujours sous le même prétexte adroitement propagé par des meneurs « que les autorités ont décrété un massacre général des Juifs et le partage de leurs biens entre les paysans ».

Tant que ces idées circuleront librement parmi les populations, des désordres se produiront, surtout si les autorités ne prennent des mesures que lorsque les désastres sont consommés. C'est ce qui s'est passé à Kantacouzène : bien avant les Pâques russes, les autorités ont été prévenues des intentions de la populace.

Rappelons à ce propos les émeutes qui eurent lieu jadis à Odessa. Pendant plus de trente ans, au moment des Pâques, les Grecs d'Odessa avaient l'habitude de molester les Juifs, et parfois des meurtres étaient commis. Mais, depuis que le gouverneur d'Odessa prit de sévères mesures, depuis que toute la colonie grecque a été rendue responsable et que des peines rigoureuses furent infligées aux Grecs récalcitrants, les désordres ont disparu.

Il faut quelques semaines de préparation méthodique pour amener le peuple chrétien à l'état d'esprit nécessaire : d'ordinaire ce peuple, qu'il soit russien, moldave, lithuanien ou polonais, méprise et calomnie son Juif, mais ne le déteste pas. Le *tchinovnik* ne réussit pas toujours à provoquer le massacre; sans l'attrait du pillage, le peuple ne marcherait presque jamais. Mais le *tchinovnik* et ses journalistes officieux travaillent avec méthode; en cas de réussite trop complète, ils sont assurés que M. Pobiedonostsef ne les abandonnera pas aux vindictes de la justice ou de l'opinion; tant que vécut M. de Plehve, ils étaient même assurés d'une récompense.

La tâche est doublement patriotique, si contre le Juif on arrive à soulever une population non russienne, un peuple annexé, Moldaves en Bessarabie, Grecs sur la mer Noire, Polonais sur la Vistule, Lithuaniens ou Lettons sur la Baltique; aux yeux de l'Europe, on légitime ainsi toutes les mesures prises ou à prendre pour la russification et la compression de ces massacreurs de Juifs.

*
* *

Le premier grand *pogrome* date de 1871 : le gouverneur d'Odessa, un Allemand de race, le général Kotzebue lâcha la foule des bateliers et boutiquiers grecs sur les Juifs qui, durant toute la guerre de 1870-1871, avaient témoigné trop ouvertement de leurs sympathies françaises : durant trois jours, le quartier juif — une moitié de la ville — fut mis au pillage. Mais sous le règne d'Alexandre II, cette fantaisie d'un jour ne fut pas la règle : sous les règnes d'Alexandre III et de Nicolas II, au contraire, le *pogrome* est devenu l'un des phénomènes réguliers de la vie officielle; depuis vingt-cinq ans, il n'est pas d'année qui n'ait eu son petit ou son grand *pogrome*.

Les années 1881-1882 et 1890-1892 furent marquées par des exécutions plus générales et plus violentes; celle de Kichinef, en avril 1903, reste le modèle du genre. La voici racontée par des Russes; je ne veux pas ajouter un mot à ces récits de journaux russes, contrôlés par la censure. On lit dans les *Novosti*, n° 101, des 14-27 avril 1903[1] :

Pendant les deux jours de Pâques, une foule chrétienne en fureur composée de jeunes gens et d'adultes, d'ouvriers et même de personnages en uniformes, de fonctionnaires, a pillé et détruit toutes les maisons juives, leurs boutiques

1. Je cite d'après la traduction de Henri Dagan dans les *Cahiers de la Quinzaine*; premier cahier de la cinquième série : *Les Massacres de Kichinef et la Situation des Prolétaires juifs en Russie.*

et leurs magasins, tué et blessé beaucoup de personnes parmi lesquelles on compte un grand nombre de femmes et d'enfants. Ces derniers ont été simplement jetés par les assassins de la hauteur des deuxièmes et troisièmes étages sur le pavé...

Toutes les rues sont couvertes d'une couche épaisse de plumes et de duvet provenant des couvertures déchirées, et tout le mobilier des maisons pillées est brisé en petits morceaux. Même les planchers, les poêles et les foyers ont été détruits. J'ai été témoin du pillage en 1882, à Kief; mais ce que j'ai vu là n'est rien à côté de ce que j'ai observé ici durant ces deux jours. Ce que les pillards ne pouvaient pas détruire et emporter, ils l'arrosaient de pétrole et le brûlaient.

Les troubles ont cessé, sans qu'on ait tiré un coup de feu et dès que le petit état de siège eut été proclamé. Les dégâts sont évalués à plusieurs millions de roubles; des milliers de personnes sont restées sans abri, sans vêtement et sans nourriture. Tout le monde est convaincu que ces troubles sans précédent sont la conséquence de la propagande abominable, faite par M. Krouchevan dans le journal *Bessarabetz*; avant cette propagande, les Juifs s'accordaient bien avec la population locale.

On lit dans la *Petersbourgskaia Viedomosti*, n° 109 :

Les Juifs, en danger de mort, supplièrent les fonctionnaires de police et les patrouilles qui stationnaient dans la rue de les défendre; mais ces derniers assistaient avec indifférence au spectacle du pillage et du massacre. Les Israélites, constatant l'inaction de la police, coururent au télégraphe; mais leurs dépêches ne furent reçues nulle part. C'est alors que M. J. S. Moutchnik partit pour la station de Mirenu et, de là, envoya à Saint-Pétersbourg des informations sur les massacres : le 8-21 avril, la ville de Kichinef fut déclarée en état de siège; les massacres et pillages cessèrent aussitôt, comme par enchantement. On procéda à l'arrestation des émeutiers. On établit avec évi-

dence qu'une bande bien organisée et dressée par des assassins intelligents avait opéré. Avant de tuer, les monstres causaient à leurs victimes des souffrances inouïes. A un menuisier, on coupa les mains avec sa propre scie. A un autre israélite, on ouvrit le ventre et, après en avoir enlevé les entrailles, on le remplit du duvet des matelas. Il suffit d'entrer dans les cimetières et d'examiner les cadavres pour frémir d'épouvante. Voici trois femmes : l'une a le ventre coupé en forme de croix; l'autre a dans les narines des clous qui traversent le crâne; la troisième a les seins coupés. Voilà un élève de septième du gymnase qu'on a tué et à qui on a arraché la langue. Plus loin on voit un enfant étranglé.

Voici, d'autre part, le récit (résumé) d'une visite à Kichinef que fit l'écrivain W. Korolenko, deux mois après le *pogrome* :

Je suis arrivé à Kichinef deux mois après le *pogrome*. Malgré les mesures de la police, on apercevait encore partout des traces de l'émeute : même dans les grandes rues, on voyait des maisons saccagées et des vitres brisées. Dans les faubourgs, c'était pire.

Je n'ai certes pas ici la prétention d'expliquer d'une façon plus ou moins complète cet épisode navrant et de vous raconter comment cette foule oublia dans un instant les principes de la civilisation élémentaire pour revenir à ses instincts primitifs de féroce bestialité. Il est bien possible que tous les ressorts secrets du crime de Kichinef soient connus un jour, et cette affaire sera aussi claire que le mécanisme d'une horloge que l'on aurait démontée. Je désire donner une idée sinon de l'effroi (ceci est impossible), au moins du reflet de l'effroi sinistre qui s'empara de moi pendant mon court séjour : je m'efforcerai de rétablir avec autant de sang-froid que possible un épisode des massacres; ce sera l'histoire de la maison numéro 13, désormais tristement célèbre.

La maison numéro 13 est située dans le quatrième arron-

dissement de Kichinef, dans une ruelle qui porte le nom d'Asiatique, au coin de la rue Stavrisky. Les habitants de Kichinef eux-mêmes connaissent mal les noms de ces rues étroites et entortillées, et le cocher juif n'a pas compris d'abord où nous voulions aller. Alors mon compagnon, qui était à Kichinef depuis trois semaines déjà, lui dit :

« La maison numéro 13... Là où on tuait...

— Ah!... Bon! » répondit l'automédon en inclinant la tête.

Nous avons trouvé la maison tristement célèbre. Petite, couverte de tuiles comme toutes les maisons de Kichinef, elle a l'air d'un cadavre avec les trous béants de ses fenêtres dont les contrevents sont brisés, avec ses portes enfoncées et bouchées de planches et de débris divers... Il faut rendre justice à la police de Kichinef : elle n'a opposé qu'une résistance médiocre aux massacreurs; elle a pris des mesures énergiques envers les Juifs, en les forçant à réparer les maisons qui ont été saccagées et détruites; mais elle n'a plus aucun pouvoir sur le propriétaire de la maison numéro 13.

La cour est jonchée de plumes d'oreiller, de morceaux de meubles, d'éclats de carreaux, de vaisselle cassée et de lambeaux de vêtements : les meubles sont brisés en menus morceaux, on a marché sur la vaisselle, et les vêtements ont été mis en pièces, une manche déchirée traîne par terre, et plus loin une camisole d'enfant en lambeaux. Au coin de la cour, sous le hangar, on voit encore distinctement une grande tache brune, — du sang coagulé.

Avec une sensation involontaire d'effroi et de dégoût, nous avons reculé devant cette tache, où le sang était mélangé de chaux, de boue et de duvet de plumes. Dans la maison tout a été saccagé avec le même soin que dans la cour : les tapisseries sont arrachées, les portes enfoncées, les cheminées détruites et les murs troués de part en part. Ce « soin » méticuleux apporté à la destruction sauvage fit naître en ville une légende. On raconta qu'avant le *pogrome* l'un des antisémites de Kichinef avait préparé tout un stock de pieux, munis de crochets, que des « agents spéciaux » avaient distribués aux émeutiers et repris ensuite.

La maison numéro 13 se composait de sept logements, dans lesquels vivaient à l'étroit, serrées les unes contre les autres, huit familles juives, en tout quarante-cinq personnes y compris les enfants. Le propriétaire de la maison, Mocha Makline, était commissionnaire et tenait aussi une boutique en ville. Toutes ses entreprises — commission, fonds de commerce et maison — ne lui rapportaient que 1 500 roubles (4 000 francs) par an. Les autres habitants de la maison le considéraient comme un heureux richard. D'ailleurs il n'habitait pas la maison numéro 13; c'étaient sa fille, son gendre et ses petits-enfants qui occupaient un des logements.

Navtoula Serebrenik, petit boutiquier, en était un des locataires principaux. Notons aussi le commis de magasin Berlatzki avec sa femme et quatre enfants. Il gagnait quarante-cinq roubles par mois. Nissensohn, âgé de quarante-six ans, était « comptable », profession un peu savante qu'il exerçait à forfait et qui lui rapportait vingt-cinq à trente roubles par mois. Il avait une femme, Ita, et deux enfants. Itzik Gervitz était surveillant à l'hôpital, mais resté sans place un peu avant le *pogrome*, il se trouvait dans un grand dénûment. Gofcha Tourkenitch avait un atelier de menuiserie avec trois ouvriers et Bassia Barabasch une boucherie. Enfin le vitrier Gruenschpun partait tous les matins avec ses carreaux et revenait le soir avec le gain de sa journée.

Tous les chiffres cités sont tirés des dépositions des victimes et de leurs parents. Ils nous prouvent de quels richards était peuplée la maison numéro 13. Et disons que ces dépositions, jointes aux demandes en dommages-intérêts, peuvent être plutôt suspectes d'exagération que de diminution.

Le 6 avril, premier jour de la plus grande fête chrétienne, le *pogrome* commença dans la ville. Le soir, les troubles cessèrent d'eux-mêmes et la nuit se passa dans l'angoisse. Le lendemain, vers dix heures du matin, apparut le sergent de ville (plaque numéro 148), personnage bien connu dans le quartier, qui, se souciant sans

doute du sort des Juifs, leur conseilla à haute voix de rentrer dans leurs logements et de ne pas sortir dans la rue. Les Juifs, bien entendu, suivirent ce conseil, et les logements étroits se remplirent de locataires effrayés : portes et devantures fermées, toute la ruelle Asiatsky semblait engourdie dans une attente passive.

J'ai des raisons de croire que cet aspect, — devantures closes, rues désertes et attente passive de ce qui devait arriver, — était celui de tous les faubourgs de Kichinef le deuxième jour du *pogrome*.

J'ai la triste possibilité de voir et de causer avec une victime : M. Meyer Selman Weissman. Avant le *pogrome* il était borgne ; pendant les massacres un chrétien crut devoir lui crever l'autre œil. Je lui demande s'il connaissait ce chrétien, il me répond d'un ton héroïque qu'il ne saurait l'affirmer, mais que le fils du voisin se vante d'avoir fait cela, avec un poids attaché à une ficelle... Lorsqu'il reprit connaissance à l'hôpital, son premier mot fut pour sa famille et pour sa fille : « Ita, où est mon Ita? — Je suis ici », répondit Ita qui se tenait près du lit. Mais le malade s'agitait toujours et demandait de nouveau : « Ita, Ita, où es-tu donc? » Lorsqu'elle se pencha de nouveau sur lui et répéta qu'elle était là, Meyer Weissman, sans comprendre encore ce qui était arrivé, commença à agiter les bras en l'air et se plaignit de ne pas voir sa fille. Il ne pouvait la voir, puisque le « garçon chrétien » lui avait crevé l'autre œil avec un poids, sans doute pour la symétrie.

Le sergent de ville (plaque numéro 148) rentra donc le matin de la ville, où probablement il croyait recevoir des ordres clairs et précis, mais ces ordres-là ne lui avaient pas été donnés et alors, arrivé dans son quartier, il a dû se borner à donner le conseil suivant : « Eh ! youpins, terrez-vous dans vos maisons et tenez-vous tranquilles. » Et quelques instants après, les émeutiers débouchèrent des rues et places voisines.

Ce sergent de ville, après ce conseil si bienveillant, s'était assis sur une borne, puisqu'il n'avait pas évidemment autre chose à faire, et, d'après ce qu'on dit, il resta là. La

foule arriva à onze heures, flanquée de deux patrouilles qui malheureusement n'avaient pas d'ordres non plus. Elle se composait de cinquante ou soixante individus parmi lesquels on remarquait aussi quelques bons voisins moldavanes. On raconte qu'ils envahirent d'abord un débit de vins. Ils dirent au cabaretier : « Donne-nous trente roubles, sinon on te tue. » Il donna les trente roubles et évita ainsi la mort; bien entendu, il se cacha pour ne pas rester en vue et ne pas abuser de l'indulgence de la foule sauvage... Celle-ci, sans tarder, avait commencé son œuvre de dévastation, et en un clin d'œil la place se couvrit de vitres, de débris de meubles et de duvet de plumes.

A gauche de la porte d'entrée, dans le coin où l'on voit encore la tache de sang, sont situés quelques petits hangars en bois. Dans un de ces hangars, se réfugièrent le vitrier Gruenschpun, sa femme et ses deux enfants, Ita Paskar, aussi avec deux enfants, et encore une petite fille de quatorze ans, une servante : il n'y avait rien là dedans qui pût être saccagé ou brisé; c'est pourquoi les Juifs croyaient y être à l'abri d'une attaque. Le sergent de ville numéro 148, n'ayant reçu aucun ordre, était assis sur la borne, et les deux patrouilles stationnaient en haut et en bas de la rue où se trouvait la maison numéro 13.

La foule s'est précipitée vers le hangar. Là il n'y avait qu'un homme, le vitrier Gruenschpun. Un voisin, un Moldavane, que la veuve de Gruenschpun nous désignait par son nom (c'était une connaissance), frappa le premier le vitrier d'un coup de couteau à la gorge... Le malheureux voulut s'enfuir du hangar, mais fut attrapé, traîné sous le hangar et achevé à coups de triques, à la place même où maintenant encore on voit une tache de sang. Comme nous lui demandions si elle connaissait vraiment le nom de l'assassin et si elle ne se trompait pas, la veuve Gruenschpun répondit avec conviction : « Je l'ai porté sur mes bras encore enfant. Que le Seigneur nous donne une bonne vie, comme nous étions de bonnes connaissances. »

Après cela, la situation devint claire : les Juifs et la foule elle-même peut-être avaient compris à quoi il fallait s'at-

tendre. Les Israélites s'agitèrent « comme des rats dans une souricière », selon l'expression d'un des « chrétiens » de Kichinef, homme jovial et qui trouve en pareil cas matière à plaisanteries.

Quelques Juifs s'élancèrent dans le grenier... Sous le même hangar où fut tué Gruenschpun, un trou noir dans le plafond mène au grenier. Issue étroite et incommode. Le premier qui s'y engagea fut Berlatzki avec sa fille; le propriétaire de la maison, Makline, l'y suivit. Makline, comme nous l'avons déjà dit, n'habitait pas la maison. Inquiet du sort de sa fille qui y demeurait, il était venu la chercher. Mais sa fille était déjà partie avec ses enfants. Il lui fallait maintenant penser à son propre salut. Tous les trois pénétrèrent sans peine dans le grenier; les assassins se précipitèrent à leur suite.

Le grenier de la maison numéro 13, local étroit et obscur, est encombré de poutres, de tuyaux de cheminées et de supports de toits. Les malheureux fugitifs, après avoir fait quelques tours de ce grenier, comprirent qu'il leur était impossible de se cacher là, et, ayant entendu derrière eux des cris de poursuite, ils commencèrent à démolir le toit. En haut, c'était la clarté du soleil, c'étaient les maisons, la foule, le sergent de ville numéro 148, la patrouille, le jour, la lumière, et les hommes... Et ils pratiquèrent deux ouvertures. Le premier qui y passa était Mocha Makline, car il était « petit et léger » (d'après les dires d'un témoin oculaire). Berlatzki aida sa fille Chaïka à monter. Ensuite il s'engagea lui-même dans le trou. Mais ses persécuteurs étaient déjà dans le grenier, et l'un d'eux l'avait saisi par le pied.

Et voilà que sous les yeux de la foule une lutte acharnée s'engage. La fille tirait son père en haut; en bas, un émeutier le tenait par la jambe. La lutte était, bien entendu, inégale, et sans doute Berlatzki n'aurait plus revu la lumière du soleil, si sa fille, après avoir cessé de tirer son père, ne s'était penchée vers l'ouverture et n'avait prié le persécuteur de le lâcher. Et il le lâcha.

Il lâcha le Juif...

Les trois victimes apparurent sur le toit. Pour une fois encore, ils virent la lumière du jour, et la place, et les maisons voisines, et le ciel bleu, et le policier numéro 148 sur la borne, et les patrouilles, qui attendaient les ordres, et peut-être aussi le prêtre qui, obéissant à sa conscience chrétienne, essayait seul et désarmé d'aborder la foule féroce des massacreurs. Ce prêtre passait par hasard sur la place lorsque des Juifs le prièrent d'intervenir. Je ne connais malheureusement pas le nom du prêtre. C'était, évidemment, un brave homme qui ne croyait pas qu'il pût y avoir dans la sainte Russie, ou même ailleurs, un peuple dont les enfants méritaient d'être tués comme des bêtes fauves. Il ne pensait pas non plus qu'il peut se trouver en Russie des gens qui eussent le droit d'assassiner les Juifs inoffensifs, sans craindre la lumière et le soleil. Son premier mouvement, son impulsion immédiate, fut de s'approcher de la foule avec des paroles de persuasion chrétienne. Mais les émeutiers le menacèrent, et il se retira.

Les trois victimes apparurent sur le toit, au milieu d'une ville. Derrière eux, surgirent les assassins. Les Juifs se mirent à courir sur le toit, tantôt apparaissant sur le côté qui domine la rue, tantôt passant du côté de la cour. Derrière eux couraient les assassins. Le même voisin qui porta le premier coup de couteau à Gruenschpun blessa Berlatzki. Un autre émeutier jetait dans les pieds des Juifs le lavabo en fer que deux mois après le *pogrome* nous vîmes encore sur le toit. Le lavabo en fer résonnait en se heurtant contre le toit. Et la foule riait probablement.

Enfin tous les trois furent précipités du haut du toit. Chaïka, par hasard, tomba dans un tas de duvet, et resta en vie. Makline et Berlatzki, déjà blessés, se contusionnèrent en tombant du toit : la tourbe immonde des bourreaux volontaires les acheva de coups de bâton et en riant les ensevelit sous un monceau de plumes d'oreiller. Ensuite on versa sur eux quelques tonneaux de vin, et les malheureux (on affirme que Makline respira encore pendant quelques heures) étouffèrent dans cette flaque de boue, de vin et de duvet.

Nissensohn fut assassiné en dernier lieu. Il était caché avec sa femme dans la cave. Lorsqu'il entendit les cris de ses coreligionnaires qu'on assassinait, il comprit que la mort et le meurtre étaient déjà entrés dans la maison numéro 13 et courut dans la rue. Nissensohn réussit à pénétrer dans la cour qui est en face du numéro 13; il allait être sauvé, mais voyant les émeutiers sur les traces de sa femme, il l'appela. Ses cris attirèrent l'attention sur lui. On laissa la femme et on poursuivit le mari; il fut rejoint et tué en face du numéro 7 de la ruelle Asiatsky. On dit que l'un des assassins est Polonais et l'autre Moldavane. Comme il avait plu avant Pâques, il y avait des flaques d'eau aux bords de la rue. Nissensohn tomba dans une de ces flaques; alors les meurtriers le rincèrent dans la boue, comme un torchon qu'on lave et qu'on tord.

Après cela, la foule, ayant satisfait ses instincts de meurtre, cessa de tuer et se borna à démolir les maisons. Les Juifs voisins sortirent pour voir le malheureux Nissensohn. Il vivait encore, revint à lui et demanda à boire. Ses mains et ses pieds étaient broyés... On le retira de la boue, on lui donna à boire. Un émeutier, ayant vu cela, héla ses camarades. Les Juifs s'enfuirent, et Nissensohn resta seul. Alors le même individu qui avait tué Gruenschpun et blessé Berlatzki lui porta un coup de pieu à la tête et mit ainsi un terme à ses souffrances...

A cinq heures de l'après-midi, on apprit que les « ordres » attendus par les Juifs depuis le premier jour du *pogrome* étaient enfin arrivés. Et, dans une ou deux heures, « l'ordre fut rétabli » par toute la ville. Il n'a fallu pour cela ni effusion de sang, ni coups de feu. Il a fallu seulement un peu de décision.

*
* *

Le prétexte de ces massacres est d'ordinaire un « meurtre rituel ». La Russie, comme la Turquie et l'Europe levantine, accuse encore les Juifs de tuer des

enfants chrétiens pour en boire le sang ou le mêler à des cuisines sacrées durant la Pâque juive; c'était l'accusation de Rome païenne contre les chrétiens; c'est l'accusation des Chinois contre nos missionnaires : l'imagination populaire n'est pas très fertile. Cette folle croyance est tellement enracinée dans les esprits que les savants juifs ont pris la peine de réunir tous les textes de leurs codes religieux, qui défendent de verser le sang et stipulent les règles de purification pascale.

Qu'en ces pays moyenâgeux, la sorcellerie ait encore des adeptes; que parfois les sorciers aient recours aux vieilles recettes, — ce sont toujours les meilleures, — où peuvent entrer le sang humain, la peau de lézard, l'œil de serpent ou de crapaud, le poil de belette et les rayons de lune; que parmi les sorciers il y ait des juifs et des chrétiens, comme des païens et des musulmans; cela n'a rien à voir avec le « meurtre rituel », qui serait l'œuvre d'une communauté religieuse, une pratique obligatoire, inséparable du judaïsme.

Chaque année, les *Bulletins de l'Alliance israélite* dressent la liste des villes grecques, bulgares, turques, roumaines, russes, où quelque vengeance chrétienne profite de la Pâque pour cacher un cadavre d'enfant dans le quartier juif, alléguer une disparition d'adolescent, dont nul en temps ordinaire ne se soucierait, etc. L'*Alliance israélite*, depuis quarante ans, a mis son point d'honneur à soumettre aux justices locales, indigènes, chacune de ces accusations :

même en Roumanie et en Russie, jamais l'ombre de preuve n'a pu être fournie contre une synagogue, un rabbin, un simple Juif.

Près de Kichinef, on avait découvert, avant la Pâque, le cadavre mutilé d'un adolescent nommé Rybalenko; une première instruction locale établit que l'assassinat résultait de querelles de familles au sujet d'un héritage; une seconde instruction, ordonnée de Pétersbourg, faite par des gens de Pétersbourg, conduisit aux mêmes conclusions. Mais, à l'instigation du sous-gouverneur de Kichinef, — l'enquête officielle l'a prouvé, — un journaliste de race moldave, M. Krouchevan, dans son journal officieux, *Bessarabetz*, continua d'accuser les Juifs, et, comme le peuple orthodoxe s'agitait, le grand rabbin s'en alla prier l'évêque de calmer les esprits; l'évêque répondit que, dans son âme, il était bien persuadé que les Juifs saignaient un petit chrétien pour la fabrication de leurs pains azymes.

Les slavophiles ont d'autres griefs encore : ils accusent les Juifs d'être des usuriers exploitant le paysan, des « vendeurs de goutte » empoisonneurs du peuple, de mauvais patriotes n'aimant ni la Russie ni le tsarisme, des révolutionnaires semeurs de bombes et d'idées subversives. Quand on sait le régime auquel la Russie a plié les siens, il faut admirer, au contraire, la soumission, le loyalisme qui leur restent encore. Depuis le commencement de la guerre mandchourienne, les correspondants des journaux les plus slavophiles ont vanté les exploits des Juifs, leur ont

prêté des mots historiques, dignes d'un Spartiate ou d'un Macchabée...

Révolution ou réforme, les Juifs appellent de tous leurs vœux un régime qui leur fera une place dans leur pays; mais toute la Russie qui sait lire en est là, et « le Juif est l'homme qui sait lire depuis Salomon », a dit un Juif de France. Il faut d'ailleurs savoir à quels signes le fonctionnaire russe, le *tchinovnik*, reconnaît un révolutionnaire. Le *pogrome* de Kichinef fut suivi, quelques semaines après, par le *pogrome* moins important de Homel. Envoyé de Pétersbourg pour faire une enquête, le général Klingenberg tint à la communauté juive le discours suivant :

C'est uniquement pour vous que je suis venu ici. Je plains sincèrement les victimes innocentes, car ce sont les innocents, les humbles qui ont souffert. D'où peut venir cet emportement d'une partie de la population? En Russie la tolérance religieuse est absolue. Les Israélites le savent mieux que personne. Il convient donc de chercher plus profondément les causes des derniers événements. Je connais le gouvernement de Mohilef depuis vingt-cinq ans. A cette époque, les Israélites étaient dignes de confiance; ils n'étaient mêlés à aucun mouvement politique, et il n'était pas alors question de troubles. Les émeutes d'il y a vingt ans ont eu un autre caractère : elles furent la conséquence de l'oppression par les Juifs de la population chrétienne; il n'en est plus de même aujourd'hui.

Les Israélites sont à présent les meneurs, les initiateurs de tous les mouvements antigouvernementaux. Tout le *Bounde* et toute la démocratie sociale, ce sont les Israélites. Certes, il y a parmi eux des personnes d'une autre confession, mais elles doivent être considérées comme des excitées, tandis que les excitateurs sont des Juifs.

D'une façon générale, les Israélites sont devenus insolents, désobéissants. Ils n'ont pas de respect pour les pouvoirs établis. Voyez-vous, Messieurs, le fonctionnaire subalterne de la police n'a plus maintenant aucune espèce d'autorité. On ne le reconnaît pas. Toujours et partout, les Israélites manifestent leur mépris, leur intolérance à l'égard des chrétiens. Voici des faits : récemment, dans la rue, un bicycliste heurte ma femme : qui est-ce? un Israélite. Une élève du gymnase, en enlevant son manteau, avait touché ma femme avec sa manche. Ma femme lui demande pourquoi elle ne s'est pas excusée. Elle répond : « Je n'avais pas remarqué ». Qui est-ce encore? une Juive.

Voilà, Messieurs, où sont les causes et vous devez vous en prendre à vous-mêmes de tout ce qui s'est passé. Le gouvernement est impartial, et moi aussi je suis impartial. Et, restant impartial je dois vous déclarer ceci : c'est votre faute à vous et c'est dans ce sens que je ferai mon rapport à l'Empereur. Vous n'élevez pas vos enfants comme il convient : vous n'avez pas d'empire sur eux. Mais vous pourriez révéler leurs menées en les dénonçant au Gouvernement. Vous ne le faites pas, vous les cachez. Et voilà les fruits de votre conduite.

Usurier, cabaretier : c'est aujourd'hui le gouvernement qui a le monopole de l'alcool, c'est le tsar qui s'est fait marchand de goutte, et, sans indemnité, il a fermé tous les cabarets juifs, retiré leur gagne-pain à quelque cent mille affamés. D'abord appliqué dans les provinces du Territoire, le monopole fut introduit au mois d'avril 1897 dans les provinces de Pologne. D'après une estimation peut-être exagérée, cette réforme aurait ruiné 400 000 Juifs. L'administration s'efforce d'exclure les Juifs des occupations multiples qui se rattachent à l'exploitation de l'alcool. Elle leur refuse le droit de vendre les boissons alcooliques :

des villes comptant plus de 30000 Juifs n'ont pas un seul restaurant juif ayant le droit de vendre même du vin ou de la bière. A Kichinef (population juive : 75 p. 100 du chiffre total des habitants, soit environ 45000 âmes), un seul restaurant juif est autorisé à vendre des spiritueux. Lorsqu'on fit le premier essai du monopole, il avait été officiellement déclaré que les débitants « seraient employés à la vente, aux manipulations et en général à tous travaux similaires, dans les dépôts de l'État ». Or, non seulement on ne restitue rien aux Juifs frustrés, mais on refuse même de les engager comme simples ouvriers à la journée. Quant aux résultats du monopole, voici quelques extraits de l'*Odesski Listok*[1].

Le *Messager du Gouvernement* imprime une longue série de rapports des gouverneurs, des zemstvos et des administrations provinciales, sur la mise en pratique du monopole dans trente-deux gouvernements, dont quinze du Territoire et dix-sept du Centre et de l'Est.

Le maréchal de la noblesse d'Ékatérinoslaf déclare que les boissons alcooliques actuellement vendues dans les cabarets de l'État sont de qualité excellente, mais que l'ivrognerie n'a nullement diminué. Le président du zemstvo de Kherson déclare que l'interdiction de boire de l'alcool dans les cabarets de l'État a forcé les buveurs à s'installer en pleine rue pour s'enivrer, d'où scandale public. Le président du zemstvo de Pultawa affirme que de honteuses réunions de buveurs d'alcool se forment dans les carrefours; c'est là un exemple abominable de démoralisation pour les ouvriers et les paysans, d'autant plus que les prix de l'alcool ont considérablement baissé. Le maréchal de la

1. *Bulletin de l'Alliance israélite*, 1897, p. 31-32.

noblesse de Podolie constate que l'ivrognerie augmente de jour en jour. La consommation actuelle est bien plus forte qu'autrefois. Voilà pour le Territoire : les Juifs ne sont plus cabaretiers et l'ivrognerie n'a pas diminué.

Bien avant l'établissement du monopole, Katkof — que l'on ne peut accuser de pacte avec la juiverie — écrivait déjà[1] :

On a découvert tout d'un coup que le cabaretier juif était responsable de la ruine des paysans : erreur absolue! Les aubergistes juifs sont établis dans le Territoire seulement; la misère des campagnards est surtout terrible dans les gouvernements du Centre. Dans ces régions, où le Juif est inconnu, sévit la race funeste des cabaretiers chrétiens. Dans le Territoire, le paysan boit peu, beaucoup moins que celui du Centre; sa situation économique est infiniment meilleure. Certes, il existe dans le Territoire une population misérable, manquant de pain, logeant dans des taudis infects; mais ce ne sont pas les paysans chrétiens : ce sont les Juifs!

Et le tsar se fait le créancier, le prêteur de son peuple, par ses innombrables banques agricoles, industrielles, de la noblesse et du commerce. L'usurier juif disparaît de jour en jour. La vérité est que le Juif russe est un travailleur, un prolétaire, acceptant les besognes, ramassant les salaires que lui abandonnent la concurrence et l'exploitation chrétienne ou juive. On ne peut invoquer contre lui que des raisons religieuses. Dans un rapport adressé à l'empereur sur l'année 1893 (et publié par le

1. Cité par le *Bulletin de l'Alliance israélite*, 1897, p 48.

Tserkowny Westnik), M. Pobiedonostsef renouvelle ces accusations avec sa franchise coutumière :

L'influence des Juifs en matière religieuse se fait vivement sentir, surtout chez les chrétiens de l'Église russe qui sont employés chez eux en qualité de domestiques. Les mineurs, lorsqu'ils sont restés pendant quelques années en service chez les Juifs, ont complètement oublié les croyances chrétiennes. La foi religieuse des hommes faits est également mise à une dure épreuve. Pendant les jours de samedi et de dimanche, les domestiques chrétiens sont dans l'impossibilité de fréquenter l'église : le samedi, parce qu'ils sont obligés de travailler pour faire la vente, attendu que les Juifs observent très rigoureusement le repos du sabbat; le dimanche et les jours fériés, parce que les Juifs ont besoin d'eux et les congédieraient s'ils s'absentaient pour les offices. Les chrétiens tombés au milieu des Juifs ne fréquentent plus les églises, se déshabituent de voir les saintes images, d'observer les fêtes chrétiennes et les prescriptions de l'Église. Les prêtres entendent avec effroi à confesse les déclarations de ces domestiques, les blasphèmes que les Juifs profèrent contre le christianisme, le Sauveur et la Vierge. Ces blasphèmes passent dans le peuple et détruisent la foi...

Le *Woskhod* du 27 août/8 septembre 1895, en reproduisant une partie de ce document, faisait remarquer que le procureur général du Saint-Synode ne cite pas un fait à l'appui de son opinion : les gouverneurs du Territoire n'ont jamais rien signalé de tel; les lois russes sont sévères pour le moindre blasphème contre la religion orthodoxe; or jamais Juif n'a été poursuivi pour un délit de ce genre.

« Un tiers se convertira, un tiers émigrera, un tiers disparaîtra », disait allègrement le même M. Pobiedo-

nostsef. Après vingt ans, les conversions ne montent pas à dix mille. Le *Kiewlanine* (18 février/3 mars 1901) donne quelques détails sur l'action de la Communauté de Saint-Wladimir, qui s'efforce de convertir les Juifs à l'orthodoxie :

La communauté a converti, en 1900, 63 personnes : 28 femmes et 35 hommes. Parmi les convertis : un licencié en droit de l'Université de Saint Pétersbourg, un avocat de Kief, deux étudiants de l'Université de Kief, un élève en pharmacie, un élève de l'école rabbinique et un pharmacien; les autres appartiennent à la petite bourgeoisie. Parmi les femmes : une sage-femme, la femme d'un pharmacien et deux jeunes filles, élèves du lycée de Kief; la plupart des femmes appartiennent à la classe moyenne, et plusieurs, aussitôt converties, se sont mariées à des chrétiens.

L'émigration a d'abord sévi : 8 ou 900 000 Juifs prirent le chemin de l'Angleterre et de l'Amérique, allant chercher une autre misère dans les ateliers à sueur de sang de Londres et de New-York; le riche baron Hirsch organisa la *Jewish Colonisation Association* qui rendit aux Juifs russes les plus charitables services et dont le sobriquet *Ica* est béni dans tout le Territoire.

Mais cette émigration n'a fait quelque place qu'aux nouveau-nés de cette race prolifique, dont la misère ni la faim ne viennent à bout, qui se multiplie au lieu de disparaître. Et les pays anglo-saxons regorgent de misère juive, n'en veulent plus. Les États-Unis renvoient les émigrants qui n'ont pas de res-

sources; l'*Ica* est assez riche pour donner à chacun le pécule nécessaire; mais continuer d'empiler des Juifs dans les faubourgs de New-York, qui en comptent déjà plus d'un demi-million, c'est créer là-bas un autre Territoire, exciter peut-être les jalousies de race ou les haines des religions.

L'Argentine dans ses immenses plaines accueille volontiers les agriculteurs; par milliers, les maratchers et jardiniers juifs y sont venus gagner une vie facile, l'*Ica* leur fournissant les premiers capitaux. Mais de Russie en Argentine, le transport et l'établissement d'une famille coûtent en moyenne 12000 francs; malgré sa richesse, l'*Ica* ne peut répondre au centième des supplications qui lui viennent du Territoire.

Tout près, à bien moindres frais, l'*Ica* pourrait installer des Juifs russes sur des terres en friche, si le gouvernement russe voulait percer la muraille légale qui sépare le Territoire du reste de l'empire : les plaines russes d'Europe et d'Asie sont désertes en regard des pays occidentaux. L'*Ica* offrit à Pétersbourg d'installer des colonies juives — non de marchands ni d'ouvriers, mais d'agriculteurs — dans les nouvelles provinces d'Asie. Catherine II, au XVIII[e] siècle, avait appelé des colons juifs dans ses conquêtes d'Europe, dans sa Tauride et sa Nouvelle-Serbie; ces agriculteurs ont prospéré, leurs villages subsistent, et leurs champs se seraient étendus, si les fantaisies gouvernementales ne les avaient limités. Au Caucase, la même expérience eut le même succès. On

lit dans le *Bulletin de l'Alliance israélite* de 1895 (p. 45 et suiv.) :

Depuis quelques années, les Juifs ont acquis la conviction que l'agriculture seule pouvait les tirer de leur état lamentable. Malgré les difficultés sans nombre, ils se livrent à la culture; les anciens soldats réclament, comme ils en ont le droit, des concessions de terres, qu'ils peuvent posséder à la condition de les cultiver eux-mêmes; tous les ans, des milliers d'ouvriers juifs se louent aux propriétaires fonciers pendant les grands travaux de la moisson, et leurs services sont généralement appréciés; des communautés juives annexent des cours d'agriculture aux écoles primaires. Certains gouverneurs voudraient favoriser ce mouvement. Récemment, le gouverneur général des provinces de Vilna, Grodno et Kovno, frappé de la misère effrayante qui mine les Juifs, leur proposait en fermage de petites parcelles de terre hors des villes, à la condition qu'ils les cultivassent eux-mêmes. Deux documents témoignent de l'intérêt qu'inspire cette question au ministre de l'Agriculture, M. Ermolof.

Le premier est une courte notice, publiée dans le *Journal officiel du ministère de l'Agriculture et des domaines de l'État*, nº 46, en date du 18-30 novembre 1895. Le voici : « Les colonies agricoles juives de la Palestine, dont la population se chiffre à 2 700 habitants environ, ont obtenu des résultats assez favorables, surtout par comparaison avec les fellahs indigènes. Ces colonies cultivent principalement la vigne et les mûriers. Mais la culture des céréales donne aussi de bons résultats. L'année dernière, quand le zemstvo d'Odessa demanda au consul général de Russie de lui envoyer quelques pouds du meilleur blé d'été à gros grains, il fut constaté que la plus belle qualité de blé est cultivée dans les colonies juives de Jaffa, dont la population se compose surtout d'émigrants juifs de Russie. »

L'autre document est un rapport du 15-27 avril 1895 sur les colonies juives de Kherson et d'Ékatérinoslaf, fondées au début du XIXe siècle sur des terres appartenant au

Domaine : le gouvernement se proposait alors, d'une part, de mettre en valeur des régions incultes et, de l'autre de diminuer la population juive des villes. Le ministre étudie les causes diverses qui contrarièrent la prospérité des colonies : étendue insuffisante des terres mises à la disposition des colons, composition illogique des groupements coloniaux, mesures interdisant l'adjonction de nouveaux colons, etc. Il conclut qu' « il serait juste de placer les colons dans des conditions plus favorables, qui leur permissent de réussir dans le travail agricole », et il propose une série de mesures : groupements plus rationnels, concession de nouvelles terres, création d'une école d'agriculture. Cette école serait entretenue sur les revenus d'un fonds de 10000 roubles créé en 1856 par M. Gunzbourg « pour accorder des primes aux cultivateurs juifs » : les intérêts non employés jusqu'à présent se montent à 11 000 roubles. Le reste des dépenses serait couvert par les fermages des colons juifs en dehors de la concession primitive.

Le rapport expose alors dans les termes les plus bienveillants la création de la ferme-école juive d'Odessa et il propose d'autoriser les élèves sortants à prendre en fermage des terres dans les environs des colonies juives de Kherson et d'Ékatérinoslaf.

Pétersbourg refusant de développer les colonies juives de la métropole, l'*Ica* s'offrit à transporter des villages juifs dans telle province asiatique que le gouvernement russe désignerait, en Sibérie propre, dans la steppe des Kirghises, au Turkestan, même en Mandchourie. Aux frais du judaïsme étranger, par les soins d'une association anglaise, le tsar aurait installé ses propres sujets au long du Transmandchourien, dans ces provinces chinoises que Pékin lui cédait à bail : le slavisme a préféré que cette terre

de Mandchourie restât vacante pour la colonisation japonaise.

Alexandre I[er] et ses successeurs avaient du moins ouvert quelques portes ou poternes dans cette muraille légale du Territoire : pouvaient entrer, circuler et s'établir en terres et villes russiennes, dans tout l'empire, les Juifs pourvus de grades universitaires, artisans brevetés ou marchands de première *ghilde*.

Bien pourvus d'écoles, que la générosité des particuliers avaient fondées et entretenait, les Juifs du Territoire, hommes et femmes, accoururent aux établissements d'enseignement secondaire et supérieur : des milliers prenaient un grade, pour gagner, non l'accès des administrations qui leur étaient interdites, mais simplement le passeport universitaire qui leur permettait de travailler, de vivre dans tout l'empire.

Alexandre III, à partir de 1885, limita le nombre des Juifs admis aux examens; même dans le Territoire, même dans les villes où les Juifs forment les 75 p. 100 de la population, même dans les écoles fondées par les Juifs, mais que le gouvernement confisqua, il fut établi que les Juifs ne pourraient fournir que du 3 au 10 p. 100 des étudiants [1]. Et l'étudiant

1. Le *Bulletin de l'Alliance israélite* de 1900 donne quelques renseignements sur la fréquentation universitaire en 1900. A Saint-Pétersbourg, sur 800 étudiants, on n'a admis que 14 Juifs. A Dorpat, 70 étudiants israélites ont demandé leur admission; on n'en a reçu que 18. Malgré le refus qu'il rencontra à l'Université de Dorpat, un jeune Israélite ne voulut pas renoncer à sa carrière : repoussé de partout sous prétexte que la limite des admissions juives était atteinte, il résolut de se faire inscrire à la faculté de théologie protestante. L'administration fut naturellement fort

juif fut expulsé des cours au moindre soupçon, au premier refus de pourboire ou d'obéissance. Et le « gradué » juif, dans toutes les villes russiennes d'Europe et d'Asie, fut menacé, est menacé nuit et jour d'une descente de police, qui vient constater — dès que le malheureux cesse d'acheter le sommeil par les bons moyens — que cette maison juive ne recèle pas un conspirateur, une imprimerie clandestine, ou simplement un Juif en rupture de Territoire. Ce gradué doit acheter chaque jour la tolérance de ses droits légaux : sa famille peut être expulsée, renvoyée au Territoire; il peut être mis en prison ou en surveillance, sous le premier prétexte.

étonnée; mais comme aucune loi n'interdit à un Israélite de se faire admettre à cette faculté, on dut renoncer à toute mesure d'interdiction.

A la faculté de médecine d'Odessa, on refusa plusieurs élèves ayant des médailles d'or, et à l'Institut technologique de Kharkof, des candidats juifs ayant la note 4 4/5 sur 5, parce que les élèves juifs ayant la note 5 étaient en nombre suffisant pour les places réservées aux Israélites. A Kief et à Odessa, le nombre des Israélites repoussés a été si grand, que le ministre de l'Instruction publique aurait l'intention, dit-on, d'élever pendant deux ans le taux des admissions.

Cependant, ainsi que le fait observer le journal *Odessa Novosti*, les places vacantes ne manquent pas dans les universités. En 1899, à Kief, sur 612 demandes, dont 120 émanant de Juifs, on admit 540 étudiants, dont 48 Juifs. Or, selon la circulaire du ministre de l'Instruction publique, l'Université disposait de 750 places; par conséquent, même en recevant tous les Juifs, on ne comblait pas toutes les places disponibles. A Kharkof, il en est de même. L'Université dispose de 550 places. Le chiffre total des demandes d'inscription était, pour l'année 1900, de 330, dont 60 émanant d'Israélites; on reçut 282 élèves dont 12 Israélites; il resta donc 268 places vacantes. A Odessa, en 1899, il y avait 280 places; on reçut 243 élèves dont 20 Juifs, bien que 74 Juifs se fussent présentés.

L' « artisan habile », dit la loi, peut sortir du Territoire et se fixer où il lui plaît. Mais qu'est au juste un artisan? et un artisan habile? Suivant le caprice des autorités, tel métier fait l'artisan et telle preuve démontre l'habileté. Ici encore, on imagine, sans que j'insiste davantage, que le seul Juif qui achète journellement la tolérance de tous les fonctionnaires, grands et petits, scribes et policiers, civils et militaires, a chance d'être reconnu et de rester artisan habile. Au moindre retard des mille redevances extorquées, les prétextes légaux permettent de fermer la boutique ou l'atelier, d'expulser les femmes et les enfants, ou les ouvriers, de ruiner le misérable ou de le classer parmi les travailleurs juifs non brevetés que l'on renvoie au Territoire.

Le 8 mai 1887, les arrondissements de Taganrog et de Rostof sont détachés du gouvernement d'Ékatérinoslaf, qui fait partie du Territoire, et annexés à la province des Cosaques du Don, qui est interdite aux Juifs : tous les Juifs des arrondissements annexés doivent rentrer au Territoire, sauf ceux qui possèdent le droit de domicile dans tout l'empire; près de 90 000 Juifs sont chassés de leur résidence. Parmi les 10 000 qui purent rester, une sélection fut encore faite; à la fin du « nettoyage », le nombre des Juifs était réduit à 6 000, résidant principalement dans les villes de Taganrog et de Rostof.

A Tomsk, en Sibérie, les autorités provinciales ordonnent d'expulser tous les Juifs non inscrits sur les registres de la population urbaine. Et voilà

rejetés au Territoire huit cents Juifs, qui étaient établis depuis vingt ans à Tomsk : possesseurs d'immeubles, ils doivent les vendre à des conditions désastreuses, et régler toutes leurs affaires sans délai.

En 1891, le grand-duc Serge fait expulser de Moscou des milliers d'artisans que l'on arrête de nuit, que l'on entasse dans les postes de police et que l'on ramène, menottes aux mains, vers les villes du Territoire : en plein mois de janvier 1892, on renouvelle l'opération; des enfants gèlent en route. Mêmes pratiques à Kalouga, Toula, Riazan. En 1893, une circulaire du ministre prescrit les mêmes expulsions dans tous les gouvernements d'Europe : « Sans vérifier en détail les droits des Juifs domiciliés en votre gouvernement, je prie Votre Excellence, écrit le ministre aux gouverneurs, de *faire émigrer* dans le Territoire tous les Juifs qui ne possèdent pas le droit de séjour. » Sans répit, tout sursis refusé, quelque 2 ou 300 000 Juifs furent chassés de leurs maisons, de leurs occupations, rejetés à la famine du Territoire.

Restent les marchands de première *ghilde*, c'est-à-dire payant une énorme patente : ceux-là seuls continuent de vivre en terres russiennes sans trop de persécution; leur fortune — tant qu'elle dure — leur fournit les armes de défense; mais gare aux premiers revers, aux rumeurs seulement de revers ou de ruine, ou aux refus de prêts dont les assiègent mille débiteurs officiels. A Moscou, le grand-duc Serge tirait quelques beaux revenus, du grand commerce juif.

*
* *

Est-il besoin de dire qu'en tout cela, ni les intérêts évidents ni même les désirs avoués du peuple russien ne sont consultés?

Le Russien méprise *ses* Juifs, les bourre, les pourchasse, les pille, les massacre même « quand notre petit père l'ordonne » ou simplement par colère et divertissement, comme il bat *sa* femme. Mais il sait qu'il en a besoin; il ne peut s'en passer; sitôt morts ou partis, il les regrette, les réclame. En 1901, les meuniers russes, réunis en congrès à Varsovie, demandent que la loi autorise les Juifs à acquérir et à prendre à bail des lopins de terre contigus à un cours d'eau, qui fournirait la force motrice : ces terrains, inutilisables pour l'agriculture, pourraient contribuer à la prospérité de la meunerie et augmenter ainsi le bien-être de certaines localités; en outre, les congressistes invitent le ministre de l'Intérieur à permettre aux meuniers juifs ou à leurs représentants d'habiter temporairement hors du Territoire, afin qu'ils puissent se livrer au commerce des farines, sans crainte de vexations.

Chaque année, en terres russiennes, les Conseils communaux ou généraux de villes et de provinces prient le pouvoir central de laisser le Juif du Territoire venir et même s'établir chez eux. Ces demandes se renouvellent plus pressantes dans les années de mauvaises récoltes, où le paysan ne peut garder ses attelages et ses bestiaux : « Autrefois, disent les

zemstvos, les marchands juifs venaient aux foires et nous ouvraient de lointains débouchés; aujourd'hui les foires et marchés pullulent de vendeurs, et l'on ne trouve acquéreurs qu'aux prix les plus dérisoires. »

On lit fréquemment dans les journaux russes des requêtes de ce genre :

La commune de Wladimirofka, à l'unanimité, décide de demander à M. le gouverneur d'Orel de permettre au Juif Abraham Isserlis de rester établi à Wladimirofka; son expulsion nous réduirait à la plus profonde misère. Nous sommes très pauvres; notre terre sablonneuse n'est pas productive et nous gagnons le nécessaire par le transport de la houille et des minerais de fer de la station Doubrofka jusqu'aux usines de Bitochof; le nommé Isserlis a entrepris le trafic des matières premières de cette exploitation.

Le président du *zemstvo* de Koursk expose au gouverneur de Koursk la nécessité urgente qu'il y aurait à abolir les restrictions qui interdisent aux négociants juifs de se rendre dans les communes urbaines et rurales pour le commerce des produits agricoles. Le président trace un tableau pénible de la situation des paysans : parmi les remèdes, il estime que le plus efficace est d'autoriser les Juifs à parcourir les campagnes et même à y demeurer; leur présence aura pour effet de fournir des débouchés aux produits de la terre, qui ne trouvent pas acheteur.

De 1865 à 1896, la ville de Nikolaïef n'a pas cessé de réclamer le droit d'avoir des bourgeois juifs. En 1865, les gouverneurs et les commandants militaires priaient le ministre de la Marine d'intervenir auprès du tsar : ils avaient besoin du Juif pour assurer la vie quotidienne du port et le fonctionnement des services. Ils énuméraient divers avantages :

1° L'établissement des bourgeois juifs contribuera à amener la baisse de prix des denrées, trop chères faute de concurrence;

2° De sérieux moyens seront assurés à une classe pauvre, laborieuse et intéressante;

3° Bien des abus seront évités : les bourgeois juifs sont installés aux environs, à quelques verstes de Nikolaïef; ils viennent en ville, y exercent clandestinement leur commerce; on les force donc à tourner la loi, à agir avec astuce, à ruser, et le trésor de l'État en souffre, attendu que ces Juifs ne paient ni patente ni contribution.

Le ministre de la Marine appuya cette requête, le gouverneur général de Nouvelle-Russie, également; le directeur-chef de la chancellerie personnelle de Sa Majesté intervint; le 18 février 1866, le Conseil de l'Empire fit publier un oukaze spécial qui accordait aux bourgeois juifs l'autorisation d'élire domicile à titre permanent à Nikolaïef; l'oukaze fut signé par l'empereur le 24 mars 1866; mais, de 1866 à 1896, cet oukaze fut toujours contesté; il fallut en 1896 une intervention du Sénat pour confirmer le droit des bourgeois juifs.

Les journaux russes ont souvent montré quels résultats fâcheux les *lois de mai* avaient pour le paysan et le propriétaire orthodoxes. En janvier-février 1898, l'*Odesski Listok* fait le compte de ces pertes :

D'après les déclarations officielles, la loi de 1882 se proposait d'enrayer l'exploitation des populations rurales par les Juifs. Malgré toutes les entraves, les Juifs ont réussi à créer de nouveaux débouchés à notre agriculture; ils ont entrepris, au grand bénéfice des petits fermiers, l'exportation de la volaille et des œufs. Combien cette source de

revenus eût été plus considérable pour les paysans, si les Juifs avaient eu le droit de parcourir librement les villages, d'installer des maisons d'achat dans certains centres! Comme la loi de 1882 n'atteint pas les Juifs de première ghilde, ceux-ci peuvent s'établir partout dans les campagnes; comme ils sont fort peu nombreux et qu'ils n'ont pas à redouter de concurrence, ils sont les maîtres du marché et fixent à leur gré le prix des denrées. La loi a donc favorisé le gros commerce au détriment des petits négociants et des paysans.

Elle interdit aux Juifs de prendre à hypothèque les biens fonciers hors des villes et des bourgades : ils ont retiré leurs capitaux pour les employer ailleurs. Ce fut un rude coup pour les propriétaires du Territoire; la situation a empiré de jour en jour et, à plusieurs reprises, le gouvernement a dû venir en aide par des prêts; malgré cette assistance officielle, le nombre des domaines à vendre est énorme et les prix s'avilissent de plus en plus.

La défense faite aux Juifs de prendre des terres en fermage a été si funeste aux paysans que beaucoup de propriétaires aident les Juifs à tourner la loi. Plusieurs gouverneurs ont dû réclamer des mesures contre ces fraudes; mais les propriétaires persistent dans leurs errements; ils trouvent avantage à affermer leurs biens à des Juifs.

En un volume très documenté, N. Chmerkine a clairement exposé les *Conséquences de l'Antisémitisme en Russie*. Il y montre surtout de quels maux le paysan doit payer la folie persécutrice. Sur cette terre à blé, qui produit trois fois au moins la quantité de grains nécessaires à la consommation nationale, la famine est à l'état presque endémique, faute d'agents commerciaux qui répartissent la récolte suivant les besoins : les accapareurs centralisent les blés en quelques ports et centres de voies ferrées, puis

n'ayant de représentants qu'à l'étranger, exportent à vil prix toute la récolte des districts favorisés; dans le voisinage, une région maltraitée par le gel, les pluies ou la sécheresse, meurt de faim.

Ces accapareurs orthodoxes ont rendu tristement célèbre leur surnom de *koulak*. Dans les provinces du *tchernoziom*, le *koulak* est une sorte de bandit protégé par les lois, mais qui doit se défendre, lui et ses magasins, par de solides murailles et des gardes armés contre la colère du paysan. Ce malheureux *moujik*, ignorant, ivrogne et confiant, est dépouillé, trompé : faux poids, signatures ou inventaires falsifiés, sacs crevés, récipients à double fond, il est victime de toutes les supercheries; et contre ces accapareurs riches, bien apparentés, protégés du fonctionnaire, il est sans recours. A grands cris, il réclame *son* Juif, qui souvent est plus honnête et à qui toujours il peut faire rendre gorge.

Pour l'industrie russienne, les résultats sont encore pires. La région de Moscou a été ruinée par les expulsions de 1892 : artisans et capitaux, toute cette force juive, transportée en Pologne, a créé autour de Lodz et de Varsovie une concurrence désastreuse aux usines moscovites. En 1882, Varsovie avait 400 000 âmes, dont 130 000 Juifs; elle en a aujourd'hui près de 800 000, dont 250 ou 260 000 Juifs. A Lodz, mieux encore, si l'on en croit le journal polonais *Woskhod* du 1er août 1896 :

En 1885, Lodz comptait 135 000 habitants : en 1897, 322 000 habitants. Cette augmentation ne provient pas des

étrangers; depuis 1887, les étrangers sont soumis, pour la résidence en Pologne, aux mesures de restriction les plus rigoureuses. Ce ne sont pas davantage les habitants d'autres villes de Pologne ou du Territoire qui auraient reflué sur Lodz; dans ces villes, la même augmentation se produit ou à peu près. Cette situation tient uniquement à l'affluence des Juifs expulsés de Moscou et des autres cités de l'intérieur.

Lodz est devenu depuis 1885 le « Manchester russe », et ce n'est pas seulement Lodz qui a pris cette extension; les villes du voisinage, Tomaschof, Sgerz, Papianzi, sont devenues de grands centres manufacturiers. C'est en grande partie aux Juifs russes que revient l'honneur de cette étonnante et rapide métamorphose. Chassés de Moscou, les Israélites, qui connaissaient les ressources commerciales et les besoins industriels de la région moscovite, se sont dirigés vers les centres industriels et manufacturiers du Territoire, où ils ont le droit de vivre de leur travail. Immédiatement, la valeur des biens fonciers, des immeubles, des terrains doubla. A Varsovie, des quartiers tout entiers ont été rasés, pour faire place à des bâtiments neufs, à de confortables demeures modernes; dans les usines et fabriques, des machines perfectionnées ont remplacé l'outillage démodé et rudimentaire.

Dès aujourd'hui, Lodz peut lutter avec Moscou qui lui a fourni des armes pour la combattre; c'est au point que les fabricants moscovites ont demandé récemment au gouvernement que les produits de Lodz fussent soumis à des impôts spéciaux, ou bien que la ville de Lodz fût déclarée « extra-territoriale », séparée du Territoire (les Juifs en seraient expulsés). Cette demande extravagante n'a pas trouvé d'écho auprès du pouvoir central.

Le ministère des Finances vient de publier les *Annales de la statistique commerciale et industrielle* pour l'année 1895. La légende veut que les Juifs en Russie ruinent les régions où ils peuvent librement habiter : or, les chiffres officiels révèlent tout au contraire que le développement commercial et industriel du Territoire est infiniment supérieur à

ce qu'on voit dans les autres parties de la Russie : dans le Territoire, on compte 5 055 fabriques et usines dont le chiffre d'affaires est de 300 millions de roubles par an, soit environ 1 milliard de francs; la production industrielle des usines situées dans les quinze gouvernements du Territoire et dans la Pologne représente 35,69 p. 100 de la production totale de la Russie et, en défalquant Saint-Pétersbourg et Moscou, 55,85 p. 100.

Qu'on remarque que les quinze gouvernements ont été pauvrement dotés par la nature, qu'ils ne contiennent ni mines ni beaucoup de cours d'eau; mais l'énergie, l'initiative, le travail inlassable des Juifs ont réussi à contre-balancer les mauvaises chances naturelles... et autres. Certes, il serait absurde de prétendre que le Juif soit l'unique facteur de ce grand développement; mais ce qui est hors de conteste, c'est que les Juifs ont exercé une action considérable sur les progrès de cette industrie.

Si tels sont les bénéfices de la nation, l'empire du moins et le tsar en recueillent-ils d'autres qui puissent compenser?

Laissons l'opération financière, la perte de ces impôts que les Juifs établis partout, libres de développer la richesse publique, vaudraient sûrement au Trésor, et les services de tous genres qu'ils lui rendraient, la possibilité d'emprunts intérieurs, la circulation des capitaux plus commode, plus rapide, sans compter le bon vouloir de la finance israélite dans les Bourses étrangères, sans lesquelles la Russie ne peut vivre : à l'heure actuelle, ce bon vouloir eût permis de poursuivre la guerre et de ne pas rester sur d'aussi complètes déroutes.

Laissons encore les résultats diplomatiques, je veux dire la mauvaise renommée, la désaffection que

dans le monde entier le spectacle navrant de l'émigration juive répand et légitime contre le gouvernement russe, les malédictions et souhaits de vengeance qui finissent par s'imposer aux cabinets, par se traduire en une note du président Roosevelt ou dans les discours des libéraux anglais et français : si l'opinion du monde entier — sauf la France — fut pour les Japonais contre les Russes, c'est aux récits, à la simple vue des émigrés juifs que, pour une bonne part, est due cette haine aveugle de la Russie.

Mais ne prenons que la politique intérieure.

Entassant dans les villes du Territoire des milliers de prolétaires affamés, le gouvernement russe a recruté une armée révolutionnaire : refusant aux intellectuels l'emploi de leurs facultés en des besognes légales, il a donné à cette armée des chefs irréconciliables et invincibles. On a chance de bien parler de révolution quand chaque mot traduit une rancune ou une souffrance personnelles, et l'on a chance d'être entendu, suivi, quand chaque auditeur crève de faim. Les *lois de mai* ont uni toute la misère juive en cette *Union générale ouvrière juive de Russie et de Pologne*, ce *Bounde* où les Juifs sont en majorité, mais qui agglomère les travailleurs de toutes nationalités sur l'étendue entière du Territoire. Depuis 1897, cinq ou six cents grèves en ont montré la puissance et son journal l'*Iskra* sème partout les appels que voici [1] :

... Pourquoi donc tombent sur nous à bras raccourcis

1. J'emprunte cette traduction à Élie Éberlin, *Juifs russes*, dans les *Cahiers de la Quinzaine*.

tous ces gendarmes, mouchards, gouverneurs et Cosaques? Pourquoi élève-t-on tant de prisons? Pourquoi peuple-t-on par nous les déserts froids de la Sibérie? Que faisons-nous donc pour qu'on nous combatte par ces cruels moyens? Nous sommes des social-démocrates, — l'avant-garde du prolétariat militant, — nous ne demandons qu'une chose : la vérité dans toutes les sphères de la vie sociale et individuelle. Nous voulons supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, nous voulons le règne de la justice, de la liberté et de la fraternité. Nous ne voulons pas que la terre soit arrosée de sang, de sueur et de larmes, plongée dans un océan de misère et de famine.

La bande de voleurs, d'assassins et de débauchés qui tient le pouvoir a essayé de tous les moyens pour combattre la Révolution : prison, déportation, massacres en masse dans les rues et dans les commissariats, assassinats hypocrites accompagnés de la comédie de l' « autopendaison », assassinats purs et simples par les balles des soldats, et enfin la dépravation « légale ». Mais elle oublie qu'on ne peut saturer de violence l'atmosphère que jusqu'à une certaine limite. Au delà, la révolte soulève toutes les couches de la société; un courage désespéré fait place à la soumission servile, les morts sortent des tombeaux, et devant chacun se dresse ce dilemme fatal : jeter bas les chaînes de l'esclavage, ou mourir.

Dans la revue historique *Rousskaia Starina*, le prince Orlof, ambassadeur de Russie à Paris, écrivait en mai 1881 quelques *Réflexions sur les Sectes religieuses en Russie* :

La question juive pourrait se résoudre avec une extrême facilité. Il suffirait de s'en tenir aux principes suivants :

1° Accorder aux Juifs russes tous les droits civils dont jouissent les autres sujets russes;

2° Permettre aux Juifs étrangers de se fixer en Russie aux mêmes conditions que les autres étrangers.

Cette dernière proposition aurait pour conséquence d'attirer chez nous des capitaux qui donneraient une vive impulsion à notre industrie. Avec leur esprit d'entreprise, les Juifs trouveraient en Russie un vaste champ où leur activité pourrait s'exercer pour le plus grand profit de l'empire.

FINLANDE

Séparée des terres russiennes par les forêts profondes et par la chaîne de grands lacs qui, de la Baltique à la mer Blanche, creusent un fossé continu, la Finlande fut toujours une annexe étrangère où l'influence maritime pénétrait par des milliers d'îles et de fjords.

Jusqu'au début du XIXe siècle, c'était une colonie suédoise, intimement unie à la métropole par le va-et-vient des barques ou des traîneaux baltiques; le pourtour de ses côtes est encore aujourd'hui le domaine des Suédois. Les tribus finnoises de l'intérieur conservèrent leur langue; mais le suédois devint pour elle un second idiome national; il est encore le véhicule de la civilisation et de la science occidentale, comme il fut jadis le véhicule de la religion luthérienne.

Trente-sept millions d'hectares (les deux tiers de la France); deux millions et demi d'habitants, dont trois ou quatre cent mille Suédois authentiques, et le reste de Finnois métissés; pas un Russien, sauf quelques fonctionnaires et quelques demi-nomades dans les

forêts de l'Orient, pas un orthodoxe ni un catholique : tous luthériens, mais d'un luthéranisme teinté de douceur, de placidité rêveuse, de tendresse mystique.

Un peuple de défricheurs, de laboureurs entêtés à faire germer leurs céréales sur une table de granit, parmi les essarts et les marécages, sous un ciel de neiges et de nuées, jusqu'aux abords du cercle polaire ; un peuple de marins aussi et d'industriels, de soldats et de coureurs d'aventures : une sorte de Bretagne sans alcoolisme, avec les vertus scandinaves et la régularité protestante.

Entamée par les conquêtes de Pierre le Grand, envahie au cours du XVIII[e] siècle, la Finlande fut annexée par Alexandre I[er] après la grande guerre de 1809. Un manifeste du tsar dès le mois de juin 1808 avait promis le respect des lois, droits et privilèges que les rois de Suède avaient accordés à leur grand-duché. Le 27 mars 1809, Alexandre ouvrait la diète, et jurait de maintenir la constitution finlandaise :

Nous Alexandre I[er], Empereur et Autocrate de toutes les Russies, Grand-Duc de Finlande, etc., etc., etc., savoir faisons : La volonté du Très-Haut nous ayant fait entrer en possession du Grand-Duché de Finlande, Nous avons voulu par les présentes confirmer et sanctionner la religion et les lois fondamentales du pays ainsi que les droits et privilèges dont chaque Ordre en particulier, dans ledit Grand-Duché, et tous ses habitants en général, tant grands que petits, ont joui jusqu'à présent en vertu des Constitutions. Nous promettons de maintenir tous ces avantages et lois en

pleine vigueur sans altération ou changement. En foi de quoi Nous avons signé le présent acte de garantie de Notre propre main.

Donné à Borgå, le 15/27 mars 1809.

L'original est signé de la propre main de Sa Majesté :

ALEXANDRE.

En retour, les Finlandais lui prêtèrent serment de fidélité, et dans un mémoire au gouverneur général Steinheil, du 26 septembre 1810, Alexandre expliquait ses intentions :

En réglant la situation de la Finlande, j'ai eu l'intention de donner à ce peuple une existence politique, de telle sorte qu'il ne se regarde pas comme conquis par la Russie, mais comme attaché à elle par le lien de ses intérêts évidents : c'est pourquoi, non seulement ses lois civiles, mais ses lois politiques ont été maintenues.

De 1810 à 1890, la Finlande fut régie par cette constitution : le tsar représenté par un gouverneur général; la Finlande représentée par sa diète archaïque où les Quatre ordres (noblesse, clergé, bourgeoisie, paysans) avaient chacun son assemblée particulière; le pouvoir exécutif et judiciaire surveillé par un Sénat, qui pour moitié était Conseil des ministres et, pour moitié, Cour suprême.

De 1809 à 1855, la diète ne fut pas convoquée; mais le Sénat gouverna sagement, libéralement, et Nicolas Ier, aussi bien qu'Alexandre Ier, respecta les droits et privilèges finlandais. Alexandre II, dès 1855, annonça qu'il appliquerait scrupuleusement la constitution : le 18 juin 1863, il convoquait la diète; le

18 septembre, il l'ouvrait en personne, et annonçait des changements constitutionnels qui ne porteraient aucune atteinte aux libertés de la nation. A la fin de 1864, une commission finlandaise dressa le plan de ces modifications qui, adoptées par la diète et sanctionnées par le tsar grand-duc, devinrent en 1869 la *Loi organique de la diète.* En voici les dispositions principales :

1° Le Grand-Duché de Finlande, faisant partie de l'empire Russe, est indissolublement uni à cet Empire;

2° Le Grand-Duché est gouverné d'après sa forme de gouvernement et ses lois;

3° L'empereur de Russie est en même temps grand-duc de Finlande; en ce qui regarde l'ordre de la succession au trône, l'âge où l'héritier devient majeur, la régence ainsi que d'autres questions analogues, ce qui est ou sera statué quant à la Russie sera valable aussi pour la Finlande;

4° Les relations de la Finlande avec les puissances étrangères dépendent de celles de l'Empire et sont identiques;

5° L'administration suprême dans le pays est confiée à un Sénat, composé d'un président et d'autant de membres qu'il sera jugé nécessaire, auxquelles fonctions des hommes d'origine finlandaise seront nommés par l'Empereur;

6° Le pouvoir judiciaire de l'Empereur sera exercé par un Tribunal suprême, composé d'un président et de membres inamovibles et nommés par l'Empereur parmi des hommes d'origine finlandaise;

7° Les affaires qui demandent à être décidées par l'Empereur Lui-même sont rapportés à l'Empereur par un Ministre-secrétaire d'État, qui doit être Finlandais d'origine;

8° Le Ministre-secrétaire d'État et les membres du Sénat, ainsi que les autres fonctionnaires du pays, ne sont responsables que devant l'Empereur de l'exercice de leurs fonctions et emplois;

9° Les États du pays ont le droit de se réunir en Diète ordinaire;

10° Désormais, aucun emprunt d'État ne sera fait sans le concours de la Diète, sauf le cas où une guerre ou quelque autre calamité imprévue rendrait nécessaire d'y avoir recours;

11° Le droit appartenant déjà aux États au sujet des impôts sera élargi, en ce qui regarde les impôts extraordinaires; la législation concernant l'alcool sera soumise désormais à l'examen de l'Empereur et des États; les principes généraux de l'impôt douanier seront décidés dans le même ordre, tout en réservant à l'Empereur exclusivement le pouvoir de fixer le montant des droits de douane;

12° Le droit d'initiative, qui a appartenu aux États dans les temps passés, leur sera restitué, l'initiative en matière de lois fondamentales restant toutefois réservée à l'Empereur seul;

13° La liberté religieuse devra être étendue de manière que tout chrétien, quelle que soit la confession spéciale à laquelle il adhère, puisse obtenir le droit de citoyen en Finlande et y être admis au service public, civil et militaire.

Ce régime a fonctionné régulièrement sous Alexandre II et Alexandre III jusqu'en 1890. Alexandre III et Nicolas II de 1890 à 1899 y portèrent quelques atteintes, mais le tolérèrent à demi. Il eut pour la Finlande des résultats bienfaiteurs. Il permit, et stimula la libre initiative, encouragea l'éducation populaire, appliqua les ressources locales aux besoins locaux, imposa le minimum de charges financières et militaires, et tourna toutes les énergies vers la découverte et l'exploitation du domaine national. La Finlande montra ce que pourra devenir la Russie tout entière,

le jour où une administration économe et raisonnée mettra en valeur les ressources de cet immense empire.

La Finlande, qui ne représente qu'un soixantième de l'empire et l'un des moins favorisés de la nature, parvint sans contracter d'emprunts à outiller son commerce et son agriculture, à se pourvoir de routes, de voies ferrées, de ports, de laiteries et fromageries. Ses postes furent régulières et ses douanes honnêtes, parce qu'elle en avait la surveillance; sa presse connut une grande dignité, parce qu'elle était libre. Dans cette immensité de forêts presque désertes, les fauves, les brigands et les ivrognes disparurent pour faire place chaque jour à de nouvelles fermes essaimées. La Suisse mise à part, il n'est pas en Europe de communauté comparable à la Finlande.

On trouvera un exposé complet de la situation finlandaise dans l'excellent ouvrage de N. C. Fredericksen, *La Finlande*. En voici les traits principaux :

Dans sa plus grande partie, la Finlande est un pays peu fertile, peu favorable à l'agriculture. Elle appartient, par sa formation géologique, à la péninsule scandinave, et non à la grande plaine de l'Europe orientale et septentrionale. Le sous-sol consiste surtout en granit et en gneiss, parfois en porphyre et en schiste. La surface provient surtout de formations glaciaires, dont la plus grande partie donne plutôt des terres pauvres.

En Finlande, 11 p. 100 de la superficie sont couverts par les eaux des lacs et des fleuves. Dans le Savolaks et la Carélie, la superficie couverte par les eaux atteint même 19 p. 100. Les terres et les eaux ne sont pas complètement séparées : les marais et les tourbières couvrent encore le

cinquième de la surface du pays, et même plus de la moitié dans quelques parties de l'est et du nord.

On a, dans le nord, un hiver de huit mois, et de cinq mois dans le sud. Le printemps n'arrive qu'en mai et quelquefois en juin. Et pourtant, dans la Finlande méridionale, la température moyenne de l'année est de +5° centigrades contre —3° sous la même latitude, sur le fleuve Ienissei, et — 4° dans le Kamtchatka. Les gelées du mois de juillet, parfois aussi du mois d'août, ainsi que celles du printemps, quand il y a une longue période sans pluie, font beaucoup de mal.

Les céréales mûrissent même dans l'extrême nord du pays. C'est l'orge qui s'avance le plus loin vers le nord, aussi loin que le pin. L'orge a toujours été cultivé dans le pays. Elle fut, pendant longtemps, employée pour le pain. On l'emploie encore comme nourriture dans une partie de l'est, ainsi que dans l'arrière-pays du nord. Dans le nord-est, on fait, en des formes d'écorce de bouleau, un pain d'orge particulier, que l'on appelle *ricksa.*

C'est au XVIIIe siècle seulement que l'orge est devenue moins importante que le seigle, bien que celui-ci ait été introduit de bonne heure par les Suédois. Ce n'est que plus tard encore que l'orge a été en grande partie remplacée par l'avoine. Le froment n'a été introduit que récemment. On le cultive dans le sud-ouest où il paraît assez bien réussir. La culture de l'avoine s'étend jusqu'au cercle polaire. L'importance de l'avoine a augmenté avec l'extension qu'ont prise les laiteries. L'avoine convient particulièrement aux terres récemment défrichées.

De même que le lin, le chanvre a été cultivé dans le pays depuis des temps anciens. Le grand poème de la dernière période du paganisme dans lequel revivent les mythes finlandais, le *Kalevala*, en fait mention, de même que des céréales ordinaires. Le lin convient aux terrains récemment défrichés; il est cultivé sur une étendue considérable aux environs de la ville de Tammersfors.

Outre la rave ordinaire destinée à la nourriture du bétail, une variété particulière du navet, le *turnip,* a été

cultivée jadis partout où l'on pratiquait l'écobuage. On l'a cultivée jusqu'au lac d'Enare, au soixante-neuvième degré et demi de latitude, et on l'utilise encore pour la nourriture de l'homme. En général cependant, elle est remplacée par la pomme de terre. Dans le midi, les betteraves réussissent; dans la contré d'Abo, où une manufacture de sucre de betterave a été établie, elles contiennent du sucre en même proportion que dans les pays situés beaucoup plus au sud.

La valeur totale des récoltes en céréales s'est élevée, en 1895, à 35 millions 1/2 de marks pour le seigle, 17 millions 1/4 pour l'orge, 36 millions pour l'avoine, 1 million 1/2 pour les pois et haricots, 1 million pour les grains mixtes, 12 millions 1/4 pour les pommes de terre et 1/2 million seulement pour les navets. C'est un total de 114 millions. La production des grains a beaucoup augmenté pendant la dernière génération. De 1861 à 1895 elle a doublé. La Finlande cependant ne produit pas assez de grain pour son propre usage.

Aucun animal n'est plus aimé du paysan finlandais que le cheval. Ce cheval est excellent : solidement bâti, quoique peu grand, brun, roux ou alezan, il peut être comparé, même à son avantage, avec les meilleurs chevaux norvégiens. Lorsqu'on veut améliorer la race par un mélange de sang étranger, on importe des étalons norvégiens. Le nombre des chevaux, qui est de 300 000 environ, n'augmente pas beaucoup, ce qui s'explique par l'utilisation de la force mécanique; mais il ne diminue pas non plus. Il y a en Finlande 1 100 000 moutons. Ce nombre n'augmente pas beaucoup, et, sur les grandes fermes, il diminue même, comme dans plusieurs autres pays du nord, parce qu'on trouve plus avantageux de les remplacer par des vaches. Cependant le nombre de moutons appartenant aux petites gens augmente avec l'aisance.

Dans l'extrême-nord, le renne ne peut être remplacé par aucun autre animal domestique. Non seulement les rennes donnent du lait, mais ils fournissent encore de la viande, ainsi que du cuir pour les habits et pour d'autres

usages. Ils remplacent les chevaux : trois rennes rendent le même service qu'un cheval. Leur nombre, de 1880 à 1897, est monté de 43000 à 117 000.

Le développement que prennent à l'heure actuelle en Finlande les affaires de laiterie est regardé comme le progrès agricole le plus important. Dès 1885, la Finlande, suivant l'exemple du Danemark, a commencé à introduire les grandes fabriques de beurre, qui achètent le lait des paysans, et, par une production rationnelle, atteignent des prix de vente plus élevés : on a aujourd'hui, comme en Danemark, des milliers de ces laiteries et fabriques de beurre.

L'exportation du beurre a considérablement augmenté, Elle a atteint 30 millions de marks en 1897. Elle a un peu baissé dans les trois années suivantes, par cette simple raison que l'aisance, devenue plus grande grâce à l'augmentation des salaires, a permis au peuple de consommer plus de beurre, comme de presque tous les autres objets de consommation. La production totale de l'agriculture a été estimée, pour 1896, à 306 millions de marks au moins, savoir : 135 millions en grains, 121 millions produits par l'exploitation de la laiterie et 50 millions pour la vente de la viande, du foin, des œufs, etc.

L'essor qu'a pris la fabrication du beurre constitue le meilleur témoignage de la culture moderne dans le nord de l'Europe. C'est une industrie qui, en raison de la coopération qu'elle demande suppose chez le peuple une certaine culture : ce qu'on a déjà réalisé en Finlande est un témoignage du degré de civilisation très avancé auquel est parvenu le peuple.

Voilà pour l'agriculture et voici pour l'industrie et le commerce. Les scieries prospèrent en cette immense forêt :

En 1899, on a exporté pour 16 millions de marks environ de madriers, ce qui représente un volume de 373 000 mètres

cubes; pour 32 millions un quart de « batings » représentant 805 000 mètres cubes; pour 31 millions de planches représentant à peu près un million de mètres cubes; pour 3 millions environ, un peu plus de 300 000 mètres cubes, de douves et de fonds, fragments de madriers et de planches; enfin, pour une somme moins considérable de poutrelles sciées. La masse totale de bois façonnée par les scieries n'a été évaluée qu'à 2 millions 1/5 de mètres cubes. La valeur totale du bois exporté par elles a été, en 1899, de plus de 82 millions de marks.

Il y a maintenant 500 scieries environ, et parmi elles nombre d'établissements très considérables, dont chacun produit annuellement pour des millions. Plus de la moitié des scieries, et surtout les très grandes, emploient la vapeur au lieu de la force hydraulique; il est plus important pour elles d'être en situation de réunir le bois et de l'exporter, que d'être placées auprès de chutes d'eau : les établissements les plus importants se trouvent aux embouchures des grands systèmes lacustres.

La fabrication la mieux adaptée au pays est incontestablement, après les scieries et les laiteries, celle de la pâte de bois, de la cellulose et du papier. Elle emploie la matière première la plus importante du pays, le bois, et, plus qu'aucune autre industrie, a besoin en même temps des chutes d'eau énormes. Sur 50 000 chevaux de force hydraulique environ, utilisés actuellement, les industries dont nous parlons en emploient à elles seules 30 000.

Le grand développement du commerce est l'une des meilleures preuves des progrès du pays. En 1836, le commerce total de la Finlande avec l'étranger n'était encore que de 18 millions de marks, partagés à peu près également entre l'exportation et l'importation. En 1846, il n'était que de 31 millions, et la moyenne, de 1841 à 1852, n'atteignait que 32 millions. En 1866, on atteignait 76 millions; en 1876, 230 millions, et ce dernier chiffre avait même été dépassé en 1875. Le plus souvent on constate un excédent très considérable de l'importation sur l'exportation.

En 1889, le total du commerce extérieur était de 236 mil-

lions; il y eut une diminution en 1890, et peu d'augmentation dans les années suivantes, qui furent moins bonnes et dans lesquelles on constata une diminution de l'excédent de l'importation. En 1892, cet excédent était encore de 52 millions; il tomba à 11 en 1893; en 1894, il atteignit à peine 3 millions. En 1895, il fut à peine de 7 millions et demi, bien que le total du commerce extérieur accusât une augmentation considérable : 293 millions contre 241 en 1896.

Dans les années suivantes, on constate une augmentation considérable aussi bien du total du commerce extérieur que de l'excédent de l'importation sur l'exportation. En 1899, le chiffre total du commerce extérieur atteignit même 436 millions, soit le double de la moyenne constatée dans la période décennale antérieure : 251 millions à l'importation; 185 millions à l'exportation.

La Finlande jadis n'avait que ses voies maritimes et fluviales. La mer lui avait amené la civilisation et continuait de lui amener les affaires. Les fleuves innombrables et profonds permettaient les remontées jusqu'au centre du pays, dans les dix mille lacs de l'intérieur. Mais cette navigation fluviale rencontrait des rapides violents, des chutes insurmontables : il fallut des travaux d'art pour tourner ou dompter ces passages dangereux. Aujourd'hui les plus grands lacs communiquent librement avec la mer, et l'industrie, utilisant ces chutes, tire de la « houille blanche » des services qui grandissent de jour en jour : cette Finlande sera quelque jour le paradis de l'industrie hydraulique.

Le flottage du bois accapare les voies d'eau. Les routes terrestres furent tracées pour les besoins du

paysan et du citadin. La Finlande possède aujourd'hui cinquante mille kilomètres de routes environ; depuis la guerre de Crimée, elle a construit plus de trois mille kilomètres de voies ferrées (quatre fois la distance de Paris à Marseille).

Il n'est pas de pays en Europe qui ait de meilleures finances que la Finlande. Les charges publiques ne sont pas très lourdes. Bien qu'on ait dépensé largement pour le développement du pays, le budget est en équilibre; il y a même des excédents de recettes. On a constitué des réserves considérables; les propriétés de l'État représentent une valeur plusieurs fois supérieure à celle de la dette, qui a été contractée presque entièrement en vue d'entreprises productives.

Le budget de 1901 fut établi sur les chiffres suivants :

	Marks
	—
Revenus d'État ordinaires y compris les impôts votés par la Diète	70 273 000
Emprunt d'État en vue de la construction des chemins de fer, 35 millions en quatre ans, soit par an	8 750 000
Excédent de la période précédente, à employer dans le présent exercice	4 634 000
Total des revenus	83 657 000
Dépenses ordinaires, y compris l'intérêt et l'amortissement de la dette	57 959 000
Dépenses extraordinaires	25 625 000
Total des dépenses	83 584 000

Le peuple finlandais n'était pas sans agitations politiques. La présence de deux langues et de deux civilisations, l'une suédoise, l'autre finnoise, l'une bourgeoise, l'autre plus foncièrement paysanne, amenait quelques discussions et moins une rivalité

qu'une émulation des deux partis à façonner de plus en plus la nation finlandaise selon l'idéal et les coutumes des Scandinaves ou des Finnois : *Svécomanes* et *Finnomanes* étaient les gros mots que l'on échangeait d'un bord à l'autre.

Les premiers se targuaient de leur civilisation supérieure, de leurs relations plus intimes avec l'Occident, de leurs conceptions plus laïques, de leurs mœurs et modes plus citadines; ils prenaient le titre de libéraux, laissant avec un peu de mépris le titre de conservateurs à leurs adversaires, qui avaient pour eux la grande majorité de la nation, les traditions et langue des aïeux, l'appui du clergé et de l'aristocratie foncière, la masse des paysans et gens de la forêt.

Et dans les quatre chambres de la Diète comme au Sénat, on se livrait de terribles batailles pour la prédominance des deux langues : le résultat le plus net était que chacun voulait doubler le nombre de ses écoles, perfectionner et développer tous les enseignements, conquérir les femmes qui disposent des générations futures : la femme finlandaise fut éduquée à l'égal de l'homme, dans les mêmes classes, sur les mêmes bancs.

Pétersbourg laissait faire, sans craindre la contagion libérale : une ligne de douanes doublait l'épaisseur de lacs et de forêts qui séparent entièrement la Finlande des terres russiennes. Chaque tsar jurait à son avènement — et Nicolas II jura lui aussi — de respecter ces lois et privilèges. Les tsars avaient

trouvé en toutes circonstances un tel loyalisme dans le peuple entier de leur Finlande qu'ils laissaient même subsister une armée finlandaise, indépendante de l'armée russe, un drapeau finlandais, distinct du drapeau impérial : le Finlandais ne servait obligatoirement que dans son armée; la diète finlandaise organisait le recrutement et entretenait ses troupes; l'armée finlandaise ne devait servir qu'à la défense du territoire finlandais.

Grand bénéfice pour l'empire russe d'avoir cette nation armée sur ses frontières de l'Occident! L'armée russe en tirait un bénéfice plus grand encore : de cette milice finlandaise, tous ceux qui avaient le goût des armes ou le besoin de solde — la Finlande fournit jadis aux Gustave-Adolphe et aux Charles XII leurs meilleurs capitaines, les cadres inférieurs et supérieurs de leurs troupes suédoises — passaient en Russie; la Finlande était une pépinière modèle de sous-officiers et d'officiers; depuis quatre-vingts ans, la Russie n'a jamais fait d'expédition proche ou lointaine, sans qu'un Finlandais y ait exercé un grand commandement.

Et la marine russe aurait pu tourner vers les entreprises maritimes cette population côtière qui ne demandait qu'à vivre de la mer. Pour l'empire russe, la Finlande serait devenue une recruteuse de matelots, si Pétersbourg eût toléré seulement que le Finlandais imitât le Norvégien sur les côtes de l'océan Glacial.

A la fin de 1899, la marine marchande de la Finlande

comprenait 2 281 navires de 19 tonnes au moins ayant un tonnage total de 318 000 tonnes; en 1896, elle comprenait 2 132 navires avec 313 000 tonnes; en 1876, 1 900 environ avec 285 000 tonnes. En 1899, on comptait 2 020 voiliers avec 291 000 tonnes, contre 261 vapeurs avec 47 000 tonnes. Une partie de cette marine marchande, y compris les vapeurs, est constituée par de petits navires qui sont surtout employés dans le pays même. Les petits navires sont particulièrement nombreux sur les lacs. Sur la mer naviguaient, en 1899, 1 759 navires avec 271 000 tonnes; sur le lac Ladoga, on en comptait 107 avec 16 000 tonnes, dont 7 vapeurs avec 400 tonnes; sur les lacs de Saïma, 405 navires avec 32 000 tonnes, dont 72 vapeurs avec 4 000 tonnes. C'est un fait caractéristique que la plupart des navires appartiennent à des personnes habitant les côtes en dehors des villes.

En 1895, la pêche était l'occupation principale de 6 000 familles possédant 9 000 petits bateaux de deux à quatre hommes. Le produit total de la pêche a été estimé à 17 ou 18 millions de kilogrammes, dont 11 pour la pêche maritime, et 6 à 7 pour la pêche sur les lacs et rivières. Sans doute ces chiffres sont inférieurs à la réalité. Les seuls harengs baltiques représentent 8 millions 1/3 de kilos. Le hareng ordinaire, dont il y avait des quantités considérables dans la Baltique, il y a trois cents ans, ne se rencontre plus que rarement. Le haranguet est assez abondant dans le sud-ouest.

Si on regarde la carte, on voit que le nord de la Finlande est séparé de la mer, tout comme l'était la Russie avant la période de Pierre le Grand. Pas très loin de la frontière nord de la Finlande, se trouve la mer Glaciale, toujours ouverte, même pendant l'hiver à cause du Gulf Stream, et d'une richesse remarquable en poissons. C'est cette richesse qui contribue d'une manière si extraordinaire au bien-être de la Norvège septentrionale : les Finlandais de l'intérieur s'en vont régulièrement à la côte norvégienne prendre part à cette pêche; et jusqu'en 1875 on a même remarqué une émigration, non seulement

temporaire pendant les époques de la pêche, mais définitive et tenant au désir de s'établir dans ces contrées, où il y a maintenant une population assez considérable de Finlandais, les « Kvens », comme on les appelle en Norvège.

La raison de cette préférence est que les pêcheurs trouvent là les bienfaits de la civilisation, des commerçants, des moyens de communication, le télégraphe et les vapeurs, des docteurs, et, ce qui n'est pas le moins important, une bonne administration de la justice, des cours qui tranchent immédiatement les procès. On aurait, dit-on, la même migration et même des établissements permanents sur la côte russe, si là on avait la même situation générale et particulièrement la juridiction finlandaise, qui est aussi bonne que celle de la Norvège.

La côte russe est aussi riche que celle de la Norvège en poissons, aussi bien ouverte pendant l'hiver et a même des ports magnifiques, tels que la baie de Peisen et les ports d'Ekaterin et de Jeretik, où il serait commode d'établir des docks, des chantiers de construction de navires, etc. La Russie a commencé dernièrement un port à Ekaterin.

Tout ce pays, et notamment la grande péninsule de Kola, a été, au moins jusqu'à ces dernières années, presque inhabité. Sur les côtes, quelques milliers de pêcheurs pauvres, dépourvus même des premières commodités de la vie, sont Russes pour la moitié, pour un quart Lapons et pour un autre quart Caréliens. Parmi le millier de Lapons, il y a quelques familles luthériennes; la plupart professent la religion grecque orthodoxe sans en savoir, *littéralement*, plus que les trois premiers mots de la confession. Dans le pays dit Ujesd ou Kemsk, au nord de la petite ville de Kem, ne se trouve qu'une population d'une vingtaine de milliers de Caréliens, de race finlandaise, mais grecs-catholiques, très ignorants et arriérés. La religion grecque est une grande difficulté pour le développement de ces contrés du nord, ne serait-ce que par les jeûnes qu'elle prescrit pendant la plus grande partie de l'année : la première nécessité pour vivre dans le Nord est, on le sait, justement

une nourriture animale. De plus l'élevage y est beaucoup plus sûr et beaucoup plus facile que l'agriculture proprement dite. Mais l'élevage ne peut guère se faire là où on n'en peut pas consommer les produits.

Autrefois, la plus grande partie de ce pays était contestée entre le Danemark-Norvège et la Russie. Pendant des siècles, les autorités norvégiennes ont levé l'impôt sur les côtes, tandis que la Russie le réclamait à l'intérieur. Aussi une partie de la côte est-elle appelée « côte de Murman », c'est-à-dire des Normands, parce que les Norvégiens y ont été établis depuis très longtemps. Ce n'est qu'en 1826 qu'un partage définitif eut lieu, sans cependant qu'on prît soin d'étendre les frontières de la Finlande, comme c'était naturel, jusqu'à la mer. Plus tard, il a été question d'échanger certains territoires avec la Norvège. De même, en 1862, dans la période libérale, et jusqu'en 1880, on a eu l'intention de faire un arrangement entre la Russie et la Finlande pour obtenir des ports.

Si la Finlande obtenait ces côtes qui naturellement devraient lui appartenir, ce serait sans doute l'occasion d'un nouveau et considérable développement; cette pêche rapporte maintenant aux Norvégiens 1 et 2 millions de couronnes par an. Mais il suffit de rappeler ce que pourraient être des ports ouverts toute l'année pour une nation comme la Finlande. Sans aucun doute, ce qu'a voulu obtenir le tsar par le port d'Ekaterin pouvait être obtenu d'une manière mille fois plus facile et plus avantageuse sous l'administration finlandaise. Il n'y aurait guère de droits violés par un arrangement de ce genre, tout simplement parce qu'il n'y a rien eu là jusqu'à présent : pas de population, pas de culture; du reste, les nationalités différentes et toutes les religions seraient bien protégées sous le régime de la Finlande, comme l'est à présent en particulier la religion orthodoxe, privilégiée même sous quelques rapports et aidée particulièrement[1].

1. N. C. Fredericksen, *La Finlande*, p. 255 et suiv.

Tsar et Finlande, des deux parts on était satisfait. Mais la bureaucratie et le slavisme étaient mécontents : laisser une riche province hors des griffes concussionnaires! laisser un peuple entier hors de l'église orthodoxe et de la langue russe!

Dès 1881, Pétersbourg critiqua les « licences » que le tsar tolérait en Finlande, et la Finlande ne fut peut-être pas défendue assez habilement par le ministre finlandais que le tsar avait dans son Comité des ministres. De 1885 et 1890, les slavistes menèrent une perfide campagne de presse et de brochures; en 1890, les postes finlandaises furent supprimées; en 1891, supprimé le « comité pour les affaires finlandaises » de Pétersbourg. Puis la langue russe fut imposée dans la correspondance officielle; la presse finlandaise fut surveillée et bâillonnée. On parla d' « affaires d'empire qui exigeaient une législation commune ».

Mais Alexandre III, fidèle à la parole jurée, refusa de signer tout décret qui porterait une atteinte directe à la constitution finlandaise. Sous Nicolas II, les fortes têtes eurent le champ libre : il fallut cinq ans néanmoins et la coalition du parti militaire pour amener le jeune tsar à la violation de son serment. En 1898-1899, deux généraux, le ministre de la Guerre Kouropatkine et le gouverneur de Finlande Bobrikof, persuadèrent à Nicolas II que l'armée finlandaise, dans ce pays travaillé — disaient-ils — de menées occidentales et gagné aux idées anglaises, était un danger permanent.

Un comité, présidé par M. Pobiedonostsef, fut

chargé de « mettre la loi militaire du grand-duché de Finlande en harmonie avec les principes qui règlent la matière dans l'empire ». On pensa d'abord obtenir la signature de la diète finlandaise au bas de ce nouveau règlement. Puis une procédure illégale parut plus commode; un *Manifeste impérial* annonça le 15 février 1899 que désormais Pétersbourg réglerait à son gré « les affaires communes à tout l'empire »; la Finlande n'aurait plus voix prépondérante que dans ses affaires intérieures : « De même que Nos augustes ancêtres, faisait-on dire à Nicolas II, nous voyons le gage du développement de la Finlande dans son unification la plus étroite avec l'empire. » A ce *Manifeste*, était joint un nouveau « règlement » législatif, « devant servir de base pour la rédaction, l'examen et la promulgation des lois rendues pour tout l'Empire, y compris le grand-duché de Finlande ».

La Finlande comprit aussitôt la signification pratique d'un pareil langage : elle était livrée aux russificateurs, sa constitution violée, supprimée dans toutes les affaires importantes, ses charges doublées, quadruplées, sa vie nationale menacée, tout son bonheur atteint.

Le Sénat finlandais pouvait refuser la publication de ce manifeste; mais peu nombreuse et nommée par le gouvernement, cette haute Cour était divisée en *svécomanes* et *finnomanes* ardents. Le Russe flatta, intimida, gagna ces derniers. Le *Manifeste impérial* fut promulgué. La Finlande entière protesta. En quinze

jours, 525 000 signatures étaient apposées au bas d'une supplique à l'empereur grand-duc. Cette respectueuse et loyaliste pétition se terminait par ces mots :

Nous ne pouvons concevoir de doute sur l'inviolabilité de la parole impériale. Nous savons que notre souverain a, devant toute l'humanité, proclamé que la force doit respecter le droit. Le droit d'un petit peuple est aussi sacré que celui de la plus grande nation; l'amour de ce peuple pour sa patrie est aux yeux de Dieu une vertu dont il ne doit pas s'écarter.

Cinq cents délégués de toute la Finlande furent chargés de porter la supplique à Pétersbourg. Avant leur départ d'Helsingfors, ils allèrent, suivis de vingt ou trente mille Finlandais et Finlandaises, défiler sans un cri et porter des fleurs et des couronnes au pied de la statue d'Alexandre II « le Bienfaiteur ». Dans le silence de cette foule angoissée, une voix entonna soudain le choral de Luther : *C'est un rempart que notre Dieu...* Têtes nues, la foule entière se mit à chanter le choral d'abord, puis l'hymne national; puis sans cris, sans la moindre violence, elle se dispersa.

Nicolas refusa de recevoir délégués et supplique : les Finlandais, alors, implorèrent leurs amis d'Europe. Une adresse internationale fut signée par les libéraux et constitutionnels de tous les pays : la signature du duc de Broglie y voisinait avec celle de M. Trarieux et d'Anatole France. Une députation européenne se présenta à Pétersbourg, mais ne fut pas reçue.

Et la Finlande subit les russificateurs. Avec la complicité du Sénat et des aristocrates *finnomanes*, le général Bobrikof voulut appliquer la nouvelle loi militaire, charger la population d'un service au dehors et plus long, d'un contingent plus nombreux, d'une contribution plus forte.

Les principes étaient les suivants :

1° Le ministre de la Guerre aurait la haute main sur toute l'organisation militaire, qu'il fallait soustraire aux autorités civiles (Sénat et diète); il rapporterait seul les questions militaires au souverain;

2° Le grand-duché disparaissait en tant qu'unité militaire, pour faire place au « district militaire finlandais », commandé par le gouverneur général, avec un seul état-major (suppression par suite du commandement et de l'état-major finlandais);

3° Le russe deviendrait la langue administrative; les sous-officiers seraient tenus de le parler; les officiers pourraient être Russes (et non pas exclusivement Finlandais);

4° Une assimilation complète aurait lieu entre les troupes russes et finlandaises; celles-ci pourraient, même en temps de paix, être transportées hors « des gouvernements finlandais »;

5° L'uniformité serait établie dans la durée et l'organisation du service militaire : cinq ans d'active (au lieu de trois), trois ans de réserve (au lieu de deux, ou de cinq pour les bons numéros), et le reste dans la milice jusqu'à quarante-trois ans. Les Russes pourraient servir comme soldats dans ces troupes;

6° L'effectif du contingent annuel serait fixé par le souverain sur le rapport du ministre de la Guerre (et non du Sénat), sans qu'on indiquât, comme dans la loi de 1878, un effectif maximum;

7° Les dépenses militaires seraient payées « par les ressources du budget du pays », sans qu'on indiquât que

seules les ressources votées par la diète pouvaient être affectées à cet emploi [1].

Sans révolte, la Finlande organisa une résistance muette et pacifique, légale : les conscrits émigrèrent plutôt que d'obéir à ces règlements tyranniques. Alors on supprima toute liberté de réunion, de presse, de sermons et de livres. Bobrikof puisa sans contrôle dans les caisses publiques. On imposa le russe dans tous les bureaux. On essaya, sous couleur de colportage et de libre circulation, d'imposer des agents panslavistes dans les fermes et hameaux : ici encore, on comptait sur l'*armiak*, et l'on espérait armer, les uns contre les autres, paysans *finnomanes* et bourgeois *svécomanes*.

Journaux supprimés, écoles fermées, professeurs et patriotes expulsés ou emprisonnés, administrations russifiées, finances dilapidées : la Finlande, toujours unie, continua sa résistance légale et ses protestations loyalistes. On eût bien voulu la pousser à une insurrection ou à des crimes de lèse-majesté. Elle n'avait que des supplications à son « grand-duc » Nicolas II, qu'elle savait dupé ou mal renseigné.

Elle n'avait de haine que contre les auteurs ou les complices de la russification : même contre eux, elle était sans menaces. Dans quelques têtes d'intellectuels seulement, chantait parfois la vieille chanson d'Athènes :

> Dans le rameau de myrte, je cacherai l'épée,
> Comme firent Harmodios et Aristogeiton.

1. Jean Deck, *Pour la Finlande*, p. 64.

Après cinq ans de tortures administratives, un Harmodios se leva qui abattit le tyran Bobrikof (juin 1904), puis se tira deux balles dans le cœur; un autre abattit le traître Johnson, *procurateur* du Sénat finlandais, complice ou avocat de toutes les illégalités (février 1905). Le meurtrier de Bobrikof, Eugène Schauman, était le fils d'un général, ancien sénateur, le petit-fils d'un évêque luthérien. Dans sa poche, on trouva une lettre pour le tsar :

Sire, avec l'aide du Sénat finlandais, le gouverneur général Bobrikof a pu créer dans ce pays un état d'anarchie et d'illégalité complète. Par des mensonges et des exposés faux, le gouverneur général et le ministre-secrétaire d'État de Plehve ont pu amener V. M. a émettre des décrets violant les lois que V. M. en montant sur le trône avait promis de maintenir... Les fonctionnaires les plus habiles et les plus respectueux des lois sont destitués sans procès ni jugement; à leur place, on nomme des coureurs de fortune, des individus corrompus et des personnes qui, suivant les lois du pays, n'ont pas qualité pour remplir les fonctions de l'État. Les citoyens les plus intelligents et les plus loyaux sont arrêtés et bannis. Il n'existe plus aucune garantie de liberté personnelle... Aucune perspective n'existant de faire arriver à V. M. un exposé véridique de la situation, il ne reste qu'à mettre Bobrikof hors d'état de nuire. Le moyen est violent, mais il n'y en a pas d'autre.

Sire! je sacrifie en même temps de ma propre main ma vie personnelle, afin de contribuer encore davantage à démontrer à V. M. les graves désordres qui règnent dans le Grand-Duché de Finlande, ainsi qu'en Pologne, dans les Provinces baltiques, dans tout l'Empire russe.

J'ai pris ma décision seul et avec mûre préméditation, Sire! La mort devant les yeux, je jure devant Dieu qu'il n'y a aucune conjuration. C'est tout seul que j'ai pris ma

résolution et c'est tout seul que je l'exécute. Connaissant le bon cœur et les nobles intentions de V. M., je la prie seulement d'examiner la situation véritable de l'Empire, y compris la Finlande, la Pologne et les Provinces baltiques. Je suis avec le plus profond respect, Sire, de V. M., très puissant Empereur et Grand-Duc, le très humble, très obéissant et très fidèle sujet.

EUGEN SCHAUMAN.

Cette illégalité ne pouvait durer longtemps, sans ruiner les finances du pays, que la russification dilapidait :

Du compte rendu des fonds de l'État finlandais, il résulte que pendant les périodes financières 1898-1900 et 1901-1904, les dépenses pour l'administration en Finlande ont constamment augmenté. Cette augmentation qui de 1898 à 1900 a été de 1 455 000 marks, s'est élevée en 1901-1904 à 3 235 000 marks. Les bureaux ont dévoré pendant la première période 205 000 marks de plus qu'avant et encore 728 000 marks de plus pendant la seconde période. Les gouverneurs des départements et les secrétariats de préfectures n'ont employé de 1898 à 1900 que 81 000 marks, mais de 1901 à 1904 ils ont eu besoin de 644 000 marks.

Les frais de la police ont été augmentés de 313 000 marks d'abord, et sont ensuite montés à une somme dépassant de 423 000 marks les frais qu'exigeait la sûreté pendant les heureuses années avant 1899. De la caisse extraordinaire, mise à la disposition du gouverneur russe et illégal de Nyland, la police de Helsingfors recueille tous les mois 400 marks et davantage, sous le titre de « frais de courses ». Si le montant fixé ne lui suffit pas — ce qui arrive quelquefois — elles obtient facilement des suppléments du Sénat, qui est au courant des affaires établies entre le gouverneur et le chef de la sûreté.

La gendarmerie, autorité étrangère au pays, a employé 660 000 marks. Les frais de la censure ont été augmentés

de 15 000 et de 56 000 marks. La milice finlandaise ayant été supprimée, on croyait que les dépenses militaires seraient diminuées. Erreur. La Finlande a dû contribuer pour 1 423 000 marks aux dépenses militaires de l'empire. Cet argent a tout simplement été volé à la caisse de l'État finlandais.

Afin de soustraire ses créatures à tout contrôle, Bobrikoff avait établi illégalement que les fonctionnaires ne pouvaient être poursuivis qu'avec l'autorisation de leurs chefs. Grâce à cette sorte d'inviolabilité, divers fonctionnaires, et surtout les gouverneurs, ont pu se livrer à des exploitations variées. Leur audace croissant toujours, et les irrégularités fréquentes dans les bureaux de préfectures menaçant l'administration locale d'une ruine complète, la cour d'appel d'Abo vient de demander au Sénat l'autorisation de mettre en accusation les chefs de bureaux des préfectures d'Helsingfors et de Viborg, les gouverneurs Kaigorodoff et Mjasojedow, pour avoir outrepassé leurs pouvoirs.

La guerre de Mandchourie survint. Pétersbourg eut besoin d'argent. On pensa que de bonnes paroles suffiraient à contenter les Finlandais et qu'ils prendraient part aux emprunts intérieurs, si l'on convoquait leur diète, quitte à la renvoyer sans lui permettre d'autre besogne que le vote des impôts. En décembre 1904, la diète fut convoquée. En avril 1905, brusquement, on vient de la renvoyer; on a dû lui faire de grandes concessions sur le régime de tyrannie militaire et de dictature installé depuis avril 1905; mais elle continue de réclamer le retour pur et simple aux institutions légales d'autrefois. La veille de sa clôture, elle signait une adresse à son « Empereur et Grand-Duc » :

Très puissant et très gracieux Empereur
et Grand-Duc,

Lorsque les États de Finlande se réunirent au mois de décembre dernier, sur la convocation de V. M. I. pour la diète qui va se clore, ils ont considéré comme un devoir impérieux de s'adresser à V. M. I. pour lui exposer la nécessité de restaurer le régime conforme aux lois constitutionnelles et de rétablir l'ordre légal.

Dans des conditions normales, la représentation nationale, quand elle entre dans l'exercice de ses fonctions, est absolument certaine que le pouvoir gouvernemental s'exerce conformément à la constitution et que, par suite, les lois nouvelles à la création desquelles la représentation est appelée à prendre part, prennent place dans un ordre juridique assuré, et que les ressources du trésor sont employées pour le bien du pays. Ces conditions indispensables à un travail parlementaire n'existaient pas quand les États se réunirent; et ceux-ci ne négligèrent pas d'attirer là-dessus l'attention de V. M. I.

Les décisions prises par V. M. I. le 29/16 mars au sujet de la question militaire et de la situation juridique des magistrats ont amené une amélioration sensible et ont été regardées comme un présage favorable. Mais la certitude indispensable n'existe pas encore. L'ordonnance de dictature du 2 avril 1903 continue de menacer l'ordre légal et le bien des citoyens. Les garanties contre les abus des fonctionnaires manquent tant que le droit d'accusation est limité par les nouvelles dispositions et que les gendarmes russes sont employés dans des fonctions finlandaises. Dans plusieurs branches de l'administration règnent le désordre et l'arbitraire, qui ne pourront disparaître que si les postes sont occupés par des Finlandais compétents et habiles. Le caractère national de l'administration publique est troublé tant que l'ordonnance sur l'emploi de la langue russe sera maintenu dans son extension actuelle.

Quand les États adressèrent à V. M. I. une pétition demandant l'ajournement de la diète à l'automne, c'était

dans la pensée que le gouvernement aurait ainsi le temps de prendre au moins les mesures désignées comme pressantes dans la pétition du 31 décembre, et que les États, lorsqu'ils se réuniraient à nouveau en automne, pourraient délibérer sur les projets de loi remis à la diète et examinés par les commissions dans la période précédente de la diète...

V. M. I. a jugé bon de repousser la demande d'ajournement de la diète, et d'en ordonner la clôture le 15 avril; cette décision n'a été communiquée aux États qu'avant-hier. Pour éviter autant qu'il était en eux que des intérêts considérables ne restassent en souffrance par le fait que le budget des subsides et le budget du fonds des communications ne pouvaient être entièrement établis, les États se sont hâtés de prendre aujourd'hui, au sujet de ces affaires budgétaires, des décisions qui assurent provisoirement ces intérêts. Il est au pouvoir de V. M. I., par la convocation d'une nouvelle diète avant la fin de l'année, de rendre possible un règlement légal et complet du budget pour les deux années suivantes.

Très puissant, très gracieux Empereur
et Grand-Duc,

En quittant leur tâche, les représentants de la nation emportent la conviction que les déclarations faites par la diète au souverain du pays ont été nécessaires et ne resteront pas infructueuses. Le dessein des États a été de mettre en pleine lumière les abus qui se sont introduits dans la vie publique, de façon à permettre de juger clairement les causes et les effets. Les États l'ont fait sans réserve, dans l'espoir que V. M. I. prêtera l'oreille à leurs déclarations unanimes et prendra, dans les questions pendantes, des mesures propres à créer en Finlande une ère d'ordre, de calme et de bonheur.

Et pacifiquement, légalement, la Finlande reprit sa résistance passive. Mais les exemples de Schauman et de ses émules commencent à susciter un « parti de

résistance active » et, dans la dernière fédération de toutes les forces révolutionnaires et réformatrices de la Russie, ce parti finlandais vient de prendre place. Encore quelques années, quelques mois peut-être, et le tsar, au lieu d'une Finlande loyaliste, travailleuse, utile à elle-même et à l'empire, n'aura plus qu'une province en révolte ou travaillée de sectes révolutionnaires.

ARMÉNIE

Groupés autour du patriarche suprême de leur religion grégorienne, du *catholicos* arménien qui réside en territoire russe à Etchmiadzin, les Arméniens de Russie furent jusqu'en 1881 sujets loyaux de l'empire, collaborateurs et même propagandistes efficaces de l'influence russe au dehors. Ils fournirent à Pétersbourg des soldats, des administrateurs, de grands hommes de paix et de guerre : Loris Melikof était arménien; les généraux Lazaref, Alachef, Tergoukasef, etc., étaient arméniens. De Turquie et de Perse, les Arméniens affluaient vers le Caucase russe et venaient prendre la place des Tcherkesses et Lazes musulmans, qui émigraient aux terres du Khalife.

Mais, en 1881, le slavisme s'installa au gouvernement de Tiflis; de 1881 à 1896, il fut tenu en bride par la fermeté et la droiture d'Alexandre III; depuis 1896, la faiblesse de Nicolas II laissa libre carrière aux fantaisies du prince Galitzine. On commença par fermer les écoles et les bibliothèques arméniennes; on persécuta les sociétés de bienfaisance; on supprima les journaux. Un beau jour on annonça que tous les biens

de l'Église arménienne étaient confisqués, livrés à la bureaucratie russe (10 juin 1903).

C'était un vol manifeste et un vol international, si l'on peut dire. Appartenant à l'Église arménienne du monde, et non pas de Russie seulement, ces biens avaient été acquis au long des siècles, mais durant le XIXe surtout, par les legs, dons, fondations, etc., de tous les Arméniens de Turquie, de Perse, d'Angleterre, d'Amérique et de France. Ces biens ne devaient servir qu'à l'entretien du culte et de l'enseignement arméniens. L'orthodoxie et la russification les « annexaient » au budget de l'église et de l'école russes.

Les Arméniens tiennent à leur religion et à leur langue. Et les Arméniens sont des compagnons moins patients que le Finlandais. Leur *catholicos* ayant vainement essayé des suppliques, la nation s'organisa pour une résistance révolutionnaire, que vint faciliter la guerre mandchourienne. Le « tyran » Galitzine fut exécuté comme le tyran Bobrikof. Dans le Caucase entier, musulmans et chrétiens, Lazes et Géorgiens, Arméniens et Tartares, réunis en conciliabules, se jurèrent un appui réciproque pour le jour prochain où la guerre viderait le pays de ses garnisons.

Alors Pétersbourg réveilla contre l'Arménien, bourgeois, citadin, capitaliste, chrétien, le fanatisme du Tartare paysan, ouvrier, musulman. On arma les Tartares, on leur donna le signal du massacre; dans les grandes villes de Transcaucasie, nos consuls

français revoient aujourd'hui les mêmes scènes et reprennent le même rôle qu'en Arménie turque autrefois. Notre consul à Bakou, M. Claine, a dû soutenir un siège dans sa maison, où quarante Arméniens s'étaient réfugiés : la foule tartare, conduite par des policiers en uniforme, voulait les brûler ou les pendre.

Le 12 décembre 1903, le *catholicos* arménien écrivait à Nicolas II :

Qu'il me soit permis, Sire, d'ouvrir mon cœur devant V. M. et de Lui exprimer la grande douleur qui m'étreint et que j'espérais pouvoir exposer personnellement aux pieds de Votre glorieux trône. Vieillard de quatre-vingt-quatre ans, je m'étais décidé à un voyage lointain dans l'espoir de me présenter devant la personne auguste de V. M.; mais, hélas! j'ai trouvé fermé pour moi l'accès de votre trône.

Une lettre officielle de M. le ministre de l'Intérieur m'informe que V. M. a bien voulu accorder son attention à mes actes, et qu'ils Lui ont semblé des preuves d'insoumission. Non, Sire! La justice du Tsar est sacrée pour moi. Le jour solennel de mon sacre, j'ai été invité à jurer devant l'autel, en baisant la Croix et l'Évangile, fidélité et obéissance à l'Empereur. Le même jour, j'ai juré également d'être le gardien fidèle de notre Église et de ses droits. Cet engagement fait de moi, non pas le maître absolu de l'Église, mais un simple gardien de ces biens dont l'Église arménienne, dans son entier, est l'unique propriétaire.

L'Église arménienne a invariablement joui de la haute protection de vos augustes ancêtres qui, du haut de leur trône, reconnaissaient ses droits inaliénables. Croyez, Sire, l'humble serviteur de l'autel, qui se trouve au bord de la tombe et qui Vous dit : « Jamais ni lui, ni son clergé, ni ses ouailles, n'ont pensé à Vous désobéir, à Vous, l'oint du Seigneur. »

Sire! c'est avec mes ouailles des contrées les plus diverses de l'univers que j'adresse cette humble supplique : que cette coupe soit écartée de mon Église! Cette missive terminée, j'ai pénétré avec tous mes frères dans le temple du siège suprême; j'ai placé ma missive sur le saint autel et j'ai ardemment prié Notre Seigneur de prolonger les jours de V. M. et d'étendre sa bénédiction sur Votre auguste famille.

Je suis l'affligé

MORDITCH, *catholicos de tous les Arméniens.*

Le *catholicos* traduisait les sentiments de la grande majorité des Arméniens. Mais ici, comme en Pologne et dans le territoire juif, une alliance intime des intellectuels et des prolétaires avait amené la formation d'un parti révolutionnaire, qui ne trouvait de réel appui que dans les mécontentements religieux de la foule. Si le tsar eût restitué les biens volés, rendu les écoles et les fondations confisquées et assuré aux Arméniens, un minimum de tolérance religieuse et linguistique, il est probable que cette Arménie russe serait redevenue la plus tranquille, la plus obéissante des provinces de l'empire. Au lieu de pacification, les russificateurs organisèrent le massacre. On lit dans le *Pro Armenia* des 15 avril et 1er mai 1905 :

Bakou date d'un quart de siècle à peine — j'entends Bakou, ville industrielle. Le développement de cette cité américaine, poussée en pleine Asie, commença lors de la découverte des nappes de pétrole et fut si rapide qu'au bout de quelques années la population avait quintuplé. Elle est aujourd'hui d'environ 130 000 habitants; les Tatars et les Persans forment l'élément musulman de

Bakou et comptent dans ce chiffre pour un peu plus de la moitié. Le reste de la population se répartit entre les Arméniens pour la majorité, les Allemands et les Russes pour une faible quantité. Il y a aussi quelques Suédois, quelques Anglais et quelques Américains. La population ouvrière des usines de pétrole est presque tout entière arménienne ou tatare. Le commerce se partage entre les Musulmans et les Arméniens.

A l'origine du développement industriel de Bakou, l'élément musulman vivait séparément, derrière les murs de la vieille ville tatare qui subsistent encore. Mais, peu à peu, les intérêts rapprochant les races, les affaires commerciales primant les préjugés religieux, la « ville tatare » abrita des Arméniens et des Russes, de même que dans les quartiers arméniens ou russes vinrent s'installer de nombreuses familles musulmanes. Dans les « bazars » le même mélange eut lieu et l'on pouvait voir, avant le 6/19 février dernier, de nombreux marchands arméniens voisinant paisiblement avec leurs concurrents musulmans. On ne saurait donc prétendre qu'une haine de races ou de religion existât entre cette population active qui n'avait jamais été troublée par aucun conflit grave.

En janvier dernier, d'importantes grèves avaient eu lieu. Les manifestations survenues pendant ces grèves donnèrent une fois de plus à l'administration l'occasion de faire massacrer par ses Cosaques quelques centaines d'ouvriers. Le travail repris, la population ouvrière arménienne, la seule qui soit soumise au service militaire, s'émut à l'annonce d'une mobilisation de réservistes destinés à renforcer les troupes de Mandchourie. Le Parti révolutionnaire arménien engagea les ouvriers à ne pas se présenter aux appels gouvernementaux et à résister par la force en cas de brutalités policières. Les Tatars semblaient se désintéresser de la question, n'étant point soumis au service militaire.

Mais pendant ce temps, le gouvernement faisait « travailler » les Musulmans par certains agents, mollahs ou séïds, ayant pour mission de ranimer chez ces gens

simples et encore à demi sauvages, un fanatisme qui semblait éteint depuis longtemps. Des Musulmans dignes de foi ont affirmé que dans les mosquées de Bakou, depuis la fin de janvier, on répétait sans cesse que les Arméniens voulaient faire une révolution, renverser le tsar, être les maîtres et tuer tous les Musulmans.

Il semble d'ailleurs que des Tatars riches et influents, comme le millionnaire Hadji Zeïnal Abédide Eaghieff, propriétaire du journal *Kaspi*, et le sieur Agaïeff, écrivain tatar, tous deux panislamistes enragés, se soient faits les complices du gouvernement russe, en encourageant la basse classe tatare à se ruer contre les Arméniens. Afin de compléter son œuvre, le gouvernement local — c'est un fait acquis et indiscutable — faisait distribuer, quelques jours avant le 6/19 février, des revolvers, des fusils de guerre et des cartouches à tous ceux des Tatars qui en demandaient. Le 6/19 février, vers sept heures du soir, dans le quartier Chemakinska, quartier où vivent côte à côte Arméniens et Musulmans, des coups de feu éclatèrent. Quelques minutes après la fusillade fut générale. On pouvait croire que toute la ville y prenait part. Jusqu'à deux heures du matin, la fusillade fut ininterrompue. Le rebut de la population tatare commençait la besogne à laquelle elle était depuis longtemps préparée par les autorités. Les bandits lâchés à travers les rues massacraient les Arméniens sans défense qui rentraient paisiblement chez eux. En ce premier soir de massacre, les assassins opéraient ainsi : dissimulant leurs armes sous leurs vêtements, ils s'approchaient des passants et leur demandaient : « De quelle nation êtes-vous? » Les Arméniens répondaient sans défiance : « Nous sommes Arméniens. » Ils étaient tués sur place. Les vieillards, les femmes et les enfants ne trouvaient pas grâce devant les brutes armées. Les cadavres dévalisés étaient laissés au milieu de la rue.

Le lendemain 7/20, au matin, dans les quelques grandes voies du cœur de la ville, rien ne laissait deviner les effroyables scènes de la nuit précédente. Mais peu à peu on les apprit et une panique bien compréhensible s'empara

de tous. Les magasins fermèrent rapidement et les gens rentrèrent précipitamment chez eux. A neuf heures du matin, les massacres recommencèrent avec plus d'acharnement. Les boutiques du bazar étaient fermées; mais à chaque porte entre-bâillée un bandit veillait et sans bouger de place tuait les passants arméniens. On peut dire sans se tromper que tous les petits épiciers, boulangers et cordonniers tatars, dont les boutiques sont situées au carrefour Vraugelskaia et Chemakinskaia (la rue principale du bazar), sont tous des assassins et que pendant ces trois jours de massacres ils ont abattu plusieurs centaines de personnes.

A quelques pas de ce carrefour se trouve le vice-consulat de la République française. Le consul, M. J. Claine, *s'étant vu refuser par le Gouverneur deux Cosaques pour sa protection personnelle*, faisait lui-même la faction sur son balcon et sur son toit pour prévenir toute attaque. Une quarantaine d'Arméniens, hommes et femmes, s'étaient réfugiés dans la cour du Consulat, en proie à la plus vive terreur. La situation était d'autant plus périlleuse que le Consulat de France n'est point un immeuble séparé et bien distinct, mais un simple appartement dans une maison arménienne. Cette maison a été criblée de balles par les Tatars et l'on y peut voir les traces de la fusillade.

C'est à la porte de cette maison qu'un Arménien, ayant obtenu une escorte de quelques Cosaques, fut rançonné par ces Cosaques d'une façon révoltante. Quand les soudards eurent vidé le porte-monnaie de l'individu qu'ils étaient chargés de protéger, ils détalèrent au plus vite.

Le concierge, ayant barricadé la porte, tardait à l'ouvrir; les boutiquiers tatars de l'angle de la rue menaçaient le pauvre Arménien, mais n'osaient pas tirer de peur d'atteindre M. Claine, consul de France, qui était posté à son balcon. Les assassins faisaient signe à M. Claine, qu'ils connaissaient, de rentrer dans sa maison. Mais celui-ci ne tint aucun compte de leurs signes et resta au balcon jusqu'à ce que son voisin fût rentré.

Dans le bazar même, c'était un carnage. Les commer-

çants arméniens venus comme à l'habitude pour leurs affaires sont tous tués et leurs boutiques dévalisées. J'ai visité ces pauvres échoppes où la dévastation et la mort ont passé. Les portes sont brisées, les fenêtres enfoncées, les meubles mis en pièces; sur les murs et sur le sol, des traces sanglantes, des morceaux de cervelle humaine...

A mesure que la journée s'avance, la tuerie augmente d'intensité. Ne trouvant plus de victimes dans les rues, les Tatars s'attaquent aux maisons arméniennes, tirant d'abord aux fenêtres, puis enfonçant les portes et accumulant devant l'escalier toutes les matières inflammables qu'ils trouvent à leur portée, enfument les gens réfugiés au premier étage. Les habitants qui tentent de s'échapper quand même, sont tués à coups de revolver ou de poignard, les autres périssent au milieu des flammes.

Le 8/21, les massacres, les pillages et les incendies continuent. La nuit du 8/21 au 9/22 est particulièrement terrible : on peut se croire dans une ville investie par l'ennemi. La fusillade ne cesse point. On se demandera ce que faisait pendant ce temps le gouvernement local et à quoi il employait les agents de police et les Cosaques qui avaient si bien su réduire l'énorme mouvement gréviste de janvier dernier. Nous répondrons en reproduisant ici une série de documents officiels, qui suffiront à établir la mauvaise foi et la complicité du gouvernement pendant ces horribles journées, et une série de dépositions recueillies par la société des avocats de Bakou, constituée en commission d'enquête.

Commission d'enquête des avocats de Bakou sur les événements des 6/9 février 1905

Tiflis, le 13/26 février 1905. Madame Joséphine Coublu, Française, demeurant à Tiflis, Golondusny, 15, dans l'appartement Sanovitch. — Je suis arrivée à Bakou le mardi 2 février et suis descendue chez M. Fiétas, habitant rue Tatarskaya, dans la maison du musulman Galieff-Alieff. Dans ce logement habitent Fiétas père et sa fille; tous deux donnent

des leçons de français pour gagner leur vie; ils vivent dans une seule chambre. Le but de mon voyage à Bakou était de trouver des leçons de français. Le dimanche 6 février, à six heures du soir, mon ami, l'ingénieur Osepian, est entré chez moi tout pâle et m'a dit que, sur tout le parcours qu'il avait fait pour venir, des groupes de Tatars le poursuivaient et tiraient sans cesse sur lui. Après Osepian, un des fils du propriétaire est arrivé en coup de foudre et, s'adressant à nous, nous demanda : « Qui êtes-vous? » Nous avons répondu : « Nous sommes des Français. » — « Vous avez ici un Arménien », dit-il. — « Non, m'écriai-je, nous sommes des Français et lui, en indiquant Osepian, c'est mon mari; si vous le touchez, je le ferai savoir immédiatement au consul français pour qu'il le défende. »

Ayant cru mes paroles, le Tatar a commencé à me raconter qu'il regrettait beaucoup de verser le sang arménien, qu'en effet les Arméniens vivaient amicalement depuis des siècles avec les Tatars : « C'est la police qui nous a permis de tuer les Arméniens et de les piller. »

Je reconnais que ce Tatar, qui nous disait tout cela, a caché beaucoup d'Arméniens et m'a sauvée de la mort : il injuriait les Tatars qui prenaient part au pillage et aux tueries et il les dénonçait. Cette conversation avec le Tatar s'est passée en présence de nous, Fiétas, Osepian et moi. Des fenêtres de notre appartement, je voyais les soldats et les Cosaques, les poches pleines de bouteilles de vodka, se promenant dans la rue. Ils rencontraient les Tatars portant des fusils, riaient, fumaient des cigarettes, parlaient d'une façon très délurée, pendant que tout autour gisaient les cadavres des Arméniens.

Le 19 février/3 mars 1905, moi, Marcus Partnof, commerçant, demeurant à Bakou, rue Staro-Politzeiskaya, maison Lazaref, déclare ce qui suit :

Mardi 8 février, entre dix et onze heures du matin, j'ai quitté mon appartement et je me suis dirigé vers la pharmacie Morawsky. En passant rue Nicolaewskaya, je vis qu'on tirait des fenêtres d'un hôtel musulman, situé dans

la maison Achoumoff, sur un Arménien qui passait dans la rue. Au même moment, des Tatars ont commencé à tirer des fenêtres d'un café arménien.

De peur d'être atteint par les balles, je suis revenu sur mes pas et au coin de la rue Nicolaewskaya et du passage Kalantarof, j'ai rencontré deux officiers et quelques soldats, devant lesquels d'ailleurs s'est déroulé le fait que je viens de décrire. M'adressant aux officiers, je leur dis : « Messieurs, il est donc impossible d'arrêter ces infamies? Comme vous le voyez, personne ne peut, en sécurité, traverser la rue. »

Un de ces officiers, qui portait des épaulettes à deux étoiles avec le numéro « 21 » me demanda : « D'abord, qui êtes-vous? » Bien que je sois Juif, je répondis que j'étais Allemand. L'officier me dit alors : « Eh bien! vous plaignez ces Arméniens? Ils sont devenus bien trop nombreux depuis quelque temps : *il faut laisser qu'on les nettoye un peu.* »

Le second officier avait des épaulettes à quatre étoiles et le numéro « 66 ». Je ne connais pas les noms de ces officiers, mais je suis sûr de les reconnaître si on me les présente. J'ajoute que l'officier à quatre étoiles avait une tache rouge sur la joue gauche.

Mon ami Abram Schaffer, qui habite la Forteresse et qui a son magasin au passage Kalantaroff, m'a déclaré avoir entendu un colonel dire à des officiers qui l'entouraient : « Messieurs, on a laissé les Tatars *s'amuser* trois jours, cela suffit. »

Signé : MARCUS PARTNOFF.

*
* *

Déposition de Kévork Isaévitch Avétissoff, commerçant de Bakou, y habitant à l'angle des rues Kameniskaya et Tatarskaya, maison des frères Avelissoff. Son bureau se trouve dans la maison Sultanoff.

Quand les Tatars ont vu que personne ne sortait plus des maisons et qu'ils ne pouvaient plus tuer dans les rues, ils ont commencé à incendier les habitations. La première

maison qui a été incendiée est celle où habitait Alexandre Adamoff. De notre balcon nous avons d'abord vu les Tatars tirer sur cette maison, de la rue et des toits voisins, puis ils mirent le feu. Les gens enfermés dans la maison devaient donc être ou bien brûlés vifs ou bien tués à coups de fusil s'ils tentaient de s'échapper.

L'indifférence et le sang-froid coupables de la police et des soldats nous ont convaincus que le massacre des Arméniens sans défense a été prémédité et organisé.

Le matin du 9 février, à sept h. et demie, j'étais en train de m'habiller quand on sonna à notre porte. Nous étions tous terrifiés, pensant qu'on venait pour nous incendier. Notre domestique regarda par une fenêtre et me dit ensuite que des Tatars m'appelaient.

Je me mis à la fenêtre et demandai à ces gens ce qu'ils voulaient. Ils me répondirent de leur donner de suite la somme de 500 roubles.

Je réponds que je n'ai pas cette somme à la maison. Quelques-uns d'entre toute cette foule armée veulent quand même cette somme de suite, mais les autres consentent à accepter les objets de valeur en or ou en argent qui sont en ma possession. A ce moment un des Tatars, s'avançant vers moi, décharge son revolver; mais, ayant vu le mouvement, je me retire de la fenêtre sans être atteint. Ma femme et moi trions alors nos objets de valeur : cuillers, sucriers en argent, croix en or, porte-monnaie en argent, etc., et nos servantes russes, Natalia Feodorovna Sorokmir et Antonina Feodorowna Gardéiéfa, portent ces objets aux Tatars. Mais les Tatars voyant que parmi ces objets il n'y avait pas de montres en or ni de bagues avec brillants, réclament ces choses sous la menace d'incendier la maison. Mais à ce moment, M. Achouroff, un Tatar, arrive, disperse la foule des bandits et nous sauve ainsi la vie.

Pour expliquer les causes de ces terribles massacres et de ces incendies, je dois faire les observations suivantes :

1° Il ne pouvait pas exister de haine nationale entre les Arméniens et les Tatars parce que les deux tiers d'entre eux ont ensemble des affaires commerciales;

2° Depuis plus d'un siècle les Tatars n'ont jamais attaqué les Arméniens;

3° Des milliers d'ouvriers Tatars travaillent chez des Arméniens (dans notre usine tous les ouvriers sont des Tatars);

4° Des milliers d'Arméniens habitent dans des maisons tatares. S'il y avait une haine nationale, les Tatars auraient massacré les Arméniens qui habitaient chez eux. Ce n'est pas le cas, puisque, au contraire, beaucoup d'Arméniens ont été sauvés par des Tatars.

5° L'indifférence criante de la police et des soldats a beaucoup encouragé et excité les Tatars, qui voyaient dans cette indifférence une approbation à leurs actes.

6° Les Tatars ne sont pas incapables de comprendre la signification de cette conduite de l'Administration, puisqu'ils ont vu comment, l'an passé, lorsque le gouvernement a séquestré les propriétés des églises arméniennes, sans déclarer la ville en état de siège, la même Administration désarmait en plein jour les Arméniens, sans aucun motif, leur enlevant même jusqu'aux cannes.

Anjourd'hui, les Tatars sont libres dans les rues, le fusil et le revolver à la main, tuent les gens en plein jour, incendient les habitations sans que la police ou les troupes ne bougent.

Signé : KÉVORK ISAÉVITCH AVÉTISSOFF.

Telle fut, d'après des témoins irrécusables, ces journées des 6 et 7 (19 et 20) février. Le correspondant du *Pro Armenia* continue :

Mais le lendemain, les jeunes gens arméniens, armés de pistolets et de quelques fusils qu'ils avaient hâtivement ramassés un peu partout, descendirent dans les rues que parcouraient des bandes armées et des Tatars. La police et les Cosaques, jusqu'alors inactifs, et qui se contentaient de regarder en spectateurs désintéressés, cherchèrent à désarmer les Arméniens; ceux-ci — quarante à cinquante combattants — devaient faire face à un double danger :

il leur fallait éviter de tomber entre les mains de la force publique et tenir tête aux bandes des massacreurs. Malgré des conditions aussi défavorables, malgré leur nombre restreint, ils prirent l'offensive et l'aspect des choses changea immédiatement. Après avoir tiré quelques salves çà et là sur les Tatars armés, ils s'avancèrent en petits groupes et vers la fin de la journée, le 8/21 février, les Tatars étaient déjà chassés de toutes les rues avoisinant l'église arménienne, la place « Parapet » et la gare. Si courageux pour massacrer les femmes, les enfants et les gens sans armes, les Tatars filaient en hâte devant une bande armée, même de trois ou quatre personnes, qui pouvaient tirer. Dans la nuit du 8/21 au 9/22 février, la situation des Tatars devenait tellement grave, qu'ils n'osaient déjà plus s'aventurer vers les parties de la ville où il y avait des combattants arméniens. On ne les voyait que dans les quartiers les plus éloignés.

Le mercredi matin, 9/22 février, les Arméniens s'avancent vers les quartiers, et dispersent sur leur route des bandes tatares fortes de 40 à 50 personnes, délivrent dans une maison arménienne près de 70 personnes, femmes, enfants, vieillards, qui étaient sur le point de tomber aux mains des assaillants et d'être massacrés.

Les représailles furent sanglantes : le nombre des cadavres tatars augmentait dans les rues à chaque instant et l'acharnement des Arméniens rendait la situation des plus critiques. C'est alors que le mercredi 22 février, à midi, les notables tatars coururent en hâte chez le gouverneur en le suppliant de mettre fin à ces horreurs. C'étaient les mêmes notables qui, au début, à toutes les demandes et supplications des Arméniens, répondaient « qu'ils ne pouvaient rien faire, qu'il n'était pas en leur pouvoir de faire cesser les massacres ». Le gouverneur invita les Arméniens à se réunir chez lui pour faire une procession de la paix. C'était le tour des Arméniens à répondre qu'ils ne pouvaient rien faire contre les Arméniens exaspérés. La réponse n'était pas au gré du gouverneur. Immédiatement les Cosaques arrivent, entourent les

Arméniens de marque, et c'est ainsi escortés qu'ils font la procession de réconciliation après quatre jours de tuerie voulue, organisée et dirigée. Un jour après la réconciliation, arriva le prince Amilakvari qui prit en mains le gouvernement local et proclama l'état de siège.

Aussitôt le calme rétabli, le Comité révolutionnaire arménien de Bakou adressait aux Tatars la proclamation suivante :

AUX TATARS DE BAKOU

Notre ville a été le théâtre d'actes sanglants et honteux. Nous avons été pendant quatre jours les spectateurs et les complices involontaires d'un fratricide insensé et ignoble. Le sang des innocents coula à flots; beaucoup de victimes tombèrent. Le voisin s'arma contre son voisin et le carnage commença, sauvage, honteux.

Sur qui pèse la responsabilité de ces journées terribles? nous y reviendrons un peu plus tard.

Maintenant, nous saluons de bon cœur la paix rétablie et nous désirons qu'elle soit solide et durable, car nous devons savoir que nous n'avons aucune raison de nous lever les uns contre les autres. Nos intérêts ne sont pas contraires et, si nous avons eu recours aux armes, c'est parce que nous y étions forcés pour défendre notre vie, notre honneur et nos biens.

Mais aussitôt que le premier appel à la paix fut donné, nous avons, le cœur allégé, quitté nos armes rougies par le sang de nos voisins. Nous n'étions pas assoiffés de ce sang et nous n'en serons jamais assoiffés.

Nous nous rappellerons, avec dégoût, les jours qui viennent de se passer, et nous déploierons tous nos moyens et toutes nos forces pour qu'ils ne se répètent plus. Nous vous invitons, vous, les mahométans, à la réconciliation. Ne cherchez pas votre ennemi là où il n'est pas; n'employez pas vos armes à une besogne qui vous couvrira, non de gloire, mais de honte.

Cet appel ne fut pas entendu à Bakou seulement. Dans tout le Caucase, les races et les religions hostiles semblèrent comprendre soudain le rôle ignoble que la bureaucratie essayait de leur donner les unes contre les autres. A Tiflis, Géorgiens, Arméniens et Musulmans de toutes races se réunirent dans la cathédrale arménienne pour un service funèbre aux victimes de Bakou. A la sortie, l'archevêque arménien monta dans la chaire extérieure; le *moufti* et le *cheikh-ul-islam* prirent place à ses côtés, et le *moufti* parla :

Nous sommes tous frères; nos différences de religions ne doivent pas être une cause de haine. Nos pères et nos aïeux vivaient en paix; imitons-les. Nous n'avons tous qu'un ennemi commun, un seul : Cheitan (Satan), qui personnifie les forces des ténèbres; qu'il soit maudit.

Puis chrétiens et musulmans se rendirent à la mosquée où de pareils discours furent répétés... Le Satan contre lequel veulent, désormais unis, marcher les peuples du Caucase, est-ce seulement l'archange déchu, enfermé dans les profondeurs de la terre?

V

LE TSARISME

V

LE TSARISME

Suivant les théories slavistes ou slavophiles, la russification des peuples annexés a pour complément le maintien de l'autocratie, du tsarisme sur les peuples russiens. Le tsarisme, — c'est-à-dire la personnification en un tsar de toutes les forces sociales, l'union sur une seule tête de tous les pouvoirs politiques, militaires, civils et religieux, et, dans une seule main, de tous les instruments de la puissance, — le tsarisme, si l'on en croit les slavophiles, serait le trait distinctif, le caractère vital des communautés russiennes : ôtez ce caractère et l'organisme est mort.

Et les slavophiles bâtissent vingt théories historiques, philosophiques, théologiques, juridiques, pour montrer, une fois encore, combien la sainte Russie diffère en cela de l'impiété occidentale.

En sa décadence continue, l'Occident marche à la séparation de plus en plus grande et à l'antagonisme de tous les pouvoirs. Prônée par les philosophes français du XVIIIe siècle, cette fiction révolutionnaire

s'est imposée à toutes les sociétés qui se disent modernes, comme si les principes directeurs des sociétés humaines ne devaient pas être aussi vieux que l'humanité. Exécutif et Législatif, Administratif et Judiciaire, Militaire et Financier, Laïc et Religieux, membre par membre, les Occidentaux amputent de ses organes le grand corps de la puissance politique; après un siècle de cette chirurgie, la tête couronnée du bonnet phrygien ou du diadème constitutionnel, toujours adhérente au tronc, mais privée de ses membres, n'a plus que paroles inutiles, regards sans gestes, cris de colère inefficaces, ou ridicules froncements de sourcils.

Ainsi apparaissent aux slavophiles nos républiques et nos royautés de l'Extrême-Occident. Ils ont un peu moins de mépris pour les empires de l'Europe centrale où le chef politique dispose encore de son bras droit, l'armée. Mais, seule dans le monde, la Russie leur présente un organisme complet, vivant de sa vie normale, éternelle, et conservant à la tête, avec le rôle dominateur, les fonctions essentielles et inséparables que, du jour de la création, le Seigneur lui avait données.

En 1896, M. Pobiedonostsef réunissait dans son *Recueil de Moscou* ses « pensées d'un homme d'État ». Traduit en français, ce livre parut chez nous sous le titre : *Questions religieuses, sociales et politiques* [1]. C'est là qu'il faut chercher la dernière formule du tsarisme.

1. Paris, Baudry et Cie, éditeurs.

Dans la langue de Voltaire et de Renan, ces aphorismes russiens prennent un air de paradoxes; mais ce n'est point l'amour du paradoxe qui mène la plume de ce Jean-Jacques orthodoxe, quand il soutient que « les questions philosophiques et sociales, que l'on agite sans cesse et dont on cherche en vain la solution, sont résolues depuis vingt siècles par les préceptes proclamés devant le monde », quand il déclare que « la source principale des malentendus, passés et présents, entre les peuples et leurs gouvernements, n'est autre que la théorie tout artificielle des rapports de l'Église et de l'État », et que seul le maintien ou le rétablissement d'un pouvoir spirituel peut sauver l'humanité des pires catastrophes.

Les esprits forts, les érudits prétendent : « l'État n'a rien à voir dans l'Église, ni l'Église dans l'État »; donc l'humanité doit évoluer en deux vastes sphères, de telle sorte que le corps aura sa place dans l'une et l'esprit dans l'autre, et entre ces deux sphères il y aura l'espace comme entre le ciel et la terre. Cela est-il possible? On ne peut séparer le corps de l'esprit; le corps et l'esprit vivent d'une vie unique, inséparable... Le principe moral est unique. Il ne peut être divisé de telle façon qu'il y ait une doctrine de morale privée et une autre de morale publique; la première séculière, la seconde religieuse... L'État ne peut se borner à représenter les intérêts matériels de la société, car alors il se dépouillerait lui-même de sa force morale et détruirait son union spirituelle avec la nation. Ce n'est qu'à cette condition que se maintiendront dans le peuple le sentiment de la légalité, le respect de la loi et la confiance dans le pouvoir[1].

1. Pobiedonostsef, *Questions religieuses*, etc., p. 10, 11 et 17

Donc, le tsar doit être, avant tout, le chef de l'Église : il doit avoir le pouvoir spirituel, pour conserver tous les autres pouvoirs qui en découlent. Chef de l'Église, il est le représentant de Dieu, la source de toute vérité et, par suite, de toute loi, de tout droit :

Ce qui est fondé sur le mensonge ne peut être juste. Une constitution fondée sur un principe faux ne peut être que trompeuse. C'est là une vérité dont la preuve est écrite dans l'histoire des siècles. Un des principes politiques les plus faux, est le principe de la souveraineté du peuple, l'idée malheureusement répandue, depuis la Révolution française, que tout pouvoir vient du peuple et a sa source dans la volonté nationale. C'est la base de la théorie parlementaire qui continue à égarer la foule des gens soi-disant intellectuels et qui, par malheur, a pénétré dans les têtes folles de quelques Russes... On souffre de penser qu'il y ait eu, qu'il y ait encore sur le sol de la Russie, des hommes qui rêvent d'introduire chez nous ce mensonge [1]...

Penser qu'une foule peut réfléchir, vouloir et exécuter! mettre la perfection politique dans la démocratie! proposer le gouvernement démocratique comme terme inévitable du progrès et de la destinée! parler même de progrès et ne pas voir que l'histoire toujours recommence, que les principes sont immuables, et leurs conséquences toujours pareilles!

De toutes les formes de gouvernement, la forme démocratique est la plus complexe, la plus difficile à pratiquer parmi toutes celles que l'histoire nous présente. C'est

1. Pobiedonostsef, *Questions religieuses*, etc., p. 37 et 50.

pourquoi cette forme de gouvernement a toujours été un phénomène passager et, à part quelques rares exceptions, ne s'est maintenue nulle part; cela n'a rien d'étonnant. Le pouvoir politique est appelé à agir et à ordonner; ses actes sont des manifestations d'une volonté unique : sans cela, aucun gouvernement n'est possible [1].

Les Russiens ont le bonheur d'obéir à une volonté unique; ils ont conservé cette notion juste que la loi est l'expression du commandement spirituel, et non la conciliation des intérêts contradictoires : « C'est cette conception de la loi qui lui donne son pouvoir sur nos consciences. Le type fondamental de la loi restera toujours le même : *Tu honoreras ton père; tu ne tueras point; tu ne déroberas point.* » Les Occidentaux méconnaissent ce caractère fondamental de la loi, s'embarrassent d'*attendus* et de *considérants* : en Russie, le tsar ordonne — comme Dieu, — et la loi est.

Cette théorie du tsarisme n'est pas le rêve d'un philosophe. Depuis vingt-cinq ans, elle est sinon la formule exacte, du moins l'idéal du gouvernement russe. Plus heureux que les Jean-Jacques, les Montesquieu ou les Aristote, M. Pobiedonostsef a pu faire passer dans la vie ses conceptions et ses désirs : procureur général du Saint-Synode, secrétaire et oracle du pouvoir spirituel, il a été en même temps le précepteur ou le conseiller des tsars Alexandre III et Nicolas II; il a eu deux règnes et plus d'un quart de siècle pour façonner son peuple, le maintenir —

1. Pobiedonostsef, *Questions religieuses*, etc., p. 37 et suiv.

pense-t-il — dans les traditions nationales et les vérités éternelles...

*
* *

En ce derner point, seulement, la théorie de M. Pobiedonostsef est sûrement une chimère : croire que le tsarisme fut toujours inhérent aux communautés russiennes, que *tsar* et *Russie* sont termes inséparables et qu'immuable à travers les siècles l'autocratie a toujours présidé aux destins du peuple russe, c'est méconnaître systématiquement toute l'histoire de ce peuple.

Loin d'être un produit spécifiquement russe, on peut dire que le tsarisme fut, pièce par pièce, importé de l'étranger, que des nécessités extérieures l'implantèrent, puis en développèrent le rôle et les prérogatives, en firent la force ou la faiblesse suivant que ces nécessités extérieures étaient elles-mêmes pressantes ou relâchées. C'est là une vérité dont les libéraux russes ont fait dix fois la preuve, que M. Maxime Kovalewski en particulier a clairement exposée aux lecteurs français dans son livre *Institutions politiques de la Russie*.

Si nous voulions dans notre histoire de France trouver un symbole ou un résumé de la carrière du tsarisme, il faudrait penser à la suite de grandeurs et de décadences qui conduisirent Bonaparte, des humbles débuts de Brienne aux splendeurs d'Austerlitz, puis aux sanglants couchers d'Eylau et de Moscou, à la chute enfin de Waterloo.

Ce petit Corse, de race étrangère, venu d'outre-mer et péniblement acclimaté à notre vie française, commença de prendre place en notre histoire quand le danger extérieur donna tout leur prix à ses capacités militaires. Puis la guerre étrangère ou civile lui fit de jour en jour une place plus grande, le hissa de grade en grade aux charges suprêmes, au pouvoir absolu, à l'empire héréditaire. Tant que l'ennemi du dehors continua de menacer les acquisitions territoriales et les conquêtes philosophiques de la France nouvelle, il se maintint sans peine à ce sommet vertigineux; il garda en ses mains vénérées l'épée, le sceptre, la main de justice, la plume et la croix, tous les instruments de la puissance temporelle et spirituelle; il eut à son service tous les dévouements de la nation, put faire litière de ce qui n'était pas son intérêt personnel ou son caprice. Tant que cette menace étrangère parut instante, chaque bataille, chaque entreprise heureuse ou malheureuse ne fit que grandir le prestige et le pouvoir de ce maître.

Mais à mesure que la menace s'éloigna ou s'affaiblit, à mesure aussi que la folie impériale entraîna le héros vers la conquête du monde, et non plus vers la seule défense de la patrie, vers l'achèvement de sa grandeur, et non plus vers la protection des destinées nationales, on vit chaque bataille, chaque entreprise heureuse ou malheureuse marquer un degré de sa décadence, engloutir un morceau de son pouvoir, briser ou détendre l'une des prises qu'il avait sur le cœur du peuple. La chute vint aussi rapide, aussi

complète, que la montée avait été facile, enivrante. Et la France, qui dix ans avait attaché son destin au sort de cet homme, reprit la conduite de ses affaires et la disposition de son avenir.

Ainsi, du tsarisme et de la Russie; mais les années sont ici des siècles.

Il fut un temps où le tsarisme n'existait pas où la Russie, les peuplades russiennes existaient. Puis le tsarisme vint du dehors et péniblement s'acclimata en terre russienne (vers le IXe siècle de notre ère). La menace de l'étranger mit en valeur ses capacités militaires, le rendit nécessaire, indispensable, en fit le chef de l'armée et de la justice, puis le maître absolu des corps et des âmes (IXe-XIIIe siècles). Durant des siècles alors, il grandit ou s'affermit à la faveur de cette menace, gagna dans chaque entreprise heureuse ou malheureuse ses éperons, ses grades, son autocratie (XIIIe-XVIIe siècles). Durant des siècles ensuite, il confondit en son destin les destinées des peuples russes (XVIIe-XIXe siècles). De Rourik à Pierre le Grand, il avait franchi les degrés de sa continuelle ascension : de Pierre à Catherine, il domina tout, couvrit tout des éclairs de sa foudre ou des rayons de sa gloire... Avec Alexandre Ier, une ère nouvelle s'ouvrit où sa puissance indiscutée sembla pourtant trouver des limites, et l'on commença d'entrevoir le terme de sa grandeur.

*
* *

Il fut un temps où le tsarisme n'existait pas. Jusqu'au IXe siècle de notre ère, les tribus russiennes menaient une vie écartée, pacifique, dans leurs clairières dispersées, dans leurs forêts trouées de grands fleuves. Tels les Celtes dans les bois de la Gaule préromaine, ces Slaves (nous disent les auteurs byzantins) « vivaient dans les bois, sur le bord des rivières, en de petits hameaux, toujours prêts à changer de résidence ». Chaque clairière formait une famille ou un clan, dont les essarts mis en commun appartenaient à tous et à personne; jusqu'à nous la communauté russienne gardera dans son *mir* cette tradition de la propriété banale.

Les clans se groupaient en pays ou cantons, — *pagus*, *pays*, disait le Gallo-Romain; *volost*, *pagost*, dit le Russien. — Ils n'avaient pas de villes fortes, ni de cités proprement dites; mais une enceinte de terres et de palissades, une *goroditché*, déserte en temps de paix, servait de refuge aux femmes et aux troupeaux en temps de troubles, de guerre civile ou étrangère : les Gaulois érigeaient de pareils *oppida* sur quelque éminence rocheuse, sur le bord escarpé de quelque rivière ou dans les marécages de la forêt.

Le clan russien avait son conseil des anciens ou des plus riches, des hommes influents, sa *vetché*, qui gouvernait le peuple et surtout apaisait les querelles. Pareillement le canton avait sa *vetché* élective ou héréditaire et, quand plusieurs cantons se fédéraient,

formaient un groupement en peuplade, — ce que les Romains appellent en Gaule un *conventus*, — c'était encore une assemblée qui dirigeait les Hommes du Champ, *Poliens*, les Hommes de l'Arbre, *Drevlianes*, les Hommes du Nord, *Sévériens*, etc.

Parfois, sous la pression du besoin commun ou du génie individuel, un grand chef unissait plusieurs cantons, plusieurs peuples sous son autorité; son pouvoir personnel durait aussi longtemps que le besoin ou les succès qui l'avaient créé, puis tombait. Car ces peuples, nous disent les Byzantins, sont indociles et changeants : « Dès les temps les plus reculés, dit Procope, on les a toujours vus vivre en démocraties et discuter leurs affaires en assemblées populaires. — Ils aiment la liberté, dit l'empereur Maurice, et ne peuvent souffrir de chefs absolus; il n'est pas facile de les soumettre », et l'empereur Léon conclut : « Ce sont des peuples libres, rebelles à toute sujétion. »

Rivalités de clans à clans, de *pagosts* à *pagosts*, de Poliens à Sévériens, de Volinianes à Drevlianes; brigandage forestier et piraterie fluviale; guerres privées et publiques : l'anarchie permanente, ruinant tout sentiment de solidarité, mettait ces vaillantes et nombreuses familles à la merci de l'étranger.

Des mers d'Europe et des plaines d'Asie, les ennemis accouraient à la razzia d'hommes et de bétail, de bois et de grains : par les fleuves, c'était une invasion constante des navigateurs de la Baltique, de la mer Noire ou de la Caspienne, et des cavaliers de la steppe.

Seules, l'immensité de cette plaine plate, la profondeur des forêts et l'infertilité des sables méridionaux sauvaient les tribus russiennes de la conquête intégrale, de la servitude permanente, du sort que les Romains imposèrent à notre Gaule. Aucune vague humaine n'est de taille à submerger ce pays russien : Darius, le roi des rois, et Napoléon, l'empereur des rois, doivent lâcher prise, revenir en arrière, même après une invasion triomphante et une longue marche en plein cœur du pays.

Au IXe siècle de notre ère, les Russiens du nord-ouest, ceux qui deviendront les Blancs-Russiens, sentent le besoin d'une organisation qui leur donne quelque paix civile et repousse les attaques de l'étranger. Dans leurs *gorodilchés* des lacs Ilmen et Peïpous, ils sont assiégés par les pirates varègues de la Baltique, déchirés et ruinés de rivalités et de dissensions : « Cherchons un prince qui nous dirige et décide selon la justice. » S'étant fédérés, — ajoute Nestor, le premier chroniqueur russe, — ils députèrent aux princes de la Varégie et leur dirent : « Notre pays est grand; tout y est en abondance, mais l'ordre et la justice manquent; venez en prendre possession et nous gouverner. »

*
* *

Les Varègues donnèrent aux Russiens leurs premiers princes : ils implantèrent en terre russienne le premier germe du tsarisme; le tsar d'aujourd'hui

est le continuateur direct des Rourik et des Oleg. Si le tsarisme a développé ses attributions et acquis d'autres instruments de puissance, il a gardé les premiers instruments et les fonctions essentielles du pouvoir varègue : le sabre, la *droujina* et la main de justice; la juridiction et le commandement des armées.

Le prince varègue est d'abord un chef militaire, installé sur une terre conquise. Le sabre est le premier outil, le seul mainteneur de son pouvoir.

A la mode franque ou germanique, il lui faut une bande de fidèles, — sa *droujina*, — qui assure la durée, mais aussi partage les bénéfices de sa puissance et ne connaisse d'autre devoir que le dévouement à sa personne. Parmi les indigènes et parmi les étrangers, le prince recrute sa *droujina* d'hommes loyaux et vigoureux. Étranger lui-même, il accueille volontiers les étrangers dont la race a quelque renommée d'habileté ou de vaillance. Jusqu'au milieu du XIX[e] siècle, les tsars conserveront leur *droujina* étrangère et lui livreront leurs terres russiennes; mais suivant les siècles ils varieront le recrutement de cette *droujina*, prendront les soldats et les chefs à la mode du jour : des Grecs, des Italiens, des Mongols, des Polonais, des Français, des Allemands, des Suédois, des Suisses, des Roumains, des Arméniens, des Cosaques seront tour à tour les *droujinniki* des Wladimirs, des Ivans, des Pierres, des Catherines et des Alexandres. Alexandre III, le premier, ne voudra que des Russiens dans sa bande de gardes et de conseillers.

Le Russien attend deux services de son prince varègue : la défense du sol contre l'envahisseur et le brigand, la défense du peuple contre les dissensions et mangeries civiles. Soldat au dehors, justicier au dedans, le prince varègue cumule les deux rôles de *podestat* et de *condottiere*, que les villes italiennes confiaient aussi à des étrangers, mais d'ordinaire partageaient entre deux hommes. Jusqu'à nous le tsar conserve et réunit si intimement ces deux attributions fondamentales que le théoricien du tsarisme proclamait tout à l'heure l'impossibilité de les séparer, de les discerner même : la loi et le commandement du maître, la justice et la décision du prince sont, depuis les Varègues, termes synonymes dans le droit russien.

En retour, le Russien se charge d'entretenir richement le Varègue et sa *droujina*. Mais il entend garder ses biens et revenus, ses mœurs et habitudes, ses clans, cantons, peuples et assemblées. Il consent à abandonner ses *goroditchés*, qui jusqu'à nous subsisteront désertes et inutiles, et à s'enfermer en des villes permanentes, Novgorod, Pskof, Smolensk, etc., ceinturées de murailles, garnies de troupes étrangères, pourvues d'édifices et de marchés. Mais il transporte dans ces villes sa *vetché*, son parloir des anciens : en face du prince et de la *droujina*, la *vetché* discute, marchande, et tâche d'obtenir au moindre prix les indispensables services du *condottiere-podestat*.

Cette organisation nouvelle donne presque aussitôt aux tribus qui l'ont adoptée une telle supériorité sur

leurs voisins et congénères qu'elles prennent le premier rang dans la nation; leur capitale du nord, Novgorod, devient la « mère de toutes les cités »; de proche en proche, les peuplades et *goroditchés* entre la Baltique et le Dniéper s'agrègent à cette Russie Blanche ou installent chez elles un prince de la famille de Rourik.

Pour ces guerriers et navigateurs du Nord, pour ces Normands de la Baltique, le Dniéper, chemin du midi, a deux attirances : les grands coups à échanger avec les Khazares, Petchénègues, Hongrois et autres nomades de la steppe, et surtout les riches entreprises de commerce et de piraterie sur les fleuves et la mer Noire, vers la fabuleuse cité de l'or, de la soie, des femmes et du vin, vers les coupoles dorées de la cité-impératrice, vers Byzance.

Des traînages ou des portages faciles amènent les barques varègues, de rivières en rivières, de lacs en marais, jusqu'au Dniéper supérieur, au pont de Smolensk. Puis, sur les eaux rapides, elles filent tout droit jusqu'au coude du fleuve moyen où les guerriers abandonnent la voie d'eau et prennent le chemin terrestre, bien plus court : là, s'est bâtie la ville du midi, Kief, où les Varègues s'installent cinquante ans à peine après leur premier établissement à Novgorod.

De la Baltique à Kief, cette Varégie russienne, toujours remuante, flottante, en barque ou en marche, descend, coule sans arrêt vers la mer de Byzance. Un siècle durant (862-972), la « course » vers Byzance est le rêve, la vie de toute la nation. Chaque peuple

russien embarque ou enrôle sous un capitaine varègue l'élite de ses guerriers. Par milliers, les troncs d'arbres creusés, les *monoxyles* sortent du Dniéper, écument la mer Noire, forcent l'entrée du Bosphore et même de la Corne d'Or. Par centaines de milliers, si l'on en croit les auteurs hyzantins et les traditions russiennes, les cavaliers et fantassins dévalent à travers la steppe, franchissent le Boug, le Dniester, le Danube, le Balkan.

La vaillance russienne est d'abord irrésistible, en rase campagne du moins. Mais, à la longue, Byzance a contre ces Barbares l'avantage de la civilisation, de la science, de l'habileté, du feu grégeois et des remparts de pierre. Contre ces demi-nomades, que mène à hue et à dia le caprice individuel de cent petits princes, elle a la supériorité de la centralisation, qui tourne successivement toutes ses forces contre chacune de leurs bandes. Elle a contre ces démocraties, toujours disjointes par les querelles, la cohésion de son autocratie. A la longue, Byzance l'emporte; du moins, les Russiens mesurent les avantages de l'organisation byzantine; pour la seconde fois, la conscience de leur infériorité nationale les met à l'école, à la discipline étrangère : de Byzance, le tsarisme va tirer un accroissement de forces et tout un arsenal d'armes nouvelles.

*
* *

Car les Russiens sentent, au contact de Byzance, que la discipline varègue ne leur a donné qu'un

minimum de cohésion. Chacun de leurs peuples reste à l'écart et ne reconnaît que son prince particulier : leur nation est une poussière de peuples et de principicules rivaux. Chaque peuple est, en outre, tiraillé entre son prince et sa *vetché*; partout la discussion, l'obéissance marchandée ou la demi-révolte; le prince, tant qu'il est jeune, heureux et vigoureux, a chance d'être obéi; mais, dès qu'il est faible ou malheureux, la *vetché* l'expulse ou le met en tutelle. D'un prince à l'autre, les *droujinas*, instruments de pouvoir, changent de service et de fidélité, ne s'engagent qu'en des serments temporaires, menacent ou désertent à la moindre offense, au premier refus.

En regard de cette anarchie, quelle solidité oppose à l'assaillant le bastion compacte, sans fissure, de l'autocratie byzantine! Une loi, une foi, un César : groupée autour d'une dynastie sacro-sainte, liée par les crampons de fer du droit romain, cimentée par les dogmes et rites du christianisme grec, cette communauté byzantine semble aux Russiens le chef-d'œuvre de la politique humaine.

Surtout le caractère religieux de cette communauté orthodoxe séduit les princes varègues. Ils sont entourés de peuples ennemis, chez qui le droit divin donne aux chefs un pouvoir indiscuté. Khazares convertis au judaïsme, Bulgares et nomades convertis à l'islam, Polonais, Lithuaniens et Allemands convertis au catholicisme, chez tous leurs voisins, Dieu a délégué ses élus ou ses prophètes à la tête des nations, et les peuples obéissent sans récriminer à

ces oints ou à ces envoyés du Seigneur. Mais à Byzance quelle union plus étroite encore entre les choses du ciel et de la terre! et quelle union plus utile aux rois de ce monde!

Musulmans, Juifs et Catholiques subordonnent la puissance laïque aux volontés cléricales. L'orthodoxie, au contraire, a gardé de la Grèce païenne la subordination complète du sacerdoce au magistrat. En convertissant leurs peuples à l'orthodoxie, les princes varègues comptent donner à leur puissance le même appui complet de la religion; comme les Césars de Byzance, ils deviendront des autocrates, des maîtres absolus, sans autre contrôle que leur conscience et leur foi, sans autre supérieur que la Trinité divine.

A Novgorod, le tsarisme avait reçu des Varègues le sabre et la main de justice; à Kief, il prend des Byzantins le sceptre et la croix. Jusqu'à nous, il restera le lieutenant, le truchement du Seigneur orthodoxe, et ses théoriciens se féliciteront à l'envi de l'heureuse fortune qui le mit à l'école de Byzance, et non sous la férule du pontife de Rome. Écoutez M. Pobiedonostsef[1] :

La lutte entre l'Église et l'État dure dans l'Europe occidentale depuis des siècles. Le dernier mot n'a pas été dit et l'on ne sait encore à qui il appartiendra. Les deux adversaires s'observent en évaluant leurs forces et rassemblant leurs troupes. L'État s'appuie sur les représentants de la culture intellectuelle, l'Église sur la croyance des masses...

1. Voir dans les *Questions religieuses*, etc., tout le chapitre : *l'Église et l'État*.

Rien de pareil dans l'orthodoxie : « le pouvoir repose sur l'accord spirituel entre le gouvernement et le peuple, unis dans une même croyance; toujours uni de cœur à l'État, le peuple supporte une quantité de charges, cède, abandonne beaucoup au pouvoir ». Dans l'orthodoxie, le clerc ne cherche pas tantôt à dissocier, tantôt à concilier le service de Dieu et le service de César; il n'a jamais considéré que l'un pût être séparé de l'autre, car César, héritier de Constantin, est le chef de toute hiérarchie civile et religieuse, l'intermédiaire indispensable aussi bien entre le Seigneur, dispensateur de la puissance, et les peuples, voués à la soumission, qu'entre le Seigneur, dispensateur de la vérité, et les clercs réservés à l'apostolat.

La hiérarchie, la « sacro-sainte » hiérarchie de Byzance est une, non pas double. En devenant les Constantin des peuplades russiennes, les princes de Kief doublent leur *droujina* d'une « chapelle » et leur force militaire, de l'autorité divine; si la *vetché* ose désormais opposer ses droits traditionnels aux décrets du maître, si la *droujina* ose invoquer ses privilèges et services; si le peuple se récrie aux exigences ou se rebelle aux caprices du chef, ce n'est plus seulement le sabre qui leur répondra : l'anathème sera sur eux et Dieu prendra toujours le parti de César.

C'est au début du XIe siècle, autour de l'an mille, que les princes de Kief, en la personne de Wladimir, se convertissent à l'orthodoxie. Mais ce n'est pas du jour au lendemain qu'ils recueillent les bénéfices de

cette conversion et que peuples, *vetchés* et *droujinas* déposent toute prétention sous les pieds de l'autocrate. Car si le prince mesure les bénéfices de l'orthodoxie pour son pouvoir, la nation n'en perçoit pas encore la nécessité pour son propre salut : Byzance n'est point si menaçante que sa discipline s'impose aux intérêts de tous et de chacun.

Les vieux cultes nationaux, les chênes consacrés au terrible Péroun, dieu du tonnerre, les vieilles légendes de Biélibog, le *dieu blanc*, de Tchernobog, le *dieu noir*, de Baba-Yaga et des autres dragons, des Roussalki, fées des eaux, des Vodianoï, génies des fleuves, des Liéchii et Domovoi, lutins des bois et du foyer, tiennent aux cœurs populaires par les mille chansons qui jusqu'à nous en garderont le souvenir. Les princes peuvent abattre les chênes divins, et les clercs, exorciser les fontaines sacrées : le peuple, immergé dans les fleuves, baptisé en masse, restera huit ou dix siècles encore fidèle à ses croyances.

Et les vieilles mœurs privées et publiques sont plus agréables que la contrainte nouvelle.

A ces mâles et bons ivrognes, qui librement pratiquent la polygamie et entretiennent, comme Wladimir avant sa conversion, cinq ou six femmes légitimes, trois cents concubines à Vichegorod, trois cents autres à Bielgorod, deux cents encore à Berestof, l'orthodoxie veut imposer la continence du mariage monogame! à ces libres et turbulents guerriers, compagnons et conseillers bien plus que sujets et serviteurs de leur prince, l'obéissance passive, la discipline

monastique, les révérences et formules protocolaires! à ces chasseurs, trappeurs, bûcherons de la clairière et de la forêt, bateliers du fleuve et pâtres de la steppe, les écritures et impositions cadastrales, les recensements et paiements réguliers, la sacro-sainte bureaucratie! à cette nation de hameaux et de huttes éparses, la centralisation citadine et le joug de l'État!

Wladimir, baptisé sur les bords de la mer Noire, rentre à Kief en apôtre, *isapostolos*. Quand il meurt (1015), il a converti de gré ou de force des milliers de ses gens; il est devenu le Constantin russe, le renverseur, fouetteur et brûleur d'idoles; de nom, il est l'autocrate, le *grand-prince* de Kief. Mais durant des siècles, jusqu'à nous, le peuple dans ses chants et contes épiques ne le tiendra que pour le *beau soleil* de Kief, le héros mythique, solaire, fils ou successeur des anciennes divinités.

Après lui, Kief demeure la Byzance russe, et les maîtres de Kief se transmettent le titre de *grand-prince*. Mais, trois siècles encore, la foule des princes secondaires continue de partager la nation en cinquante, soixante communautés rivales, qui ne reconnaissent la suprématie de Kief que pour s'arroger le droit, quand meurt le *grand-prince*, d'imposer leur chef particulier à la métropole commune. Kief est le centre de la nation; mais, la nation n'étant que luttes et batailles, Kief est le champ clos où tous les braves se donnent rendez-vous; assiégée, prise, saccagée, brûlée, en deux siècles elle subit quarante maîtres.

* * *

Pour faire passer dans la vie nationale, dans les désirs et besoins du peuple l'autocratie qui n'existe que dans les rêves des princes, il faut une nouvelle intervention de l'étranger, un nouveau dressage des tribus russiennes, un nouveau changement du centre national.

En 1240, les Mongols, se ruant de l'Asie à travers la steppe et les nomades, ruinent Kief qui ne sortira de ses cendres que pour tomber aux mains de la Pologne : jusqu'au XVIIe siècle, jusqu'aux temps de notre Louis XIII, cette « mère des villes russiennes » et son pays de Petite-Russie, détachés du pays orthodoxe, resteront sous le joug mongol, puis catholique, ne seront que « marche » et place-frontière entre l'islam turco-mongol et le catholicisme polonais. En même temps, la Russie Blanche est aux trois quarts soumise par les Lithuaniens et les Allemands; ces premières capitales et conquêtes des princes varègues sont détachées, elles aussi, du pays orthodoxe. Quelques villes fortes de l'extrême-nord maintiennent leur autonomie; Pskof et Novgorod demeurent des communautés russiennes, mais toutes leurs relations de commerce et tous leurs intérêts en font plutôt des républiques semi-occidentales, des villes de marché à la mode hanséatique.

Le seul pays de Grande-Russie, la mésopotamie de clairières entre l'Oka et le Volga, autour des principautés de Sousdal, de Wladimir-sur-Kliazma, Tver,

Riazan, etc., devient le refuge de la nation russienne et de la foi orthodoxe.

Par le fossé de l'Oka et par les bois profonds qui bordent la rivière, la Grande-Russie est tant bien que mal protégée de la cavalerie mongole qui ravage continuellement la plaine découverte. De toutes parts, l'orthodoxie en fuite accourt vers cet abri : parmi les princes de cette Grande-Russie, ceux de Wladimir-sur-Kliazma deviennent les *grands-princes*. Mais le Volga est une large route que, chaque été, remontent les barques et guerriers mongols; ils en ont le libre usage depuis qu'ils ont abattu le royaume bulgare sur le fleuve moyen et qu'ils ont établi sur le bas fleuve leur camp de Saraï et leur *Horde d'Or*.

Au cœur de la clairière grande-russienne, le Volga chaque année amène ces pillards. Leur discipline est si forte, leur nombre si grand, leurs armement et tactique tellement supérieurs que rien ne peut leur résister; ils vont de fleuve en fleuve, par les portages, jusqu'aux abords des golfes baltiques : Novgorod elle-même est rançonnée.

Les Mongols n'installent pas leur conquête à demeure dans ces clairières humides, froides, mal disposées pour leur vie nomade et la nourriture de leurs chevaux. Mais ils imposent leur suzeraineté et leur tribut. Ils laissent au paysan son champ, au bourgeois sa ville, au prince son domaine, à condition que chacun paie régulièrement la redevance, accepte les ordres du Khan et fournisse un contingent à l'armée mongole.

Les Mongols sont les maîtres, les propriétaires; prince, bourgeois ou paysan, le Russien n'est plus que le tenancier. Une lettre d'investiture, révocable à toute heure, met ou maintient chaque année le prince au pouvoir. Un rôle annuel de recensement et de capitation donne aux villes et aux propriétés leur existence légale. Un fermier de l'impôt, appuyé d'un inspecteur (*baskak*) et d'un piquet mongols, vient chaque année lever les redevances et ne doit de compte qu'aux trésoriers du Khan. Sous cette exploitation étrangère, l'orthodoxie russe durant deux siècles et demi (1220-1470) a le sort dont pâtit encore, sous le joug ottoman, la moitié de l'orthodoxie levantine.

Vassaux du Khan de Saraï, arrière-vassaux du Grand-Khan de Karakoroum, les princes grands-russiens doivent comparaître en personne, à première sommation, devant le suzerain ou le souverain. Ils descendent le Volga, traversent toute la steppe asiatique, voyagent durant des mois pour venir au pied du trône s'agenouiller, s'aplatir, « battre du front », rendre l'hommage ou des comptes, quémander une lettre d'investiture, une remise de dîmes ou de contingent. Le Mongol suscite parmi eux les délateurs, et tous cherchent en ce métier une extension de leur domaine aux dépens de leur voisin.

L'un d'eux se distingue bientôt par sa bassesse plus humble, ses délations plus constantes, ses protestations et ses preuves de fidélité au conquérant. Durant le XII[e] siècle, sous l'ombre de Wladimir et de

Sousdal, une bourgade a grandi dans un coin de la forêt, autour d'une église consacrée au Sauveur des Pins : un principicule s'y installe vers le début du XIIIe siècle, se fait l'homme-lige de Mongols et, grâce à la faveur des Khans, tire au premier rang des villes et principautés russiennes cette pauvre clairière de Moscou.

« Les princes de Moscou prirent l'humble titre de serviteurs des Khans et c'est par là qu'ils devinrent de puissants monarques », dit Karamzine, historien slavophile, patriote, loyaliste. Et M. A. Rambaud — en cette classique *Histoire de la Russie*, que l'on ne saurait suspecter de haine envers les peuples russiens ou le tsar — ajoute :

Autour de Moscou, acheva de se former sous le joug mongol une race résignée, patiente, énergique, faite pour endurer la mauvaise fortune et profiter de la bonne. Là, grandit une dynastie de princes politiques et persévérants, prudents et impitoyables, de triste et terrible mine... Les princes de Moscou ont surtout agi par l'intrigue, la corruption, l'achat des consciences, la bassesse devant les Khans, la perfidie envers leurs égaux, le meurtre et la délation : ils furent à la fois les policiers et les publicains des Khans [1].

Le prince de Moscou, en effet, prend à ferme l'impôt mongol, non seulement dans son propre domaine, mais encore sur toutes les terres russiennes du nord. Il devient aussi le grand inspecteur et délateur, le *baskak* de ses voisins; et riche, bien en cour de Saraï,

1. A. Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 157-158.

beau-frère du Khan, il reçoit le titre de grand-prince, que lui assure l'appui de contingents mongols et qu'il fait valoir à la mode mongole, en pliant son peuple et ses vassaux, toute la Grande-Russie à son exploitation mongolisée. Deux instruments de règne caractérisent ce régime nouveau : le fouet et la bourse.

Le fouet régit bêtes et gens dans cet empire turco-mongol qui n'est, tout entier, qu'une armée de cavaliers et qui ne connaît qu'une loi, le *yassak*, la consigne, qu'une hiérarchie sociale et politique, le grade, qu'un devoir, l'obéissance au chef immédiat, qu'une vertu, le dévouement au chef suprême, qu'une éducation, le dressage à la bride et à la cravache. Les coups et rebuffades du supérieur ne révoltent ni ne déshonorent l'inférieur, et tous sont des inférieurs au regard du Khan, qui fait à chacun sa place selon ses mérites, mais qui donne aussi à chacun la solde selon ses mérites.

« Les Tartares, dit alors un Chinois[1], ne connaissent ni l'écriture ni les livres. Ils n'ont ni cérémonies religieuses ni institutions judiciaires. Ils n'ont de respect et de considération que pour la force et la bravoure; ils méprisent la vieillesse et la faiblesse. Les plus forts reçoivent dans les festins les morceaux les plus gros et les plus gras; les vieillards mangent et boivent les restes. »

Aux plus forts aussi, les fourrures, les coupes d'or et d'argent, les selles brodées, les robes de soie ou de

1. Cf. A. Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 124.

draps fins, les armures de cuir et de laque, les dépouilles des vaincus et la haute paie. Mais à tous, la solde régulière, une juste part dans le pillage des ennemis et dans le rançonnement des sujets. Pas d'argent, pas de Turc : le Khan verrait se débander ses troupes, s'il négligeait la grande bourse où les redevances viennent se déverser, où viennent puiser ses lieutenants.

La première chose qu'empruntent aux Mongols les grands-princes de Moscou est cette bourse, *kalita*, qui fournit de surnom du second d'entre eux, Ivan *la Bourse*, Ivan Kalita : il la vidait en aumônes, dit-on, mais la remplissait d'exactions, de confiscations, de taxes doublées au nom du Khan. Bourse d'intendant pillard et peu scrupuleux qui, de jour en jour, prend les allures de maître légitime, de propriétaire du sol, des troupeaux et des hommes, et qui pense que sa fortune personnelle doit être le premier résultat de son administration. Jusqu'à nous, la Russie devra servir avant tout à la fortune du tsar, aux folles dépenses de sa *droujina*, au luxe oriental de ses demeures, aux apanages de ses fils et de ses proches.

Et dans la main du prince moscovite, le fouet emprunté au Mongol, le *knout*, devient l'autre outil familier qui va dresser à la mongole toute la nation russienne, n'en plus faire qu'une armée permanente dans le pays toujours mobilisé.

Soldats ou *raïas* : l'empire mongol ne connaît que ces deux situations juridiques, ces deux catégories

de sujets, la seconde travaillant à nourrir la première, la seconde faite de la tourbe des peuples soumis, la première faite de l'élite des vaincus et de la masse des conquérants. Car le Mongol, sans préjugé de race, de langue ni de religion, enrôle tout ce qui montre vigueur et courage; les guerriers et les chefs des nations abattues prennent rang parmi ses soldats et ses capitaines. Le Moscovite en use de même et, jusqu'à nous, le tsarisme continuera d'en user pareillement : les princes des nations vaincues, Lithuaniens, Arméniens, Mingréliens, Tartares, Tcherkesses, seront princes ou nobles dans la hiérarchie du conquérant.

Sans tenir compte des origines ou des situations antérieures, le Moscovite enrôle tout ce qui lui semble valide et vaillant; à la subsistance de l'armée, à la culture de la terre, il attache la tourbe des peureux et des faibles, le peuple noir, *tcherne*, qui n'est bon qu'à essarter la forêt, cultiver la clairière, le peuple chrétien, *krestianine*, qui ne peut se hausser à la chevalerie mongole et reste l' « hommelet », le *moujik* (diminuatif de *mouje*, homme).

L'élite au service de son armée, la foule au servage de sa glèbe : le Moscovite, lieutenant du Mongol, partage aussi son peuple en soldats et *raïas*, en guerriers et vilains. Le seul caprice du prince assigne le rang de chacun; jusqu'à nous sa noblesse restera, non pas une caste héréditaire, ayant ses droits imprescriptibles, ses privilèges et sa hiérarchie traditionnelle, mais une catégorie juridique, une collection de

grades et de gradés, où le fils ne pourra prétendre qu'aux devoirs du père envers le prince.

Sur tous, le fouet : le grand-prince exige de tous ses gens les « mêmes battements de front » que son maître, le Khan, exige de lui.

Le Russien doit quitter ses attitudes et son langage d'homme libre : à genoux, devant le lieutenant du Grand Mongol ! Si l'on fait mine de rire ou de résister, un mot du grand-prince va faire sortir l'ogre de Saraï ! Durant cent trente années, le seul nom de l'ogre paralyse la nation russienne, et le grand-prince met à profit cette folle terreur pour plier tout son monde à la servilité. Lui-même, tant que dure la puissance du Khan, prodigue les marques et paroles de bassesse.

En 1431, — deux cents ans après l'apparition des Mongols dans la steppe, — deux candidats se disputent le trône de Moscou et envoient plaider leur cause devant le Khan. L'un invoque le testament paternel et son droit d'aînesse. L'avocat de l'autre l'emporte par la plaidoirie que voici : « Le trône de la grande-principauté, qui est ton domaine à toi, Seigneur, mon maître le demande sans autre titre que ta protection, ton investiture et ton firman; tu es maître d'en disposer suivant ton bon plaisir. Georges Dimitrievitch, au contraire, réclame la principauté d'après le testament de son père, non pas comme une simple faveur de ta toute-puissance. »

Quand vers la fin du xve siècle le pouvoir du Mongol chancelle, s'écroule, le grand-prince a eu le temps d'achever son œuvre : la nation russienne est

nivelée au ras du sol; son dos est fait au *knout*; elle est même arrivée à bénir sa servitude, à chérir le fouet de son maître qui, maintenant, se pose en champion de l'orthodoxie, en vengeur du martyre national, et qui tourne contre le Khan la force que la protection du Khan lui avait acquise.

Il a toujours été un saint homme, presque un homme d'Église; durant sa vie, sa bourse est une aumônière à la disposition des clergés noir et blanc, du prêtre et du moine; à sa mort, il se fait tonsurer et revêtir de la robe monacale. Il n'a jamais oublié les traditions de Kief et de Byzance; le métropolite de Moscou est toujours son plus fidèle serviteur. Mais voici qu'une occasion s'offre de restaurer en sa plénitude l'autocratie byzantine et l'alliance du trône et de l'autel, de reprendre le service unique du Seigneur orthodoxe, que l'on avait un peu négligé pour le service du seigneur mongol : Byzance tombe aux mains des Turcs.

La Grande-Russie est encore le seul refuge de l'orthodoxie grecque, des clercs émigrés et des princesses fugitives. Une fille des Paléologues, Sophie, devient la femme du grand-prince et le fait héritier des Constantins et des Césars. Il relève ce titre de César que le Turc vient d'abattre; il se proclame, non plus grand-prince seulement, mais *tsar* (1547). Un patriarche de Constantinople, le chef suprême de l'orthodoxie, fait même le voyage de Moscou (1589) pour ériger en patriarcat, en rival des sièges apostoliques, en égal des Antioche, des Jérusalem et des

Alexandrie, le siège métropolitain de Moscou : un patriarche russien trône désormais auprès, au-dessous du tsar russien, comme le patriarche suprême trônait auprès, au-dessous du César suprême, à Byzance.

Ainsi par le travail combiné du grand-prince et de ces clercs et princesses helléniques, par cette nouvelle intervention de l'étranger, le tsarisme complète son installation, réunit tous les instruments de la puissance temporelle et spirituelle : le sabre et la main de justice des Varègues, le sceptre et la croix de Byzance, le fouet et la bourse des Khans. Moscou parfait l'œuvre de Kief et de Novgorod.

Pour couronner un si bel ouvrage, des Italiens accourent derrière les Grecs, implantent à Moscou, comme à Byzance, leurs arts et leurs monuments, répandent aussi les maximes que Machiavel vient de formuler à l'usage de son Prince : la ruse italienne doublera désormais la subtilité byzantine, la patience moscovite et la brutalité mongole.

*
* *

La nation tout entière, avec des *hosannah*, se jette aux genoux de l'autocrate : tout ce qui restait de principautés indépendantes ou de républiques autonomes, Tver, Rostof, Iaroslaf, Riazan, Novgorod, Pskof, est annexé au domaine du tsar « rassembleur de la terre russienne ». La Petite-Russie et les trois quarts de la Russie Blanche sont toujours au pouvoir

du Lithuanien et du Polonais. Le tsar en délivre quelques morceaux, reprend le pont de Smolensk, rouvre la vieille route des Varègues entre Novgorod et le Dniéper, perce une autre route en pays inconnu, à travers les forêts et les glaces du nord, jusqu'au rivage de la mer Blanche.

Mais c'est vers l'est, contre le Mongol débandé, qu'il tourne son effort : jusqu'à la Caspienne, il nettoie le Volga des pirates et des forteresses de l'islam, emporte Kazan, — dont la chute excite une telle joie patriotique que cette victoire reste encore le grand orgueil de la nation, — annexe les pays d'Itil, l'ancienne capitale khazare, de Bolgari, l'ancienne capitale bulgare, achève de ruiner Saraï, la terrible ville où si longtemps le Russien dut « battre le front » aux pieds du Mongol, prend Astrakhan qui désormais ferme l'entrée du Volga à toute remontée asiatique.

Le tsar triomphe. Le tsar pille. Le tsar fouette, massacre, emprisonne, décapite, se revanche de sa longue sujétion. Le tsar est « terrible » comme pour compenser les siècles où il fut si longtemps abject.

Par l'Église, il tient tous les cœurs du peuple orthodoxe ; ses croisades contre le mécréant satisfont le premier besoin de cette orthodoxie. Mais les descendants des princes, ses anciens rivaux, s'agitent, réclament quelques lambeaux de leurs droits et privilèges. Pour administrer son domaine décuplé, ses possessions immenses qui désormais vont de la Caspienne à la mer Blanche et du Dniéper à l'Oural,

pour commander ses forteresses, protéger ses églises et couvents, purger de pirates, de brigands et de « bons compagnons » ses fleuves et sa forêt, attacher à la glèbe ses paysans, contenir ses villes, le tsar doit faire appel au concours de ces nobles hommes, qui, chacun dans son clan ou sa tribu, ont conservé quelque influence. Il organise le « régime du pays », *zemchtchina*, à côté du « régime du prince », *opritchina*, — tels aujourd'hui à Constantinople la Porte et le Palais.

L'*opritchina*, le *millier* du tsar n'est que l'ancienne *droujina*, la bande de braves à tout faire, qui vont galopant, une tête de chien et un balai pendus à l'arçon, « mordant l'ennemi et balayant le traître » : des Italiens, des Grecs, des Allemands, des Polonais, des Hongrois, des Scandinaves, des Anglais, des Écossais et des Français y coudoient des Turcs et des Mongols, sans parler des Russiens qui font le gros de cette troupe. A ce millier de gens de guerre, le tsar confie le fouet, le sabre et la main de justice. Quelques gens de plume, *diaks*, sont adjoints pour tenir la bourse; leurs trente ou quarante *prikazes* (bureaux) administrent les revenus, règlent les dépenses du Palais.

La *zemchtchina* devrait régler les finances et les affaires générales du pays, surtout les relations de commerce, de paix et de guerre avec l'étranger : un haut conseil de princes et de nobles, la *douma* des *boiars*, siège en permanence auprès du tsar, qui la recrute comme il lui plaît, la consulte ou la néglige

quand il lui plaît; de loin en loin, une assemblée nationale, un *sobor*, réunit les délégués de toutes les classes de la nation, à seule fin d'entendre et de confirmer les décisions du tsar et de la *douma*, de l'autocrate et de ses nobles.

Donc, nominalement, il reste quelque chose des vieilles libertés russiennes. Pratiquement, ni le *sobor* ni la *douma* ne sont de taille à contre-balancer l'autocratie. Le tsar a tôt fait de supprimer ce qui lui résiste ou seulement le contredit.

Il a vécu si longtemps dans les intrigues et délations mongoles, qu'il ne voit partout que trahisons, conjurations, crimes de lèse-majesté, ou, plutôt, crimes de lèse-patrie et de lèse-religion, puisque Sa Majesté est maintenant la personnification de la patrie et presque l'incarnation de la divinité. *Moltchi, smerd! Tais-toi, rustre!* est sa réponse ordinaire aux conseils de la *douma*. Les verges et la hache sont préparées aux portes du *sobor*. « Se garder d'eux » est l'attitude qu'à l'endroit de tous ses sujets il recommande à son héritier; sinon, « proscrit par ses *boiars*, chassé par leur révolte de son trône, il sera obligé d'errer de pays en pays » : ainsi parle en son testament, le plus terrible des Terribles, Ivan IV, qui durant sa vie négociait avec Élisabeth d'Angleterre pour être sûr, en cas de révolution et d'exil, de trouver outre-mer un refuge et la liberté de son culte.

Soigneusement, cet Ivan le Terrible a tenu registre de ses exécutions; le *synodique* du couvent de Saint-Cyrille nous a transmis cet inventaire : trois mille

cinq cents têtes; souvent au nom du supplicié, s'ajoute la mention « avec sa femme », « avec ses filles », « avec sa femme et ses enfants », « plus dix hommes qui étaient venus à son secours », « plus quatre-vingts hommes du village de Matveïché » ; en bloc, parfois toute une ville : « Seigneur, souviens-toi des âmes de tes quinze cent cinq serviteurs de Novgorod. »

C'est au Seigneur du ciel qu'Ivan IV adresse ce mémoire, car il est pieux jusque dans ses folies les plus féroces, et c'est pour assurer à ses victimes les prières de l'orthodoxie qu'il en a fait dresser la liste. L'orthodoxie accorde ses prières aux victimes, tout en conservant son dévouement, son adoration au bourreau : une victoire sur les infidèles efface tous les scrupules ou ressentiments du clergé : jusque dans la bestialité la plus crapuleuse, le tsar reste aux yeux de son peuple le lieutenant du Seigneur orthodoxe; il peut déposer, faire disparaître le saint métropolite de Moscou, dont le seul crime est d'avoir crié grâce pour tant de vies supprimées.

Fils, neveux, frères, oncles, parents du tsar sont les premiers suspects, pouvant être les premiers bénéficiaires d'un complot. Il n'a quelque confiance qu'en sa femme et dans les proches de sa femme, qui ne sont que par lui : lui vivant, ils sont élevés au faîte, pourvus de domaines royaux, proclamés *grands-boiars alliés*, vice-rois de Kazan et d'Astrakhan; lui mort, ils auront à subir les revanches et reprises des victimes et des jaloux.

La race de Rourik, ce tronc vigoureux qui avait poussé vingt rejetons en terre russienne, est élaguée de toutes ses branches; seule la tête, le tsar, finit par subsister et, comme un jour il meurt sans héritier, la nation, qui ne peut plus se passer du tsarisme, tombe soudain en un embarras extrême (1598).

* * *

La *douma* des *boiars* prend le pouvoir. Mais vingt imposteurs, qui se disent fils du tsar, trouvent dans le peuple crédit et assistance. Une Russie sans tsar! aux yeux de la foule, c'est folie et péché, anarchie et impiété : qui donc maintiendra la paix sociale, l'indépendance nationale et la religion orthodoxe? De fait, toutes trois sont menacées, risquent de sombrer dans les troubles intérieurs ou sous les armes étrangères : « le temps des troubles » est venu (1600-1613); partout les brigands, les « bons compagnons » et les « grandes compagnies » reparaissent; la forêt et la clairière ne sont plus que des coupe-gorge. Il faut un autocrate; sinon, la société russienne s'effondrera; une révolte de tous les opprimés jettera bas les riches et les grands; pour les *boiars* eux-mêmes, il faut un autocrate qui assure leurs vies et leurs biens.

Jadis, on est allé demander un chef aux Varègues; on décide de faire encore appel aux étrangers et, comme le Polonais est alors le plus puissant et le plus proche, comme à sa terre de Pologne il a déjà réuni le domaine lithuanien et comme il est ainsi

devenu le maître de terres russiennes en Blanche et Petite Russies, les *boiars* vont lui dire, à lui maintenant : « Notre pays est grand, mais la justice y manque; venez nous gouverner. »

Le Polonais s'installe au Kremlin. Tout aussitôt, on voit que ce catholique ne veut maintenir que la paix sociale : il compte supprimer l'indépendance de la nation, annexer la Moscóvie à sa Pologne, et ses Jésuites rêvent de supprimer la religion orthodoxe, de mettre les fils de Byzance sous le joug de Rome... On l'expulse.

Les troubles renaissent. Les imposteurs et les brigands surgissent au coin de tous les bois. Les Polonais, les Suédois et les Turcs menacent toutes les frontières. Pour sortir de ce péril, les *boiars* décident de prendre un tsar parmi eux, et le *sobor* élit un pieux enfant de l'église orthodoxe, le jeune fils du métropolite Philarète Romanof. Le tsarisme échoit à cette dynastie nouvelle (1613), qui jusqu'à nous conservera le trône.

Mais avec leur élu, c'est un nouveau régime que les *boiars* comptent établir : l'autocratie devra faire une place constante, honorée, prépondérante à la *douma* des nobles, et une place moindre au *sobor* de la nation. Disciple, comme toujours, des peuples étrangers, la Russie d'alors aperçoit dans la constitution polonaise le dernier chef-d'œuvre de la science politique : un monarque constamment surveillé par une coterie de nobles et régulièrement tenu en échec par des assemblées tumultueuses. Les *boiars* admi-

raient depuis un quart de siècle cet organisme polonais, qu'ils avaient appris à connaître durant leurs exils, quand ils fuyaient la colère des Terribles.

Ils imposent donc à leur élu le serment de ne faire aucune loi nouvelle, de n'imposer aucune taxe, de ne déclarer aucune guerre sans le consentement du *sobor*, de ne conférer aucun grade, aucun bénéfice féodal ou ecclésiastique sans l'avis conforme de la *douma*.

Pendant quatre-vingts ans, ce régime semi-constitutionnel fonctionne. Avec plus ou moins de régularité, les *sobors* sont convoqués et consultés par les trois premiers Romanof, de 1613 à 1698; Pierre le Grand réunit le dernier pour juger sa sœur Sophie. Sous leurs calculs égoïstes, sans contrainte, la *douma* et les nobles oppriment l'autocrate et la nation. Durant quatre-vingts ans, jusqu'à Pierre le Grand, l'autocrate n'est pas d'humeur à se révolter. Mais la nation est en révolte perpétuelle contre les mangeries, qui troublent sa vie publique et violent sa vie privée.

« Mangerie » est le terme dont les nobles eux-mêmes désignent leur gouvernement. Déjà sous les Terribles, quand les *boiars* avaient la garde des forteresses ou l'administration des villes et provinces, quand ils allaient comme *voïvodes* prendre les lieutenances de l'autocrate, ils appelaient cela *pokormitsir*, *avoir de quoi manger*. Administrer, pour eux, — comme jadis pour le Mongol, ou comme aujourd'hui pour le Turc, — c'est « gagner sa vie par l'exaction régulière de cadeaux; le mot *kormlenié*, qui signifie *nourriture*, est assez éloquent par lui-même : quand

on entend le voïvode demander au tsar une ville ou une province *pour sa nourriture*, on ne doute pas que la corruption légalisée ait précédé la corruption illégale encore en vigueur[1] ».

Sous les Terribles, ces mangeries étaient contrôlées, limitées par l'*opritchina*, le régime du prince. Sous la *douma*, elles n'ont plus de bornes, et la nation, au lieu de subvenir à la seule table du Maître, mesure chaque jour combien il est plus coûteux de nourrir ces milliers de gros mangeurs.

Le terme technique *pokormitsir*, *avoir de quoi manger*, impliquait pour les nobles la faculté de [s'approprier tout ce qui], dans les revenus de la province, de la ville ou du bourg, excédait la somme due annuellement à la couronne. Le voïvode, chef de l'administration locale, était en même temps le chef de l'armée locale, de la police locale et de la justice. Il n'exerçait pas seul toutes ces fonctions: il demandait l'aide de scribes, *diaks*. Satisfait des amendes et autres frais de justice, il laissait aux scribes l'administration courante, et le scribe, bien entendu, en profitait pour exiger des pots-de-vin[2]...

Dans la vie privée, la noblesse se sert de l'autocratie pour brusquer et terminer l'évolution séculaire qui transforme en serf de la glèbe le libre paysan russien.

Les Terribles ont déjà, par une série de lourdes mesures, attaché au sol ce Russien vagabond, qui volontiers eût abandonné clairière et charrue aux pillards mongols et se serait enfui dans les forêts

1. M. Kovalewski, *Institutions politiques*, p. 104 et 131.
2. Id., *ibid*, p. 131.

inaccessibles, vers la chasse, la pêche, la libre vie. Les Terribles l'ont maintenu de force, lui ont assigné la tâche de produire le grain, de fournir la subsistance de l'armée; ils ont commencé de livrer le « peuple noir » au noble, qui reçoit du tsar la terre et les âmes; ils ont reconnu au propriétaire le droit de réclamer et de poursuivre son paysan fugitif. Mais sous le règne de la *douma*, le servage définitif est généralisé : la moitié de la nation est mise dans la servitude corporelle, sous la botte des *boiars*.

Pour légitimer pareil attentat, les nobles invoquent la sécurité nationale. Depuis que la fuite du Mongol a rendu vacante l'immense steppe du midi, le paysan russien ne veut plus habiter sa marécageuse et froide clairière : la fertile Terre noire l'attire, la libre steppe le séduit; il court y mener la vie semi-nomade, l'heureuse vie du Cosaque; au long des fleuves, Don et Dniéper, il redescend vers ce bon pays, d'où jadis l'invasion mongole le chassa, vers la riante et chaude prairie qui, sans bornes, déroule jusqu'à l'horizon ses pâturages en fleurs, vers le terreau qui rend au centuple le grain jeté dans le moindre sillon.

La Moscovie se vide, crient les nobles et les moines : que vont devenir les serviteurs de l'Église et de la patrie, si personne n'est plus là pour les entretenir? Le servage légal intervient, et, empêchant le moujik de tourner tout entier au Cosaque, attache pour toujours le « peuple noir » au domaine nobiliaire ou ecclésiastique.

Alors, asservi et mangé, le « peuple noir » se

rebelle : contre les nobles, il invoque le secours de l'autocrate, du petit père commun. L'autocrate, asservi lui aussi par la *douma*, reste sourd. Mais il suffit qu'un imposteur se dise son envoyé, chargé par lui de punir les mangeurs, pour que des milliers de paysans se lèvent. Aux Russiens, se joignent les Finnois conquis ou relégués dans la forêt, les Mordves, Tchouvaches et Tchérémisses, les serfs marrons et les Cosaques toujours prêts aux aventures.

Le règne d'Alexis Romanof (1645-1676) est traversé de jacqueries, d'émeutes citadines, de révoltes politiques et sociales. Un Cosaque du Don, Stenka Razine, paraît sur le Volga : « Je viens pour battre les *boiars*, les riches, et je suis l'ami de tous les pauvres, de tous les gens du peuple. » Il prend d'assaut les villes, précipite du haut de leurs tours ou de leurs clochers les voïvodes et les évêques, remonte le fleuve jusqu'aux abords de Kazan, gagne l'appui des peuples qu'il persuade de sa mission officielle : « Vous combattez pour ces traîtres de *boiars*; moi et mes Cosaques, nous combattons pour notre grand seigneur le tsar. »

Aux fautes de la *douma*, s'ajoutent les imprudences du *sobor* : l'égoïsme aristocratique ruine l'ordre à l'intérieur; l'enthousiasme patriotique compromet la sécurité au dehors.

Depuis que le Mongol a vidé la plaine méridionale, le Cosaque russien s'en est emparé; il l'occupe ou, plutôt, la parcourt; jusqu'au delà des fameux rapides, *porogs*, du Dniéper et jusqu'aux embou-

chures du Don, il en est le maître réel. Mais sur le Don, le maître nominal est le Turc de Stamboul; sur le Dniéper, le Polonais. Le Turc tient Azof, le Polonais tient Kief. Entre les deux, le Cosaque a fondé son camp « au delà des rapides », *zaporog*, dans une île du fleuve, et il ne connaît de lois que les règlements de sa communauté, de sa République zaporogue.

Tantôt sur le Turc, tantôt sur le Polonais, il déverse le trop-plein de sa fougue, satisfait son besoin de bataille et de butin; surtout, pieux orthodoxe, il gagne le ciel à combattre ce catholique et ce musulman [1]. Quand le Turc et le Polonais sont en guerre ou en désaccord, le Cosaque peut, liant partie avec l'un contre l'autre, s'en donner à cœur joie; mais quand le Turc et le Polonais s'entendent, le Cosaque est trop faible : il a grand'peine à se maintenir; il risque d'être écrasé. Il tourne alors son appel vers la sainte Russie; il se donne à elle, lui et sa république, et les terres qu'il a reconquises, et les églises qu'il a rebâties sur ce domaine des aïeux.

La nation orthodoxe, sans mesurer le danger qu'elle suscite, veut qu'on recueille ce pieux chrétien, ce frère, et que, pour lui, on risque une double guerre contre le Turc et contre le Polonais. Le *sobor*, battant du front devant le tsar, le prie de « tenir fermement pour les saintes églises de Dieu, pour son honneur tsarien, pour l'État contre ses ennemis; les hommes

1. Est-il besoin de renvoyer le lecteur à *Tarass Boulba?*

de guerre sont prêts à s'armer, les marchands à donner leur argent ». Et l'on décide d'accueillir, de soutenir le Cosaque.

Mais contre le Turc et le Polonais, riches, bien armés, bien organisés, appuyés de l'alliance et la civilisation françaises, qui font alors la loi dans l'Occident, quelles misérables ressources, quelles pauvres troupes le régime de la *douma* met au service de la patrie ! Un trésor vidé par les mangeries ! une milice populaire, — les *strélitz*, — prompte à la fuite ! une nation déchirée de révoltes, sillonnée de bandes révolutionnaires ou pillardes !

Et plus proche, plus redoutable, irrésistible, un autre ennemi surgit : Gustave-Adolphe et ses héritiers font de la Baltique un lac suédois, annexent les terres finnoises, entament les terres russiennes. Et l'amitié française ménage ou peut ménager une entente cordiale, tout au moins une paix durable entre ces gens du nord, du centre et du midi, ces Suédois, ces Polonais et ces Turcs, qui, de l'océan Glacial à la mer d'Azof, cerclent la nation russienne de leurs ambitions ou de leurs colères.

Après quatre-vingts ans d'expériences désastreuses, le régime de la *douma* a usé la patience, ruiné le bien-être de la nation. Au-dessus des paysans, une bourgeoisie s'est lentement formée pour les besoins du commerce, qui de jour en jour se noue et se développe avec les Occidentaux. Ces « moujiks de commerce » ont acquis de grandes richesses; ils se plaignent que leurs intérêts soient mal défendus contre la concur-

rence étrangère : chaque *sobor* réclame vainement des prohibitions pour écarter les Hollandais, les Anglais, les Allemands, les Italiens qui accaparent, dans les bazars moscovites, le trafic des fourrures et des grains. Mais le noble a lié partie avec ces gens du dehors, qui lui achètent ses récoltes et lui fournissent le luxe de l'Occident.

Le bourgeois mécontent s'unit au paysan rebelle, et l'Église les tourne tous deux à la dévotion du tsar. L'Église laudatrice du bon vieux temps, gardienne des traditions autocratiques, est associée d'ailleurs, depuis Philarète Romanof, au trône et aux destinées du maître. Et elle est menacée par les dissidences qui ont éclaté après la réforme de l'orthographe et du texte, qu'a violemment introduite le patriarche Nikon dans les livres sacrés (1654) ; les schismes, les hérésies auraient déchiqueté l'orthodoxie entre les mille sectes du *raskol*, *vieux croyants*, *buveurs de lait*, *champions de l'esprit*, *flagellants*, *eunuques volontaires*, si le tsar n'avait mis au service de l'Église toute l'autorité que les nobles lui laissent encore.

Clergé, bourgeois et paysans, — et la majorité des *boiars* eux-mêmes qui préfèrent à leurs droits politiques le salut de leurs privilèges sociaux, — acclament la résurrection de l'autocratie, dès que paraît un tsar véritable, un maître au poing solide, au ferme vouloir, aux conceptions nettes : Pierre le Grand.

*
* *

On nous présente d'habitude les réformes de Pierre comme un bouleversement des traditions russiennes, une sorte de tête-à-queue de la Russie asiatique vers les routes européennes. En réalité, Pierre et sa nouvelle capitale de Pétersbourg ne font que poursuivre l'ouvrage des Rourik et de Novgorod, des Wladimir et de Kief, des Ivan et de Moscou, — et par la même méthode : l'emprunt aux étrangers des derniers perfectionnements politiques, des procédés de gouvernement les plus raffinés et les plus efficaces.

Pierre ne rejette pas les instruments adoptés par ses prédécesseurs, ni le sabre et la main de justice des Varègues, ni le sceptre et la croix de Byzance, ni la bourse et le fouet des Mongols; mais il y ajoute l'arme la plus moderne, la plus puissante, la plus souple, la plus universelle, qu'ait alors à sa disposition le monde occidental : la plume du bureaucrate.

« Si j'avais la chance de trouver un pareil ministre, — aurait dit Pierre le Grand dans sa visite au tombeau de Richelieu, — je lui laisserais avec plaisir la moitié de mes États à condition qu'il m'aidât de ses conseils dans le gouvernement du reste. » N'ayant pas Richelieu lui-même, Pierre importe du moins le système centralisateur et bureaucratique dont Richelieu a commencé, dont Louis XIV achève de ligotter la France.

De la capitale au fond des provinces, du noble le plus haut au plus bas paysan, tout doit obéir désor-

mais aux seuls fonctionnaires, aux scribes du maître. Plus de *douma* ni de *sobor* : les affaires ne seront plus discutées que dans les conseils de la couronne. Plus de voïvodes ni d'*anciens* : les ordres ne seront plus donnés, les impôts ne seront plus levés, les jugements ne seront plus rendus, les soldats ne seront plus commandés que par les officiers du prince. Et toute la nation obéira directement au maître, qui fera connaître et rayonner sa volonté par un monde de bureaux, où passeront toutes les affaires locales et centrales, publiques et privées.

Sur le modèle français, qu'il suit à travers des copies allemandes et suédoises, Pierre ne fait en somme qu'étendre et régulariser l'ancien « régime du prince » avec ses *diaks* et ses *prikazes*, achever le nivellement de la noblesse héréditaire et l'érection de cette aristocratie (*tchin*) de fonctionnaires (*tchinovniks*), qui ne prennent rang dans la hiérarchie sociale que par leur grade dans la hiérarchie bureaucratique.

Il garde la grande division du peuple en deux catégories juridiques : le peuple doré et galonné, les gens de service, qui doivent leur vie au prince et que le prince distribue, selon son caprice, sur les degrés de la hiérarchie, du *tchin*; le « peuple noir », les gens de servage, qu'il laisse au pouvoir des propriétaires et du clergé. Entre les deux, il ménage une situation intermédiaire pour les gens de commerce et d'industrie : les bourgeois des villes obtiennent, avec la liberté personnelle, une ombre d'influence sur leurs affaires municipales.

Cette fois, le tsarisme a terminé son ouvrage : un tsar, une loi, une foi; une nation, une administration, une Église. Dépassant même toutes les leçons de ses maîtres étrangers, le tsarisme arrive à fondre l'Église et la nation dans l'administration : un tsar et ses bureaux composent désormais toute la Russie.

Byzance jadis avait encore un patriarche, chef de l'Église auprès de César, chef de l'empire. Pierre supprime le patriarche de Moscou et le remplace par un bureau d'évêques, le Saint-Synode, que mène à son gré un procureur général laïc, porte-parole du tsar. Jamais l'humanité, sauf en terre musulmane, n'a vu pareille union du temporel et du spirituel; encore, en terre musulmane, le pouvoir spirituel l'emporte dans la personne du Khalife, successeur du Prophète, et dans le Coran, source de toutes lois; en Russie, le souverain temporel a tout tiré à lui, biens, corps et âmes; la Russie n'est que par lui, pour lui.

*
* *

Jusqu'à nous le système a duré, mais avec des fortunes diverses. Au cours du XVIIIe siècle, de Pierre le Grand à Alexandre Ier, l'autocratie satisfait les besoins de la nation : elle rétablit la paix sociale, écarte l'invasion ou la menace étrangères, maintient l'indépendance et l'honneur de l'orthodoxie.

De ces trois tâches, la première intéresse trop directement le trône et la vie même du souverain pour

que les bureaux n'en fassent pas le principal, souvent l'unique objet de leurs soucis. Le tsarisme jusqu'à nous continuera d'être le justicier sévère, cruel, qu'il est depuis le Varègue, et le policier inquisitorial qu'il est depuis le Mongol.

La codification des lois et coutumes russiennes, — qu'Iaroslaf avait commencée dès l'an mille en sa *Rousskaia Pravda* (Vérité russe), que les Ivans avaient poursuivie, de 1500 à 1550, en leurs *Oulogénié* et *Soubednik*, qu'Alexis Romanof avait reprise vers 1650 par un nouvel *Oulogénié*, — est abandonné par Pierre le Grand qui pense importer en bloc le code suédois; mais les lois étrangères, allemandes surtout, pénètrent dans les bureaux peuplés d'Allemands, autour du trône occupé par des tsarines allemandes, dans les ministères tenus par des favoris allemands, jusqu'au jour où Alexandre Ier rêve un *Code civil* à la mode française.

La distribution de la justice est assurée par un multiple réseau de cours et de « magistrats », nobles, bourgeois et paysans, où la corruption continue d'être en usage, car les fonctionnaires de la couronne, succédant aux nobles voïvodes, ont conservé les pratiques, sinon la théorie, de la « nourriture ». Jusqu'à nous, la justice et l'administration tsariennes resteront ce que trois siècles de rançonnements et concussions mongols les ont faites. Le tsar connaît ces pratiques, mais ne peut les déraciner : en 1762. Catherine II écrit dans un oukaze, « avec un profond déchirement de cœur » :

Je considère comme mon devoir le plus indispensable, le plus essentiel, de déclarer au peuple que l'improbité a fait de tels progrès qu'on pourrait à peine citer une administration ou un tribunal qui n'en soient pas infectés. Sollicite-t-on une place, il faut payer. Faut-il se défendre d'une accusation calomnieuse, c'est avec de l'argent. Accuse-t-on injustement autrui, c'est avec des présents que l'on assure le succès de ses méchants desseins. Beaucoup de juges ont transformé le lieu sacré, où ils doivent rendre la justice au nom du Tout-Puissant, en un marché[1].

Quant à la police, Pierre le Grand, qui doit veiller, tout son règne, aux complots de ses nobles, de sa sœur, de son propre fils, concentre un pouvoir formidable dans les mains du *general-politzeimester* à Pétersbourg, de l'*oberpolitzeimeister* à Moscou ; le « bureau Préobrajenski », qui devient plus tard la terrible « chancellerie secrète », centralise les rapports et dénonciations des milliers de délateurs officiels ou officieux ; un inspecteur de police pour dix maisons ; trois mots *slovo i dielo* (parole et action), prononcés à haute voix par un inconnu, font arrêter, torturer tous ceux que ce mouchard désigne.

Pour recevoir et garder les files interminables de suspects ou de condamnés, la Sibérie est transformée en bagne. Jusqu'à nous, les successeurs de Pierre le Grand ne feront que maintenir ce régime de terreur, en le dotant chaque année des derniers perfectionnements de la science, de la chicane ou de la cruauté.

Durant le XVIIIe siècle, ce régime profite quelquefois

1. A. Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 478.

au bien-être de la nation. La Russie est encore un bois mal fréquenté; ses fleuves sont encore infestés de pirates; ses villes et ses routes sont en proie aux compagnies de voleurs; Vanka Kaîne opère en plein Moscou aux temps où Mandrin enlève dans nos provinces les caisses et gabelles de Louis XV. Ajoutez les émeutes citadines, les jacqueries et révoltes serviles, qui sont maux endémiques en tous pays d'esclavage, mais qu'en Russie la profondeur des bois, l'immensité et la désolation de la steppe rendent plus difficiles à guérir.

En 1771, le peuple de Moscou, affolé par la peste, massacre son archevêque. En 1773, Pougatchef renouvelle sur le Volga les exploits de Stanka Razine. De 1762 à 1780, les faux Pierre III, les faux Ivan VI, même les faux Paul Ier, — comme jadis les faux Dmitri, — trouvent toujours des paysans affamés, torturés, des Cosaques en rupture de service et des dissidents illuminés de visions célestes, exaspérés de persécutions, pour recruter leurs bandes pillardes ou leurs troupes révolutionnaires. Durant tout le XVIIIe siècle — comme au XVIIe et au XVIe et comme, d'ailleurs, au XIXe et au XXe, comme en 1905 — il suffit qu'un habit doré, un uniforme présente aux paysans un faux ordre du tsar autorisant le massacre des nobles et le pillage des biens : en un jour, l'imposteur a une suite innombrable.

Mais contre ces révoltes sociales, le tsar du XVIIIe siècle, outre la force irrésistible de son armée, a tous les bénéficiaires de l'ordre établi, les bourgeois, les

nobles et l'Église. Une fois seulement, en 1730, une tentative de révolte politique a timidement cru profiter des embarras de la succession tsarienne.

En l'absence de tout héritier mâle de Pierre le Grand, une coterie de nobles, avant d'appeler au trône une femme, Anne, a voulu lui imposer les conditions que la *douma* de 1613 avait imposées à son élu Michel Romanof : un Haut Conseil de huit membres, se recrutant par cooptation, eût remplacé l'ancienne *douma*, décidé de toutes les affaires, des impôts, de la guerre, des nominations, des grades; une Assemblée générale des délégués de la noblesse eût remplacé l'ancien *sobor*, en ne faisant place qu'aux nobles dans la représentation nationale; de tous points, l'anarchie polonaise eût remplacé l'autocratie moscovite.

Mais soutenue par la dévotion populaire et par le dévouement de l'Église, Anne a rompu les engagements que d'abord elle avait acceptés; une fois encore, la nation s'est détournée des voies constitutionnelles : le danger extérieur l'a rejetée sous la discipline tsarienne.

Ce danger extérieur a pourtant diminué depuis que Pierre le Grand, réformant ou massacrant les strélitz, a doté la Russie d'une armée régulière, qu'il a fortement outillée et disciplinée, savamment construite à l'européenne. Des trois ennemis, qui assiègent la terre russienne, — Suédois, Polonais et Turcs, — le premier a été complètement battu avec Charles XII, après avoir infligé aux Russes la honteuse défaite de

Narva : dans toutes leurs guerres, les Russes en usent ainsi; chaque adversaire nouveau commence par les mettre en fuite; ils étudient alors ses procédés, guettent ses faiblesses ou défaillances, reviennent à la charge et finissent par l'emporter. Pierre le Grand fait contre les Turcs la même expérience; mais il n'en voit que les débuts, l'affront : le Turc reprend la forteresse d'Azof — ce Port-Arthur sur la mer du Sud, — que le Russien s'était péniblement acquise, moitié par fraude, moitié par force.

Les successeurs de Pierre mettent un siècle à terminer la revanche contre le Turc et à mener à bien la même expérience contre le Polonais. Mais à la fin du XVIIIe siècle, la Pologne n'existe plus et le Turc, chassé de tout le rivage et de la steppe, a dû fuir au delà du Caucase et du Danube.

Heureuse ou malheureuse, chaque péripétie de ces guerres nationales n'a fait que resserrer l'union du maître et de son peuple : les défaites initiales autant que les victoires définitives ont affermi le tsarisme. A mesure pourtant que le danger s'éloigne, certains commencent d'entrevoir que la défense et la sécurité de la nation n'exigent peut-être plus le même sacrifice de tous les bonheurs, de tous les intérêts, de toutes les existences à cet objet unique.

Les « gens de service » surtout, les nobles, portent avec moins de soumission la livrée ou le harnais, l'uniforme, que Pierre le Grand les a condamnés à endosser toute leur vie. En 1762, Pierre III doit affranchir la noblesse de cette rigoureuse obligation;

les nobles pourront, à leur gré, servir l'État ou rester chez eux, jouir de leurs richesses. Puis Catherine élève ou du moins lectrice des philosophes français, emprunte à Montesquieu, avec cette maxime que, « dans un grand État, l'autocratie est naturelle », cette autre maxime que « la noblesse est l'appui naturel de la monarchie ». A la noblesse territoriale, Catherine, par sa Charte de 1785, fait une part, un semblant de part, moins dans l'administration que dans la surveillance des provinces : chaque province aura désormais son assemblée de nobles, sous un chef élu, le maréchal de la noblesse, qui prendra en sa tutelle les intérêts nobiliaires, nommera certains fonctionnaires de police et certains juges. A la bourgeoisie des villes, Catherine fait de même un semblant de part dans la gérance des intérêts municipaux par l'élection de leur *tête*, *golova* (maire), et de leur *douma*, de leur conseil.

Ces concessions de Catherine sont illusoires, puisque la bureaucratie locale des villes ou de la noblesse reste en la main de la bureaucratie centrale, eu particulier du Sénat de l'Empire, « bureau » suprême d'administration et de justice, où viennent aboutir toutes les affaires, toutes les réclamations, tous les conflits, où ne siègent que des officiers du prince. Mais ces concessions cimentent l'union du tsarisme, de la noblesse et de la bourgeoisie, des hommes libres, aux dépens du serf qui tente alors de se révolter.

De cette union, — la sécurité nationale n'étant plus

en cause, — l'indépendance et l'honneur de l'orthodoxie deviennent le facteur intime. Au delà des terres russiennes que l'on a débarrassées du musulman et du catholique, le tsarisme tourne les regards et les regrets de la nation vers ces terres orthodoxes que le musulman souille encore : au delà de Kief, « mère des cités russes », que l'on a délivrée, la croisade se poursuit vers Byzance, « mère des églises chrétiennes », vers l'Athos et Jérusalem où, depuis un siècle, le *moujik* part, une lanterne à la main, en quête du feu sacré, vers les « frères » chrétiens de la Turquie européenne et asiatique.

Jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, la nation suit aveuglément le tsar sur cette route de Byzance, où l'autocratie ne rencontre que flatteries, démonstrations de respect et d'amour, où le spectacle des disettes, des pestes, des souffrances populaires, de la barbarie et de la misère nationales, est soigneusement caché derrière un somptueux décor de livrées dorées, de palais en carton, de fausses richesses et de fausse joie.

*
* *

Au XIX[e] siècle, les idées étrangères viennent à nouveau faire en Russie leur besogne accoutumée. Mais au lieu de s'implanter brusquement par l'effort énergique d'un prince réformateur, d'un Pierre, d'un Ivan, d'un Wladimir ou d'un Rourik, elles s'infiltrent lentement dans les esprits de la nation, la conquièrent

classes par classes, nobles, bourgeois, prolétaires enfin : seul, le tsar, appuyé sur l'Église et la bureaucratie, cherche à les extirper, à les combattre ou ne leur cède qu'à contre-cœur.

Deux fois pourtant, elles approchent du trône, semblent, comme autrefois, tout près de s'y installer : Alexandre Ier (1801-1825) et Alexandre II (1885-1881), renouant la vieille tradition russienne, rêvent ou entreprennent d'adapter au tempérament national les dernières inventions de l'Occident et de les tourner au profit de la Russie et du tsar : ils parlent d'ajouter aux instruments du pouvoir suprême l'urne électorale, où le peuple docile viendra déposer ce bulletin de vote, qui assure désormais aux nations occidentales leur cohésion profonde, sous l'apparente anarchie de leurs disputes parlementaires.

Deux fois la bureaucratie et l'Église luttent désespérément pour ramener le tsar dans leurs intérêts; deux fois elles réussissent à atteler Nicolas Ier (1825-1855), puis Alexandre III (1881-1894) et Nicolas II à leur œuvre de compression juridique et militaire, d'inquisition intellectuelle, d'exploitation et de gaspillage parasitaire, à leurs basses œuvres de police et de torture.

Ces périodes alternées de réformes et de réactions traduisent les hésitations intimes du tsarisme. Il ne peut fermer les yeux sur les souffrances de son peuple, la famine permanente de sa terre à blé, les hontes et les crimes du servage, les mangeries des bureaux, les tortures des prisonniers, les hécatombes

d'exilés, la ruine et la décadence de la nation, et la moitié de l'empire transformée en geôle pour les peuples annexés ou en « maison des morts » pour les Russiens mécontents. Mais, d'autre part, le tsarisme met son honneur, son devoir, au maintien intégral de l'autocratie, à l'indestructible union du temporel et du spirituel, à la défense des éternelles vérités contre les théories éphémères, au service du Seigneur orthodoxe qui, seul, demeure où tout le reste change.

Par une évolution singulière, ces hésitations du tsarisme, au bout d'un siècle ne cèdent pas du côté que l'on croirait, — au contraire : alors que le monde entier semble emporté par un besoin de justice, un souci de bonté, un respect de la vie humaine, vers la poursuite laïque et démocratique du bonheur terrestre dans le progrès et la liberté, voici que naît et se répand en Russie un conservatisme religieux, une philosophie mystique de l'histoire et des destinées russiennes; les Slavistes ou Slavophiles prêchent à la « sainte » nation le culte de sa misère, le respect de ses bourreaux, la vénération de ses vieilles injustices, l'obéissance passive, la résignation au mal, la religion de la souffrance....

Les idées slavistes, « russiennes », n'eurent longtemps aucun crédit auprès du tsar. Alexandre Ier, qui d'abord s'était laissé gagner aux idées libérales par l'influence française, se laissa ramener au « despotisme éclairé » par l'influence austro-prussienne. Nicolas Ier ne fut aussi qu'un disciple, parfois un jouet de Metternich ou du caporalisme prussien.

Sous Alexandre II, les écrivains et journalistes vulgarisèrent le « slavophilisme »; mais le tsar lui-même resta de culture et de conceptions semi-occidentales; il résista au parti nombreux qui essayait de l'incliner vers les pratiques slavistes, et le suppliait de secouer la « tyrannie étrangère », « l'invasion allemande », « l'impiété » anglaise et française. Sous Alexandre III et Nicolas II, ces idées arrivèrent au pouvoir; incarnées dans M. Pobiedonostsef, elles firent l'éducation, puis dictèrent la conduite du souverain.

La nation, elle, suivait une marche tout opposée. Elle eut, tout le long du XIXe siècle, les mêmes hésitations entre son désir de vie heureuse et son devoir — ainsi l'entendait-elle — de soumission au père de la patrie, au lieutenant de Dieu. Les théories du slavisme, popularisées, dramatisées par les poètes, trouvèrent facilement l'accès de son cœur. Mais sa condition était si misérable! son existence quotidienne si pénible, traversée de tant de douleurs, qu'un régime plus humain aurait su lui éviter! Et pour quels résultats? Sous la pression de quelles nécessités?

La patrie ni la foi n'avaient plus rien à craindre des anciens ennemis : le Mongol évanoui, le Turc en décadence, la Pologne sous le joug, le Suédois rejeté outre-mer, qui pouvait menacer la terre russienne? L'Asie était sans forces. L'Europe ne pouvait tendre aussi loin son bras vigoureux, mais trop court. Même coalisée, même victorieuse, cette petite Europe ne pouvait rien contre l'immense Russie; à

deux reprises, les deux Napoléons montraient par la prise de Moscou et de Sébastopol que l'intégrité et l'indépendance russiennes n'avaient plus rien à craindre, même de la défaite.

Alors, à quoi bon garder toujours cette lourde machine de guerre, ce harnais et cet appareil de combat? Pourquoi éterniser ce régime de caserne, que jadis l'invasion ou la menace étrangères avaient pu rendre indispensable, que la sécurité actuelle rendait superflu?

La libération de l'orthodoxie? la croisade vers Byzance? c'était si lointain, si chanceux, à si longue échéance! Voici d'ailleurs que le tsar, après avoir soulevé les orthodoxes de Turquie, les traitait de révolutionnaires et les renvoyait à l'autorité légitime de leur Sultan! Et voici, d'autre part, que les premiers libérés de ces orthodoxes témoignaient envers le sauveur russe de la plus noire ingratitude, — ainsi parlaient encore le tsar et ses bureaux : — Grecs ou Serbes, ces chrétiens balkaniques entendaient vivre de leur vie propre, jouir de leur indépendance nationale et non pas échanger la tyrannie ottomane contre l'oppression ni même la tutelle moscovite.

Les Slavistes, il est vrai, dans leurs rêves d'avenir, substituaient à la libération des orthodoxes la libération des Slaves, à la croisade vers Byzance l'union panslaviste. Et la nation, un instant, s'engoua de dévoûment à cette cause : la seule guerre, où durant le XIXe siècle la nation marcha de tout cœur et même

entraîna le tsar presque malgré lui, fut la dernière guerre balkanique, entreprise pour tirer le « frère » bulgare des atrocités ottomanes...

La guerre! La guerre est déclarée!... C'est le peuple lui-même qui a voulu la guerre, d'accord avec le Tsar. Dès que la parole du Tsar eut retenti, le peuple se pressa dans les églises, par toute la Russie... Le colosse russe ne sera pas ébranlé... Notre force c'est notre confiance dans le colosse russe... L'Europe craint que notre vieil édifice de tant de siècles ne s'écroule, l'Europe crie : « La Russie se meurt! La Russie n'est rien et ne sera jamais rien! » Les cœurs de nos ennemis tressaillent de joie... Ils ne remarquent pas la chose principale : l'alliance du Tsar avec le peuple!... La corne d'or et Constantinople, tout cela sera à nous... Constantinople deviendra le centre du panslavisme... Nous pouvons nous fier à notre colosse...

Mais à peine délivré, voici qu'à son tour ce Bulgare témoigne de la même ingratitude, — disent le tsar et ses bureaux, — des mêmes volontés d'indépendance : il se joint aux ennemis et aux jaloux que sa libération a suscités au Russien; il renie la solidarité panslaviste, se jette dans les bras de l'Occident!

Pourquoi donc piétiner dans la boue et le sang, sur cette route de Byzance qui ne mène qu'aux dépenses inutiles de vies et de forces russiennes?

*
* *

Au long des frontières asiatiques, le tsar poursuit les expéditions de ses pères, agrandit aux dépens du Turc, du Persan, de l'Afghan, de l'Ouzbeg et du Chinois son patrimoine impérial et son domaine

personnel : il s'est mis en tête de pousser à travers continent et montagnes jusqu'à la mer libre du midi. Mais la nation, qui fait les frais de cette œuvre gigantesque, n'en perçoit aucun bénéfice; souvent sa fierté est mise à rude épreuve par les échecs qu'un pauvre khan de Khiva, un cheikh du Caucase ou un mikado des îles inconnues infligent à son drapeau. Il ne faut pas croire que, pour s'être battue vingt siècles contre les envahisseurs, cette Russie soit d'humeur batailleuse, agressive. Elle-même se reconnaît volontiers en son héros légendaire Ilia de Mourom, qui n'est ni un matamore ni même un chevalier, mais un rustre pacifique, et ne se bat qu'à la dernière extrémité, pour rendre les coups ou s'en préserver.

Aussi, tout le long du XIXe siècle, — à l'inverse des siècles précédents, — chaque guerre heureuse ou malheureuse détache la nation du tsar, enlève à la dévotion populaire peu ou beaucoup de sa ferveur, à l'autocratie quelques rayons de son auréole divine.

C'est que la guerre n'aggrave pas seulement les charges et souffrances de la nation : elle fait encore éclater au grand jour l'impéritie, la malhonnêteté et l'inutilité de la tyrannie bureaucratique. La nation fournit sans compter des soldats courageux, tenaces, résignés à tous les sacrifices, prompts à tous les dévoûments; la bureaucratie, qui n'a rien prévu, ne sait user de rien que pour son propre bénéfice... A quoi bon insister sur ces vérités cruelles?...

Les guerres napoléoniennes furent les premières à révéler la grandeur de ce mal bureaucratique :

Moscou au pouvoir des Français! la ville sainte en flammes! La Russie prit ensuite sa coutumière revanche et son tsar fut maître de Paris. Mais cette victorieuse campagne de France ne fit que montrer encore aux pauvres *moujiks* et à leurs officiers quelle abondance et quel bonheur le paysan affranchi peut trouver, même sur une terre médiocre.

Alexandre, au retour de cette campagne de France, crut renforcer son gouvernement autocratique par de nouvelles extensions des bureaux et par leur intervention plus profonde dans la vie de tous et de chacun. Mais le peuple commençait de s'agiter; la noblesse et l'armée se liguaient en sociétés secrètes; à la mort d'Alexandre, qui n'avait pas de fils, les patriotes voulurent profiter une fois encore des embarras de la succession. Les « décembristes » de 1825 soulevèrent la capitale aux cris de *Vive la Constitution!* Le tsar n'eut qu'à se montrer; le peuple abandonna les rebelles. Et Nicolas régna pour dompter l'impiété révolutionnaire.

La guerre de Crimée fut le second coup de tocsin. Le débarquement des étrangers en terre russienne fit éclater les imprécations : « Réveille-toi, ô Russie! dévorée par les ennemis du dehors, ruinée par l'esclavage, honteusement opprimée par la stupidité des *tchinovniks* et des espions, réveille-toi de ce long sommeil d'ignorance et d'apathie! Nous avons été assez longtemps tenus en servage par les successeurs des Khans tatars. Lève-toi, dresse-toi, calme, devant le trône du despote, demande-lui compte du désastre national! »

Ainsi parlaient les pamphlets populaires, et le régime de Nicolas Ier tombait avec Sébastopol; le « tsar de fer » lui-même en mourait de douleur. Alexandre II comprit qu'il fallait céder aux besoins du peuple : le servage et la centralisation exagérée apparaissaient à tous comme les sources principales de souffrances et d'iniquités; Alexandre affranchit les paysans et donna aux districts et provinces un rudiment de libertés locales, de *self-government*, par la création des « assemblées du pays », *zemstvos*.

La guerre balkanique fut le troisième avertissement : la Russie ne connut pas alors les grands désastres des guerres précédentes; mais toute sa force faillit ne pas venir à bout de la décadence ottomane et, sans le secours de la petite Roumanie, le tsar peut-être n'aurait pas connu la victoire définitive. Alexandre II comprit encore la nécessité urgente d'une réconciliation entre le tsar et la nation, aux dépens de la bureaucratie. Il étudiait un plan complet de réformes, il confiait le pouvoir suprême au « dictateur » d'origine étrangère, arménienne, Loris Mélikof, dont les théories libérales allaient passer dans la pratique, — quand l'impatience de quelques affolés recourut à la bombe et fit sauter le tsar (1881).

L'influence des Slavistes, des Katkof et des Ignatief, triompha sous l'élève de M. Pobiedonostsef, Alexandre III. Dans son premier manifeste, Alexandre III proclamait son inébranlable attachement à « ce pouvoir autocratique qu'il tenait de Dieu et que son devoir était de fortifier et de maintenir ». Tout

son règne, avec une droiture de convaincu et un entêtement de quasi-fanatique, Alexandre III maintint et fortifia ce pouvoir divin.

Si treize ans il réussit à supprimer toute révolte populaire et intellectuelle, si la police et la bureaucratie comprimèrent tous les actes de la vie publique et privée, si le « devoir spirituel » du tsarisme fut seul à dicter les mesures gouvernementales, et si la russification des peuples annexés marcha de pair avec la « slavisation » du peuple russien, c'est assurément qu'Alexandre III était de taille à soutenir ce rôle; mais c'est, avant tout, qu'il en comprit la première nécessité : il ne fit jamais la guerre; il se proclama le tsar pacifique; il fut le premier prince russien, depuis mille ans peut-être, qui n'ait pas coûté de grande bataille à la nation. Son armée fut toujours disponible, toujours occupée à la seule besogne de tyrannie et de répression.

Nicolas II, qui voulut poursuivre la même politique, eut les mêmes résultats durant les dix premières années de son règne (1894-1904), grâce à la même compréhension de cette grande nécessité : « Qu'on le sache bien, disait-il à son peuple en janvier 1895, j'entends consacrer toutes mes forces au bonheur de notre chère Russie; mais tout aussi fermement, résolument, à l'exemple de mon inoubliable père, j'entends maintenir l'autocratie. » — « Le maintien de la paix générale, disait-il à l'Europe en 1898, dans la circulaire de son ministre Mouravief, et une réduction des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations

se présentent, dans la situation actuelle du monde, comme l'idéal auquel devraient tendre les efforts de tous les gouvernements. »

Cet idéal « dans la situation actuelle du monde », Nicolas II voyait-il clairement, nettement, combien c'était le nécessaire « dans la situation actuelle de la Russie »? Il semble qu'il en eut, tout au moins, la compréhension vague. Mais il n'avait ni la carrure ni la ténacité paternelles; autour de lui, des rêves de grandeur ou des conbinaisons d'intérêts essayaient de capter son imagination, sa bonté vacillante... Et la guerre de Mandchourie vint réveiller aux oreilles du tsarisme le tocsin révolutionnaire.

*
* *

Ces étapes successives ont amené le tsarisme à l'isolement d'aujourd'hui. Jadis, il avait toute la nation à ses genoux. Au cours du XVIIIe siècle, les nobles et les écrivains, les seuls aristocrates rêvent — plus qu'ils ne parlent — de libertés constitutionnelles. Les gens de 1730 ne demandent à Anne qu'une *douma* de la noblesse et un *sobor* des villes, qui n'eussent été que façades à l'exploitation nobiliaire. A partir de 1750, la constitution à la mode anglaise devient l'idéal de la haute société et de « l'intelligence », — nous disons aujourd'hui « les intellectuels » : — Alexandre Ier et son ministre Speransky semblent décidés un instant à partager ces rêves.

En 1803, Speransky, modeste fonctionnaire au

ministère de l'Intérieur, prépare un plan d'institutions judiciaires et administratives : responsabilité du pouvoir exécutif devant une Chambre élue par le peuple, liberté de la presse, etc. Mais toute cette première partie est biffée sur son manuscrit primitif. En 1804, des *statuts organiques* sont rédigés par Rosenkampf, modifiés par le prince Czartoryski et Novosiltzef, et remis à Speransky, qui achève en 1809 son projet des *Lois d'État*. Les droits politiques seront accordés à la noblesse et au tiers état comprenant les marchands, les petits bourgeois et les paysans-propriétaires; les autres paysans, sauf les serfs, participeront aux élections au moyen d'un délégué par 500 âmes. La *douma* rédigera les lois, établira les impôts, etc.

Mais la brouille d'Alexandre et de Napoléon, puis les campagnes de Russie et de France et l'influence des idées mystiques, la Sainte Alliance enfin détournèrent Alexandre Ier de ces projets de réforme, auxquels la noblesse et la haute bureaucratie restent quelques années fidèles. Alexandre pourtant installait les constitutions finlandaise et polonaise, rappelait Speransky d'exil, reprenait avec Novosiltzef les plans de diètes locales et générales : jusqu'à sa mort, il oscillait entre la compression et la réforme.

Les *décembristes* de 1825 n'étaient encore qu'une poignée de patriotes, une double conjuration de la *Société du Nord* et de la *Société du Sud*. Leur soif généreuse de justice et de liberté les menait à des projets irréalisables en ce temps-là. Dans sa *Vérité Russe* (Rousskaïa Pravda), Pestel abolissait les dis-

tinctions des ordres, accordait à tous le droit à la terre, instituait le service militaire universel, la liberté de la presse avec le jury pour ses délits, supprimait la peine de mort. Il fondait la République avec une *douma* exécutive de cinq membres, une Chambre législative (vetché), élue par le suffrage universel à deux degrés, et un *sobor* suprême de 120 membres à vie.

Pestel, « dictateur » du Midi, reconnaissait en mourant que « sa grande faute était d'avoir voulu récolter avant les semailles ». Mais il ne doutait pas que « la Russie ne trouvât un jour dans sa *Vérité* le seul refuge contre de violentes commotions ».

De 1825 à 1860, les idées décembristes, bannies de la vie politique, animent la littérature et, par l'admirable prédication des romanciers, passent lentement dans tous les esprits. Le roman russe prend alors cette mission sociale qu'il gardera jusqu'à nous. Le salut de la patrie lui apparaît dans la réforme de la société, et tous les écrivains de ce temps peuvent reprendre le mot du décembriste Ryléef : « La fougue de mon patriotisme et l'amour de la Russie ont pu me tromper ; mais comme aucun calcul d'intérêt ni d'ambition n'a guidé ma vie, je mourrai sans crainte. » Sous les coups de Tourguénief, le servage succombe. Le *tchin* est bafoué, à jamais voué au mépris par les terribles sarcasmes du sonneur de *Cloche*, Herzen.

De 1860 à 1880, ces idées passent dans l'enseignement. Un mouvement universitaire se répand à travers tout l'empire et gagne aux idées de liberté tous

ceux qui arrivent à la vie intellectuelle. Les fils de la bourgeoisie sont affranchis des adorations traditionnelles. Un grand coup est sourdement porté au tsarisme par la prédication individuelle de ces milliers d'étudiants, qui diffusent dans les provinces. Jusqu'ici le Russe n'avait sa liberté de parole qu'à l'étranger. Herzen, pour sonner sa *Cloche*, s'exilait à Londres et disait un éternel adieu *aux Amis de Russie*·(1855) :

Une invicible répugnance et une forte voix intérieure ne me permettent pas de traverser la frontière russe, à présent surtout que l'autocratie, furieuse et épouvantée par ce qui arrive en Europe, étouffe avec un acharnement redoublé tout mouvement intellectuel, à présent qu'elle sépare brutalement de l'humanité qui s'émancipe, 70 millions d'hommes; à présent qu'elle intercepte avec sa main noire, avec sa main sur laquelle s'est caillé le sang polonais, le dernier rayon de lumière qui arrivait, affaibli, à un petit nombre de Russes. Non, amis, je ne peux pas traverser les limites de ce royaume des ténèbres où règnent l'arbitraire, un épuisement muet de la vie, l'anéantissement sans traces, les douleurs bâillonnées. J'attendrai jusqu'à ce que le pouvoir las, affaibli par des efforts infructueux et par la réaction provoquée, reconnaisse dans le Russe quelque chose qui soit digne de respect[1].

Tourguénief, installé à Paris, retournait parfois en Russie, mais peu à peu perdait le contact de son peuple : sans voir les changements secrets, mais profonds, qui, de jour en jour, transformaient son pays, il n'apercevait que l'horrible et dégradante

1. Ces citations et les suivantes sont empruntées à Ossip-Lourié, *Psychologie des Romanciers russes*.

besogne du tsarisme. Un de ses héros, Neidanof traduisait ses impressions de retour :

Il y avait longtemps que je n'avais revu le lieu de ma naissance, mais je n'y trouvai pas le moindre changement. Torpeur de mort, absence de pensée, maisons sans toit, murailles ruinées, et fange et puanteur, et pauvreté et misère, regards d'esclaves, insolents ou mornes, tout est resté pareil. Notre peuple est affranchi; mais sa main, comme autrefois, pend inerte à son côté. Rien, rien n'est changé. Jamais mes chers compatriotes n'ont dormi d'un si terrible sommeil!

Tout dort : partout, au village, à la ville, en télègue, en traîneau, le jour, la nuit, assis, debout..., le marchand, le tchinovnik dort; dans sa tour, dort le veilleur, sous le froid de la neige, sous l'ardeur du soleil! Et le prévenu dort et le juge sommeille; les paysans dorment d'un sommeil de mort; ils moissonnent, ils labourent, ils dorment; ils battent le blé, ils dorment encore; père, mère, enfants, tous dorment! Celui qui frappe et celui que l'on frappe dorment également. Seul, le cabaret veille, l'œil toujours ouvert! Et, serrant entre ses cinq doigts un cruchon d'eau-de-vie, le front au pôle nord et les pieds au Caucase, dort d'un sommeil éternel notre patrie, la Russie sainte.

Loin de désespérer comme Tourguénief ou de se tenir à l'écart comme Herzen, les étudiants restés en Russie « allèrent au peuple » pour le comprendre et le servir. La barbarie et l'abjection populaires ne leur inspiraient que pitié, presque pas de dégoût. Sans illusion pourtant, ils voyaient et dénonçaient la dégradation de tous, qui souvent les gagnait eux-mêmes; car le généreux étudiant de vingt ans finissait le plus souvent dans la peau d'un *tchinovnik* corrompu, d'un mangeur, d'un pillard, d'un fonction-

naire de cette hiérarchie où la seule vertu était — est encore — de « ne manger que selon son grade » :

Dans notre ville, raconte un héros de Tchékof, il n'y avait pas un seul honnête homme. Mon père recevait des pots-de-vin et il était persuadé qu'on rendait simple justice à ses qualités d'âme. Les collégiens, pour bien passer les examens, prenaient, chez leurs professeurs, une pension que ceux-ci faisaient payer aussi cher que possible. La femme du commandant de recrutement recevait les pots-de-vin des conscrits. En temps de revision, tout le monde se faisait graisser la patte... Le médecin de la ville et le vétérinaire faisaient payer aux boucheries une redevance quotidienne. Les écoles communales vendaient diplômes et privilèges. Partout, à l'église, à l'hôtel de ville, chez les autorités, dans toutes les administrations, partout on disait à tous : « Il faut remercier ! »

Et tout le monde, pour un simple renseignement, donnait 30-40 kopeks. Dans les boutiques, on vendait aux pauvres gens la viande pourrie, la farine moisie ; dans les hôpitaux, les médecins, les officiers de santé et les infirmières dépouillaient les malades. A la poste, le moindre fonctionnaire se croyait en droit de nous traiter comme des animaux et de nous crier grossièrement : « Attends ! où vas-tu ? » Aucun droit, nulle part... Tout le monde était dur. Pour s'amuser, on enivrait les chiens et les chats d'eau-de-vie, on leur attachait à la queue des bidons de pétroles vides et on les faisait courir comme des enragés...

Mais les intellectuels se rendent compte que cette dégradation de la foule et des meilleurs a des causes passagères, dont la volonté des hommes peut triompher ; que le peuple russe malgré tout est plus capable peut-être qu'aucun autre de régénération et d'enthousiasme ; que s'il est tombé si bas, c'est que toujours il fut sacrifié :

Le peuple russe a toujours été sacrifié... L'impératrice Catherine II écrivait au comte Pierre Saltykov, gouverneur général de Moscou : « Il ne faut pas donner d'instruction au bas peuple. Quand il en saura, Monsieur le Maréchal, autant que vous et moi, il ne voudra plus nous obéir, comme il nous obéit aujourd'hui. » Et on le tient toujours dans les ténèbres et sous le joug. En 1904, parmi les conscrits, 3 pour 100 savent lire et écrire. La Russie commence à en recueillir les résultats : la diminution de la fertilité du sol et de la productivité des terrains, la ténacité et le développement inquiétant des épidémies de toute espèce, les désastres de toute sorte, la pauvreté des masses, l'alcoolisme poussé à des proportions dangereuses pour le bien-être de la nation : il règne aussi bien dans la haute classe, dans la bourgeoisie que dans le peuple. « L'ivrognerie fait de grands ravages dans les rangs du peuple qui n'a cependant pas perdu son désir d'une vérité nouvelle, tout en continuant à s'enivrer d'eau-de-vie », écrivait Dostoïevsky dans son *Journal*. Il est douteux que la recherche de la vérité et la vodka demeurent longtemps compatibles. Le même Dostoïevsky fait dire à Vercho vensky, dans *Bessy* : « Le peuple est ivre, les mères sont ivres, les enfants sont ivres et, devant les tribunaux, on n'entend que ces paroles : « Condamné à 200 coups de verges! » Laissez croître les générations! Quel dommage que nous ne puissions pas attendre! Ils seraient tous ivres [1] ! »

La haine du *tchin* corrupteur et de l'autocratie dégradante se fait jour au bout de vingt ans avec une violence qui veut tout supprimer, faire table rase. On a perdu la foi dans les lenteurs et tâtonnements de la méthode libérale. La bombe révolutionnaire apparaît comme l'instrument divin : le tsar

1. Ossip-Lourié, *Psychologie des Romanciers russes*, p. 424.

libérateur en est la première victime (1881). Et tandis que, devant l'horreur d'un pareil attentat, une partie de la nation recule, se rejette aux bras des Slavophiles, de la bureaucratie et de l'Église, l'autre perd toute confiance en un avenir de liberté. De 1881 à 1900, ce sont les théories disciplinaires du socialisme allemand qui l'emportent.

Le tsarisme lui-même travaille à la diffusion de ces théories socialistes par l'organisation des grands centres d'industrie. Il veut « mettre en valeur » les richesses de son empire. Il appelle d'Europe capitalistes et ingénieurs, sciences et machines, sans voir que forcément les idées scientifiques et les nécessités capitalistes entrent du même coup. Les usines fondées agglomèrent les ouvriers, appellent aux villes le paysan toujours vagabond, centralisent et, par comparaison, exaspèrent les mécontentements. Ce paysan, dispersé jadis, pouvait suivre les Pougatchef et Razine sans grand danger pour le tsarisme qui, seul, disposait de forces centralisées. L'usine a maintenant embrigadé le *moujik* et, de la foule incohérente, a fait une armée révolutionnaire.

*
* *

Aujourd'hui, ce ne sont plus les nobles seulement, ni les bourgeois, ni les intellectuels qui veulent une autre vie pour le peuple et pour eux-mêmes : la Russie tout entière sent que l'heure est venue où l'existence nationale doit changer de régime. Réunis officielle-

ment, les maréchaux de la noblesse du gouvernement de Moscou déclarent — et leur déclaration est publiée par le journal *Slovo* du 31 mars 1905[1] :

Depuis une quinzaine d'années, la société a pris de plus en plus nettement conscience de la marche historique du développement de la patrie. Au sein même des institutions locales et réunions publiques, de jour en jour, l'idée a mûri que l'état de choses actuel est absolument anormal. Cette idée a conduit à la condamnation définitive du régime policier et bureaucratique.

Les événements auxquels nous assistons prouvent que l'opinion publique avait raison : d'un côté, les désastres de la guerre ont mis à nu les défectuosités de notre système économique, et d'autre part, les troubles intérieurs ont jeté le désarroi dans notre déplorable organisation administrative. Et, sous ce rapport, la conscience publique qui, depuis un an, s'était manifestée par toute une série d'ordres du jour, requêtes et adresses, a rendu à la Russie un service énorme.

Ces nobles, pourtant, ne sont pas « constitutionnels » à la mode européenne :

La Russie entre dans une période nouvelle de sa vie historique. Le temps n'est plus de blâmer le régime actuel ni de signaler les maux qu'il engendrait. A l'heure présente, tous les Russes doivent être mûrs pour le travail de rénovation et, ainsi, répondre à l'appel du Tsar. Les partisans de l'ordre et de la légalité, sans égard pour la différence de leurs conceptions politiques, doivent se pénétrer de l'idée que, seul, le travail calme et réfléchi peut pacifier les esprits en fermentation. Bien plus : en entrant dans une vie civique nouvelle, on ne doit pas ignorer qu'il y aura non seulement à travailler, mais aussi à lutter.

1. Je cite d'après *L'Européen* du 8 mars 1905.

Parmi nos hommes publics, il existe un groupe très considérable, très compact et extrêmement influent de partisans d'un régime constitutionnel. Il est hors de doute que ce groupe ne manquera pas de faire valoir ses idées dans des réunions publiques et emploiera tous les moyens possibles pour donner aux réformes qui se préparent une direction rigoureusement constitutionnelle.

Les théories constitutionnelles de l'Europe occidentale se présentent sous un jour particulièrement attrayant et comme un remède expérimenté, avec lequel ils pensent pouvoir plus facilement guérir le mal dont souffre le pays. Mais nous estimons que les formes du gouvernement adoptées en Europe, pour excellentes qu'elles soient, n'excluent pas la possibilité d'un régime différent, car il serait absurde d'affirmer que le génie politique des peuples de l'Europe ait dit son dernier mot en fait d'organisation politique.

L'orgueil russien ne perd jamais ses droits :

Nous sommes d'avis que le pays le plus vaste du monde peut et doit créer une forme de gouvernement qui lui soit propre, conforme à ses besoins et à ses conditions historiques, techniques et géographiques. Nous affirmons que, pour être solide, le régime futur devra correspondre à la mentalité de la majeure partie de la population et être établi par le développement naturel des bases existantes, et non par l'implantation artificielle, peut-être même violente, de bases nouvelles.

Cette noblesse ne peut oublier que ses intérêts de caste sont liés au sort de l'autocratie : elle voudrait concilier — tâche difficile — l'autocrate et le peuple, aux dépens de la bureaucratie, par l'établissement d'une représentation nationale et des libertés indispensables, liberté de conscience et de parole, liberté personnelle.

Nous sommes fermement convaincus qu'à l'heure actuelle, seule, l'autocratie avec une représentation nationale est à même de répondre aux multiples besoins de la population disparate de ce pays et de toutes les classes, surtout aux besoins de la classe paysanne.

Pour mettre fin à l'agitation, pour donner une légitime satisfaction aux besoins de la population et pour assurer au pays une administration meilleure, la représentation nationale devra tenir le souverain au courant des idées du peuple et de l'opinion publique. Elle ne devra pas, à l'instar des parlements européens, chercher à limiter le pouvoir autocratique; mais elle aura pour tâche de supprimer l'arbitraire. Cette représentation nationale sera nécessairement élective.

Outre le droit de discussion de tous les projets de loi élaborés dans les ministères, les représentants du peuple devront avoir l'initiative des lois nouvelles ou de modifications des lois existantes. Pour prévenir les abus et sauvegarder la liberté des consciences, des personnes et de la parole, ils auront le droit d'interpeller les ministres qui demeureront, toutefois, responsables devant le souverain. Ils auront également le droit de discuter le budget et de contrôler les comptes des exercices précédents.

Cette extrême-droite des réformateurs et son chef, M. Chipof, arrivent au projet de constitution que voici :

I. La représentation nationale doit être organisée par voie de suffrage et consister dans une assemblée dénommée Assemblée nationale d'empire (*Gosoudarstvennyi zemskii soviét*).

II. La compétence de cette assemblée s'étend aux objets suivants : 1° examen des projets de loi ; 2° vote du budget; 3° contrôle de l'emploi des deniers publics; 4° droit d'initiative en ce qui concerne l'édiction de lois nouvelles.

III. L'Assemblée nationale d'empire a le droit d'interroger les ministres; mais ceux-ci ne sont pas responsables devant

la représentation populaire; ils ne relèvent que de l'empereur.

IV. Le président de l'Assemblée est choisi par l'empereur parmi les candidats que l'Assemblée soumet au choix impérial; toutes les résolutions prises par l'Assemblée sont portées par le président à la connaissance de l'empereur.

V. La représentation populaire doit être constituée non par le moyen du suffrage universel direct, mais sur les bases qui seront fournies par la représentation locale (zemstvos et doumas), quand celle-ci aura été réorganisée; il est à désirer que cette réorganisation ait pour effet d'étendre autant que possible la représentation locale à toutes les parties de l'empire.

VI. L'échelonnement général de l'organisation élective présente les degrés suivants :

Les unités territoriales élémentaires et les villes de district sont représentées collectivement par les zemstvos de district;

Les zemstvos de district et les villes de gouvernement, par les zemstvos de gouvernement;

Les zemstvos de gouvernement et les villes dont la population excède un chiffre fixé, par l'Assemblée nationale d'empire.

VII. La représentation populaire au sein des assemblées locales doit être conçue non pas sur la base de la population par « classes » (*soslovié*), mais doit au contraire être organisée de manière à faire entrer dans les conseils d'administration locale les forces effectives de la population.

La grosse bourgeoisie des villes, — capitalistes, industriels, commerçants, etc. — qui forme le centre droit du parti réformateur, ne cache pas mieux ses vifs désirs de changement radical. Réunis officiellement pour « délibérer sur la situation actuelle de leurs industries et sur les mesures que comporte

la situation ouvrière », les grands ingénieurs et autres fabricants répondent au ministre des Finances (8 février 1905) :

L'appel fait aux représentants de l'industrie en vue des satisfactions à accorder aux réclamations ouvrières semble vouloir accréditer l'opinion que l'agitation serait due principalement à la déplorable situation des ouvriers. Mais ce serait là une opinion complètement erronée : alors même que l'on accorderait entière satisfaction aux exigences des ouvriers, on ne doit pas s'attendre à voir renaître un calme durable, car le mouvement ouvrier, évidemment provoqué et soutenu par le milieu ambiant, ne saurait s'expliquer par l'aggravation subite de l'existence des travailleurs.

Le gouvernement n'ignore pas le très vif sentiment de mécontentement qui a pénétré dans toutes les classes de la société russe : presse, corporations, zemstvos et municipalités, écoles supérieures — ces dernières représentées non seulement par les étudiants mais aussi par les professeurs, — en un mot, toutes les classes de la société sont en proie à un profond malaise. C'est l'organisme tout entier, ce sont les organes centraux qui souffrent, et cela peut donner une idée de toute l'étendue du mal.

Si, à l'heure actuelle, l'agitation ouvrière semble absorber toute l'attention des sphères dirigeantes, c'est uniquement parce qu'elle revêt une forme plus brutale, mais en réalité l'agitation est partout et, loin de diminuer, elle ne fait que progresser. Le gouvernement a le grand tort de céder devant les démonstrations des ouvriers, tout en restant indifférent au mécontentement général, bien plus grave malgré les apparences douces et correctes sous lesquelles il se manifeste.

S'émouvoir outre mesure des démonstrations ouvrières est loin d'être un moyen d'apaisement. Car l'intervention de la police et de l'administration et surtout celle du ministère des Finances entretiennent parmi les ouvriers cet espoir énervant que des concessions leur seront faites sous

la pression des organes gouvernementaux. Il aurait mieux valu que les ouvriers sussent que leur seul salut et leur point d'appui doivent résider dans la loi, dont ils ne doivent jamais franchir les limites. Or la dernière grève est une pure négation de la loi.

Tout ce qui précède nous amène à la conclusion que l'apaisement complet de la classe ouvrière ne saurait être obtenu ni par des concessions particulières ni par la revision de la législation du travail, et que, seules, des réformes d'ordre général, aussi radicales que possible, mettront fin à l'agitation ouvrière ou, tout au moins, lui enlèveront son acuité actuelle.

La petite bourgeoisie et les intellectuels, médecins, avocats, professeurs, ne voient de salut que dans un régime franchement démocratique. Ce « parti démocrate » ou « constitutionnaliste » a son programme complet de réforme immédiate et future, que M. Pierre Struve publiait dans l'*Osvobojdémé* du 18 mars 1905 :

Une Assemblée constituante, élue par le suffrage universel, direct et égal pour tous, et secret, devra s'occuper exclusivement de la Constitution. Mais avant la réunion de la Constituante et en attendant la Constitution définitive, certaines réformes devront être introduites sous forme de lois provisoires :

Premièrement, égalité absolue de tous devant la loi, et plus particulièrement : suppression du régime spécial pour la classe paysanne, abolition des privilèges de la noblesse, abrogation des lois restrictives concernant les Polonais et les Juifs. En outre, les droits de l'homme et du citoyen devront être reconnus et proclamés, surtout l'inviolabilité de la personne et du domicile; nul ne pourra subir une perquisition, ni être arrêté ou puni autrement que dans les formes de la procédure établie, laquelle garantira au prévenu tous les moyens de défense.

Deuxièmement, liberté de la presse ; abolition complète de la censure et droit de faire paraître des périodiques ou autres sans autorisation préalable, ni caution ni autres mesures restrictives, sous réserve de la responsabilité judiciaire. Toutefois, nulle opinion exprimée dans la presse ne saurait donner lieu à des poursuites judiciaires, si cette opinion ne constitue, de par sa nature même, un délit de droit commun.

Troisièmement, liberté de la parole et des réunions publiques. Droit pour tous les citoyens de prononcer un discours, faire des conférences, organiser des réunions. Droit de former des associations permanentes, sans autorisation préalable, dans tout but non contraire à la loi.

Quatrièmement, droit de pétition.

Enfin, cinquièmement, liberté de conscience : toutes les persécutions religieuses devront cesser. Nul ne poura être contraint à professer telle ou telle religion : chacun aura le droit de pratiquer librement le culte de son choix, d'en changer ou de n'en avoir aucun.

Après la promulgation de ces lois provisoires, un délai de quatre mois sera accordé au pays pour préparer les élections à la Constituante. La Constitution établira d'une façon inébralable la participation des représentants du peuple aux travaux législatifs, à l'élaboration du budget et au contrôle sur les actes du pouvoir exécutif. La représentation du peuple devra être organisée sur la base du suffrage universel, direct, égal pour tous et secret.

Les ministres seront responsables devant l'Assemblée, laquelle aura le droit de critiquer leurs actes, de les interpeller et, dans certains cas, de les mettre en accusation.

La Russie émancipée devra rompre résolument avec le système oppresseur de centralisation bureaucratique envers les pays annexés. Ainsi la Constitution de la Finlande, garantissant sa situation d'État séparé, sera rétablie et solennellement reconnue par les lois fondamentales de l'Empire russe. Toutes dispositions ultérieures, communes à l'Empire et au Grand-Duché de Finlande, feront l'objet

d'une entente entre les organes des deux pays. Les rapports entre la Russie et la Pologne seront établis sur les bases de la Constitution octroyée en 1815 par Alexandre I[er], après entente entre l'Assemblée constituante de l'Empire et la Diète polonaise.

Une large autonomie locale, sur la base du suffrage universel, devra être introduite dans tout l'Empire : autonomie communale, cantonale, d'arrondissement et départementale. En outre, trois réformes essentielles s'imposeront dès le début du nouveau régime : réforme scolaire ; réforme judiciaire ; réforme sociale et économique.

Réforme scolaire : instruction primaire gratuite, obligatoire et laïque ; liberté plus grande à l'enseignement secondaire et supérieur.

La réforme judiciaire, commencée sous Alexandre II, n'avait pas pu être poussée jusqu'au bout, et la réaction des deux derniers règnes effaça les derniers principes libéraux du Statut Alexandre II. Il est indispensable de rétablir ce Statut dans sa forme primitive et de le réaliser jusqu'au bout. La compétence des Cours d'assises (avec assistance du jury) devra être étendue à toutes les affaires actuellement jugées par les représentants de classe, avec publicité des débats et indépendance des juges. Le Code pénal sera revisé et ses dispositions, contraires aux principes de la liberté politique, abrogées.

Toute la vie économique du pays est radicalement faussée. La Russie libre s'empressera de mettre fin à une politique économique qui favorise certaines classes et groupes d'entrepreneurs au détriment de la masse du peuple. Le protectionnisme à outrance, contraire aux intérêts des agriculteurs qui constituent la grande majorité du pays, ne sert qu'à enrichir quelques gros industriels. L'abaissement rationnel et progressif des droits de douane non seulement relèvera l'agriculture, mais aussi contribuera grandement au développement de l'industrie elle-même. La délivrance politique de la Russie devra avoir pour effet immédiat l'achèvement de l'œuvre de l'émancipation paysanne. Pour cela, les lots de terre des communes

rurales insuffisamment pourvues devront être augmentés aux frais de l'État. Pour les ouvriers agricoles, droit de grève et d'association. Ensuite, refonte générale du droit foncier par un compromis rationnel entre les systèmes communiste et individualiste.

L'agriculture et l'industrie ont un égal intérêt à voir s'établir une législation libérale qui favoriserait la formation de toutes sortes d'associations ou de coopératives. En ce qui concerne l'industrie proprement dite, les réformes suivantes s'imposent :

1° Droit de grève pour les ouvriers et liberté absolue de former des associations ouvrières avec personnalité juridique ;

2° Développement de la législation ouvrière et son extension à toutes les formes du travail ;

3° Assurances ouvrières obligatoires.

Aux réformes économiques, doit correspondre la réforme de l'impôt. Les annuités de rachat qui grèvent les terres paysannes devront être supprimées. Ensuite : abolition de la solidarité communale devant l'impôt, diminution des contributions indirectes et établissement d'un impôt progressif sur le revenu.

A l'extrême-gauche, les socialistes, démocrates et révolutionnaires, dont le programme politique (en laissant de côté leurs revendications sociales) comprend :

L'établissement d'une république démocratique, avec une large autonomie des régions et des communes tant urbaines que rurales ;

L'application la plus large possible du principe fédératif aux relations entre diverses nationalités ;

La reconnaissance pour elles du droit le plus absolu de se gouverner suivant leur désir ;

Le suffrage universel, avec le vote direct, secret, égal pour tous les citoyens n'ayant pas moins de vingt ans, sans distinction de sexe, religion et nationalité ;

La représentation proportionnelle;

La législation directe du peuple (referendum et droit d'initiative);

L'élection de tous les fonctionnaires, à chaque moment amovibles et justiciables;

La liberté pleine et entière de conscience, de parole, de presse, de réunion, de grève et de coalition;

L'égalité universelle et absolue des droits civils;

La séparation complète de l'Église et de l'État et la reconnaissance de la religion comme une affaire de conscience rigoureusement privée;

L'instruction obligatoire, universelle et laïque aux frais de l'État;

La parité légale de diverses langues nationales;

La justice gratuite;

L'abolissement de l'armée permanente, remplacée par les milices populaires.

*
* *

Entre ces différentes tendances de réformes ou de révolution, les populations russiennes sont tiraillées, ajoutez les partis nationalistes ou autonomistes au sein des peuples annexés : l'Empire en arrive à posséder dix-huit ou vingt partis de régénération sociale, nationale, ou politique. Une entente serait nécessaire pour grouper tous les mécontentements contre l'ennemi commum, le tsarisme bureaucratique. Le *Parti finlandais de résistance active* a pris l'initiative de cette conciliation; huit partis seulement répondirent à son appel :

1° *Le parti socialiste révolutionnaire russe;*

2° *Le parti socialiste polonais;*

3° *Le parti social-démocrate de Lithuanie;*

4° *La fédération socialiste révolutionnaire de Géorgie;*

5° *La fédération révolutionnaire arménienne;*

6° *La ligue nationale polonaise;*

7° *Le parti finlandais de résistance active;*

8° *L'union d'Osvobojdénie (constitutionnalistes-démocrates russes).*

Une conférence aboutit à ce procès-verbal d'union :

Considérant :

1° Que le régime autocratique se présente comme un obstacle fatal au progrès et au bien-être du peuple russe et de toutes les autres nationalités opprimées par le gouvernement tsariste et que, dans l'état présent de la civilisation, il constitue un anachronisme absurde et néfaste;

2° Que la lutte contre ce régime aurait été conduite avec plus de force et de succès, si les actes des différents partis d'opposition et révolutionnaires, russes et non russes, avaient été coordonnés;

3° Que le moment présent est particulièrement favorable pour la coordination des actes de tous ces partis contre le régime autocratique, discrédité et épuisé par les effets terribles d'une guerre causée par sa politique aventureuse;

Les représentants des partis réunis en une conférence, ont voté à l'unanimité les résolutions suivantes. Sans abdiquer leurs programmes particuliers et leurs méthodes tactiques, tous ces partis déclarent accepter les principes et revendications suivantes :

1° Suppression de l'autocratie, révocation de toutes mesures par lesquelles a été supprimée la constitution finlandaise;

2° Substitution au régime autocratique d'un régime démocratique sur la base du suffrage universel;

3° Droit pour les différentes nationalités à leur libre développement; garantie par les lois de cette liberté. Suppression des mesures d'oppression gouvernementales à l'égard des diverses nationalités.

Au-dessous de ces partis, dans l'immensité de la terre russe, le paysan continue son agitation séculaire, avec ses crises de vagabondage et de rébellions. Le tsarisme met en ce paysan toute sa confiance. Parfois la dévotion paysanne semble à jamais acquise au représentant de Dieu. Parfois, au contraire, le *moujik* semble perdre tout autre sentiment que le féroce besoin de piller, de brûler, de se soûler à plein ventre aux dépens du seigneur. Les famines, les épidémies, les impôts et les mangeries le réduisent à la misère : il s'en va aux villes chercher dans les grandes usines un salaire qui le nourrisse durant la mauvaise saison; il en revient grisé de théories et de rêves communistes, dont il ne retient qu'un mot : c'est que la terre doit être, sera à lui : comment? quand?

Il croit volontiers qu'un « bon tsar » va bientôt achever l'œuvre de 1861 et, d'une main paternelle, distribuer à tous ceux qui souffrent bois, grains, bétail, provisions, outils, richesses. Aussi, qu'un faux envoyé de ce bon père vienne annoncer que la distribution commence : quarante mille paysans envahissent les terres et les châteaux des riches, les domaines des princes et de l'État, coupent les arbres, vident les granges et les étables, chargent leurs femmes ou leurs chariots de tout ce que l'on peut emporter, défoncent les tonneaux, se grisent d'alcool et, pour se réjouir, allument en une belle flambée maisons, bûchers et meules de paille.

Les partis réformateurs, après avoir mis leur espoir

en cet *armiak*, s'en étaient un peu détournés : il leur semblait impossible de dresser à une besogne légale cette foule de brutes et d'enfants. Les socialistes eux-mêmes en arrivaient à une sorte de « paysanophobie », et les social-démocrates à la mode allemande n'avaient de confiance que dans le prolétariat des villes.

Mais la guerre mandchourienne et les souffrances de la mobilisation firent éclater un tel mécontentement à travers toute la Russie paysanne que les socialistes-révolutionnaires reprirent quelque espérance. Puis les ruines de l'industrie et les fermetures d'usines et de chantiers, qu'entraîna bientôt la continuation de la guerre, rejetèrent aux villages une foule d'ouvriers sans travail; la police accéléra cet exode par les expulsions, loin des capitales, de tous les travailleurs suspects.

Une armée de missionnaires socialistes se répandit ainsi dans les campagnes; ils n'avaient qu'une vague notion peut-être des principes et théories socialistes; mais leur foi en la révolution prochaine et leur confiance en la justice de leur cause n'en étaient que plus profondes. Le P. S. R. (parti socialiste-révolutionnaire) s'attacha à fédérer ces prédicateurs isolés et donna à la « question paysanne » le premier rang parmi ses revendications, et ce socialisme agraire essaya de combiner les traditions russiennes et les théories communistes. Au congrès d'Amsterdam, le P. S. R. exposait ce chapitre de son programme :

Dans les questions de la politique agraire et des conditions

rurales, le parti socialiste-révolutionnaire se propose de mettre à profit les idées, les traditions et les formes de la vie paysanne russe, basées sur la possession communale du sol et sur le travail direct du cultivateur en général, cette conception qui considère la terre comme le patrimoine commun de tous ceux qui travaillent. Partant de là, le parti soutiendra la socialisation de toutes les terres appartenant aux propriétaires privés, c'est-à-dire leur sortie du domaine privé et leur retour à la communauté, de façon qu'elles soient exploitées par les communes et les unions de communes organisées démocratiquement, en observant autant que possible la répartition égalitaire des terrains entre ces diverses unités.

Au cas où ce point principal et essentiel du programme agraire minimum ne pourrait être réalisée immédiatement et révolutionnairement, le parti sera guidé toujours dans sa politique agraire par des considérations ayant en vue la réalisation la plus proche et la plus complète possible de cette revendication, en soutenant toutes les mesures transitionnelles, telles que l'extension des droits des communes et de leurs unions territoriales sur les terres à exproprier des propriétaires privés, la confiscation des biens des couvents, églises, apanages de la famille impériale et le retour de ces biens, ainsi que des propriétés de l'État, à la communauté pour servir de fond à la distribution des terres entre les communes existantes ou à l'établissement des nouvelles, aux besoins de la migration et de la colonisation intérieure, etc.;

La réduction du prix du loyer des terres au revenu net de l'exploitation (défalcation faite, du revenu brut, des frais de production et de la rémunération normale du travail);

Au cas de changement de possesseur, la restitution des dépenses faites pour l'amélioration de la terre par le possesseur précédent;

La transformation de la rente, sous forme d'un impôt spécial, en une source de revenu des communes et des organes de l'administration autonome locale.

La foi religieuse et la soumission aux ordres divins sont encore le grand moteur de cette vie paysanne, et le tsarisme, par l'organe de son Saint-Synode, pense rallier tous les dévoûments chrétiens à sa cause. Mais les « socialistes chrétiens » lancent leur *Appel aux Chrétiens Orthodoxes* :

Le Synode vous exhorte à ne pas troubler l'ordre, à ne pas vous solidariser avec les « ennemis intérieurs » qui, affirme-t-il, font le jeu des Japonais. Ce n'est point là le langage qu'attendaient tous les vrais orthodoxes à cette heure douloureuse. Personne n'ignore que les serviteurs du Tsar se rendent journellement coupables des crimes de concussion et de prévarication. Ce sont eux qui ont affaibli le pays en torturant le peuple. Et lorsque les ouvriers de Saint-Pétersbourg allaient supplier le Tsar d'écouter leurs justes doléances, des soldats ont tiré sur leurs frères chrétiens, en ont tué près de 3 000 et blessé plus de 5 000... Et après cela c'est à vous que le Synode, oubliant le vrai dogme apostolique, adresse ses admonestations non pas à ceux qui vous ont poussés à cette extrémité et qui ruinent le pays et tuent nos frères.

Dans un pareil moment, tout le monde s'attendait à voir l'Église élever sa voix autorisée contre le pouvoir affolé qui oublie qu'au-dessus du Tsar il y a Dieu, le Roi des Rois, — comme jadis le métropolite Philippe n'hésitait pas à maudire le Tsar Ivan le Terrible :

« O tsar, lui disait-il, pendant qu'ici nous faisons le sacrifice divin, on répand, derrière l'autel, le sang de chrétiens innocents. Depuis que le soleil brille sur la terre on n'a vu ni entendu d'exemple d'un tsar pieux troublant son propre pays d'une façon si atroce. Même dans les royaumes païens, il y a une loi, il y a une vérité, il y a aussi des sentiments de miséricorde, — toutes choses qui n'existent pas en Russie. La vie et la fortune des citoyens demeurent sans défense. Partout, ce ne sont que pillages et meurtres commis au nom du tsar. Ton trône est élevé, mais le Très-

Haut est notre juge à nous tous et à toi. Comment te présenteras-tu devant son tribunal, toi qui es souillé de tant de sang innocent? »

Chrétiens orthodoxes! Il est écrit qu'à l'époque de l'Antéchrist « la corruption et l'abjection tiendront les lieux saints », c'est-à-dire que la majeure partie de l'Église chrétienne passera du côté des ennemis du Christ. La proclamation du Synode qui soutient les bourreaux du peuple chrétien contre leurs victimes démontre que les temps sont proches! Demeurez donc sourds à la voix du Synode et restez indifférents à son appel, car il porte manifestement le sceau de l'Antéchrist.

Une « Confrérie chrétienne de combat » s'organise pour « la prompte réalisation du christianisme universel » :

Les principes introduits par le christianisme dans la vie individuelle n'ont pas encore été pris comme base des rapports sociaux : en particulier, la « vérité sur la possession de la terre », qui fait partie intégrante du dogme chrétien, est toujours restée lettre morte. Les circonstances exceptionnelles de l'heure présente indiquent d'elles-mêmes les devoirs immédiats de la Confrérie :

1° Lutte contre l'expression la plus impie du pouvoir temporel, c'est-à-dire contre l'autocratie qui se couvre criminellement de l'autorité de l'Église, fait cruellement souffrir le peuple et enchaîne ses meilleures forces;

2° Lutte contre l'attitude passive de l'Église envers le pouvoir;

3° Aux points de vue social et économique, affirmation du principe de l'amour chrétien, en contribuant à la transformation du système individualiste de la propriété en une organisation collectiviste.

La Confrérie s'adresse à tous les chrétiens sans distinction de confession ou de nationalité, la lutte contre le scélérat pouvoir temporel ayant un caractère plutôt universel que national.

*
* *

Cette « attitude passive de l'Église envers le pouvoir », que dénonce la Confrérie chrétienne, longtemps le tsar en espéra faire l'inébranlable appui de son autorité divine. Il comptait sur tout son clergé noir et blanc pour ramener le peuple aux vérités éternelles, pour détourner surtout le paysan et le prolétaire des erreurs socialistes. Par l'intermédiaire de ce clergé, ses agents essayaient dans les villes, à Pétersbourg surtout, une « organisation indépendante » de syndicats et de cercles ouvriers. En toute ferveur, une partie du clergé citadin crut possible cette réconciliation du tsarisme et du prolétariat. A Pétersbourg, un prêtre, le P. Gapone, fondait une « Association des travailleurs », qui se tenait en dehors des organisations socialistes et cherchait l'allègement des misères sociales dans la collaboration du gouvernement et de la religion. Un Russe raconte aux lecteurs de *L'Européen* (4 février 1905) :

J'ai fait la connaissance de Georgi Apolonovitch Gapone il y a quelques années. De taille moyenne, maigre et svelte, une superbe chevelure encadrant un visage pâle et expressif, il ressemblait dans son habillement de prêtre au Christ ou à un sévère ascète. Il y avait dans l'intonation de sa voix, dans son visage, dans tout son être tant de tranquillité, de soumission même que l'idée ne me serait jamais venue que cet homme fût capable de quelque chose de violent. Mais l'impression changeait lorsque Gapone vous jetait un regard; deux pupilles brûlantes comme des charbons ardents vous pénétraient et un sourire subtil

parcourait son visage : le Christ était changé en Méphisto. Lorsque, ayant fait plus amplement connaissance avec Gapone, je lui dis l'impression ambiguë qu'il m'avait faite, il me jeta un regard malin sans rien me répondre.

En parlant de la question sociale il se déclarait partisan du gouvernement, et disait que les plaies qui rongent actuellement la société russe ne peuvent être guéries que par des mesures gouvernementales. Il déclarait même que tout changement imposé par la voie révolutionnaire ne serait que périlleux pour la Russie.

Décrivant en sombres couleurs la situation des classes laborieuses (qui semblait lui être bien connue), il exprimait la crainte que, si le gouvernement n'agissait pas comme il le devait, le pouvoir ne tombât aux mains d'éléments indignes de confiance qui se préoccuperaient plutôt de la lutte pour l'organisation politique que de l'amélioration des conditions économiques.

Un jour on posa devant moi cette question à Gapone : « Croyez-vous que le gouvernement se rend compte de la situation critique du pays et désire vraiment l'améliorer par des mesures sérieuses? » Tout confondu, il sourit énigmatiquement et porta la conversation sur le défunt ministre de l'Intérieur, Plehve, qu'il considérait comme un grand homme politique, en dépit de son impopularité dans la société russe. « Plehve, disait-il, connaît la situation actuelle, et j'ai tout lieu de croire qu'il fera son possible pour la changer, autrement que par des mesures rigoureuses. »

Dans ses conversations il rappelait souvent ses relations avec Plehve, avec le préfet de Moscou, avec le directeur de la police et d'autres hauts personnages officiels. Ces relations, le mystère de la personne de Gapone, ses voyages fréquents à Moscou, où il disait aller pour se familiariser avec le mouvement ouvrier (lequel, comme on se souvient, a été organisé par la police elle-même), ou dans d'autres lieux de l'Empire, ses allusions à « quelque chose » et ses réticences, tout cela faisait penser, parfois, que Gapone était un mouchard; se disant ami du peuple,

combattant pour ses intérêts, il ne se permettait jamais de critiquer ouvertement les actes du gouvernement, même dans le cas où ces derniers étaient critiqués par tous, comme par exemple lors des désordres de Kichinef.

Il est vrai que parfois, malgré sa réserve, il se trahissait, lorsqu'il parlait du clergé russe par exemple. Il le blâmait ouvertement parce qu'il n'agissait pas pour les besoins du peuple, mais pour les mauvais desseins du gouvernement, qui voulait maintenir l'ignorance dans le peuple. Il attaquait surtout la Société, bien connue à Pétersbourg, de la *Propagation de l'instruction religieuse et morale*, gouvernée par les représentants du clergé.

« Cette société, disait Gapone, s'est donné pour but de préserver le peuple des influences dangereuses et d'organiser des conversations et des lectures religieuses, mais elle n'atteindra rien par cette voie-là. Le peuple n'a pas besoin de lectures religieuses, qui n'intéressent plus personne : il a besoin de connaître ses droits et les moyens d'améliorer sa position. Au lieu de bourrer le peuple de conversations religieuses et morales, il serait mieux d'organiser à son profit des conférences populaires sur l'économie politique et autres sciences sociales. »

Parmi le clergé (auquel il attribuait le rôle de précepteur du peuple), il ne trouvait naturellement pas de sympathies. Il aurait sans doute dû renoncer à l'action sociale, s'il n'avait eu un appui considérable dans la personne du métropolitain Antony, qui le connaissait depuis de longues années et appréciait son esprit et ses capacités.

Gapone tenait beaucoup à son rang sacerdotal, non seulement parce qu'il y voyait un moyen de rapprochement avec le peuple, mais aussi parce que, d'après ses paroles, qu'il faut croire sincères, il était serviteur convaincu de l'Église, bien qu'il n'en suivît pas strictement les prescriptions; dans la vie ordinaire, il n'observait pas les jeûnes, fumait, ne refusait pas de boire du vin, en un mot, ne se montrait pas bigot.

« J'aime le Christ de tout mon cœur, disait-il volontiers, et souvent je m'adresse à lui en pensée. Ces paroles du

Christ : Sacrifie ta vie pour ton prochain! doivent être la devise de chaque homme s'il veut être utile à autrui. »

Le 22 janvier 1905, Gapone, portant les saintes icones, amenait pacifiquement ses ouvriers au pied du trône. Il demandait humblement au tsar d'écouter un peu les doléances de son peuple : Nicolas II se fût montré à cette foule dévotieuse, qu'à genoux elle eût imploré la bénédiction impériale. Mais Nicolas II s'était enfui de Pétersbourg et les grands-ducs qui le représentaient, firent mitrailler à bout portant ce peuple désarmé.

Au lendemain de cette fusillade, Gapone écrivait à Nicolas II une lettre ouverte :

Plein d'une foi naïve en toi, comme père de ton peuple, je marchais vers toi pacifiquement, accompagné des enfants de ton peuple. Tu devais le savoir, tu le savais. Le sang innocent des ouvriers, de leurs femmes, de leurs enfants en bas âge séparera dorénavant pour toujours, toi, leur assassin, et le peuple russe. Jamais ne sera renoué le lien moral entre lui et toi. Tu ne pourras plus enchaîner le fleuve populaire, furieusement gonflé, par aucune demi-mesure, ni même par la promesse des États Généraux. Les bombes et la dynamite, la terreur collective et la terreur individuelle et l'insurrection populaire attendent ton engeance et tous les assassins du peuple dénué de droits, — je le dis et ce sera. Des flots de sang, comme nulle part ailleurs, seront peut-être versés. A cause de toi, la Russie elle-même périra peut-être. Tâche de le comprendre une fois pour toutes et tiens-le-toi pour dit.

Renonce donc le plus vite avec toute ta famille au trône de Russie et apparais devant le tribunal du peuple russe. Aie pitié de tes enfants, aie pitié des pays de l'Empire, ô

toi qui offrais la paix aux autres peuples, et égorgeas le tien.

GEORGES GAPONE.

Le 20-7 février 1905.

En même temps, par un *Appel aux ouvriers de Pétersbourg et à tout le prolétariat russe*, ce prêtre adjurait le peuple entier, « au nom de la liberté, du bonheur de la patrie, du sang de vos frères, de vos femmes, de vos petits enfants », de ne jamais pactiser avec les « chacals » de la bureaucratie, de tenir le serment de vengeance et de liberté, de « ne plus écouter les prêtres qui savent piller le peuple, mais qui ne savent pas le servir, et qui pansent vos plaies réelles avec des toiles d'araignées célestes », de mépriser le Saint-Synode, « ces métropolitains et ces évêques qui mentent humblement, servent les assassins, les dilapidateurs du fisc, les voleurs du peuple russe, et calomnient et maudissent tous ceux qui versent leur sang pour la liberté du peuple ».

Il semble que cette journée du 22 janvier ait ému, non seulement la nation tout entière, mais les chefs de l'Église eux-mêmes et jusqu'aux membres du Saint-Synode. Les représentants du clergé demandent au Comité des Ministres le rétablissement du patriarcat, l'abolition de ce Synode, dont M. Pobiedonostsef avait fait la pièce maîtresse du gouvernement autocratique. L'archevêque Michel déclare à un rédacteur des *Novosti* :

L'Église russe est impuissante dans tous les domaines de la vie publique; la plupart des gens ne considèrent les

serviteurs de l'Église que comme des fonctionnaires, n'ayant aucune attache avec leurs paroissiens; il ne peut donc y être question du travail commun pour le bien des ouailles.

Dans notre administration ecclésiastique, règne le même arbitraire bureaucratique que dans les chancelleries civiles. Dans nos tribunaux, l'instruction et la procédure ne se font que par écrit; le prévenu n'assiste pas au procès, et la sentence des juges ecclésiastiques n'est pas susceptible d'appel.

Le Synode lui-même est complètement asservi au pouvoir civil; toutes ses décisions ne sont exécutoires qu'à la condition d'ère ratifiées par un fonctionnaire laïque. Cette situation servile de l'Église lui enlève tout prestige, la condamne à l'inaction et lui aliène les sympathies de la société.

Le régime du Synode a exaspéré les divisions intestines entre clergé *noir* et clergé *blanc*, entre prêtres et moines. Le prêtre de paroisse doit être marié; mais l'évêque devant être célibataire, le Synode enferme et dresse en ses couvents ses futurs élus de l'épiscopat. Ainsi, le pope ne peut devenir évêque; le moine par la grâce du Synode dispose de l'Église entière. Faut-il s'étonner que le pope ne soit pas irréductiblement fidèle au régime présent? Le Synode, d'autre part, n'est que l'instrument du procureur général et, depuis vingt ans, M. Pobiedonostsef a exercé cette magistrature suprême avec une dureté, dont l'épiscopat aujourd'hui espère la revanche. L'archevêque Michel termine son *interview*, en réclamant l'indépendance du clergé envers l'État, la suppression de la tutelle administrative sur le Synode et le rétablissement du patriarcat de Moscou.

*
* *

Il reste au tsar sa bureaucratie et sa police, dont la fidélité ne fut jamais assurée que par l'intérêt personnel, et son armée, dont la guerre de Mandchourie neutralise un peu la puissance et ruine de jour en jour le dévoûment. La plus haute noblesse, dans les assemblées de *zemstvos*, sépare sa cause du tsarisme. Le prince Troubetskoy écrit au ministre de l'Intérieur :

La Russie traverse en ce moment une époque d'anarchie et de révolution. Ce qui se passe à l'heure actuelle n'est pas seulement la manifestation d'une effervescence junévile, mais bien plutôt l'aboutissement logique de la situation générale dans laquelle se trouve aujourd'hui la société. L'état de choses actuel est extrêmement dangereux pour la société tout entière et particulièrement menaçant pour la personne sacrée de l'empereur. Aussi est-ce le devoir de tout sujet fidèle de s'opposer par tous les moyens à un pareil malheur.

Ces jours-ci, j'ai eu le bonheur de me présenter devant l'empereur et de lui rendre compte, autant que j'ai pu, de la situation actuelle de la société. J'ai essayé de lui faire comprendre que ce qui se passe actuellement n'est pas une simple émeute, et quelles sont les raisons qui poussent le peuple russe à une révolution dont il n'a pas envie. Sa Majesté a le pouvoir d'empêcher les choses d'en arriver là, mais il n'y a qu'un moyen : c'est que l'empereur ait confiance en la nation et en ses corps représentatifs.

Du fond de mon cœur, je suis convaincu que si l'empereur, animé d'une entière confiance, permettait à ces éléments de se rapprocher de lui, la Russie serait délivrée de la menaçante perspective d'un soulèvement sanglant et

donnerait son appui à son empereur, à son autocratie, à sa volonté. Pour tous ceux qui songent avec effroi aux perspectives que j'ai signalées, il n'est plus en la puissance humaine de leur interdire et de les empêcher d'exprimer à l'empereur ce qui pèse sur leurs cœurs, ce qui les oppresse douloureusement. Ce n'est pas le moment de se taire alors que la patrie est en danger. On ne doit pas oublier la situation dans laquelle se trouvent actuellement ceux qui ont une femme et des enfants. Même si l'on me déclare coupable de parler ainsi en ma qualité de président de l'assemblée du zemstvo, ma conscience est calme et pure.

Veuillez agréer l'assurance de ma considération parfaite et de mon dévouement.

Votre serviteur,

Prince TROUBETSKOY.

Moscou, le 28 décembre 1904.

Seul ou presque seul, M. Pobiedonostsef, gardant sa foi en la mission et devoir du tsar orthodoxe, prophétise la victoire mandchourienne et le retour de la nation aux éternelles vérités : faut-il admettre sans discussion l'authenticité de cette lettre au tsar, que certains journaux russes lui ont attribuée?

A. S. M. l'Empereur Nicolas II.

Notre-Seigneur et Dieu Jésus-Christ T'a imposé la mission sacrée d'ériger la Croix orthodoxe en Extrême-Orient, au milieu des populations qui croient aux idoles et non pas en Dieu. Certes, elle n'est pas facile, cette mission de porter la Croix et encore moins facile celle de l'ériger parmi les ennemis de la Foi. Cependant de dures épreuves furent supportées non seulement par Notre-Seigneur et Dieu Jésus-Christ, mais aussi par ses apôtres et par les Tsars, Tes ancêtres. L'heure de la victoire est proche!

Par Tà volonté souveraine, des centaines de milliers de fils de l'Église orthodoxe qui Te sont sincèrement dévoués sont envoyés à la défense de la patrie et de l'orthodoxie, et là aussi s'empressent tous les jours, toutes les heures, des armées innombrables de Tes fidèles sujets. Et c'est dans ces minutes que Tes serviteurs, ô Tsar, et que Tes nobles qui T'appróchent osent troubler Ton âme sacrée et véritablement orthodoxe par leurs machinations insensées pour affaiblir Ton pouvoir autocratique et pour former les États Généraux. Toutes ces machinations viennent de ce que Tes ennemis pressentent — et Te portent pour cela une manifeste envie — qu'à Toi incombe l'heureuse mission historique d'établir la Foi orthodoxe en Extrême-Orient.

Tu as le droit, comme autocrate et comme Oint de Dieu, de faire tout selon Ton intelligence et selon le désir de Ton cœur; Tu as le droit de mettre à mort et de gracier Tes fidèles sujets; Tu as le droit de faire sentir Ta grâce ou Ton courroux à qui Tu voudras; Tu règnes pour la gloire de la Russie et pour terrifier Tes ennemis.

Mais, Toi, ô notre Tsar, Tu n'as pas le droit de violer le serment sacré que Tu as donné, devant Notre-Seigneur et Dieu, de garder les promesses de Tes ancêtres, de conserver l'Autocratie et Ta foi orthodoxe qui y est intimement liée. N'oublie pas, ô Tsar, que Tu es l'Oint de Dieu. Rappelle-Toi comment brillait Ta face auguste dans la cathédrale de l'Assomption, quand Tu prononçais Tes promesses sacrées à Notre-Seigneur et Dieu, pendant que Tu portais Ta couronne, Ton sceptre et Tes insignes du pouvoir, qui T'ont été donnés en tout premier lieu par Tes ancêtres, ensuite par tout le peuple orthodoxe. Ne crois pas les conseils de Tes proches, ne viole pas Tes serments. Car si, ô Autocrate, Tu violes Ton serment, tous Tes proches commenceront à le violer et alors tombera tout le prestige de l'Église, de l'État, du Saint-Synode, de toutes Tes hiérarchies sacrées; enfin alors tombera la Foi orthodoxe et triomphera l'étranger.

Signé : POBIEDONOSTSEF.

Authentique ou fabriquée, cette lettre est digne de la signature qu'elle porte : sûrement, elle résume toute la pensée du vieil homme d'État et elle explique les étranges contradictions où depuis six mois nous voyons le malheureux Nicolas II se débattre. Un Alexandre III eût mis son poing terrible sur toute rébellion, et n'eût écouté que les ordres du Seigneur. Un Alexandre II aurait compris que le tsar n'existe que pour la nation et que les besoins de la nation satisfaits sont la seule garantie du tsarisme maintenu. Nicolas II flotte d'une conviction à l'autre. Le même jour (18 février 1905) il publie un *Manifeste* et un *Rescrit* qui se contredisent et s'annulent.

Le *Manifeste*, adressé au peuple entier, annoncé et lu dans les églises, répandu par l'administration, semble maintenir à jamais le régime autocratique :

Il a plu à la Providence, dont les desseins sont impénétrables, de soumettre notre patrie à de pénibles épreuves. La sanglante guerre d'Extrême-Orient, dans laquelle est engagé l'honneur de la Russie, qui intéresse à un si haut point notre domination sur les eaux de l'océan Pacifique et qui est d'une nécessité si impérieuse pour assurer, dans les siècles à venir, la paix et la prospérité non seulement de notre nation, mais de toutes les nations chrétiennes, a exigé du peuple russe une extraordinaire tension de ses forces, et a englouti quantité de victimes chères à notre cœur.

Tandis que les glorieux fils de la Russie combattent avec bravoure et abnégation, et exposent leur vie pour la foi, pour le tsar et pour la patrie, des troubles ont éclaté dans notre patrie même, pour la joie de nos ennemis et pour notre profond chagrin.

Aveuglés par l'orgueil et animés de mauvaises intentions, les chefs du mouvement révolutionnaire ourdissent des machinations audacieuses contre la sainte Église orthodoxe et contre les lois qui sont les piliers de l'édifice de l'État russe. Ils pensent qu'en détruisant les liens naturels qui nous unissent au passé, ils pourront ruiner l'ordre existant de l'État, et arriver à le remplacer par une nouvelle administration reposant sur des bases non conformes aux traditions de notre pays.

L'attentat commis contre le grand-duc Serge, qui affectionnait tant la vieille capitale, dont il avait fait sa résidence, et qui a trouvé une mort prématurée au milieu des monuments sacrés du Kremlin, blesse profondément le sentiment national de tous ceux à qui sont chers l'honneur du nom russe et la gloire de la patrie.

Nous supportons d'un cœur soumis ces épreuves qui nous sont envoyées d'en haut. Nous trouvons une consolation dans la ferme confiance que nous avons en la clémence dont Dieu a toujours fait preuve à l'égard de la puissance russe et dans le dévouement que notre fidèle peuple a toujours eu pour le trône et qui nous est connu de longue date.

Grâce aux prières de la sainte Église orthodoxe, et unie sous la bannière de la puissance autocratique du tsar, la Russie a déjà triomphé dans bien des guerres et surmonté bien des crises, sortant toujours avec une force nouvelle et indomptable de ces difficiles épreuves.

Quoi qu'il en soit, le désordre intérieur constaté dans ces derniers temps et la perturbation des esprits, qui ont favorisé l'extension de la sédition et des troubles, nous obligent à rappeler aux autorités gouvernementales et à toutes les autres leur devoir et leur serment, à les inviter à redoubler de vigilance pour sauvegarder la loi, l'ordre et la sécurité en s'inspirant de la ferme conviction qu'elles sont responsables administrativement et moralement envers la patrie.

Songeant sans cesse au bien-être du peuple russe et etant convaincu que Dieu, après avoir éprouvé sa patience,

accordera la victoire à nos armes, nous invitons les Russes bien pensants de toutes les classes à se joindre à nous pour coopérer d'une façon unanime, chacun dans sa position et chacun à sa place, par ses paroles et par ses actions, à l'œuvre grande et sacrée qu'il nous faut accomplir pour triompher au dehors d'un ennemi acharné et faire cesser la révolte dans le pays en réprimant avec sagesse le désordre intérieur.

Nous rappelons à ce sujet que l'apaisement des esprits, dans toute la population, peut seul nous permettre de réaliser nos intentions en vue de l'augmentation du bien-être du peuple et de l'amélioration des institutions gouvernementales.

Que tous les Russes qui, fidèles au passé de la Russie, ont, comme nous, loyalement et consciencieusement souci de toutes les affaires de l'État, se serrent étroitement autour du Trône! Que Dieu donne au clergé la sainteté, au gouvernement la vérité, au peuple la paix, aux lois la force, et à la foi la prospérité pour la consolidation du pouvoir autocratique et pour le bien de nos chers sujets!

Le *Rescrit*, adressé au seul ministre de l'Intérieur, destiné seulement à la presse des grandes villes et de l'étranger, semble promettre un avenir de réformes :

Fidèles à la coutume ancienne de la nation russe de porter vers le trône l'expression des sentiments de joie et de tristesse ressentis pour la patrie, les assemblées de la noblesse, les *zemstvos*, les associations commerciales et municipales, les paysans de tous les points du pays russe m'ont apporté leurs félicitations nombreuses à l'occasion de la naissance de l'héritier du trône; en même temps, ils ont exprimé le désir de sacrifier leur fortune pour achever la guerre et consacrer toutes leurs forces pour m'assister à perfectionner l'ordre de l'État russe.

Au nom de Sa Majesté l'Impératrice et au mien, je vous prie de remercier les assemblées et les associations qui

nous avaient adressé l'expression de leurs sentiments de fidélité : dans ces temps pénibles, leur empressement manifesté nous cause une joie d'autant plus grande que sur mon appel, ils vont m'aider à réaliser les réformes que j'avais annoncées, en pleine conformité avec le désir de mon âme. Ce désir consiste, par un travail commun du gouvernement et des forces sociales, à atteindre la réalisation de mes intentions dirigées vers le salut public.

Continuant, à l'exemple de mes ancêtres augustes, l'unification des institutions du pays russe, j'ai décidé dorénavant, et avec l'aide de Dieu, d'appeler les personnes les plus dignes, élues par le peuple et investies de sa confiance, à participer à l'élaboration préparatoire des projets législatifs.

En raison des conditions spéciales de notre vaste Empire, de la diversité des nationalités et du développement peu avancé de la culture civique dans quelques districts, les souverains russes, dans leur sagesse, ont toujours accordé les réformes nécessaires, suivant un programme longuement mûri, et avec opportunité, en assurant l'indissolubilité des liens historiques avec le passé; celle-ci est un gage de sécurité et de la solidité de ces réformes dans l'avenir.

Aujourd'hui en faisant cette réforme, je suis sûr que la connaissance des besoins locaux, l'expérience de la vie et la parole prudente et franche des personnes élues comme les plus dignes assureront la fécondité des travaux législatifs pour le vrai salut de la nation, mais je prévois que la réalisation de cette réforme sera compliquée et difficile, devant se faire sous la condition expresse de l'inviolabilité de l'unité de l'Empire.

Connaissant votre expérience administrative, acquise par de longues années, et appréciant la rectitude de votre caractère, je décide d'instituer sous votre présidence une conférence spéciale pour discuter les moyens de réaliser ma volonté. Que Dieu bénisse cette bonne intention, qu'il vous aide à accomplir cette tâche avec succès pour le salut de la nation qui m'a été confiée par Dieu. — NICOLAS.

Nicolas II ne semble pas voir que, de toutes les politiques, celle de l'hésitation est la plus dangereuse; qu'il faut choisir nettement entre les théories de M. Pobiedonostsef et les désirs de la nation; que les attentats se rapprochent du trône; qu'après les satrapes et scribes, Bobrikof, Johnson, Galitzine, etc., la bombe ou le revolver supprime son ministre Plehve (août 1904), son oncle et beau-frère, le grand-duc Serge (février 1905); que cette année le peuple et le tsarisme se sont rencontrés un 22 janvier et que le peuple a fait les frais de cette première journée, mais qu'une autre année, une année toute proche, c'est le 21 janvier peut être que pareille rencontre peut se renouveler; et le 21 janvier — Louis XVI en sut quelque chose, — ce ne sont pas les têtes du peuple qui tombent.

Janvier-mai 1905.

FIN

396-05. -- Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 5-05.

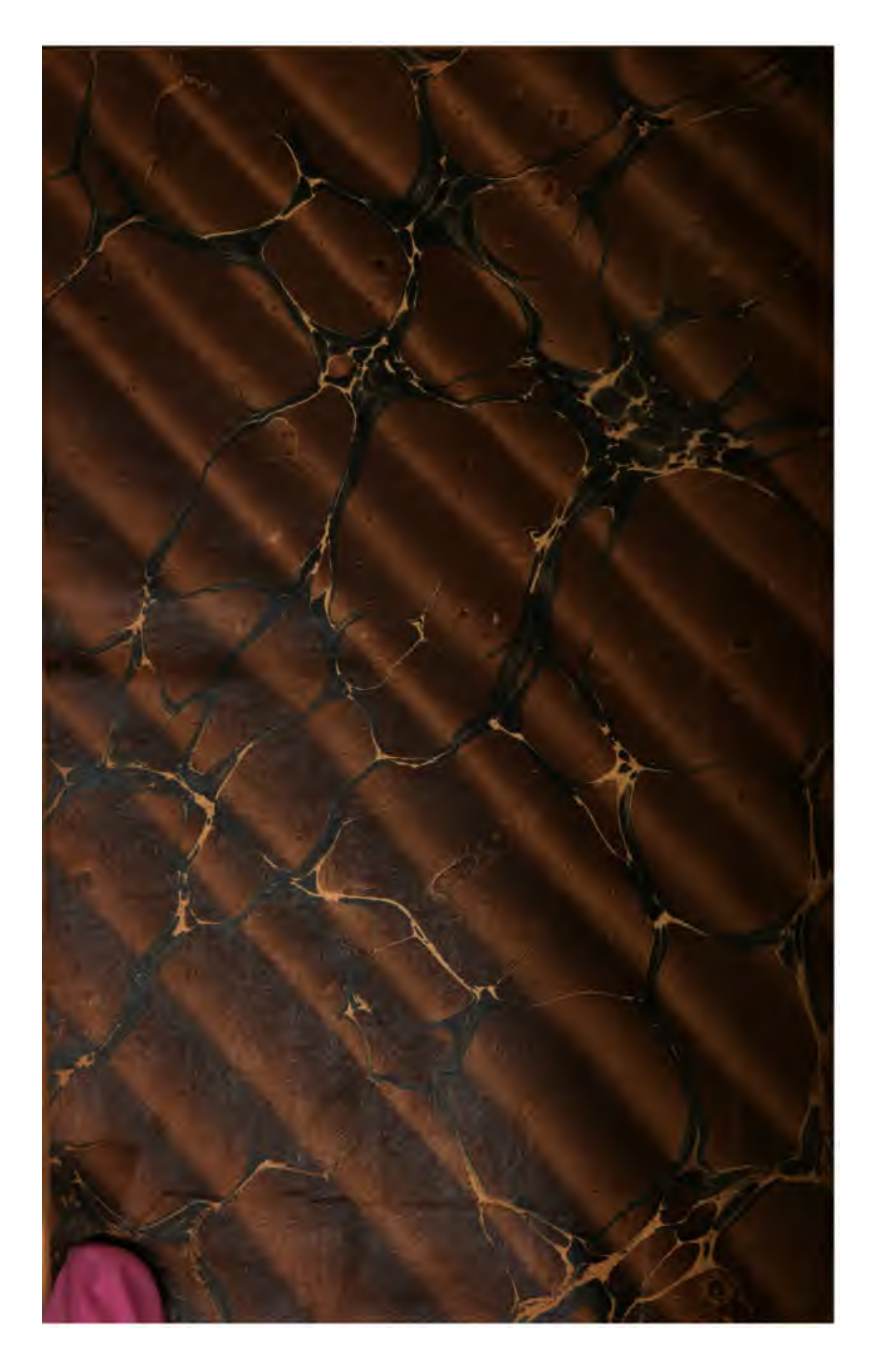


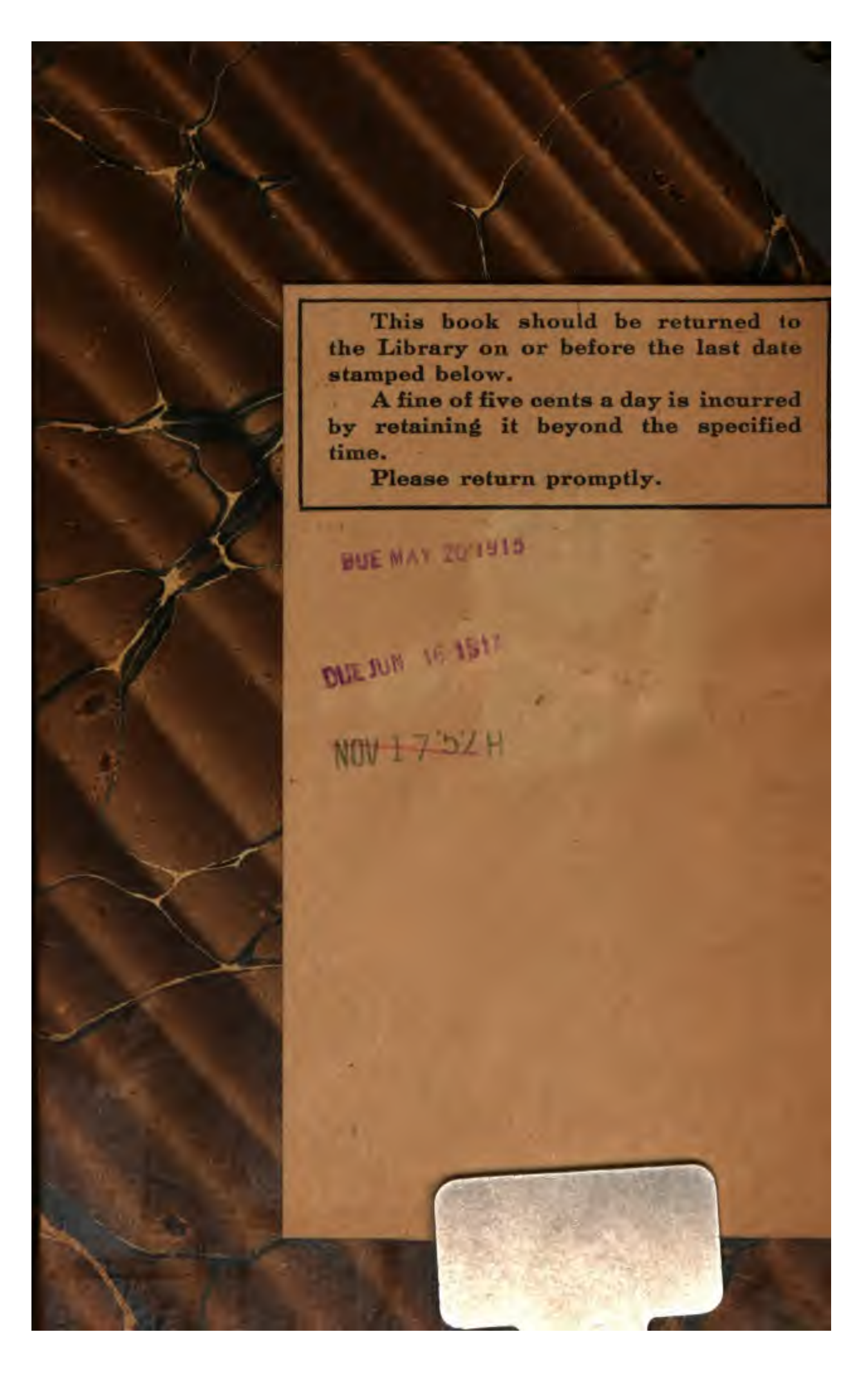
8396. — Paris. — Hemmerlé et Cie.

s, 5. fr.

que

[illegible]




This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.
A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.
Please return promptly.
DUE MAY 20 1915
DUE JUN 16 1917
NOV 17 '52 H